

ORGANISATION COMMUNE AFRICAINE MALGACHE ET MAURICIENNE

O. C. A. M.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

**RECUEIL DES TEXTES LÉGISLATIFS
ET DES DOCUMENTS D'ÉTAT CIVIL**

(ANNEXE A L'ETUDE
SUR LA SITUATION DE L'ETAT CIVIL DANS LES PAYS DE L'OCAM)



Mai 1974

ORGANISATION COMMUNE AFRICAINE ET MAURICIENNE

O. C. A. M.

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES, FINANCIERES ET DES TRANSPORTS

SERVICE DE LA STATISTIQUE

RECUEIL DES TEXTES LEGISLATIFS ET DES DOCUMENTS

D'ETAT CIVIL

(ANNEXE à l'ETUDE SUR LA SITUATION DE L'ETAT CIVIL
DANS LES PAYS DE L'OCAM)

III

AVERTISSEMENT

Le présent document vient à la suite de l'étude principale qui a été publiée sous le titre "La Situation de l'Etat Civil dans les pays de l'OCAM". Il constitue une annexe indispensable sans laquelle l'étude initiale n'aurait pas été complète. Cette annexe répond à un double souci :

- Le premier est de présenter "in extenso" le texte de base actuellement en vigueur dans le pays concerné et réglant l'état civil.

- Le deuxième est de reproduire les différents documents d'état civil utilisés par chaque pays étudié pour chacun des trois événements retenus dans l'étude, à savoir les Naissances, les Décès et les Mariages. Dans ce dernier cas, les documents ont été présentés dans l'ordre suivant :

1 - Les fiches ; comme il a été dit dans le document principal, il s'agit de formulaires préalables permettant de recueillir les déclarations des personnes autorisées (personnel des centres médicaux et ou déclarants). Ces documents sont généralement détenus par chaque centre médical et ne concernent que les naissances et les décès intervenus dans ces lieux. Dans le cas des mariages, ces documents portent généralement le nom de "fiches de renseignements", ils sont disponibles dans les centres d'état civil et concernent les futurs époux.

2 - Les actes proprement dits (ou les jugements supplétifs)

L'acte proprement dit est le document authentique d'état civil, délivré conformément à la réglementation prescrite ; il est le document essentiel donc officiel à tous égards.

3 - Les copies, extraits ou bulletins d'actes (ou de jugements supplétifs)

Ce sont des documents de substitution des actes proprement dits, ils sont généralement émis par les Centres d'Etat civil, le greffe du Tribunal, ou par toute autre autorité habilitée à les certifier comme étant copies conformes exactes des pièces originales (Ministère des Affaires Etrangères, Ambassade, Commissariat de police, Brigade de gendarmerie, etc...). Ils sont obtenus en cas de besoin selon la réglementation prescrite (constitution de dossiers divers, perte, destruction partielle ou totale d'un acte et sur demande expresse des intéressés).

4 - Les états récapitulatifs d'actes (ou de jugements supplétifs)

Ce sont des relevés systématiques du nombre d'actes (ou de jugements supplétifs) délivrés au cours d'une période déterminée. Généralement, cette période est d'un mois ou d'un trimestre. Ces relevés servent à l'établissement des statistiques nécessaires et doivent être adressés, pour exploitation, à des services techniques désignés à cet effet et chargés de leur exploitation.

5 - Les autres documents

Ils sont de formes, d'utilisation et de contenus différents selon le pays considéré (états des services faits, états statistiques annuels, répertoire alphabétique, acte d'individualité, certificat de vie, fiche individuelle ou collective familiale, livret de mariage ou de famille, etc...). Ces documents n'ont pas fait l'objet d'une reproduction.

Le Secrétariat Général espère que le présent document sera accueilli comme un complément indispensable et efficace à l'étude relative à la "Situation de l'état civil dans les pays de l'OCAM" par les chercheurs en matière d'état civil.

S O M M A I R E

N° d'ordre	Pays membres	Textes législatifs	Formulaires utilisés
01	Cameroun .....	... 3 à 10 ...	... 11 à 22
02	R C A .....	... 23 à 43 ...	... 44 à 57
03	Côte d'Ivoire	... 59 à 79 ...	... 80 à 90
04	Dahomey .....	... 91 à 97 ...	... 98 à 110
05	Gabon .....	... 111 à 121 ...	... 122 à 134
06	Haute Volta ...	... 135 à 142 ...	... 143 à 167
07	Madagascar ....	... 169 à 187 ...	... 188 à 194
08	Ile Maurice ...	... 195 à 242 ...	... 243 à 261
09	Niger .....	... 263 à 269 ...	... 270 à 285
10	Rwanda .....	... 287 à 295 ...	... 296 à 305
11	Sénégal .....	... 307 à 330 ...	... 331 à 343
12	Tchad .....	... 345 à 353 ...	... 354 à 364
13	Togo .....	... 365 à 370 ...	... 371 à 390

TEXTES LEGISLATIFS ET FORMULAIRES UTILISES
PAR PAYS

01 - CAMEROUN

I - Texte législatif en vigueur:

LOI N° 68-LL-2 du 11 Juin 1968
portant organisation de l'Etat Civil

L'Assemblée Nationale Fédérale a délibéré et adopté ;

Le président de la République Fédérale promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE 1er - Les actes relatifs à l'état civil sont établis et enregistrés sur tout le territoire de la République Fédérale du Cameroun suivant les règles de compétence et les conditions de forme établies par la présente loi.

ARTICLE 2 - Les conditions de validité des actes d'état civil sont fixées par les lois, règlements et coutumes en vigueur au lieu de leur enregistrement.

CHAPITRE PREMIER

Des Centres et des officiers d'état civil.

ARTICLE 3 - Un centre d'état civil est établi dans chaque Commune ou area council.

ARTICLE 4 - Dans chaque Commune, le Maire, le Délégué du Gouvernement auprès de la Commune, le Chairman de l'area council est officier d'état civil. Il peut déléguer cette fonction à une personnalité lettrée ; mention de cette délégation doit être faite sur tous les actes dressés par le délégué.

ARTICLE 5 - Lorsque l'étendue de la Commune ou de l'area council, la densité de sa population, les difficultés de communication le justifient, il peut être créé un ou plusieurs centres spéciaux d'état civil par arrêté du Ministre chargé de l'Administration territoriale Fédérale. Ces arrêtés préciseront le siège du centre spécial et son ressort territorial.

Les officiers d'état civil des centres spéciaux sont désignés par arrêté du Ministre susvisé sur proposition des préfets. Ils peuvent être relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions.

ARTICLE 6 - L'Officier d'état civil est assisté d'un secrétaire qu'il choisit parmi le personnel rémunéré de la Commune ou du council.

Dans les centres spéciaux, le secrétaire est nommé par le Préfet.

ARTICLE 7 - Un décret fixe l'indemnité des officiers et des secrétaires d'état civil des centres spéciaux.

ARTICLE 8 - En pays étrangers, les agents diplomatiques ou consulaires territorialement compétents sont officiers d'état civil.

ARTICLE 9 - A l'exception de ceux qui sont visés à l'article 8 ci-dessus, les officiers d'état civil doivent prêter serment de remplir leur charge avec fidélité et loyauté, devant le tribunal visé à l'article 25 ci-dessous.

T I T R E I I

Des actes de l'état civil.

ARTICLE 10 - Les actes de l'état civil doivent énoncer la date des faits qu'ils constatent, la date à laquelle ils sont dressés, les noms, prénoms, professions et domicile de tous ceux qui y sont dénommés.

ARTICLE 11 - Les témoins produits aux actes de l'état civil doivent être âgés de vingt et un ans au moins, parents ou autres, sans distinction de sexe ; ils sont choisis par les personnalités intéressées.

ARTICLE 12 - L'officier d'état civil donne lecture des actes aux parties comparantes et aux témoins au terme de leur rédaction et préalablement à leur signature.

ARTICLE 13 - Les actes sont signés par l'officier d'état civil. Co
qui empêche les comparants et les témoins de signer.

ARTICLE 14 - () Il existe trois catégories de registres d'état civil :

- a) Registre pour les naissances, reconnaissances, légitimations et adoptions ;
- b) Registre pour les mariages ;
- c) Registre pour les décès.

() Chaque catégorie comprend deux registres (à souches), cotés et paraphés par le président du Tribunal de première instance ou par le président de la "Magistrate's Court".

(Le format desdits registres, la disposition des mentions obligatoires, le cas échéant, le nombre des volants détachables et leurs destinataires, ainsi que, d'une façon générale, toute modalité d'application du présent article, sont fixés par décret.

ARTICLE 15 - (), Les actes sont inscrits sur les registres, de suite, sans aucun blanc, et numérotés dans l'ordre de leur inscription, la même série de numéro étant conservée dans chaque centre d'état civil pour l'année civile entière et pour une même catégorie de registres.

.../...

01 - CAMEROUN

Les ~~matrices~~ et renvois sont approuvés et signés par l'officier d'état civil. Il n'est rien écrit en abréviation et toute date indiquée en chiffres est répétée en toutes lettres.

ARTICLE 16 - , Sous réserve des dispositions de l'article 29 ci-après, l'inscription de tout acte sur les registres de l'état civil est gratuite.

La délivrance de toute copie ou extrait donne lieu à perception d'un droit fixé conformément au code du timbre.

ARTICLE 17 - ; Les registres de l'état civil sont visés au cours de leurs tournées, et obligatoirement au début de chaque trimestre, par les sous-préfets ou chefs de District qui s'assurent de leur tenue régulière.

Ils sont clos et arrêtés en fin d'année par l'officier d'état civil et par le sous-préfet ou le chef de District.

Le premier registre de chaque catégorie est classé conformément aux dispositions fixées par arrêté du Ministre chargé de l'Administration territoriale Fédérale.

Sauf arrêté du Ministre chargé de l'Administration territoriale Fédérale prévoyant la conservation par l'officier d'état civil, le deuxième registre est conservé à la sous-préfecture.

ARTICLE 18 - Dans tous les cas où la mention d'un acte relatif à l'état civil doit avoir lieu en marge d'un acte déjà inscrit, elle est faite d'office ou à la requête de la partie la plus diligente.

L'officier d'état civil qui a dressé ou transcrit l'acte donnant lieu à mention, effectue sans délai cette mention sur les registres qu'il détient.

Si l'acte en marge duquel doit être effectuée la mention a été dressé ou transcrit dans un autre centre d'état civil, l'avis en est adressé dans les sept jours à la sous-préfecture et, éventuellement, au tribunal dont relève ce centre ou au service diplomatique ou consulaire compétent.

ARTICLE 19 - Tout acte de l'état civil des Camerounais et des étrangers dressé en pays étranger fait foi s'il a été rédigé dans les formes usitées dans ledit pays.

Ceux des actes qui concernent les Camerounais sont transcrits, sur la demande des intéressés, sur les registres de l'état civil de l'année civile courante tenus par les Agents diplomatiques ou consulaires territorialement compétents.

01 - CAMEROUN

ARTICLE 20 - Tout acte de l'état civil concernant des Camerounais reçu en pays étranger est valable s'il l'a été conformément aux lois Camerounaises par les Agents diplomatiques ou consulaires territorialement compétents.

Le double des registres de l'état civil tenus par ces agents est adressé à la fin de chaque année civile au Ministère des Affaires Etrangères. Ces doubles sont soumis au visa du procureur de la République à Yaoundé et jusqu'à une date qui sera fixée par décret, remis à la garde du Ministre des Affaires Etrangères qui peut en délivrer copies et extraits.

ARTICLE 21 - Il est interdit à l'officier d'état civil de dresser les actes qui intéressent lui-même ou sa famille. Il peut alors déléguer ses pouvoirs dans les conditions prévues à l'article 4 ci-dessus.

ARTICLE 22 - Toute contravention aux articles précédents est poursuivie devant le tribunal visé à l'article 25 et punie d'une amende civile de 2 000 francs.

ARTICLE 23 - Toute altération, tout faux dans les actes de l'état civil, toute inscription de ces actes ailleurs que sur les registres à ce destinés donnent lieu aux dommages-intérêts aux parties, sans préjudice des peines prévues par les lois pénales.

T I T R E III

Rectification et reconstitution des actes de l'état civil

ARTICLE 24 - La rectification et la reconstitution des actes de l'état civil ne peuvent être effectuées que par jugement. Il y a lieu à reconstitution en cas de perte, de destruction des registres, ou de la déclaration n'ayant pu être reçue par suite de l'expiration des délais prescrits.

ARTICLE 25 - Les demandes en rectification d'acte de l'état civil sont portées au Cameroun Oriental, devant le Tribunal civil de première Instance, et au Cameroun Occidental devant la Magistrate's Court, dans le ressort duquel se trouve le Centre d'état civil où l'acte aurait dû être dressé.

ARTICLE 26 - Le dispositif de tout jugement supplétif d'acte d'état civil devenu définitif est transcrit sur les registres de l'année civile en cours du centre d'état civil où l'acte aurait dû normalement être dressé, et mentionné dans les registres de l'année civile où le fait d'état civil a pris place, en marge de l'acte le plus rapproché en date.

() Le dispositif de tout jugement rectificatif devenu définitif est transcrit sur les registres de l'année civile en cours du centre d'état civil où l'acte rectifié a été dressé. En outre, il doit être fait mention du jugement rectificatif en marge de l'acte rectifié.

.../...

01 - CAMEROUN

A cette fin, le représentant du Ministère public auprès de la juridiction et au Cameroun Occidental le magistrat territorialement compétent transmet immédiatement le jugement à l'officier d'état civil intéressé, lequel en fait retour en y portant de la transcription et de la mention faites.

ARTICLE 27 - A titre transitoire et jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Administration territoriale fédérale et du Ministre de la Justice, les jugements supplétifs d'acte de l'état civil sont rendus sans frais de justice.

T I T R E I V

Des actes de Naissance.

ARTICLE 28 - La naissance doit être déclarée dans les quinze jours suivant l'accouchement, à l'officier d'état civil du lieu de la naissance. Toutefois, le ministre chargé de l'Administration territoriale Fédérale peut, pour certaines parties du pays, proroger jusqu'à un mois ce délai.

La déclaration est faite par le père, le chef de famille, la personne ayant la charge de l'enfant ou un proche parent ayant connu la naissance, en présence d'un témoin choisi de préférence dans l'entourage de la famille.

Lorsque la mère est accouchée dans un hôpital, une clinique ou un médecin ou la sage-femme qui l'a assistée, est tenu de déclarer la naissance dans les huit jours qui suivent.

ARTICLE 29 - Les naissances déclarées après expiration du délai prévu à l'article précédent et avant trois mois, peuvent être enregistrées moyennant paiement d'un droit fixé par le code du timbre.

Lorsque la naissance n'a pas été déclarée dans le délai de trois mois, l'officier d'état civil ne peut l'enregistrer qu'en vertu d'un jugement.

ARTICLE 30 - L'acte de Naissance énonce :

- a) La date et le lieu de naissance ;
- b) Le sexe de l'enfant ;
- c) Les nom et prénoms de l'enfant ;
- d) Les noms et prénoms, âge, profession et domicile du père et de la mère ;
- e) Les noms, prénoms, domicile du déclarant, s'il y a lieu, et du témoin.

.../...

L'extrait d'acte de mariage ou le livret de famille des père et mère peut, s'il existe, être produit à l'appui de toute déclaration de naissance. Dans le cas de naissance hors mariage, il n'est fait aucune mention du père et aucun nom ne peut lui être substitué.

ARTICLE 31 - L'acte ou jugement emportant reconnaissance d'enfant né hors mariage, adoption ou légitimation, est transcrit sur le registre des naissances du centre d'état civil du lieu de naissance de l'intéressé. Mention de la reconnaissance, de l'adoption ou de la légitimation est portée en marge de l'acte de naissance ou du jugement supplétif transcrit en tenant lieu.

ARTICLE 32 - . Toute personne qui trouve un nouveau né est tenu de le remettre à l'autorité civile la plus proche, ainsi que les vêtements et autres effets trouvés près de l'enfant, et de déclarer toutes les circonstances de temps et de lieu où il l'a trouvé.

L'autorité fait dresser par l'officier d'état civil un acte qui énonce l'âge apparent de l'enfant, son sexe, les noms qui lui sont donnés, l'oeuvre ou la personne à qui il est confié.

ARTICLE 33 - Tout Ministre du culte ou toute personne qui baptise un enfant doit demander la production d'une copie ou d'un extrait d'acte de naissance. Au cas où ce document ne peut être produit, et s'il est établi que l'enfant est né depuis moins de trois mois, il doit, dans les huit jours du baptême, déclarer la naissance à l'officier d'état civil compétent.

T I T R E V

Des notes de décès.

ARTICLE 34 - . La déclaration des décès doit être faite dans les délais prévus au premier paragraphe de l'article 28 ci-dessus, par le chef de famille, un membre de la famille ou un parent du défunt, ou par toute personne présenté au décès, assisté d'un témoin choisi de préférence dans l'entourage de la famille.

(2) En cas de décès dans un hôpital, une clinique, une maternité, un dispensaire, une maison de détention, le chef de l'établissement est tenu de déclarer le décès dans les huit jours qui suivent.

ARTICLE 35 - L'acte de décès énonce :

- a) La date et le lieu du décès ;
- b) Les nom, prénoms, âge, profession et domicile du défunt ;
- c) Les nom, prénoms, profession et domicile de ses père et mère ;
- d) Les nom, prénoms, profession et domicile du déclarant et du témoin.

01. - CAMEROUN

ARTICLE 36 - Mention du décès doit être portée en marge des actes de naissance et de mariage du défunt, s'il en a été dressé.

ARTICLE 37 - Lorsque le corps d'une personne décédée est retrouvé et peut être identifié, un acte de décès doit être dressé par l'officier d'état civil du lieu où le corps a été trouvé. Si le défunt ne peut être identifié, l'acte de décès doit comporter son signalement le plus complet et mentionner si possible les références de l'enquête éventuellement effectuée.

T I T R E V I

Des actes de Mariage.

ARTICLE 38 - Le mariage est célébré par un officier d'état civil.

ARTICLE 39 - Un mois avant la célébration du mariage, les officiers d'état civil dont dépendent les lieux de naissance des futurs époux, doivent être saisis par l'officier d'état civil chargé de la célébration du mariage, d'une déclaration mentionnant avec les nom, prénoms, profession, âge, lieu de naissance et résidence, l'intention de ces derniers de contracter mariage.

Les officiers d'état civil saisis procédant à la publication des déclarations visées au paragraphe précédent par voie d'affiche apposée à la porte du centre d'état civil.

ARTICLE 40 - Le délai d'un mois étant expiré, et après s'être assuré qu'il n'existe aucune opposition, ou que main-levée judiciaire a été donnée à celles qui ont pu être formées, l'officier d'état civil procède à la célébration du mariage.

ARTICLE 41 - Le procureur de la République ou le magistrat territorialement compétent peut, pour motifs graves, dispenser les parties de la publication prévue ci-dessus.

ARTICLE 42 - La célébration du mariage exige obligatoirement la présence :

- a) Des futurs époux ;
- b) Des deux témoins, à raison d'un pour chacun des futurs conjoints.

ARTICLE 43 - L'acte de mariage doit mentionner :

- a) Les nom, prénoms, date et lieux de naissance, filiation, profession et résidence des époux ;
- b) Les nom, prénoms, profession et résidence des père et mère ;
- c) Les consentements des époux ;
- d) Le cas échéant, la déclaration expresse faite par les époux qu'ils entendent contracter un mariage monogamique ;

- e) Les autres consentements nécessaires s'il y a lieu ;
- f) L'absence d'opposition ;
- g) Les nom et prénoms des témoins ;
- h) Le cas échéant, le régime matrimonial adopté par les époux.

ARTICLE 44 - Mention du mariage doit être portée en marge de l'acte de naissance de chacun des époux.

Le divorce doit être, de même, mentionné en marge de l'acte de mariage et des actes de naissance de chacun des époux.

T I T R E V I I

Dispositions transitoires.

ARTICLE 45 - Sont et demeurent valables les actes ayant constaté jusqu'à la promulgation du présent texte les mariages contractés dans des formes autres que celles y prescrites.

Les dispositions des articles 24 à 26 ci-dessus sont applicables aux mariages valablement contractés antérieurement à la présente loi et non inscrits dans les registres d'état civil.

ARTICLE 46 - Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi.

ARTICLE 47 - La présente loi sera enregistrée, publiée au Journal Officiel en Français et en anglais et exécutée comme loi de la République Fédérale.

YAOUNDE, le 11 Juin 1968

(é) EL HADJ AHMADOU AHIDJO.-

01 - CAMEROUN

2 - Documents utilisés par l'état civil

2.1 - Les fiches

- Lorsque l'évènement intervient dans un centre médical :

* pour une naissance, on délivre une fiche appelée "déclaration de naissance".

VILLE DE YAOUNDE

DECLARATION DE NAISSANCE

Maternité de _____

ou Quartier de _____

Régis par la loi n° 68/LE/2 portant organisation de
l'Etat Civil au Cameroun

Renseignements à fournir par les parents de l'enfant en vue de la déclaration d'une
naissance à l'Etat Civil

ENFANT : Date de naissance de l'enfant _____
 Nom et Prénoms de l'enfant _____
 Sexe de l'enfant _____

PERE : Nom et prénoms du père de l'enfant _____
 Date de naissance du père de l'enfant _____
 Lieu de naissance du père de l'enfant _____
 Nationalité du père de l'enfant _____
 Domicile du père de l'enfant _____
 Profession du père de l'enfant _____

MERE : Nom et Prénoms de la mère de l'enfant _____
 Date de naissance de la mère de l'enfant _____
 Lieu de naissance de la mère de l'enfant _____
 Nationalité de la mère de l'enfant _____
 Domicile de la mère de l'enfant _____
 Profession de la mère de l'enfant _____

Lieu de mariage des père et mère (Département ou Arrondissement) (1) _____

Acte de mariage n° _____ du _____ du Centre d'Etat Civil de _____

(Le nom du père ne sera porté sur l'acte de naissance, que si les époux sont régulièrement mariés à l'Etat Civil).

YAOUNDE, le _____
Le Déclarant,

(1) rayer la mention inutile.

* Tandis que pour un décès, cette fiche s'appelle "déclaration de décès" et se présente comme suit :

DECLARATION DE DECES

N° _____

Le Docteur de l'hôpital Central et Annexe Jamot de Yaoundé déclare à l'officier de l'état civil de _____

que M. _____

Agé de _____ et de sexe _____

Village de _____ Chef _____

Arrondissement _____ Tribu _____

Entré audit hôpital le _____ à _____ heures _____

du _____ par suite de _____

Fait à Yaoundé le _____ du mois de _____

de l'an mil neuf cent _____

Le Directeur de l'Hôpital Central,

- Lorsque l'évènement intervient à domicile, hors du contrôle médical, qu'il s'agisse d'une naissance ou d'un décès, le déclarant est tenu de remplir une fiche de renseignements à l'état civil. Selon l'évènement, cette fiche est la même que celle précédemment reproduite pour une naissance; elle est la suivante pour un décès :

DECLARATION DE DECES

Je soussigné _____

Certifie que _____

De sexe _____ Né à _____

Arrondissement de _____ Est décédé _____

Le _____ à heures _____

Fils ou fille du nommé _____

De race _____ Agé de _____ ans

Exerçant la profession de _____

Et de la nommée _____

Demeurant à _____

YAOUNDE, le _____ 19 _____

Signature,

- Dans le cas du mariage où le contrôle médical n'intervient pas, les futurs époux remplissent à l'état civil une fiche de renseignements en vue de leur mariage. Cette fiche est libellée comme suit :

YAOUNDE FICHE DE RENSEIGNEMENTS EN VUE DU MARIAGE

EPOUX

Nom et prénoms _____

Date de naissance _____

Lieu de naissance, village _____

Arrondissement de _____ Département de _____

Profession _____

Domicile _____

Nom du père _____ Nom de la mère _____

EPOUSE

Nom et prénoms _____

Date de naissance _____

Lieu de naissance, village _____

Arrondissement de _____ Département de _____

Profession _____

Domicile _____

Nom du père _____ Nom de la mère _____

Nom du Chef de famille de l'époux ou de son représentant présent au mariage _____

Nom du Chef de famille de l'épouse ou de son représentant présent au mariage _____

Noms des témoins de l'époux 1er témoin _____

2è témoin _____

Noms des témoins de l'épouse 1er témoin _____

2è témoin _____

Date à laquelle le mariage doit être célébré _____

YAOUNDE, le _____

... (Signature de la personne qui a fourni les renseignements)

01 - CAMEROUN

Le centre d'état civil procède alors à la publication de mariage ;
le formulaire est conçu de la manière suivante :

REPUBLIQUE UNIE
DU CAMEROUN

PUBLICATION DE MARIAGE

VILLE DE YAOUNDE

Il y a promesse entre M _____
 Agé de _____ ans, fils de _____
 et de _____ Profession _____
 né à _____ Arrondissement _____
 Département _____ Domicilié à _____
 Et Mlle _____
 Agée de _____ ans, fille de _____
 et de _____ Profession _____
 née à _____ Arrondissement _____
 Département _____ Domiciliée à _____

Toute opposition à ce mariage devra être formulée dans un délais d'un Mois
à dater de ce jour.

_____, le _____
 L'Officier de l'Etat Civil,

Dès la fin de la période de publication des bans (30 jours), un
certificat de publication de mariage et de non opposition est émis par le centre
d'état civil et remis aux intéressés. La date de la célébration du mariage est
alors fixée définitivement. Ce certificat est formulé comme suit :

.../...

ETAT DU

CAMEROUN

COMMUNE DE YAOUNDE

ETAT CIVIL

CERTIFICAT DE PUBLICATION DE MARIAGE

et de non opposition

MARIAGE

Maire de la Commune de Yaoundé certifie que la publication
du Mariage entre :

domicilié _____

et _____

domiciliée _____

a été faite à la porte de la Mairie le _____
mil neuf cent _____ et affichée pendant 10 jours consécutifs
et qu'il n'est survenu aucune opposition au mariage.

Fait à Yaoundé, le _____

mil neuf cent _____

Le Maire,

2.2 - Les actes proprement dits (ou les jugement supplétifs)

- Pour une naissance, l'acte est libellé de la manière suivante ;
il est en version française sous-tirée en anglais pour les actes de tout
événement :

.../...

DEPARTEMENT
DIVISION

REPUBLIQUE FEDERALE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

ARRONDISSEMENT
SUBDIVISION

FEDERAL REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

CENTRE D'ETAT CIVIL
CIVIL STATUS REGISTRATION CENTRE

de - of _____

ACTE DE NAISSANCE

BIRTH CERTIFICATE

N° _____

Nom de l'enfant _____

Name of the child _____

Le - On the _____

Est né à _____

Was born at _____

Nom de l'enfant _____

Name of the child _____

De sexe - Sex _____

De - Of _____

Né à - Born at _____

Domicilié à _____

Resident at _____

Profession - Occupation _____

Et de - And of _____

Née à - Born at _____

Le - On the _____

Domiciliée à _____

Resident at _____

Profession - Occupation _____

Dressé le _____

Drawn up on the _____

Sur la déclaration de _____

In accordance with the declaration of _____

Lesquels ont certifié la sincérité de la présente déclaration,
Who attested to the truth of this declaration,

Par Nous, _____
By Us, _____

Le Déclarant,
The Declarant,

Signature de l'Officier de l'Etat Civil:
Signature of Registrar :

- Pour un décès, l'acte se présente comme suit :

DEPARTEMENT	REPUBLIQUE FEDERALE DU CAMEROUN
DIVISION	Paix - Travail - Patrie
ARRONDISSEMENT	FEDERAL REPUBLIC OF CAMEROON
SUBDIVISION	Peace - Work - Fatherland

CENTRE D'ETAT CIVIL
CIVIL STATUS REGISTRATION CENTRE

de - of _____

ACTE DE DECES N° _____
DEATH CERTIFICATE

Nom du décédé (e) _____

Name of deceased

Le - On the _____

Est décédé (e) à _____

Died at

M. - Mr. _____

Agé (e) de - Aged _____

Né (e) le - Born on the _____

A - At _____

Profession _____

Occupation _____

Domicilié (e) à _____

Resident at

Fils ou fille de _____

Son or daughter of

Demeurant à _____

Resident at

Et de - And of _____

Demeurant à _____

Resident at

Dressé le _____

Drawn up on the

Sur la déclaration de _____

in accordance with the declaration of

Lesquels ont certifié la sincérité de la présente déclaration
Who attested to the truth of this declaration.

Par Nous, _____
By Us,

Le Déclarant (e) Signature de l'Officier de l'Etat Civil,
The Declarant, Signature of Registrar,

- Pour un mariage, l'acte est le suivant :

.../...

DEPARTEMENT
DIVISION

REPUBLIQUE FEDERALE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

ARRONDISSEMENT
SUBDIVISION

FEDERAL REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

CENTRE D'ETAT CIVIL
CIVIL STATUS REGISTRATION CENTRE

de - of

ACTE DE MARIAGE
MARRIAGE CERTIFICATE

N°

Mariage de

Marriage of

et de - and of

Le - On the

Devant nous ont comparu publiquement

Before us, appeared publicly

M

Agé de _____ ans, né le _____

aged _____ years, born on the _____

A - At

Profession - Occupation

Domicilié à

Resident at

Fils de _____ et de _____ d'une part

Son of _____ and of _____ on the other hand

et Mlle - and Miss

Agée de _____ ans, née le _____

aged _____ years, born on the _____

Profession - Occupation

Domiciliée à

Resident at

Fille de _____ et de _____ d'autre part

daughter of _____ and of _____ on the other hand

Les futurs époux déclarent que le contrat a été établi comme suit :

The bride and the bridegroom state that the marriage settlement has been established as follows

Régime matrimonial - type of antenuptial settlement

Il n'a été constaté aucune opposition

No objections to marriage have been recorded

M _____ et Mlle _____

Mr. _____ and Miss _____

ont déclaré l'un après l'autre vouloir se prendre pour époux et Nous avons prononcé au nom de la loi qu'ils sont unis par le mariage.

both declared they wish to be husband and wife in accordance with the law We pronounce that they are united by the marriage.

En présence de - In the presence of :

M _____ Chef de famille de l'époux ou son représentant

Mr. _____ Head of the family of wife or his representative

et de M _____ Chef de famille de l'épouse ou son représentant

and of Mr. _____ Head of the family of wife or his representative

qui consentent au mariage, et de : who agree to the marriage, and of :

M _____ témoin de l'époux, et de : Mr. _____ witness of the husband, and of :

M _____ témoin de l'épouse. Mr. _____ witness of the wife.

Le présent acte a été dressé par Nous,

The present certificate has been drawn by Us,

Signature des époux : A _____ le _____

Bride and bridegroom signature : Signature des témoins :

Witness' signature :

Signature de l'Officier de l'Etat Civil : Signature of Registrar :

01 - CAMEROUN

Signalons que lorsqu'un événement est déclaré hors du délai légal (15 jours pour les naissances et les décès et 30 jours pour les mariages), il ne peut être reçu quo par un tribunal. Aucune illustration ne peut être donnée ici à défaut de ce document appelé "jugement supplétif".

2.3 - Les copies et les extraits d'actes (ou de jugements supplétifs)

Une copie est une reproduction intégrale certifiée conforme de l'acte alors que l'extrait n'est qu'un condensé de l'acte renfermant quelques caractéristiques essentielles.

La copie se caractérise par la mention obligatoire suivante :

Pour copie certifiée conforme à l'acte
qui nous a été présenté :

A Yaoundé, le _____ 19__

Pour le Délégué du Gouvernement
auprès de la Commune de Yaoundé
Le Délégué Adjoint,

Tandis que l'extrait se présente comme suit :

* pour une naissance ;

REPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

MAIRIE DE YAOUNDE
(CAMEROUN)

DEPARTEMENT
DE LA MEFOU

EXTRAIT DU REGISTRE
DES ACTES DE NAISSANCES POUR L'ANNEE _____

N° _____	L'an mil _____
	et le _____
	à _____ heures _____ est né à YAOUNDE (CAMEROUN)
	un enfant de sexe _____ prénommé _____
	fil de _____
	et de _____
	Mentions Marginales

	Certifié le présent extrait conforme aux indications portées aux registres et délivré _____
	Yaoundé, le _____ mil neuf cent soixante _____
	Le Délégué du Gouvernement
	auprès de la Commune de Yaoundé
	Officier de l'Etat Civil,

01 - CAMEROUN

* pour un décès ;

REPUBLIQUE FEDERALE DU CAMEROUN

MAIRIE DE YAOUNDE

(CAMEROUN)

EXTRAIT DU REGISTRE
DES ACTES DE DECES POUR L'ANNEE _____

N° _____

Le _____
à _____ heures.
est décédé à _____
domicilié _____
né à _____
le _____
fils de _____
et de _____

Certifié le présent extrait conforme aux indications
portées aux registres _____

Yaoundé, le _____ mil neuf cent soixante _____

Le Maire,

.../...

* pour un mariage ;

REPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

MAIRIE DE YAOUNDE
(CAMEROUN)

EXTRAIT DU REGISTRE
DES ACTES DE MARIAGES POUR L'ANNEE _____

N° _____

Le _____
mil _____
a été célébré le mariage de : _____
_____ né le _____
à _____
fils de _____
et de _____
Veuf ou divorcé de _____
et de :

_____ née le _____
à _____
Fille de _____
et de _____
Veuve ou divorcée de _____
Contrat de mariage _____

Mentions Marginales :

Certifié le présent extrait conforme aux indications portées
aux registres _____
Yaoundé, le _____ mil neuf cent soixante _____

Le Délégué du Gouvernement,
auprès de la Commune de Yaoundé
Officier de l'Etat Civil,

01 - CAMEROUN2.4 - Les états des actes enregistrés (ou des jugements supplétifs)2.4.1 - Le répertoire des actes (ou des jugements supplétifs)

Un répertoire alphabétique est dressé pour chaque événement ; il n'est établi qu'à l'épuisement d'un registre, en précisant les éléments suivants :

- numéro d'ordre ;
- nom et prénoms de l'intéressé (caractéristiques à inscrire alphabétiquement) ;
- numéro d'acte.

02 REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

I - Texte législatif en vigueur

ORDONNANCE N° 69/33 du 1er Juillet 1969

Règlementant l'Etat Civil en République Centrafricaine.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

PRESIDENT DU GOUVERNEMENT

VU Les Actes Constitutionnels n° 1 et 2 des 4 et 5 Janvier 1966

VU Le Décret n° 69/103 du 11 Avril 1969, fixant la composition du Gouvernement et portant désignation de ses Membres.

Sur Proposition du Ministre de la Justice ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

O R D O N N E

Législation relative à l'Etat Civil

T I T R E I

Dispositions Générales

Article Premier - Les actes de naissance, de décès, de reconnaissance d'enfant et de Mariage sont reçus et enregistrés conformément aux dispositions de la présente ordonnance.

C H A P I T R E I^o

des Centres d'Etat Civil

Article 2 - Les actes de l'état civil sont reçus par les officiers de l'état civil dans les Centres principaux et les Centres secondaires rattachés à un Centre principal.

ARTICLE 3 - Les Communes constituent les Centres principaux de l'état civil.

Dans ces centres les fonctions d'officier de l'état civil sont remplies par les Maires ou leurs Adjoints ou les Conseillers Municipaux pris dans l'ordre du Tableau ou un Conseiller Municipal spécialement désigné à cet effet par le Maire.

ARTICLE 4 - Les Centres secondaires sont créés par arrêté du Ministre de l'Intérieur sur la demande du Conseil Municipal.

Les fonctions d'officiers de l'état civil y sont remplies soit par l'Adjoint spécial prévu par les articles 22 et 85 de la LOI n° 64/33 du 20 novembre 1964 portant création et organisation des Collectivités Territoriales et des Circonscriptions Administratives, soit par un citoyen nommé par délibération du Conseil Municipal.

ARTICLE 5 - Les officiers de l'état civil des centres secondaires exercent leurs fonctions sous le contrôle et la responsabilité de l'officier de l'état civil du centre principal auquel le centre secondaire est rattaché.

Ils reçoivent les déclarations de naissance et de décès et procèdent à l'enregistrement des mariages. Ils ne sont pas qualifiés pour procéder à la célébration de ces derniers.

Toutefois, le Ministre de l'Intérieur fixe par arrêté les centres secondaires dont les officiers de l'état civil sont habilités à procéder à la célébration des Mariages.

CHAPITRE II

DES OFFICIERS DE L'ETAT CIVIL

ARTICLE 6 - Les officiers de l'état civil sont seuls compétents pour recevoir et conserver les actes de l'état civil auxquels ils confèrent l'authenticité.

ARTICLE 7 - L'officier de l'état civil est chargé :

- 1°) - de recevoir les déclarations de naissance et d'en dresser acte,
 - 2°) - de recevoir les reconnaissances d'enfants naturels et d'en dresser acte
 - 3°) - de célébrer les mariages et d'en dresser acte
 - 4°) - de recevoir les déclarations des décès et d'en dresser acte
 - 5°) - de tenir les registres de l'état civil, c'est-à-dire inscrire tous les actes qu'il a reçus
- ~~transcrire~~ certains actes reçus par d'autres officiers publics.
 - Transcrire divers jugements tels que les jugements de divorce et ceux qui ordonnent la rectification d'un acte de l'état civil ou l'inscription d'actes omis.
 - Apposer les mentions qui doivent d'après la loi, être faites en marge d'actes de l'état civil déjà inscrits ou transcrits.

02 - RCA

- 6°) - de veiller à la conservation des registres courants et de ceux des années antérieures déposés aux archives du centre de l'état civil et de délivrer, à ceux qui ont le droit de les requérir, les copies ou extraits des actes figurant sur les registres
- 7°) - de recevoir des déclarations des personnes autres que les époux dont le consentement est requis pour la validité du mariage.

ARTICLE 8 - Le Maire peut charger un ou plusieurs fonctionnaires de l'Etat ou agents communaux titularisés dans un emploi permanent âgés d'au moins dix huit ans (18), de la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants naturels, de la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres de l'état civil de même que de dresser tous actes relatifs aux déclarations ci-dessus.

Les actes ainsi dressés comportent la seule signature du Maire ou des Adjointes et Conseillers délégués dans les Fonctions d'Officiers de l'état civil.

ARTICLE 9 - Les officiers de l'état civil n'ont qualité pour recevoir les déclarations et dresser des actes que dans les limites de leur circonscription.

ARTICLE 10 - Ils ne peuvent intervenir au même acte en qualité d'officier de l'état civil et à un autre titre.

ARTICLE 11 - Sauf en matière de mariage où ils doivent s'assurer que les futurs époux réunissent les conditions légales et célèbrent leur union au nom de la LOI, les officiers de l'état civil se bornent à enregistrer les faits qu'ils ont mission de constater et les déclarations qui leur sont faites conformément à la LOI. Ils ne peuvent ni refuser de dresser un acte prévu par la LOI, ni le dresser contrairement aux déclarations des comparants, ni dresser d'office un de ces actes.

ARTICLE 12 - Les officiers de l'état civil et les dépositaires des registres sont civilement responsables des fautes et négligences commises à l'occasion ou dans l'exercice de leurs fonctions sans préjudice, le cas échéant, de poursuites pénales ou disciplinaires, et du recours contre les tiers dans le cas de fautes commises par ceux-ci.

ARTICLE 13 - En aucun cas la responsabilité de la puissance publique ne peut être engagée pour faute de l'officier de l'état civil.

ARTICLE 14 - Le Procureur de la République près le Tribunal de grande Instance ou le Magistrat par lui délégué et le Président du Tribunal d'Instance, sont spécialement chargés de la surveillance du Service de l'état civil dans le ressort de leur Tribunal.

Ils sont tenus de vérifier l'état des registres lors du dépôt qui en est fait au Greffe, ils dressent un procès-verbal sommaire de la vérification, dénoncent les contraventions et délits commis par les officiers de l'état civil et en poursuivent la répression.

CHAPITRE III

Des registres de l'état civil

ARTICLE 15 - Les registres sont ouverts au 1er janvier et clos au 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 16 - Chaque exemplaire est coté par première et dernière page et paraphé sur chaque feuille par le Président du Tribunal de Grande Instance et d'Instance.

ARTICLE 17 - L'année écoulée, les registres sont clos et arrêtés immédiatement après le dernier acte.

A la suite de la mention de clôture, il est dressé par l'officier de l'état civil sur chaque registre, une table alphabétique des actes qui y sont contenus.

Des deux exemplaires des registres, l'un est conservé au centre de l'état civil, l'autre est transmis au Greffe du Tribunal de Grande Instance ou d'Instance.

Les officiers des centres secondaires adressent les deux exemplaires de chaque registre à l'officier de l'état civil du centre principal auquel ils sont rattachés qui en conserve l'un dans ses archives et adresse l'autre au Greffe du Tribunal.

ART. 18 - Les actes sont inscrits sur les registres tenus dans les conditions prévues par un décret pris en Conseil des Ministres.

Les ratures sont approuvées, et les renvois paraphés par tous les signataires de l'acte. Il n'y est rien écrit par abréviation et aucune date n'y est mise en chiffres.

ART. 19 - Les procurations et autres pièces présentées pour l'établissement des actes de l'état civil sont annexées à celui des registres dont le dépôt doit avoir lieu au Greffe du Tribunal après qu'elles ont été paraphées par la personne qui les a produites et par l'officier de l'état civil.

ART. 20 - Il est établi tous les cinq ans un relevé des tables annuelles. Ces relevés, qui portent le nom de "Tables Quinquennales" sont dressés par l'officier de l'état civil dans les mêmes formes que les tables annuelles et comportent les mêmes mentions. Les Tables quinquennales sont établies en trois exemplaires dont

l'un est joint aux registres conservés au centre d'état civil, l'autre déposé au Greffe du Tribunal et le troisième aux archives du Ministère de la Justice.

ART. 21 - Les Tables quinquennales sont établies dans l'ordre alphabétique par année, mais par catégorie d'actes et séparément pour les naissances, les mariages, les décès et les reconnaissances.

ART. 22 - Les registres de l'état civil ne peuvent être communiqués au public. Le Procureur de la République et le Président du Tribunal d'Instance peuvent en requérir la communication.

ART. 23 - S'il apparaît au Procureur de la République ou au Président du Tribunal d'Instance, au cours de vérification annuelle, que certains actes défectueux doivent être rectifiés, ils saisissent à cette fin la Juridiction compétente qui ordonne les rectifications nécessaires sous réserve des dispositions de l'article 101.

T I T R E I I

des actes de l'état civil

C H A P I T R E I

Règles communes à tous les actes de l'état civil

ART. 24 - Les actes de l'état civil énoncent l'année, le jour et l'heure où ils sont reçus, les prénoms et nom de l'officier de l'état civil, les prénoms, noms professions et domiciles de tous ceux qui y sont dénommés.

ART. 25 - Les officiers de l'état civil, ne peuvent rien insérer dans les actes qu'ils reçoivent; soit par note, soit par énonciation quelconque, que ce qui doit être déclaré par les comparants.

Dans les cas où les parties ne sont point obligées de comparaître en personne, elles peuvent se faire représenter par un fondé de procuration spéciale et authentique.

ART. 26 - Les témoins choisis par les personnes intéressées doivent être âgés de dix huit ans au moins, parents ou autres, sans distinction de sexe.

ART. 27 - L'officier de l'état civil donne lecture des actes aux parties comparantes ou à leur fondé de procuration et aux témoins. Il les invite à prendre directement connaissance avant de les signer.

Il est fait mention sur les actes de l'accomplissement de cette formalité.

Il remet à tout déclarant un bulletin reproduisant les mentions portées dans l'acte dans les conditions et selon les distinctions établies aux articles 37

ART. 28 - Les actes sont signés par l'officier de l'état civil, par les comparants et les témoins, ou mention est faite de la cause qui empêche les comparants et les témoins de signer.

ART. 29 - Toute personne peut, sous les réserves prévues aux articles 37 et 38 se faire délivrer par les dépositaires des registres de l'état civil des copies et extraits des actes inscrits sur les registres.

ART. 30 - Tout acte de l'état civil des centrafricains et des étrangers ~~fait en~~ pays étranger fait foi s'il a été rédigé dans les formes usitées dans ledit pays.

Ceux de ces actes qui concernent des Centrafricains sont transcrits soit d'office, soit sur la demande des intéressés, sur les registres de l'état civil de l'année courante, tenus par les agents diplomatiques ou les consuls territorialement compétents, une mention sommaire de cette transcription est faite en marge des registres à la date de l'acte. S'il n'existe pas d'agent diplomatique ou consulaire territorialement compétent, l'acte est transcrit dans les mêmes conditions sur les registres du centre principal d'état civil de BANGUI.

Dès que les circonstances le permettent, le Ministre fait procéder à la transcription de l'acte dans les conditions précitées.

ART. 31 - Tout acte de l'état civil des Centrafricains en pays étranger est valable s'il a été reçu conformément aux lois centrafricaines, par les agents diplomatiques ou par les consuls.

Un double des registres de l'état civil tenus par ces Agents est adressé à la fin de chaque année au Ministère de la Justice qui en assure la garde et peut en délivrer des copies ou extraits après vérification par le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de BANGUI.

ART. 32 - Les déclarations sont reçues :

- a) pour les naissances par l'officier de l'état civil du lieu de la naissance,
- b) pour les décès par celui du lieu du décès,
- c) pour les mariages, par celui du lieu de la célébration,
- d) pour les reconnaissances, par celui de la résidence de la personne qui reconnaît l'enfant.

.../...

C H A P I T R E I I

des actes de naissances

ART. 33 - Les déclarations de naissances doivent être faites dans le mois qui suit la naissance.

Lorsqu'une naissance n'a pas été déclarée dans le délai légal, l'officier de l'état civil ne peut la relater dans ses registres qu'en vertu d'un jugement rendu par le Tribunal d'Instance du ressort dans lequel est né l'enfant. Mention sommaire est faite en marge à la date de la naissance. Si le lieu de la naissance est inconnu le Tribunal compétent est celui du domicile du requérant.

En pays étranger, les déclarations aux Agents diplomatiques ou consulaires sont faites dans le mois de l'accouchement.

Toutefois ce délai peut être prolongé dans certaines circonscriptions consulaires en vertu d'un décret du Président de la République qui fixe la mesure et les conditions de cette prolongation.

ART. 34 - L'acte de naissance est rédigé immédiatement et signé du déclarant et de l'officier de l'état civil.

ART. 35 - L'acte de naissance doit énoncer le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe de l'enfant et les noms et prénoms qui lui sont donnés, les noms, prénoms, âge, lieu de naissance, profession et résidence habituelle du déclarant.

Si les père et mère de l'enfant naturel ou l'un deux, ne sont pas désignés à l'officier de l'état civil, il n'est fait sur les registres aucune mention à ce sujet.

ART. 36 - Les déclarations de naissance sont faites par le père, la mère, l'un des ascendants ou des plus proches parents, ou toute autre personne ayant assisté à la naissance, ou lorsque la mère est accouchée hors de son domicile, par la personne chez qui elle est accouchée.

En ce qui concerne les accouchements auxquels ont assisté les médecins et sages femmes ceux-ci doivent dans le délai fixé à l'article 33 faire parvenir à l'officier de l'état civil du lieu de l'accouchement, une attestation comportant les renseignements prévus à l'article précédent.

ART. 37 - Nul, à l'exception du Procureur de la République, des représentants qualifiés des Administrations Publiques, de l'enfant, de ses héritiers, de ses ascendants et descendants en ligne directe, de son conjoint, de son tuteur ou représentant légal s'il est mineur ou en état d'incapacité, ne peut obtenir une

copie conforme d'un acte de naissance autre que le sien, si ce n'est en vertu d'une autorisation délivrée sans frais par le Président du Tribunal dans le ressort duquel l'acte a été reçu et sur la demande expresse de l'intéressé.

Si cette personne ne sait ou ne peut signer, cette impossibilité est constatée par le Sous-préfet ou par le Maire ou par le Commissaire de Police, ou par le Chef de Brigade de Gendarmerie, qui atteste en même temps que la demande est faite sur l'initiative de l'intéressé.

En cas de refus, la demande est portée devant le Président de la Cour d'Appel qui statue par ordonnance non susceptible de recours.

ART. 38 - Les dépositaires des registres sont tenus de délivrer à tout requérant des extraits de naissance indiquant, sans autre renseignement, l'année, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe, les prénoms et noms de l'enfant tels qu'ils résultent des énonciations de l'acte de naissance ou des mentions contenues en marge de cet acte et reproduisent éventuellement la mention prévue à l'article 52 de la présente loi.

ART. 39 - Toute personne qui a trouvé un enfant nouveau-né, est tenue d'en faire la déclaration à l'officier de l'état civil au lieu de la découverte. Si elle ne consent pas à se charger de l'enfant, elle doit le remettre ~~cinsi~~ **ainsi que les vêtements et autres effets trouvés avec lui** à l'officier de l'état civil et déclarer toutes les circonstances du temps et du lieu où il a été trouvé. Il est dressé un procès-verbal détaillé qui énonce l'âge apparent de l'enfant, son sexe, les noms qui sont donnés, l'autorité ou la personne à laquelle il est confié.

Ce procès-verbal est inscrit à sa date sur les registres de l'état civil. L'officier de l'état civil établit en outre un acte tenant lieu d'acte de naissance.

Les copies et extraits du procès-verbal de découverte ou de l'acte provisoire de naissance sont délivrés dans les conditions prévues à l'article 38 de la présente loi. Si l'acte de naissance de l'enfant vient à être retrouvé ou si sa naissance est judiciairement déclarée, le procès-verbal de découverte et l'acte provisoire de naissance sont annulés à la requête du Procureur de la République ou des parties intéressées.

CHAPITRE III

Des Actes de Mariages

ART. 40 - Le mariage est célébré devant l'officier de l'état civil.

02 - RCA

S E C T I O N I

De la Célébration du Mariage

ART. 41 - L'officier de l'état civil fait une publication par voie d'affiche apposée pendant quinze jours à la porte de la Maison Commune ou du centre d'état civil, dans le cas où l'officier d'état civil du centre a été autorisé à célébrer des mariages.

Cette publication énonce les prénoms, noms, professions, domiciles des futurs époux, ainsi que le lieu où le mariage doit être célébré.

La publication est faite à la Mairie ou au centre principal ou secondaire d'état civil du lieu du Mariage, et à celle du lieu où chacun des futurs époux a son domicile ou sa résidence.

Le Procureur de la République près le Tribunal dans le ressort duquel est célébré le mariage peut dispenser, pour des causes graves, du délai prévu à l'alinéa 2, et même de la publication.

ART. 42 - Si le mariage n'a pas été célébré dans l'année à compter de l'expiration du délai de la publication, il ne peut plus être célébré qu'après une nouvelle publication faite dans la forme ci-dessus.

ART. 43 - L'opposition au mariage est faite par l'opposant ou par son fondé de procuration spéciale et authentique, à l'officier de l'état civil du lieu où doit être célébré le mariage. Elle est inscrite sur le registre des actes de mariage, en présence de l'opposant.

Lorsque l'opposant n'est pas domicilié dans ce lieu, il peut faire sa déclaration à l'officier de l'état civil de son domicile ou de sa résidence. Celui-ci inscrit sur le registre des actes de mariage et est tenu de transmettre immédiatement copie à l'officier de l'état civil du lieu où doit être célébré le mariage. Ce dernier en fera sans délai mention sommaire sur le registre des actes de mariage.

ART. 44 - Il est fait mention dans les mêmes formes en marge de l'inscription, desdites oppositions, des jugements ou des actes de mainlevée d'opposition.

ART. 45 - En cas d'opposition, l'officier de l'état civil ne pourra célébrer le mariage avant qu'on lui en ait remis la mainlevée, sous peine de 10 000 Frs à 50 000 Frs d'amende et d'un emprisonnement d'un mois et un jour à six mois, ou l'une de ces deux peines seulement sans préjudice des dommages intérêts.

ART. 46 - Si la publication a été faite dans plusieurs centres ou communes, les officiers de l'état civil transmettent sans délai à celui d'entre eux qui doit célébrer le mariage, un certificat constatant qu'il n'y a point d'opposition.

ART. 47 - L'expédition de l'acte de naissance remise par chacun des futurs époux à l'officier de l'état civil qui doit célébrer le mariage est conforme à l'article 38 de la présente LOI; avec s'il y a lieu, l'indication de la qualité d'époux de ses père et mère ou l'indication de la reconnaissance dont il a été l'objet.

Cet acte ne doit pas avoir été délivré depuis plus de trois mois s'il a été délivré en Centrafrique, et depuis plus de six mois s'il a été délivré à l'étranger par les agents diplomatiques ou consulaires Centrafricains.

L'acte de consentement dressé par un officier de l'état civil doit être légalisé, sauf conventions internationales contraires, lorsqu'il est produit devant des autorités Etrangères.

ART. 48 - Le mariage est célébré publiquement dans la Commune où l'un des époux a son domicile ou sa résidence établie par un mois au moins d'habitation continue à la date de la Publication prévue par la LOI.

ART. 49 - Le jour désigné par les parties après le délai des publications, celles-ci comparaissent devant l'officier de l'état civil, en présence de deux témoins majeurs. En cas d'empêchement grave, le Procureur de la République près le Tribunal dans le ressort doit se transporter au domicile ou à la résidence de l'une des parties pour célébrer le mariage.

En cas de péril imminent de mort de l'un des futurs époux, l'officier de l'état civil peut s'y transporter avant toute réquisition du Procureur de la République auquel il doit ensuite dans le plus bref délai, faire part de la nécessité de cette célébration hors de la Maison Commune.

Mention en est faite dans l'acte de mariage. L'officier de l'état civil interpelle les futurs époux et s'ils sont mineurs, leurs ascendants présents à la célébration et autorisant le mariage d'avoir à déclarer s'il a été fait.

Un contrat de mariage et dans le cas d'affirmative, la date du contrat ainsi que le nom et lieu de résidence de la personne qui l'a reçu.

Il reçoit de chaque partie l'une après l'autre la déclaration qu'elles veulent se prendre pour mari et femme : il prononce au nom de la loi qu'elles sont unies par les mariages et il en dresse acte sur-le-champ.

02 - RCA

ART. 50 - L'acte de mariage énonce :

- 1°) Les prénoms, noms, professions, âges, dates et lieux de naissance, domiciles et résidences des époux ;
- 2°) les prénoms et noms, professions et domiciles des père et mère ;
- 3°) le consentement de la personne habilitée à le donner, dans le cas où l'un des époux est mineur ;
- 4°) les prénoms et noms du précédent conjoint de chacun des époux ;
- 5°) la déclaration des contractants de consentir à se prendre pour époux et le prononcé de leur union par l'officier de l'état civil ;
- 6°) les prénoms, noms, professions, domiciles des témoins et leur qualité de majeur ;
- 7°) la déclaration relative au contrat de mariage.

S E C T I O N III

Dispositions Diverses

ART. 51 - En marge de l'acte de naissance de chaque époux, il est fait mention du mariage et du nom du conjoint.

C H A P I T R E IV

DES ACTES DE DECES

ART. 52 - Aucune inhumation ne sera faite sans autorisation sur papier libre et sans frais, de l'officier de l'état civil. Celui-ci ne pourra la délivrer que sur production d'un certificat médical constatant le décès ou qu'après s'être transporté auprès de la personne décédée.

Lorsque le décès se sera produit dans une localité dépourvue de centre d'état civil, l'autorisation sera donnée par le chef de village.

L'inhumation ne pourra avoir lieu que vingt quatre heures après le décès hors les cas prévus par les règlements de police.

ART. 53 - L'acte de décès est établi par l'officier de l'état civil du lieu de décès.

Il mentionnera dans la mesure du possible :

- 1°) la date, l'heure et le lieu du décès,
- 2°) les prénoms, noms, sexe et lieu de naissance, profession et domicile du décédé ;
- 3°) les prénoms, noms, profession et domicile de ses père et mère ;

4°) les prénoms, nom du conjoint si la personne décédée était mariée, veuve ou divorcée ;

5°) les prénoms, nom, âge, profession et domicile du déclarant.

ART. 54. - Le décès doit être déclaré soit par un parent du défunt ou par une personne ayant assisté au décès, soit par un médecin appelé à constater le décès, dans un délai d'un mois.

ART. 55 - Lorsqu'un décès se sera produit ailleurs qu'au lieu où le défunt était domicilié, l'officier de l'état civil qui aura dressé l'acte de décès enverra dans le plus bref délai à l'officier de l'état civil du dernier domicile du défunt une copie de cet acte.

ART. 56 - Lorsqu'il y aura des signes ou des indices de mort violente ou d'autres circonstances qui donneront lieu de les soupçonner, on ne pourra faire l'inhumation qu'après qu'un officier de Police aura dressé procès-verbal de l'état du cadavre et des circonstances du décès, ainsi que des renseignements prévus à l'article 33 qu'il aura pu recueillir.

ART. 57 - L'Officier de Police sera tenu de transmettre de suite à l'officier de l'état civil du lieu où la personne sera décédée, tous les renseignements énoncés dans son procès-verbal d'après lesquels l'acte de décès sera rédigé.

ART. 58 - En cas de décès dans les prisons ou maison de force ou d'arrêt, il en sera donné avis sur le champ par les gardiens ou régisseurs à l'officier de l'état civil qui procédera comme il est dit à l'article 53 et rédigera l'acte de décès.

ART. 59 - Dans tous les cas de mort violente, ou dans les prisons, ou d'exécutions, il ne sera fait sur les registres aucune mention de ces circonstances et les actes de décès seront rédigés dans les formes prescrites à l'article 54.

ART. 60 - Lorsque le corps d'une personne décédée est retrouvé et identifié, un acte de décès sera dressé par l'officier de l'état civil du lieu présumé du décès, quel que soit le temps écoulé entre le décès et la découverte du corps. Si le défunt ne peut être identifié, l'acte de décès doit comporter son signalement le plus complet. En cas d'identification ultérieure, l'acte est rectifié dans les conditions prévues aux articles 97 et suivants de la présente ordonnance.

ART. 61 - Lorsque sa mort n'a pu être constatée, peut être judiciairement déclarée à la requête du Parquet ou des parties intéressées le décès de tout Centrafricain disparu en Centrafrique, ou hors de Centrafrique, dans des circonstances de nature à mettre sa vie en danger lorsque le corps n'a pu être retrouvé ou identifié,

Peut, dans les mêmes conditions être judiciairement déclaré le décès à tout étranger, s'il avait son domicile ou sa résidence habituelle en Centrafrique.

La procédure de la déclaration judiciaire de décès est également applicable lorsque le décès est certain, mais que le corps n'a pu être retrouvé.

ART. 62 - La requête est présentée au Tribunal de Grande Instance (ou d'Instance) du lieu de la mort ou de la disparition, si celle-ci s'est produite en Centrafrique ; sinon au Tribunal de Grande Instance (ou d'Instance) du domicile ou de la dernière résidence du disparu.

ART. 63 - Lorsqu'elle n'émane pas du Procureur de la République, la requête est transmise par son intermédiaire au Tribunal. L'affaire est instruite et jugée en Chambre de Conseil. Tous les actes de la procédure ainsi que les expéditions et extraits desdits actes sont dispensés du timbre et enregistrés gratis. Si le Tribunal estime que le décès n'est pas suffisamment établi, il peut ordonner toute mesure d'information complémentaire et notamment une requête sur les circonstances de la disparition. Si le décès est déclaré, sa date doit être fixée en tenant compte des présomptions tirées des circonstances de la cause et à défaut du jour de la disparition. Cette date ne doit jamais être indéterminée.

ART. 64 - Le dispositif du jugement déclaratif du décès est inscrit sur les registres de l'état civil du lieu en Centrafrique, et le cas échéant sur ceux du dernier domicile de chacun des disparus en vue de la transcription.

Les jugements déclaratifs de décès tiennent lieu d'actes de décès et sont opposables aux tiers qui peuvent seulement en obtenir la rectification conformément aux règles relatives à la rectification des actes de l'état civil.

ART. 65 - Si celui dont le décès a été judiciairement déclaré reparait postérieurement au jugement déclaratif, le Procureur de la République, ou tout intéressé peut poursuivre dans les formes prévues aux Articles 63 et suivants, l'annulation du jugement.

Mention de cette annulation est faite en marge de sa transcription et en marge de l'acte de naissance.

.../...

C H A P I T R E V

de la reconnaissance de l'enfant naturel

ART. 66 - La reconnaissance d'un enfant naturel sera faite par un acte authentique ou par déclaration reçue par un officier de l'état civil, soit dans l'acte de mariage des parents.

ART. 67 - La reconnaissance est inscrite sur les registres à sa date.

Lorsque la reconnaissance n'est pas faite dans l'acte de naissance, elle est mentionnée en marge de cet acte. A cet effet, l'acte de reconnaissance fait par acte authentique est notifié par Officier Public qui l'a reçu, dans un délai de 15 jours, à l'officier de l'état civil dépositaire de l'acte de naissance de l'enfant. Toutefois, la reconnaissance faite par testament doit être notifiée dans un délai de 15 jours, à compter du jour où l'officier public rédacteur ou dépositaire du testament a connaissance du décès.

La transcription est faite immédiatement par les soins de l'officier de l'état civil.

Il est fait mention de l'acte de reconnaissance en marge de l'acte de naissance s'il en existe un, et il est donné avis immédiatement au Greffier du Tribunal du lieu de la naissance.

ART. 68 - Tout jugement ou arrêt définitif portant reconnaissance de filiation naturelle est transcrit à sa date sur les registres des actes de naissance, à la requête du Procureur de la République près la Juridiction qui a statué.

ART. 69 - Ces transcriptions contiendront les énonciations prévues à l'article 35.

Sous les peines de l'article 226 du Code Pénal, aucune copie ou extrait de l'acte de naissance originaire ne peut être délivré par l'officier de l'état civil sans autorisation du Président du Tribunal de Grande Instance ou d'Instance dans le ressort duquel l'acte a été dressé ou du domicile de l'enfant. Le Président statuera sur simple requête. Toutefois la copie d'un acte de reconnaissance peut également être demandée par les héritiers de l'enfant ou par une Administration Publique.

T I T R E I I I

C H A P I T R E U N I Q U E

des mentions marginales

ART. 70 - Il est fait mention d'office :

En marge des actes de naissance : des actes de mariage, de décès, de reconnaissance d'enfants naturels, de légitimation, ainsi que des jugements d'adop-

tion, de changements de noms, de divorce, de séparation de corps légale et des jugements déclaratifs de décès.

En marge des actes de mariage : des jugements de divorce et de séparation de corps légale.

L'Officier de l'Etat-Civil qui aura dressé ou transcrit l'acte donnant lieu à mention effectuera cette mention sans délai sur les registres qu'il détient, et si le double du registre où la mention doit être effectuée se trouve au Greffe duquel est déposé le double, il en avisera le Procureur de la République.

Si l'acte en marge duquel doit être effectuée cette mention a été dressé ou transcrit dans un autre Centre d'Etat-Civil, l'avis sera adressé sans délai à l'Officier de l'Etat-Civil de ce Centre, et celui-ci en avisera aussitôt si le double du registre est au Greffe, le Procureur de la République.

Si l'acte en marge duquel une mention devra être effectuée a été adressé ou transcrit à l'Etranger, l'Officier de l'Etat-Civil qui a dressé ou transcrit l'acte donnant lieu à mention en avisera sans délai le Ministre des Affaires Etrangères par l'intermédiaire du Ministre de la Justice.

ART. 71 - Il sera fait en outre, mention en marge de l'acte rectifié, de tout jugement rectificatif y relatif.

Tout jugement supplétif fera après sa transcription à la date de réception sur les registres en cours de l'Etat-Civil l'Objet d'une mention en marge de l'acte le plus proche en date du fait qu'il constate.

TITRE IV

CHAPITRE UNIQUE

de la force probante des actes de l'état-civil

SECTION I

ART. 72 - Les actes de l'état-civil et leurs copies intégrales sont des actes authentiques à la condition d'être revêtus de la signature et du sceau de l'officier de l'état-civil compétant, ces actes et copies intégrales font foi jusqu'à inscription de faux de ce que l'officier de l'état civil a personnellement fait ou constaté ou seulement jusqu'à preuve contraire de la vérité des déclarations reçues par lui.

Les ordonnances, jugements et arrêts intervenus en matière d'état civil sont opposables à tous dans les mêmes conditions que les actes qu'ils rectifient ou complètent.

ART. 73 - Sous réserves des dispositions relatives à la délivrance des actes de naissance ou de reconnaissance, ont seules le droit d'obtenir une copie d'acte d'état civil les parties intéressées et les autorités administratives et judiciaires.

ART. 74 - Toute copie d'acte d'état civil doit être rigoureusement conforme à l'original de l'acte : elle doit porter en outre toutes les mentions marginales figurant au registre.

La copie devra indiquer le nom de la personne à laquelle elle est délivrée.

Elle devra être en outre légalisée, sauf convention internationale contraire lorsqu'il y aura lieu de la produire devant les autorités étrangères.

ART. 75 - Les extraits des actes d'état civil sont des documents reproduisant seulement quelques énonciations essentielles d'un acte. Ils font foi jusqu'à inscription de faux des énonciations qu'ils contiennent, c'est-à-dire du nom de la commune où l'acte a été dressé, des énonciations portées et des mentions et transcriptions mises en marge.

S E C T I O N II

du livret de famille

ART. 76 - Au moment de la célébration ou de l'enregistrement du certificat de mariage, il est remis gratuitement à l'époux un livret de famille portant l'indication de l'identité des époux, la date et le lieu du mariage.

Sont ultérieurement portés des autres mariages de l'époux les naissances et les décès des enfants, les adoptions, les reconnaissances et légitimations d'enfants naturels, le décès ou divorce des époux.

Si un acte d'état civil est rectifié, il doit en être fait mention sur ce livret.

Chacune des mentions doit être inscrite par l'officier de l'état civil et revêtue de son sceau.

ART. 77 - Chacun des extraits, chacune des mentions contenues dans le livret de famille à la force probante qui s'attache aux extraits des actes de l'état civil et aux mentions portées en marge desdits actes.

ART. 78 - En cas de divorce, la femme peut obtenir que sur présentation du livret conservé par le mari, il lui en soit remis une copie conforme.

ART. 79 - Au cas de perte d'un livret de famille, l'époux peut en demander la reconstitution; le nouveau livret portera la mention du "duplicata".

ART. 80 - L'officier de l'état civil doit se faire présenter ce livret de famille chaque fois que se produit un fait qui doit y être mentionné.

02 - RCA

SECTION III

des actes de notoriété

ART. 81 - En vue du mariage ou pour l'établissement d'une pièce il peut être supplée à l'acte de naissance par un acte de notoriété établi par l'officier de l'état civil du lieu de la naissance ou de la résidence habituelle.

ART. 82 - L'acte de notoriété ne peut servir qu'aux seules fins pour lesquelles il a été délivré. Il doit énoncer cette fin.

Il contiendra en outre la déclaration faite par trois personnes majeures dignes de foi de l'un ou l'autre sexe, parents ou non parents du requérant, des prénoms, nom, profession, domicile de l'intéressé et de ceux de ses père et mère s'ils sont connus, le lieu et, autant que possible, l'époque de sa naissance et les causes qui empêchent d'en rapporter l'acte. Les témoins signent l'acte de notoriété avec l'officier de l'état civil et s'il en est qui ne puissent ou ne sachent pas signer il en sera fait mention.

L'officier de l'état civil en recevant les déclarations du requérant et des témoins leur rappellera que toute fausse déclaration de leur part constitue un faux en écriture authentique et publique et les rend en conséquence passibles de peines de l'article 100 du Code Pénal, dont il leur donnera lecture.

ART. 83 - Lorsqu'il est établi en vue du mariage, l'acte de notoriété doit être soumis pour homologation au Tribunal du lieu où il a été reçu dans les conditions et formes prescrites par les articles 89 et suivants de la présente loi relative à la reconstitution des actes de l'état civil.

Toute personne ayant un intérêt quelconque pourra intervenir à tout moment de la cause pour faire opposition soit à l'établissement soit à l'homologation de l'acte de notoriété.

L'acte de notoriété dont l'homologation aura été refusée devra immédiatement être bâtonné et annulé par les soins du Greffier du Tribunal.

SECTION IV

Des jugements supplétifs d'actes de l'état civil

ART. 84 - Toute personne qui voudra suppléer par jugement à l'inexistence d'un acte de l'état civil, exception faite des actes de mariage, pourra introduire une action devant le Tribunal de Grande Instance ou d'Instance du lieu où s'est produit le fait. Il présentera à cette fin requête signée de lui ou s'il ne sait pas signer, la présentation en personne au Magistrat compétent.

.../...

02 - RCA

Le Ministère Public peut également agir d'office. Le jugement supplétif est rendu suivant la procédure prescrite par les articles 89 et suivants de la loi relative à la reconstitution des actes de l'état civil.

ART. 85 - Le jugement supplétif rendu en suite de cette procédure doit être transcrit sur les registres de l'état civil du lieu où s'est produit le fait qu'il constate.

ART. 86 - Tout jugement supplétif est opposable aux tiers qui pourront toutefois en poursuivre l'annulation en Justice.

ART. 87 - Tout jugement supplétif annulé devra être bâtonné tant sur les registres du Greffe du Tribunal qui l'a rendu que sur les registres de l'état civil sur lequel il aurait été transcrit.

Il ne pourra en être délivré ni copie ni extrait.

T I T R E V

CHAPITRE I

De la reconstitution des actes de l'état civil

ART. 88 - Lorsque les registres qui contenaient un acte seront perdus ou détruits ou lorsqu'un acte a été supprimé dans le registre qui le contenait, l'établissement ou la reconstitution de cet acte ou du registre sera poursuivi dans les formes ci-après :

ART. 89 - L'établissement de l'acte ou sa reconstitution ou celle du registre ne peut être ordonné que par un jugement du Président du Tribunal de Grande Instance ou d'Instance du centre d'état civil intéressé. L'action peut être introduite soit d'office par le Ministère Public, soit par la personne que l'acte concerne ou qui a un intérêt né et actuel à son établissement ou sa reconstitution.

ART. 90 - L'action est introduite par requête écrite qui sera communiquée au Ministère Public lorsque la demande n'émane pas de lui. Elle doit contenir toutes les déclarations nécessaires à l'établissement ou à la reconstitution de l'acte et indiquer les raisons qui motivent son établissement ou sa reconstitution.

ART. 91 - Le Tribunal ordonne d'office toutes mesures d'instructions qu'il juge nécessaire et la communication de toutes les pièces utiles ; il peut ordonner que toute publicité utile soit donnée à la requête.

ART. 92 - Le tribunal apprécie souverainement les preuves qui lui sont présentées : la preuve par témoins est admissible, mais les témoignages doivent être précis et concordants.

.../...

02 - RCA

Toute personne justifiant d'un intérêt né et actuel peut contredire à la requête par voie d'intervention.

L'enquête a lieu à l'audience publique et en présence de toutes personnes intéressées.

ART. 93 - Le dispositif du jugement précisera sur quel registre et en marge de quels actes il devra être mentionné.

La transcription du jugement est faite à la requête du Ministère Public ou de la partie intéressée.

ART. 94 - Le Ministère Public et toute personne ayant un intérêt né et actuel à la cause peuvent interjeter appel de la décision rendue.

La voie de la tierce opposition est toujours ouverte à tout intéressé.

ART. 95 - Si par suite d'un accident quelconque un exemplaire des deux registres d'état civil est altéré ou détruit, et si l'autre exemplaire est resté intact, ou si les intéressés peuvent produire les copies authentiques de l'acte disparu, la reconstitution totale ou partielle du registre peut être décidée par simple ordonnance du Président du Tribunal, rendue au pied de la requête ; cette requête peut émaner du Ministère Public ou d'une partie, auquel cas elle doit être communiquée au Ministère Public.

L'ordonnance du Président peut être frappée soit d'opposition portée devant le Tribunal soit d'appel, par le Ministère Public ou la partie intéressée.

La transcription de l'ordonnance devenue définitive sera faite conformément aux prescriptions de l'article 101 de la présente ordonnance.

C H A P I T R E I I

De la rectification des actes de l'état civil

ART. 96 - La rectification des actes de l'état civil est ordonnée par le Président du Tribunal dans le ressort duquel l'acte a été dressé ou transcrit ; la rectification des actes dressés ou transcrits par les agents diplomatiques et les consuls est ordonnée par le Président du Tribunal de Grande Instance de BANGUI.

Le Président ou le Tribunal territorialement compétent pour ordonner la rectification d'un acte ou d'un jugement est également compétent pour prescrire la rectification de tous les actes, même dressés ou transcrits hors de son ressort qui reproduisent l'erreur ou comportent l'omission originale.

Lorsque la requête n'émane pas du Procureur de la République, elle doit lui être communiquée pour avis.

ART. 97 - Le Procureur de la République territorialement compétent peut procéder à la rectification administrative des erreurs et omissions purement matérielles des actes de l'état civil, à cet effet, il donne directement les instructions utiles aux ~~dépositaires~~ des registres.

ART. 98 - Toute rectification judiciaire ou administrative d'un acte ou jugement relatif à l'état civil est opposable à tous.

ART. 99 - Le dispositif de l'ordonnance du jugement ou de l'arrêt portant rectification est transmis immédiatement par le Procureur de la République à l'officier de l'état civil ou au dépositaire des registres du lieu où se trouve inscrit l'acte réformé ; mention de ce dispositif est aussitôt portée en marge dudit acte.

L'expédition de l'acte ne peut plus être délivrée qu'avec les rectifications ordonnées, à peine de l'amende édictée par l'article 101 de la présente ordonnance ~~et de tous dommages-intérêts~~ contre le dépositaire des registres.

C H A P I T R E II

PENALITES

ART. 100 - Toute infraction aux articles 24 à 31, 72, 73, 74, 75, 86 et 88 de la présente ordonnance de la part des officiers de l'état civil dénommé, sera poursuivie devant le Tribunal de Grande Instance ou d'Instance et punie d'une amende de 5 000 Francs à 25 000 Francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 101 - Toute altération, tout faux dans les actes de l'état civil, toute inscription de ces actes faite sur une feuille volante et autrement que sur les registres à eux destinés, donneront lieu aux ~~dommages-intérêts~~ des parties sans préjudice des peines portées au Code Pénal.

ART. 102 - Toute personne qui aura par un des modes exprimés à l'article 100 du Code Pénal, falsifié ou altéré un livret de famille ou un acte de notoriété, ou qui aura fait usage de ce document ainsi falsifié ou altéré, sera puni des peines portées à l'article 102 du Code Pénal.

Les mêmes peines seront applicables à celui qui fera usage comme s'appliquant à lui-même ou à tiers d'un document d'état civil, d'un livret de famille ou d'un acte de notoriété, même non falsifié ni altéré, mais s'appliquant à une personne autre.

C H A P I T R E I V

Des actes d'état civil concernant les étrangers

ART. 103 - Tout étranger ayant sa résidence habituelle en République Centrafricaine, peut faire recevoir les actes d'état civil le concernant, par les agents diplomatiques dont il relève et ce dans les formes prévues par la LOI nationale. Toutefois, toute naissance ou tout décès devra être obligatoirement déclaré à l'officier de l'état civil centrafricain dans les formes et conditions prévues ci-dessus.

ART. 104 - Les actes de mariage reçus en République Centrafricaine par les agents diplomatiques ou les Consuls d'une Nation Etrangère et concernant les étrangers, dont l'un au moins est devenu Centrafricain postérieurement au mariage, sont transcrits soit d'office, soit sur la demande des intéressés, sur les registres de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré, mention de la transcription sera portée en marge de l'acte de naissance qui, le cas échéant, devra être préalablement transcrit dans les conditions prévues au second alinéa de l'article 30.

ART. 105 - La présente ordonnance qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera publiée au Journal Officiel. Elle sera exécutée comme loi de l'Etat.

FAIT à Bangui, le 1er juillet 1969.

Par le Président de la République
Président du Gouvernement,

(é) J.B. BOKASSA.-

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME

BANGUI, le 25 février 1970

LE DIRECTEUR DES COLLECTIVITES TERRITORIALES,

(é) G. LOUMANDET.-

02 - REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE2 - Documents utilisés par l'état civil2.1 - Les fiches

- Lorsqu'une naissance intervient dans un centre médical ou à domicile, une fiche de déclaration ou bulletin est remplie par le médecin ou la sage-femme (centre médical) ou simplement par toute personne ayant assisté à l'accouchement à domicile. Cette fiche est reproduite ci-dessous :

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité - Dignité - Travail

DIRECTION GENERALE DU CENTRE
HOSPITALIER DE BANGUI

DECLARATION DE NAISSANCE

Ce jour _____ heures _____ minutes

Lieu de naissance _____

Est né : Prénoms/ _____

Nom _____

du sexe _____

De : Nom du père _____

Prénoms _____

Profession _____

Né le _____

Et de : Nom de la mère _____

Prénoms _____

Profession _____

Née le _____

Nationalité _____

Nom et Prénoms de la sage-femme _____

Résidence actuelle de la personne ayant assisté à la naissance

BANGUI, le _____

02 - R.C.A.

- Qu'un décès intervienne dans un centre médical ou à domicile, il doit être constaté pour permettre le remplissage d'une déclaration de décès par un parent du défunt, une personne ayant assisté au décès ou par un médecin. Cette déclaration est libellée comme suit :

MAIRIE DE BANGUI
ETAT CIVIL

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
UNITE - DIGNITE - TRAVAIL

DECLARATION DE DECES

Le _____ 19 _____ à _____ heures
 Est décédé (e) ou (la) nommé (e) _____
 Né (e) à _____ ou vers _____
 Nom du père _____ et la mère _____
 Quartier _____ Nationalité _____
 Profession _____ devant les témoins ci-dessous _____
 1°- Nom _____ Prénoms _____
 2°- Nom _____ Prénoms _____
 BANGUI, le _____
 Signature et cachet du Chef de quartier,

C'est seulement au vu de cette déclaration que l'officier d'état civil émet, sur papier libre et sans frais, une autorisation d'inhumer (généralement appelé "permis d'inhumer". Pour les décès intervenus dans les centres ruraux, cette autorisation d'inhumer est donnée par le chef de village après avoir fait remplir la fiche de déclaration de décès qu'il aura constaté lui-même.

- Avant tout mariage, les futurs époux doivent remplir une fiche de renseignements. Au vu de cette fiche, un avis de publication est émis par le centre d'état civil appelé à célébrer le mariage. Cet avis de publication est formulé de la manière suivante :

.../...

02 - R.C.A.

Ville de Bangui

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
UNITE - DIGNITE - TRAVAIL

M A I R I E D E B A N G U I

ETAT CIVIL

Avis de Publication

AVIS DE PUBLICATION

Regis. N° _____

Acte N° _____

Monsieur le Maire _____

est invité à faire la publication du mariage qui doit être
célébré en notre Mairie,

Entre _____

domiciliée _____

Et _____

domicilié _____

Bangui, le _____ 19____

L'Adjoint au Maire,

2.2 - Les actes proprement dits (ou les jugements supplétifs)- Nous reproduisons ci-dessous, la marge réservée aux mentions et
un volet de l'acte de naissance :

.../...

02 - R.C.A.

Marge réservée aux mentions

MARIE le _____
 Avec M _____
 Suivant acte n° _____ du _____
 Dressé à _____
 Monogame; Polygame (1) _____

DIVORCE le _____
 Jugement rendu par _____
 en date du _____

RECONNU (E) le _____
 Par _____
 Suivant _____

LEGITIME (E) le _____
 Par _____
 Suivant acte mariage N° _____
 Dressé le _____
 A _____

DECEDE le _____
 A _____
 Acte dressé le _____
 Sous le N° _____

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

VILLE DE BANGUI

ACTE DE NAISSANCE N° _____

_____ Arrondissement

Centre d'Etat Civil _____

Le _____

Est né à Bangui _____

_____ du sexe _____

De _____

Profession _____

Et de _____

Profession _____

Domiciliés à _____

Nationalité _____

Naissance déclarée le _____

A _____ heures _____ minutes

Par _____

Qui après lecture faite du présent acte, a signé
 avec nous _____

(Prénoms, nom, qualité de l'Officier d'Etat
 Civil)

Le déclarant, L'Officier d'Etat Civil,

NOTE TRES IMPORTANTE - Aucune rectification matérielle de cet acte n'est valable si elle n'est contresignée par l'Officier d'Etat Civil.

(1) En cas de naissance adultérine ou incestueuse ne pas préciser le nom du père, ni porter la mention de (père inconnu).

En cas de naissance naturelle; ne préciser le nom du père que s'il déclare formellement reconnaître l'enfant et sous réserve que cette déclaration soit faite lors de la déclaration de naissance par le père lui-même et qu'il n'y ait pas opposition de la mère. Ajouter, en cas en (1), la mention (QUI DECLARE FORMELLEMENT LE RECONNAITRE) et faire signer le père.

(2) Si le ou les déclarants ne peuvent signer, en faire mention.

02 - R.C.A.

- Les trois volets de l'acte de décès contiennent tous le même libellé. Ils portent le titre "d'acte de décès" à l'exception du volet de droite appelé "Avis de mention" et qui est porté en marge de l'acte de naissance de l'intéressé. C'est celui qui est reproduit ci-dessous :

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

VILLE DE BANGUI

_____ Arrondissement

AVIS DE MENTION N°

(à porter en marge de l'acte de naissance de l'intéressé)

Centre d'Etat Civil _____

Le _____

(Date, heures, minutes en toutes lettres)

Est décédé à Bangui _____

(prénoms nom)

_____ du sexe _____

Né à _____

Profession _____

Domicilié à _____

Nationalité _____

Fili _____

(Prénoms, nom et profession du père)

Domicilié à _____

Et de _____

(Prénoms, nom et profession de la mère)

Domiciliée à _____

Epoux (se) ()
 Veuf (ve) () de _____
 Divorcé(e) () (Prénoms Nom)

Décès déclaré le _____ à _____ heures
 _____ minutes Par _____

(Prénoms, nom, âge du déclarant)

Profession _____

Domiciliée à _____

Qui après lecture faite du présent acte, a signé avec nous _____

(Prénoms, nom, fonction de l'Officier de l'Etat Civil)

02 - R.C.A.

- Nous reproduisons ci-dessous, le feuillet d'un registre de mariage.
Le volet n° 1 reste en souche avec la marge réservée pour les mentions en cas de divorce ou de séparation de corps. Les deux autres sont remis, respectivement à l'époux et à l'épouse.

.../...

02 - R.C.A.

DIVORCE

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
VILLE DE BANGUI
ACTE DE MARIAGE N° 1
(1) _____ Arrondissement

Centre d'Etat Civil _____
Le _____
Devant Nous _____
Ont comparu publiquement en la Maison
Commune _____
Profession _____
Né à _____
Le _____
Nationalité _____
Domicilié à _____
Fils de _____
Profession _____
Domicilié à _____
Et de _____
Profession _____
Domiciliée à _____
Divorcé { (4) de _____
Veuf

D'UNE PART
ET

SEPARATION
DE CORPS

Profession _____
Née à _____
Le _____
Nationalité _____
Domiciliée à _____
Fille de _____
Profession _____
Domicilié à _____
Et de _____
Profession _____
Domiciliée à _____
Divorcée { (4) de _____
Veuve
(2) _____

D'AUTRE PART

Qui, sur notre interpellation, ont déclaré
l'un après l'autre vouloir se prendre pour
époux et nous avons prononcé au Nom de la
Loi qu'ils sont unis par le mariage.
En présence de : _____
Profession _____
Age _____
Domicilié à _____
Et de _____
Profession _____
Age _____
Domicilié à _____

VOLET N° 2
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
VILLE DE BANGUI
ACTE DE MARIAGE
(1) _____ Arrondissement

Centre d'Etat Civil _____
N° _____ du _____
Le _____
Devant Nous _____
Ont comparu publiquement en la Maison
Commune _____
Profession _____
Né à _____
Le _____
Nationalité _____
Fils de _____
Et de _____
D'UNE PART
ET

Profession _____
Née à _____
Le _____
Nationalité _____
Fils de _____
Et de _____

D'AUTRE PART

Qui, sur notre interpellation, ont déclaré
l'un après l'autre vouloir se prendre pour
époux et nous avons prononcé au Nom de la
Loi qu'ils sont unis par le mariage.

En présence de : _____
Profession _____
Age _____
Et de _____
Profession _____

L'Officier d'Etat Civil,
Voir conditions au verso

VOLET N° 3
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
VILLE DE BANGUI
ACTE DE MARIAGE
(1) _____ Arrondissement

Centre d'Etat Civil _____
N° _____ du _____
Le _____
Devant nous _____
ont comparu publiquement en la Maison
Commune _____
Profession _____
Né à _____
Le _____
Nationalité _____
Fils de _____
Et de _____
D'UNE PART
ET

02 - R.C.A.SuiteContrat de mariage : (3) _____

L'époux :

L'épouse :

1°) témoin :

2°) témoin :

L'Officier de l'Etat Civil,

Profession _____

Née à _____

Le _____

Nationalité _____

Fils de _____

et de _____

D'AUTRE PART

Qui, sur notre interpellation, ont déclaré
l'un après l'autre vouloir se prendre pour
époux et nous avons prononcé au Nom de la
Loi qu'ils sont unis par le mariage.

En présence de

(1) Préciser l'Arrondissement s'il y a
lieu.(2) Porter la mention de consentement
des parents au cas où l'épouse est
mineure.(3) Porter la déclaration relative
au contrat de mariage.

(4) Biffer la mention inutile.

Profession _____

Age _____

Profession _____

L'Officier d'Etat Civil,

Voir conditions au verso

.../...

02 - R.C.A.

Les volets n° 2 et 3 remis aux époux, portent à leur dos, la mention suivante :

ACTE DE MARIAGE
CONDITIONS DU MARIAGE
ENGAGEMENT DE MONOGAMIE

L'époux déclare expressément le _____
qu'il renonce à prendre une seconde épouse tant que le présent mariage n'aura pas été dissout par un jugement de divorce ou par le décès de son conjoint (Article 339 paragraphe 2 du Code Pénal et Article 5 du décret du 14 septembre 1951).

Certifiées exactes les déclarations
ci-dessous

L'Officier d'Etat Civil,

Les volets n° 2 et 3 du deuxième registre destiné au greffe du tribunal de grande Instance ou d'Instance, sont détachés et envoyés aux lieux de naissance des époux pour mention en marge de leurs actes de naissance.

Cet envoi est appuyé d'un "avis de mention" comportant une partie détachable que les centres d'état civil des lieux de naissance des époux renvoient au centre d'état civil expéditeur pour accuser réception et informer que la mention a été effectuée. Cet avis de mention est le suivant :

.../...

02 -- P.C.A.

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
UNITE - DIGNITE - TRAVAIL

Préfecture de _____

ETAT CIVIL

Commune de _____
N° _____

AVIS DE MENTION

Lorsque la mention a été portée sur le registre déposé à la mairie, le présent avis doit être transmis à M. le procureur de la République, pour que mention semblable soit apposée sur le registre du Greffier

Mention effectuée sur le registre de la mairie le (date) _____

Le Maire,

Monsieur le Procureur de la République de _____
Monsieur le Maire de _____

En exécution des dispositions de l'article 49 du Code Civil, j'ai l'honneur de vous faire connaître que :

NOM _____ Prénoms _____
Né le _____ à _____
département _____ (Pour Paris et Lyon, mettre le numéro de l'arrondissement)

a contracté mariage en notre mairie le _____ avec _____

a été reconnu par :

NOM _____ Prénoms _____
Profession _____ Domicile _____
suivant acte reçu en notre mairie le _____

a été légitimé par le mariage

de _____ et de _____
qui l'avaient tous deux précédemment reconnu, mariage célébré en notre mairie le _____

a été légitimé par :

NOM _____ Prénoms _____
Profession _____ Domicile _____
qui l'ont reconnu au moment même de la célébration de leur mariage en notre mairie le _____

est décédé en notre commune le _____ à _____ le _____

a vu son mariage, célébré en notre mairie le _____ faire l'objet d'une décision de divorce (séparation de corps) rendre le _____ par le tribunal (la cour d'appel) de _____

L'avis envoyé au Greffier dépositaire du second exemplaire de l'acte de mariage doit indiquer, en outre, la date à laquelle les époux ont été autorisés à avoir une résidence séparée : "Les époux ont été autorisés à résider séparément le _____".

Le _____
Le Maire,

PARTIE A DETACHER ET A RENVOYER AU MAIRE QUI A EXPEDIE L'AVIS DE MENTION

Récépissé
d'avis de mention
ETAT CIVIL

M. le Maire de _____ est informé de ce qu'en suite de son avis n° _____ en date du _____ a mention présente par l'article 49 du Code Civil a été effectuée.

Le Maire (ou : le Greffier)

.../...

02 - R.C.A.2.3 - Les copies, les extraits d'actes (ou de jugements supplétifs)

- La copie conforme d'un acte de naissance se présente comme suit sur deux pages de formulaire :

Recto

VILLE DE BANGUI

 _____ Arrondissement
 CENTRE D'ETAT CIVIL
 de _____

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
 UNITE - DIGNITE - TRAVAIL

COPIE CONFORME DE L'ACTE DE NAISSANCE N° _____
 (Article 37 de l'Ordonnance n° 69/33 du 1er juillet 1966)

E N F A N T

Date de la naissance (en toutes lettres) : le _____

Heure et minute de la naissance (en toutes lettres) _____

Lieu de la naissance : BANGUI _____ arrondissement, quartier _____

Maternité _____ rue _____ n° _____

Prénoms du nouveau-né _____

Nom du nouveau-né _____

Sexe du nouveau-né _____

Nationalité du nouveau-né _____

P E R EM E R E

Prénoms du père _____

Prénoms de la mère _____

Nom du père _____

Nom de la mère _____

Son épouse _____

Age du père _____

Age de la mère _____

Profession du père _____

Profession de la mère _____

Déclaration de reconnaissance _____

Déclaration de reconnaissance _____

.../...

02 - R.C.A.

Verso

D E C L A R A N T :

QUALITE DU DECLARANT : Père - Mère - Ascendant - Parent - Personne ayant assisté à la naissance - Personne chez qui la mère est accouchée - Médecin ayant assisté à l'accouchement - Sage-Femme ayant assisté à l'accouchement.

Prénoms du déclarant _____

Nom du déclarant _____

Age du déclarant _____

Profession du déclarant _____

Résidence habituelle du déclarant _____

Date de l'acte de naissance _____

(Mentionner en toutes lettres l'an, le mois, le jour, l'heure et la minute de la déclaration de la naissance).

Conformément à l'article 27 de l'Ordonnance 69/33 du 1er août 1969, l'Officier de l'état civil soussigné a donné lecture de l'acte au déclarant et l'a invité à en prendre directement connaissance avant de le signer.

Prénoms et Nom de l'Officier de l'état civil _____

Suit la signature de déclarant

Le déclarant a dit ne savoir signer

Suit la signature de l'Officier
de l'état civil,

MENTIONS MARGINALES

L'Officier de l'état civil _____

Soussigné, certifie la conformité de la présente copie à l'acte de naissance.

Fait à Bangui, le _____

Signature de l'Officier de l'état civil,

.../...

02 - R.C.A.

Tandis qu'un extrait de déclaration de naissance est libellé de la manière suivante :

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

MAIRIE DE BANGUI

EXTRAIT DE DECLARATION DE NAISSANCE

Des registres des NAISSANCES de l'année _____ de l'Etat Civil de la Commune de BANGUI, il est extrait ce qui suit _____

Le (ou la) nommé _____ est né à BANGUI, le _____ de _____ et de _____

La déclaration en a été dressé sous n° _____ du _____

A Bangui, le _____

L'Officier de l'Etat Civil,

- A défaut d'un extrait d'acte de décès, nous passons à celui d'un acte de mariage que nous reproduisons ci-dessous :

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

VILLE DE BANGUI

EXTRAIT D'ACTE DE MARIAGE

Des registres des MARIAGES de l'année _____ de l'Etat Civil de la Commune de BANGUI, il est extrait ce qui suit :

le nommé _____; né à _____ le _____ de Nationalité _____

Fils de _____ et de _____

et la nommée _____; née à _____ le _____ de Nationalité _____

Fille de _____ et de _____

ont contracté mariage à BANGUI, le _____ de l'année _____

dont acte en a été dressé sous le n° _____ du _____

A Bangui, le _____

L'Officier de l'Etat Civil,

.../...

02 - R.C.A.2.4 - Les états récapitulatifs

Chaque centre d'état civil dresse mensuellement un état récapitulatif des actes et des jugements supplétifs enregistrés. A défaut d'un exemplaire à reproduire, nous indiquons les informations collectées par un tel formulaire :

- pour les naissances :

- * la répartition des naissances vivantes par sexe ;
- * la répartition des morts-nés par sexe ;

- pour les décès ;

- * le nombre de décès par sexe ;

- pour les mariages et les divorces ;

- * le nombre de mariages ;
- * le nombre de divorces.

.../...

03 - COTE D'IVOIRE

I - Texte législatif en vigueur

LOI n° 64-374 du 7 octobre 1964, relative à l'état civil.

L'ASSEMBLEE NATIONALE A ADOPTE,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Article premier - L'état civil des citoyens ne peut être établi et prouvé que par les actes de l'état civil et, exceptionnellement, par des jugements ou des actes de notoriété.

CHAPITRE PREMIER

DES CIRCONSCRIPTIONS ET DES CENTRES SECONDAIRES D'ETAT CIVIL

ART. 2 - Dans le territoire de chaque sous-préfecture, les circonscriptions d'état civil autres que les communes sont déterminées par décret.

ART. 3 - Chaque circonscription d'état civil peut comporter des centres secondaires d'état civil, créés dans les conditions définies par décret.

CHAPITRE II

DES OFFICIERS ET DES AGENTS DE L'ETAT CIVIL

ART. 4 - Chaque circonscription d'état civil comporte un officier de l'état civil, chaque centre secondaire, un agent de l'état civil. Il peut être adjoint, à l'un et à l'autre, un ou plusieurs suppléants.

ART. 5 - Les agents de l'état civil exercent leurs attributions sous l'autorité des officiers de l'état civil.

ART. 6 - Les officiers de l'état civil, autres que ceux qui le sont en vertu de la loi, et les agents de l'état civil, sont nommés dans les conditions définies par décret.

ART. 7 - Les officiers et les agents de l'état civil sont seuls compétents pour recevoir les déclarations et dresser les actes de l'état civil auxquels ils confèrent l'authenticité.

ART. 8 - Sous réserve de ce qui est dit à l'article 36, les agents de l'état civil n'ont compétence que pour recevoir les déclarations de naissance et de décès, dresser les actes correspondants et effectuer, sur les registres de l'année en cours, les transcriptions et mentions s'y référant.

.../...

03- COTE D'IVOIRE

ART. 9 - Les officiers de l'état civil sont compétents en ce qui concerne tous les actes de l'état civil.

ART. 10 - Les actes autres que ceux visés à l'article 8 sont dressés et les mariages célébrés, soit au chef-lieu de la circonscription d'état civil, soit au centre secondaire d'état civil lorsque l'officier de l'état civil ou son suppléant s'y transporte.

ART. 11 - Les officiers et agents de l'état civil ne peuvent intervenir au même acte en cette qualité et à un autre titre.

ART. 12 - Ils exercent leurs fonctions sous le contrôle des autorités judiciaires et sont responsables civilement, disciplinairement et pénalement des fautes et négligences qu'ils commettent à l'occasion ou dans l'exercice de leurs fonctions.

ART. 13 - Lorsque l'officier de l'état civil refuse de recevoir une déclaration comme contraire à la loi, il en avise dans les quarante-huit heures le magistrat chargé de contrôler le fonctionnement de l'état civil dans sa circonscription, lequel, jusqu'à l'expiration de la quinzaine qui suit la date de son refus, peut le requérir de dresser l'acte.

L'officier de l'état civil est tenu de déférer à ses réquisitions. Il transcrit celles-ci sur le registre et dresse l'acte à la suite.

Si l'acte n'a pas été dressé dans le délai de quinzaine prévu à l'alinéa premier, les parties intéressées, dans les quinze jours qui suivent son expiration, peuvent présenter requête à la section de tribunal ou au tribunal territorialement compétent, aux fins de voir ordonner à l'officier de l'état civil de recevoir la déclaration.

Le jugement rendu est susceptible d'appel de la part du ministère public et des parties intéressées.

Lorsque le tribunal ou la cour ordonne de recevoir la déclaration, l'acte est dressé à la suite de la transcription du dispositif du jugement ou de l'arrêt et mention en est portée, en marge des registres, à la date du fait qu'il constate.

ART. 14 - Si le refus émane d'un agent de l'état civil, celui-ci en rend compte immédiatement à l'officier de l'état civil sous l'autorité duquel il se trouve placé. Ledit officier de l'état civil apprécie, sous sa responsabilité, s'il y a lieu de passer outre ou de procéder comme il est dit à l'alinéa premier de l'article précédent.

.../...

CHAPITRE III

DES REGISTRES DE L'ETAT CIVIL

ART. 15 - Dans chaque circonscription et dans chaque centre secondaire d'état civil, il est tenu, en double exemplaire, des registres distincts :

- 1° Pour les naissances ;
- 2° Pour les décès
- 3° Pour les déclarations autres que celles qui précèdent ;
- 4° Pour les mariages.

ART. 16 - Les registres sont ouverts au 1er janvier et clos au 31 décembre de chaque année.

Ils sont conformes aux modèles établis par décret.

Les deux exemplaires sont cotés et paraphés, sur chaque feuille, par le président du tribunal.

L'année écoulée, ils sont clos et arrêtés immédiatement après le dernier acte.

A la suite de la mention de clôture, il est dressé par l'officier ou l'agent de l'état civil une table alphabétique des actes qui y sont contenus.

Un exemplaire de chacun des registres, y compris de ceux tenus dans les centres secondaires, est conservé au chef-lieu de la circonscription d'état civil.

L'autre est transmis au greffe de la section de tribunal ou du tribunal dans le ressort duquel est située la circonscription d'état civil.

ART. 17 - Les actes sont inscrits sur les registres, de suite, sans aucun blanc. Les ratures et les renvois sont approuvés et signés de la même manière que le corps de l'acte.

Il n'y est rien écrit par abréviation et aucune date n'y est mise en chiffres.

ART. 18 - Les procurations et autres pièces, qui doivent demeurer annexées aux actes de l'état civil, sont déposées, après quelles ont été paraphées par la personne qui les a produites et par l'officier ou l'agent de l'état civil, au greffe du tribunal ou de la section de tribunal, avec le double des registres.

ART. 19 - Il est établi périodiquement, dans les conditions définies par décret, un relevé des tables annuelles.

.../...

ART. 20 - Les registres de l'état civil ne peuvent être communiqués au public.

Seuls peuvent en avoir communication, les magistrats chargés de surveiller la tenue de l'état civil et les agents des administrations publiques qui y sont expressément autorisés par une disposition légale ou réglementaire.

La communication se fait sans déplacement, sauf quand elle est requise par les magistrats visés à l'alinéa précédent ou ordonnée par le tribunal.

ART. 21 - Les procureurs de la République et les juges des sections de tribunaux sont spécialement chargés de la surveillance du service de l'état civil dans le ressort de leurs juridictions respectives.

Ils doivent vérifier la tenue des registres, leur conservation, et dresser tous les ans un procès-verbal des irrégularités relevées.

S'ils constatent que des infractions pénalement punissables ont été commises, ils en poursuivent la répression.

Les magistrats ci-dessus visés correspondent directement avec les officiers de l'état civil.

Les procès-verbaux établis annuellement, à l'occasion de la vérification des registres, sont transmis en double exemplaire au garde des Sceaux, ministre de la Justice.

ART. 22 - Tout dépositaire des registres de l'état civil est civilement responsable des altérations qui y surviennent sauf son recours, s'il y a lieu, contre les auteurs de celles-ci.

ART. 23 - Toute altération, tout faux dans les actes de l'état civil, toute inscription de ces actes faite sur une feuille volante ou autrement que sur les registres à ce destinés, donnent lieu à des dommages-intérêts aux parties, sans préjudice des sanctions pénales encourues.

CHAPITRE IV

REGLES COMMUNES A TOUS LES ACTES DE L'ETAT CIVIL

ART. 24 - Les actes de l'état civil sont rédigés dans la langue officielle.

Ils énoncent :

- l'année, le mois, le jour et l'heure où ils sont reçus ;
- les prénoms, noms, professions, domiciles et, si possible, les dates et lieux de naissance de tous ceux qui y sont dénommés.

En ce qui concerne toutefois les témoins, leur qualité de majeurs est seule indiquée.

.../...

ART. 25 - Dans les cas où les parties intéressées ne sont pas obligées de comparaître en personne, elles peuvent se faire représenter par un fondé de procuration spéciale et authentique.

ART. 26 - Les témoins, choisis par les parties, certifient l'identité de celles-ci et la conformité de l'acte avec leurs déclarations.

Ils doivent être âgés de 21 ans au moins, parents ou non des déclarants, sans distinction de sexe.

ART. 27 - Si les parties comparantes, leur fondé de procuration ou les témoins, ne parlent pas la langue officielle et si l'officier ou l'agent de l'état civil ne connaît pas la langue dans laquelle ils s'expriment, leurs déclarations sont traduites par un interprète ayant préalablement prêté devant l'officier ou l'agent de l'état civil le serment ci-après :

"Je jure de bien et fidèlement traduire les déclarations des parties et des témoins ainsi que l'acte qui les constate".

Mention en est faite dans l'acte.

Cette mention comporte l'indication de la langue dans laquelle la déclaration a été faite, des prénoms et nom de l'interprète, ainsi que de la prestation de serment de celui-ci.

ART. 28 - Avant de dresser l'acte, l'officier ou l'agent de l'état civil avise les parties comparantes ou leur fondé de procuration et les témoins, des peines prévues par la loi pour sanctionner les fausses déclarations.

L'acte établi, il leur en donne lecture et les invite, s'ils lisent la langue officielle, à en prendre connaissance avant de le signer.

Dans le cas prévu au premier alinéa de l'article précédent, la traduction de l'acte est faite par l'interprète.

Il est fait mention dans les actes de l'accomplissement de ces formalités.

ART. 29 - Les actes sont signés par l'officier ou l'agent de l'état civil, les comparants, les témoins et l'interprète s'il y a lieu, ou mention est faite de la cause qui a empêché les comparants et les témoins de signer.

ART. 30 - Les déclarations de naissance et de décès sont reçues et les actes qui les constatent dressés par l'officier ou l'agent de l'état civil du lieu de la naissance ou du décès.

Les mariages sont célébrés et les actes qui les constatent dressés par l'officier de l'état civil du lieu de la célébration.

.../...

Pour les déclarations autres que celles visées à l'alinéa premier, la compétence est déterminée par le texte particulier qui les prévoit.

ART. 31 - Toute personne peut, sauf l'exception prévue à l'article 52, se faire délivrer par les dépositaires des registres de l'état civil, des copies des actes qui y sont inscrits.

Ces copies, délivrées conformes aux registres, portent en toutes lettres la date de leur délivrance et sont revêtues de la signature et du sceau de l'autorité qui les a délivrées.

Elles doivent être, en outre, légalisées, sauf conventions internationales contraires, lorsqu'il y a lieu de les produire devant les autorités étrangères.

Il peut aussi être, **délivré** de simples extraits qui contiennent, outre le nom de la circonscription et éventuellement du centre secondaire d'état civil où l'acte a été dressé, la copie littérale de cet acte et des mentions et transcriptions mises en marge, à l'exception de tout ce qui est relatif aux pièces produites **et à la comparution des témoins.**

ART. 32 - Tout acte de l'état civil des Ivoiriens et des étrangers dressé en pays étranger, fait foi s'il a été rédigé dans les formes usitées dans ledit pays.

Ceux de ces actes qui concernent les Ivoiriens, sont transcrits, soit d'office, soit sur la demande des intéressés, sur les registres de l'état civil de l'année courante tenus par les agents diplomatiques ou les consuls territorialement compétents ; une mention sommaire de cette transcription est faite en marge des registres à la date de l'acte.

Lorsque par suite de la rupture des relations diplomatiques, de la fermeture ou de l'absence de poste diplomatique ou consulaire territorialement compétent, la transcription ne peut être faite dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, l'acte est déposé au ministère des Affaires étrangères qui le fait transcrire sur les registres tenus à Abidjan.

Les actes de mariage reçus en Côte d'Ivoire par les agents diplomatiques ou les consuls d'une nation étrangère et concernant des étrangers dont l'un au moins est devenu Ivoirien postérieurement au **mariage**, sont transcrits, soit d'office, soit sur la demande des intéressés, sur les registres de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré.

Mention de la transcription est portée en marge de l'acte de naissance qui, le cas échéant, est préalablement transcrit dans les conditions prévues aux deuxième et troisième alinéa du présent article.

.../...

03 - COTE D'IVOIRE

ART. 33 - Tout acte de l'état civil concernant les Ivoiriens, reçu en pays étranger, est valable s'il l'a été conformément aux lois ivoiriennes, par les agents diplomatiques ou les consuls.

Les doubles des registres de l'état civil tenus par ces agents sont adressés, à la fin de chaque année, au ministère des Affaires étrangères qui, après les avoir soumis, pour vérification, au procureur de la République près le tribunal d'Abidjan, en assure la garde et peut en délivrer des copies et des extraits.

ART. 34 - Dans tous les cas où la mention d'un acte relatif à l'état civil doit avoir lieu en marge d'un acte déjà inscrit, elle est faite d'office.

L'officier de l'état civil qui a dressé ou transcrit l'acte donnant lieu à mention, effectue cette mention dans les huit jours, sur les registres qu'il détient et, si le double du registre où la mention doit être effectuée se trouve au greffe, il adresse un avis au procureur de la République ou au juge de section compétent.

Si l'acte en marge duquel doit être effectuée la mention a été dressé ou transcrit dans une autre circonscription, l'avis est adressé dans le délai de huit jours à l'officier de l'état civil de cette circonscription, lequel effectue ou fait effectuer la mention par l'agent de l'état civil intéressé et en avise aussitôt, si le double du registre est au greffe, le procureur de la République ou le juge de section compétent.

Si l'acte en marge duquel une mention doit être effectuée a été dressé ou transcrit à l'étranger, l'officier de l'état civil qui a dressé l'acte donnant lieu à mention en avise, dans les huit jours, le ministère des Affaires Etrangères.

ART. 35 - Lorsque l'acte donnant lieu à mention a été dressé ou transcrit par un agent de l'état civil, celui-ci en donne avis à l'officier de l'état civil duquel il dépend si les mentions à effectuer doivent l'être sur des registres autres que ceux de l'année en cours, dans une autre circonscription, ou en marge d'actes dressés ou transcrits à l'étranger. L'officier de l'état civil procède alors comme il est dit à l'article précédent.

ART. 36 - Par exception aux dispositions contenues à l'article 8, les agents de l'état civil sont compétents pour procéder aux transcriptions et mentions à effectuer sur les registres de l'année en cours tenus au centre secondaire, pour les mariages et les actes autres que de naissance ou de décès.

ART. 37 - Lorsqu'en vertu de conventions diplomatiques, les actes de l'état civil concernant les étrangers, dressés en Côte d'Ivoire, doivent être adressés aux autorités étrangères, l'officier ou l'agent de l'état civil qui a dressé l'acte doit,

.../...

dans les huit jours, en transmettre une expédition au ministère des Affaires étrangères.

ART. 38 - Si l'officier ou l'agent de l'état civil décède sans avoir signé certains actes ou certaines mentions marginales, le procureur de la République présente requête au président du tribunal aux fins de faire ordonner que les actes rédigés par l'officier ou l'agent de l'état civil décédé et non signés, feront foi malgré l'absence de signature.

Mention du dispositif de l'ordonnance ainsi rendue est portée, à la diligence du ministère public, en marge des actes concernés.

Le président du tribunal peut toujours, avant de statuer, ordonner une enquête en vue de faire constater l'exactitude des actes intéressés ou de faire connaître les rectifications qui devraient y être faites.

Il peut être procédé à l'enquête par un juge commis.

ART. 39 - Les dispositions prévues à l'article précédent sont également applicables dans le cas où a été omise la signature de l'une quelconque des parties à l'acte, lorsque l'omission ne peut être réparée en raison du décès, de la disparition ou de l'absence de la partie intéressée.

ART. 40 - En outre du procureur de la République, toute personne y ayant intérêt peut, dans les cas prévus aux articles 38 et 39, saisir par requête le président du tribunal compétent.

CHAPITRE V

DES REGLES PROPRES A CHAQUE CATEGORIE D'ACTES DE L'ETAT CIVIL

SECTION I - Des actes de naissance.

ART. 41 - Les naissances doivent être déclarées dans les quinze jours de l'accouchement.

ART. 42 - L'acte de naissance énonce :

- l'année, le mois, le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant et les prénoms qui lui sont donnés ;

- les prénoms, noms, âges, professions et domiciles des père et mère et, s'il y a lieu, ceux du déclarant.

Si les père et mère de l'enfant ne sont pas désignés à l'officier ou à l'agent de l'état civil, il n'est fait sur le registre aucune mention à ce sujet.

.../...

ART. 43 - Les déclarations de naissance doivent émaner du père ou de la mère, de l'un des ascendants ou des plus proches parents, ou de toute personne ayant assisté à la naissance ou encore, lorsque la mère est accouchée hors de son domicile, de la personne chez qui elle est accouchée.

ART. 44 - L'acte de naissance, rédigé immédiatement, est signé du déclarant et de l'officier ou de l'agent de l'état civil.

ART. 45 - Il est tenu dans les hôpitaux, maternités ou formations sanitaires, publics ou privés, un registre spécial sur lequel sont immédiatement inscrites, par ordre de date, les naissances qui y surviennent.

La présentation dudit registre peut être exigée à tout moment par l'officier ou l'agent de l'état civil du lieu où est situé l'établissement, ainsi que par les autorités administratives et judiciaires.

ART. 46 - Toute personne qui trouve un enfant nouveau-né est tenue d'en faire la déclaration à l'officier ou à l'agent de l'état civil du lieu de la découverte. Si elle ne consent pas à se charger de l'enfant, elle doit le remettre, ainsi que les vêtements et autres effets trouvés sur lui, à l'officier ou à l'agent de l'état civil.

Il est dressé un procès-verbal détaillé qui, outre les indications prévues à l'article 24, énonce la date, l'heure, le lieu et les circonstances de la découverte, l'âge apparent et le sexe de l'enfant, toute particularité pouvant contribuer à son identification, ainsi que l'autorité ou la personne à laquelle il a été confié.

Ce procès-verbal est inscrit à sa date sur le registre des naissances.

A la suite et séparément de ce procès-verbal, l'officier ou l'agent de l'état civil établit un acte tenant lieu d'acte de naissance.

En plus des énonciations contenues à l'article 24, cet acte énonce le sexe de l'enfant ainsi que les prénoms et nom qui lui sont donnés, il fixe une date de naissance pouvant correspondre à son âge apparent et désigne comme lieu de naissance celui où l'enfant a été découvert.

L'officier de l'état civil peut toujours faire déterminer par un médecin requis à cet effet l'âge physiologique de l'enfant.

Si l'acte de naissance de l'enfant vient à être retrouvé ou si sa naissance est judiciairement déclarée, le procès-verbal de découverte et l'acte provisoire de naissance sont annulés à la requête du procureur de la République ou des parties intéressées.

.../...

ART. 47 - Dans un acte de naissance, lorsque les parents ne sont pas légalement mariés, la déclaration indiquant le nom du père, ne vaut comme reconnaissance, que si elle émane du père lui-même ou de son fondé de pouvoir, par procuration authentique et spéciale.

ART. 48 - Lorsqu'il est déclaré un enfant sans vie, la déclaration est inscrite à sa date sur le registre des décès et non sur celui des naissances.

Elle mentionne seulement qu'il a été déclaré un enfant sans vie, sans qu'il en résulte aucun préjugé sur la question de savoir si l'enfant a eu vie ou non.

Sont, en outre, énoncés, le sexe de l'enfant, les prénoms, noms, âges, professions et domiciles des père et mère et s'il y a lieu du déclarant, ainsi que les an, mois, jour et heure de l'accouchement.

ART. 49 - En cas de naissance survenue pendant un voyage maritime, sur un bateau de nationalité ivoirienne, il en est dressé acte dans les 48 heures de l'accouchement sur la déclaration de la mère ou du père, s'il est à bord.

Si la mère, se trouvant seule à bord, est dans l'impossibilité de déclarer la naissance, l'acte est établi d'office. Les mentions concernant les prénoms, noms, âges, professions et domiciles des père et mère sont indiqués dans la mesure où les documents du bord le permettent. Le cas échéant, il est donné un nom et des prénoms à l'enfant ainsi qu'il est prévu lorsqu'il s'agit d'un enfant trouvé.

Si la naissance a lieu pendant un arrêt dans un port, l'acte est dressé dans les mêmes conditions s'il y a impossibilité de communiquer avec la terre ou s'il n'existe pas, dans le port, si l'on est à l'étranger, d'agent diplomatique ou consulaire ivoirien.

L'acte est rédigé par le commandant ou celui qui en remplit les fonctions.

Il y est fait mention de celles des circonstances ci-dessus prévues dans lesquelles l'acte a été dressé.

L'acte est inscrit à la suite du rôle d'équipage.

ART. 50 - Au premier port où le bâtiment aborde pour toute autre cause que celle de son désarmement, l'officier instrumentaire est tenu de déposer deux expéditions de chacun des actes de naissance dressés à bord.

Ce dépôt est fait :

- si le port est ivoirien, au bureau des armements pour les bâtiments de l'Etat, au bureau de l'Inscription maritime pour les autres bâtiments ;
- si le port est étranger, entre les mains du consul de Côte d'Ivoire.

.../...

03 - COTE D'IVOIRE

Au cas où il ne se trouverait pas dans ce port, de bureau des armements, de bureau de l'Inscription maritime ou de consul, le dépôt serait ajourné au plus prochain port d'escale ou de relâche.

L'une des expéditions déposées est adressée au ministre compétent qui la transmet à l'officier de l'état civil du dernier domicile du père de l'enfant ou de la mère si le père est inconnu, afin qu'elle soit transcrite sur les registres. Si le dernier domicile ne peut être trouvé, ou s'il est hors de Côte d'Ivoire, la transcription est faite à la mairie d'Abidjan.

L'autre expédition reste déposée aux archives du consulat ou du bureau de l'Inscription maritime.

Mention des envois et dépôts effectués conformément aux prescriptions du présent article est portée en marge des actes originaux par les commissaires de l'Inscription maritime ou par les consuls.

ART. 51 - A l'arrivée du bâtiment dans le port de désarmement, l'officier instrumentaire est tenu de déposer en même temps que le rôle d'équipage, une expédition de chacun des actes de naissance dressés à bord, dont copie n'aurait point été déjà déposée conformément aux prescriptions de l'article précédent.

Ce dépôt est fait, pour les bâtiments de l'Etat, au bureau des armements et, pour les autres bâtiments, au bureau de l'Inscription maritime, conformément aux prescriptions de l'article précédent.

ART. 52 - Nul, à l'exception du procureur de la République, de l'enfant, de ses ascendants et descendants en ligne directe, de son conjoint, de son tuteur ou de son représentant légal, s'il est mineur ou en état d'incapacité, ne peut obtenir une copie conforme d'un acte de naissance autre que le sien si ce n'est en vertu d'une autorisation délivrée, sans frais, sur la demande écrite de l'intéressé, par le président du tribunal dans le ressort duquel est comprise la circonscription d'état civil où l'acte a été reçu.

En cas de refus, appel peut être fait. La cour d'appel statue en chambre du conseil.

Les dépositaires des registres sont tenus de délivrer à tout requérant des extraits indiquant, sans autres renseignements, l'année, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe, les prénoms et le nom de l'enfant, tels qu'ils résultent des énonciations de l'acte de naissance ou des mentions contenues en marge de cet acte et reproduisant la mention prévue au dernier alinéa de l'article 70.

.../...

Les extraits précisant en outre les prénoms, noms, professions et domiciles des père et mère ne peuvent être délivrés que dans les conditions prévues à l'alinéa premier, à moins que la délivrance n'en soit demandée par les héritiers de l'enfant ou par une administration publique.

Lorsque l'enfant a fait l'objet d'une adoption et que les parents d'origine sont tous deux légalement inconnus, lesdits extraits doivent, sans aucune référence au jugement, indiquer comme père et mère le ou les adoptants.

SECTION II - Des actes de décès.

ART. 53 - Les décès doivent être déclarés dans les quinze jours qui suivent la date à laquelle ils se sont produits.

ART. 54 - L'acte de décès énonce :

- l'année, le mois, le jour, l'heure et le lieu du décès ;
- les prénoms, nom, date et lieu de naissance, profession et domicile de la personne décédée ; les prénoms, nom, profession et domicile des père et mère ;
- les prénoms et nom de l'autre époux si la personne décédée était mariée, veuve ou divorcée ;
- les prénoms, nom, âge, profession et domicile du déclarant et, s'il y a lieu, son degré de parenté avec la personne décédée.

Le tout autant qu'on peut le savoir.

Il est fait mention du décès en marge de l'acte de naissance de la personne décédée.

ART. 55 - L'acte de décès est dressé sur la déclaration d'un des parents du défunt ou de toute personne possédant sur son état civil les renseignements nécessaires à la déclaration.

ART. 56 - Il est tenu dans les hôpitaux, maternités ou formations sanitaires, publics ou privés, un registre spécial sur lequel sont immédiatement inscrits les décès qui y surviennent.

La présentation dudit registre peut être exigée à tout moment par l'officier ou l'agent de l'état civil du lieu où est situé l'établissement, ainsi que par les autorités administratives et judiciaires.

ART. 57 - Lorsqu'il y a des signes ou indices de mort violente, ou d'autres circonstances qui donnent lieu de le soupçonner, on ne peut faire l'inhumation qu'après qu'un officier de Police judiciaire, assisté d'un médecin ou d'un chirurgien, a dressé procès-verbal de l'état du cadavre et des circonstances y relatives, ainsi que des renseignements qu'il a pu recueillir sur les prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile de la personne décédée.

.../...

ART. 58 - L'officier de Police judiciaire est tenu de transmettre de suite à l'officier de l'état civil du lieu où la personne est décédée, tous les renseignements énoncés dans son procès-verbal, d'après lesquels l'acte de décès est rédigé.

ART. 59 - Les greffiers criminels sont tenus d'envoyer dans les 48 heures de l'exécution des jugements portant peine de mort, à l'officier de l'état civil du lieu où le condamné a été exécuté, tous les renseignements énoncés en l'article 54, d'après lesquels l'acte de décès est rédigé.

ART. 60 - En cas de décès dans un établissement pénitentiaire, le régisseur de cet établissement doit, dans les 48 heures, transmettre à l'officier de l'état civil compétent, en outre du certificat de décès établi par le médecin de l'établissement, les renseignements énoncés en l'article 54, d'après lesquels l'acte de décès est rédigé.

ART. 61 - Dans tous les cas de mort violente, ou de mort survenue dans un établissement pénitentiaire, il n'est fait, dans les registres, aucune mention de ces circonstances. L'acte de décès est simplement rédigé dans les formes prescrites à l'article 54.

ART. 62 - En cas de décès pendant un voyage maritime, il en est, dans les 48 heures, dressé acte par les officiers instrumentaires désignés en l'article 49, dans les conditions prévues audit article.

Les dépôts et transmissions des originaux et des expéditions sont effectués conformément aux dispositions prévues par les articles 50 et 51.

La transcription des actes de décès ainsi établis est faite sur les registres de l'état civil du dernier domicile du défunt ou, si ce domicile est inconnu, sur ceux tenus à Abidjan.

ART. 63 - Lorsque le corps d'une personne décédée est retrouvé et peut être identifié, un acte de décès doit être dressé par l'officier de l'état civil du lieu présumé du décès, quel que soit le temps écoulé entre le décès et la découverte du corps.

Si le défunt ne peut être identifié, l'acte de décès doit comporter son signalement le plus complet ; en cas d'identification ultérieure, l'acte est rectifié dans les conditions prévues à l'article 78.

ART. 64 - Peut être judiciairement déclaré, à la requête du procureur de la République ou des parties intéressées, le décès de tout Ivoirien, disparu en Côte d'Ivoire ou hors de Côte d'Ivoire, dans des circonstances de nature à mettre sa vie en danger, lorsque son corps n'a pu être retrouvé.

Peut, dans les mêmes conditions, être judiciairement déclaré le décès de tout étranger ou apatride disparu, soit sur le territoire de la Côte d'Ivoire, soit à bord d'un bâtiment ou aéronef ivoirien, soit même à l'étranger s'il avait son domicile ou sa résidence habituelle en Côte d'Ivoire.

La procédure de déclaration judiciaire de décès est également applicable lorsque le décès est certain mais que le corps n'a pu être retrouvé.

ART. 65 - La requête est présentée au tribunal ou à la section de tribunal du lieu de la mort ou de la disparition si celle-ci s'est produite sur le territoire de la Côte d'Ivoire, sinon au tribunal ou à la section de tribunal du domicile ou de la dernière résidence du défunt ou du disparu ou, à défaut, au tribunal ou à la section de tribunal du lieu du port d'attache de l'aéronef ou du bâtiment qui le transportait. A défaut de tout autre, le tribunal d'Abidjan est compétent.

ART. 66 - Si plusieurs personnes ont disparu au cours du même événement, une requête collective peut être présentée au tribunal ou à la section de tribunal du lieu de la disparition, ou du port d'attache du bâtiment ou de l'aéronef ou, à défaut, au tribunal d'Abidjan.

ART. 67 - Lorsqu'elle n'émane pas du procureur de la République, la requête est transmise par son intermédiaire au tribunal. L'affaire est instruite et jugée en chambre du conseil. Tous les actes de la procédure, ainsi que les expéditions et extraits desdits actes, sont dispensés de timbre et enregistrés gratis.

Si le tribunal estime que le décès n'est pas suffisamment établi, il peut ordonner toute mesure d'information complémentaire et requérir notamment une enquête administrative sur les circonstances de la disparition.

Si le décès est déclaré, sa date doit être fixée en tenant compte des présomptions tirées des circonstances de la cause et, à défaut, au jour de la disparition. Cette date ne doit jamais être indéterminée.

ART. 68 - Le dispositif du jugement déclaratif de décès est transcrit sur les registres de l'état civil du lieu réel ou présumé du décès et, le cas échéant, sur ceux du lieu du dernier domicile du défunt.

Mention de la transcription est faite en marge des registres à la date du décès. En cas de jugement collectif, des extraits individuels du dispositif sont transmis aux officiers de l'état civil du dernier domicile de chacun des disparus, en vue de la transcription.

.../...

03 - COTE D'IVOIRE

Les jugements déclaratifs de décès tiennent lieu d'actes de décès et sont opposables aux tiers, qui peuvent seulement en obtenir la rectification conformément à l'article 78.

ART. 69 - Si celui dont le décès a été judiciairement déclaré reparaît postérieurement au jugement déclaratif, le procureur de la République ou tout intéressé peut poursuivre, dans les formes prévues aux articles 78 et suivants, l'annulation du jugement.

Il recouvre ses biens dans l'état où ils se trouvent, ainsi que le prix de ceux qui ont été aliénés et les biens acquis en emploi des capitaux ou des revenus échus à son profit.

Le régime matrimonial auquel le jugement déclaratif avait mis fin reprend son cours.

S'il a été procédé à une liquidation des droits des époux, devenue définitive, les biens dévolus en partage à chacun d'eux leur restent propres.

Le rétablissement du régime matrimonial ne porte pas atteinte aux droits acquis, sur le fondement de la situation apparente, par des personnes autres que les héritiers, légataires ou titulaires quelconques de droits dont l'acquisition était subordonnée au décès du disparu.

Mention de l'annulation du jugement déclaratif est faite en marge de sa transcription.

SECTION III - Des actes de mariage.

ART. 70 - L'acte de mariage énonce :

- les prénoms, noms, professions, âges, dates et lieux de naissance, domiciles et résidences des époux ;
- les prénoms, noms, professions et domiciles des pères et mères ;
- les consentements ou autorisations donnés en cas de minorité de l'un ou des deux époux ;
- les prénoms et nom du précédent conjoint de chacun des époux ;
- la déclaration des contractants de se prendre pour époux, et le prononcé de leur union par l'officier de l'état civil ;
- les prénoms, noms, professions, domiciles des témoins et leur qualité de majeurs.

Il est fait mention de la célébration du mariage et du nom du conjoint en marge de l'acte de naissance de chacun des époux.

.../...

ART. 71 - Avant de procéder à la célébration du mariage, l'officier de l'état civil s'assure que les conditions de fond et de forme exigées par la loi sont remplies.

S'il constate qu'elles ne^{le} sont pas, il refuse de célébrer le mariage et procède comme il est dit à l'article 13.

ART. 72 - En cas d'opposition au mariage, l'officier de l'état civil en dresse acte sur le registre des mariages et renvoie les parties à se pourvoir devant le tribunal compétent.

ART. 73 - Il ne peut en aucun cas être suppléé par jugement à l'absence d'acte de mariage, hormis dans le cas prévu à l'article 87.

SECTION IV - Des actes autres que de naissance, de décès et de mariage.

ART. 74 - Les actes autres que de naissance, de décès et de mariage sont établis dans les conditions et dans les formes spécifiées par les lois et règlements qui les prévoient.

CHAPITRE VI

DES ACTES DE L'ETAT CIVIL CONCERNANT LES MILITAIRES ET MARINS DANS CERTAINS CAS SPECIAUX

ART. 75 - Les actes de l'état civil concernant les militaires et les marins de l'Etat sont établis comme il est dit aux chapitres précédents.

Toutefois, en cas de stationnement de troupes ivoiriennes hors du territoire national en vertu d'accords internationaux ou à tout autre titre, ces actes, tant en ce qui concerne les membres des forces armées que les civils participant à leur action en service commandé et les personnes employées à la suite des armées, peuvent être également établis sur un registre spécial par des officiers de l'état civil militaires.

Les modalités de désignation de ces officiers et les règles concernant la tenue, le contrôle et la conservation du registre spécial, sont déterminées par décret.

ART. 76 - Dans le cas prévu à l'article précédent, l'officier qui reçoit un acte en transmet, dès que possible, une expédition au ministre chargé des armées, lequel en fait assurer la transcription. Celle-ci a lieu sur les registres de l'état civil du lieu de naissance, pour les actes de reconnaissance, et sur les registres de l'état civil du dernier domicile du père ou, si le père est inconnu, de la mère, pour les actes de naissance, du mari pour les actes de mariage, du défunt pour les actes de décès. Si le lieu de naissance ou du dernier domicile est inconnu ou situé à l'étranger, la transcription est faite sur les registres tenus à Abidjan.

.../...

ART. 77 - Les actes de décès reçus par l'autorité militaire, dans le cas prévu à l'article 75, peuvent être l'objet d'une rectification administrative dans les conditions fixées par décret.

CHAPITRE VII

DE LA RECTIFICATION DES ACTES DE L'ETAT CIVIL DES JUGEMENTS SUPPLETIFS D'ACTES DE L'ETAT CIVIL - DE LA RECONSTITUTION DES REGISTRES

SECTION I - De la rectification des actes de l'état civil.

ART. 78 - La rectification des actes de l'état civil est ordonnée par le président du tribunal ou le juge de la section de tribunal dans le ressort duquel l'acte a été dressé ou transcrit.

La rectification des actes dressés ou transcrits par les agents diplomatiques et les consuls est ordonnée par le président du tribunal de première instance d'Abidjan.

La rectification des jugements déclaratifs ou supplétifs d'actes de l'état civil est ordonnée par le tribunal qui a rendu le jugement.

Le président ou le tribunal territorialement compétent pour ordonner la rectification d'un acte ou d'un jugement est également compétent pour prescrire la rectification de tous les actes, ~~même dressés~~ ou transcrits hors de son ressort, qui reproduisent l'erreur ou comportent l'omission originaires.

La requête en rectification peut être présentée par toute personne intéressée ou par le procureur de la République ; celui-ci est tenu d'agir d'office quand l'erreur ou l'omission porte sur une indication essentielle de l'acte ou de la décision qui en tient lieu. Lorsque la requête n'émane pas du procureur de la République, elle doit lui être communiquée.

Le procureur de la République territorialement compétent peut faire procéder à la rectification administrative des erreurs et omissions purement matérielles des actes de l'état civil ; à cet effet il donne directement les instructions utiles aux dépositaires des registres.

ART. 79 - La rectification judiciaire ou administrative d'un acte ou jugement relatif à l'état civil est opposable à tous.

ART. 80 - L'ordonnance du président du tribunal ou le jugement statuant sur une requête en rectification peut être frappé d'appel par le ministère public et par toute personne intéressée.

.../...

ART. 81 - Le dispositif de l'ordonnance, du jugement ou de l'arrêt est transmis par le ministère public à l'officier de l'état civil ou au dépositaire des registres du lieu où se trouve inscrit l'acte réformé ; mention de ce dispositif est aussitôt portée en marge dudit acte.

Expédition ne peut plus en être délivrée qu'avec les rectifications ordonnées.

SECTION II - Des jugements supplétifs d'actes de l'état civil.

ART. 82 - Le défaut d'acte de l'état civil peut être suppléé par jugement rendu sur simple requête présentée au tribunal ou à la section de tribunal du lieu où l'acte aurait dû être dressé.

L'initiative de l'action peut être prise par toute personne intéressée et par le ministère public.

Lorsqu'elle n'émane pas du ministère public, la requête doit lui être communiquée.

Le tribunal ordonne d'office les mesures d'instruction qu'il juge nécessaires. Il peut de même ordonner la mise en cause de toute personne y ayant intérêt. Celle-ci peut également intervenir volontairement.

ART. 83 - Le jugement de première instance est susceptible d'appel, de la part du ministère public, de la partie que l'acte concerne et de toute personne intéressée.

La voie de la tierce opposition est toujours ouverte à tout intéressé dans les conditions du droit commun.

ART. 84 - Le dispositif du jugement ou de l'arrêt est transmis par le ministère public à l'officier ou à l'agent de l'état civil du lieu où s'est produit le fait qu'il constate ; la transcription en est effectuée sur les registres de l'année en cours et mention en est portée, en marge des registres, à la date du fait.

SECTION III - De la reconstitution des registres de l'état civil.

ART. 85 - Lorsqu'il subsiste un exemplaire des registres, le procureur de la République, sans que cette mesure soit au préalable ordonnée par un jugement, prescrit au greffier de la section de tribunal ou du tribunal compétent de faire une copie, d'après le double existant, sur un nouveau registre préalablement coté et paraphé ~~com-~~
~~no il est~~ dit à l'article 16 puis, après avoir vérifié la fidélité de la copie ainsi faite, il saisit, par requête, la section de tribunal ou le tribunal aux fins de faire ordonner que ladite copie servira pour remplacer le double manquant.

.../...

ART. 86 - Le dispositif du jugement rendu comme il est dit à l'article précédent est transcrit à la suite de la table alphabétique, tant sur l'original que sur la copie.

ART. 87 - Dans le cas où les deux exemplaires du registre ont disparu, soit entièrement, soit partiellement, le procureur de la République invite l'officier ou l'agent de l'état civil de la circonscription ou du centre secondaire d'état civil intéressé à dresser un état, année par année, des personnes qui, d'après la notoriété publique, sont nées, se sont mariées ou sont décédées pendant ce temps.

Le procureur de la République, après avoir examiné cet état, requiert la section de tribunal ou le tribunal compétent d'ordonner une enquête et toutes mesures de publicité jugées opportunes. L'enquête est faite par un juge commis.

Un double de l'enquête est déposé pendant un mois au greffe du tribunal et au chef-lieu de la circonscription ou du centre secondaire d'état civil, où toute personne intéressée peut en prendre connaissance.

Le tribunal, s'il le juge nécessaire, peut prendre de nouveaux éclaircissements et entendre de nouveaux témoins.

Quand l'instruction est terminée, le tribunal, sur les conclusions du procureur de la République, ordonne le rétablissement des actes dont l'existence a été constatée.

Un seul jugement contient, autant que possible, les actes d'une année entière pour chaque circonscription ou centre secondaire d'état civil intéressé.

Il est transcrit sur deux registres cotés et paraphés comme il est dit à l'article 15, déposés, l'un au chef-lieu de la circonscription d'état civil, l'autre au greffe.

ART. 88 - Les dispositions contenues à l'article précédent ne font pas obstacle au droit des parties de demander conformément aux dispositions de l'article 82, le rétablissement de l'acte les intéressant, qui figurait sur les registres détruits, détériorés ou disparus.

CHAPITRE VIII

DU LIVRET DE FAMILLE

ART. 89 - Lors de la célébration du mariage, il est remis gratuitement à l'époux un livret de famille portant, sur la première page, l'identité des conjoints, la date à laquelle l'acte a été dressé et le lieu où il l'a été.

.../...

Les énonciations qui précèdent sont signées de l'officier de l'état civil et des conjoints, ou mention est faite de la cause qui a empêché ces derniers ou l'un d'eux de signer.

ART. 90 - Sur les pages suivantes seront inscrits les naissances et décès des enfants, le décès ou le divorce des époux et tout fait constaté par un acte de l'état civil dont la loi particulière qui le concerne aura prévu qu'il y sera inscrit.

Si un acte de l'état civil, inscrit dans le livret, est rectifié, il devra être fait mention, dans celui-ci, de la rectification intervenue.

Les inscriptions et mentions portées dans le livret sont signées ou approuvées par l'officier de l'état civil et revêtues de son visa.

ART. 91 - Le livret de famille, dûment coté et paraphé par l'officier de l'état civil et ne présentant aucune trace d'altération, fait foi de sa conformité avec les registres de l'état civil.

ART. 92 - En cas de divorce, l'épouse peut obtenir que, sur présentation du livret conservé par le mari, il lui en soit remis une copie conforme.

ART. 93 - Au cas de perte du livret, l'époux peut en demander le rétablissement. Le nouveau livret porte la mention "duplicata".

ART. 94 - L'officier de l'état civil doit se faire présenter le livret chaque fois que se produit un fait devant y être mentionné.

CHAPITRE IX

DES ACTES DE NOTORIETE

ART. 95 - Exceptionnellement, en vue du mariage et dans tous les cas prévus par la loi et les règlements, lorsqu'une personne est dans l'impossibilité de se procurer son acte de naissance, elle peut le suppléer par un acte de notoriété établi par le président du tribunal du lieu de sa naissance ou de son domicile.

ART. 96 - L'acte de notoriété ne peut servir qu'aux seules fins pour lesquelles il est délivré. Il doit énoncer celles-ci.

Il contient la déclaration faite par deux témoins de l'un ou de l'autre sexe, parents ou non du requérant, des prénoms, nom, profession et domicile de celui-ci et de ceux de ses père et mère s'ils sont connus, du lieu et de l'époque de sa naissance ainsi que des causes qui empêchent d'en rapporter l'acte.

Sont applicables, par ailleurs, les dispositions contenues aux articles 24, 26, 27, 28 et 29.

.../...

03 - COTE D'IVOIRE

ART. 97 - Le ministère public et toute personne y ayant intérêt peuvent demander, par simple requête, au tribunal ou à la section de tribunal du lieu où il a été établi, l'annulation ou la rectification d'un acte de notoriété.

CHAPITRE X

DES ACTES DE L'ETAT CIVIL CONCERNANT LES ETRANGERS

ART. 98 - Tout étranger ayant son domicile en Côte d'Ivoire, peut faire recevoir les actes de l'état civil le concernant, par les agents diplomatiques dont il relève, dans les formes prévues par sa loi nationale. Les naissances et les décès doivent toutefois être également déclarés à l'officier de l'état civil ivoirien dans les formes et conditions prévues par la loi ivoirienne.

ART. 99 - Si l'un des futurs époux est de nationalité étrangère et l'autre de nationalité ivoirienne, l'officier de l'état civil ivoirien est seul compétent pour procéder à la célébration du mariage.

Il doit, dans les huit jours de celui-ci, adresser au ministère des Affaires étrangères une expédition de l'acte de mariage destinée à l'agent diplomatique du conjoint étranger.

ART. 100 - Toute pièce produite par un étranger en vue de l'établissement d'un acte de l'état civil, doit obligatoirement être accompagnée de sa traduction dans la langue officielle ivoirienne, certifiée conforme à l'original par le consultat de l'intéressé.

ART. 101 - La présente loi sera publiée au Journal officiel de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 7 octobre 1964.

(é) Félix HOUPHOUET-BOIGNY.-

.../...

03 - COTE D'IVOIRE2.- Documents utilisés par l'état civil2.1 - Les fiches

Lorsqu'une naissance ou un décès intervient dans un centre médical, ce centre émet un certificat ou une attestation correspondant à l'évènement et le transmet au centre d'état civil.

Lorsque l'un de ces deux évènements intervient à domicile, le centre d'état civil reçoit la déclaration verbalement, sous forme de brouillon, présenté comme suit, tout aussi bien pour le mariage :

- fiche "brouillon" pour une naissance ;

N° _____ CA/EC

DECLARATION DE NAISSANCENAISSANCE DE :

NOM _____	1- Le _____
Nbre d'extraits _____	2- à _____ heures _____ minutes
Copie littérale _____	3- est né _____ à la Maternité de _____
Somme versée _____	4- Commune d'ABIDJAN
Tél. _____	5- L'ENFANT _____
B.P. _____	6- du sexe _____ (Masculin) _____ (Féminin)
_____	7- Ayant pour Père _____
Date de retrait _____	8- né le _____
le _____	9- à _____
Fait le _____	10- Profession _____
_____	11- Domicilié à _____
_____	12- Et pour Mère _____
_____	13- née le _____
_____	14- à _____
_____	15- Profession _____
_____	16- Domiciliée _____
_____	17- Dressé le _____
_____	18- à _____ heures _____ minutes
_____	19- Sur la déclaration d _____ âge _____ ans
_____	20- Profession _____
_____	21- Domicilié à _____
_____	22- Par Nous _____

Après quo le ou la déclarant _____ ait été averti des peines sanctionnant les fausses déclarations. Lecture faite, et invité _____ à lire l'acte, Nous avons signé avec le ou la déclarant _____ ne le sachant.

SIGNATURE,

- fiche "brouillon" pour un décès ;

N° _____ CA/EC

DECLARATION DE DECES

DECES DE :

Nom _____

Prénoms _____

1° _____

2° _____

3° _____

4° _____

5° _____

6° _____

ADRESSE DU DECLARANT

B.P. N° _____

Tél. _____

1- Le _____

2- à _____ heures _____ minutes

3- est décédé _____ à _____

4- _____

5- Profession _____

6- Domicilié _____ à _____

7- Né le _____

8- à _____

9- de _____

10- Domicilié à _____

11- Et de _____

12- Domicilié à _____

13- _____

14- Dressé le _____

15- à _____ heures _____ minutes

16- sur la déclaration de _____ âge _____ ans

Profession _____

Domicilié _____ à _____

17- Reçu en langue _____

18- Avec l'assistance de _____

âge _____ ans, profession _____

domicilié _____ à _____

L'Interprète, ayant prêté devant Nous le serment prévu par la loi.

19- Par NOUS, _____

20- Lecture faite, et l'____ déclarant _____ invité _____ à lire,

21- L'acte ayant été traduit par l'interprète,

22- Nous avons signé _____

Signature,

03 - COTE D'IVOIRE

- fiche "brouillon" pour la naissance d'un enfant sans vie ;

ACTE N° _____ CA/EC ACTE CONCERNANT LA DECLARATION D'UN ENFANT SANS VIE
ENFANT SANS VIE./ (ne doit figurer qu'au registre des décès)

Le _____

à _____ heure _____

est accouché d'un enfant présentement sans vie

à _____ (lieu de l'accouchement) _____

Nom _____

Prénoms _____

Date et lieu de naissance, profession de la mère

Epouse de :

Nom _____

Prénoms : _____

Date et lieu de naissance, profession du père

Dressé le _____

à _____

Sur la déclaration de _____

Toutes les inscriptions imprimées dans la première partie de l'acte de décès habituel non utilisées sont rayées proprement et numérotées ; enfin de l'acte il est précisé : mots rayés nuls approuvés, et l'Officier de l'Etat Civil signe également cette approbation.

.../...

03 - COTE D'IVOIRE

- fiche "brouillon" pour un mariage ;

ACTE N° _____ CA/EC

ACTE DE MARIAGEMARIAGE DE :

1- Le _____

2- à _____

3- Devant NOUS, _____

4- ont comparu publiquement _____

5- _____

ET DE

6- Profession _____

7- Né _____

8- à _____

9- Fils de _____

10- Et de _____

11- Domicilié à, résidant à _____

12- _____

13- Autorisé à contracter mariage par _____

14 Et _____

15- Profession _____

16- Née le _____

17- à _____

18- Fille de _____

19- Et de _____

20- Domiciliée à, résidant à _____

21 _____

22- Autorisée à contracter mariage par _____

Lesquels ont déclaré l'un après l'autre vouloir se prendre pour
époux et Nous avons prononcé, au Nom de la loi, qu'ils sont unis
par le mariage, en présence de :

23- 1° _____

24- 2° _____

témoins majeurs.

25- La déclaration _____

.../...

2.2 - Les actes proprement dits (ou les jugements supplétifs)

Les actes enregistrés dans des registres dits normaux ne sont pas détachables ; de plus, ils ne sont pas remis aux déclarants qui ne reçoivent que copie ou extrait d'actes sur leur demande. Ces actes se présentent comme suit :

- pour une naissance ;

feuillet

1^o Année _____

2^o Mois _____

3^o Jour _____

DECLARATION DE NAISSANCE

Circonscription d'état civil à _____

Non _____

Prénoms :

1^o _____

2^o _____

3^o _____

4^o _____

1. _____

2. est né à _____

3. sous-préfecture de _____

4. l'enfant _____

5. de sexe _____ ayant :

6.- pour père _____

7.- pour mère _____

8. L'intéressé _____

9. La déclaration a été faite par _____

10. en présence de _____

11. et de _____

témoins qui ont attesté la sincérité de la déclaration. -

Le déclarant et les témoins ont été avertis des peines sanctionnant les fausses déclarations et les fausses attestations.

12. Le présent acte a été dressé par nous _____

13. le _____

14. en présence du déclarant et des témoins susnommés _____

15. Lecture faite, nous avons signé _____

1
AUTEUR DE L'ACTE

2
LE DECLARANT

3
LES TEMOINS

4
L'INTERPRETE

SIGNATURES

1er

2è

- pour un décès ;

feuillet

Acte n° _____	1. Le _____
Décès de _____	2. à _____
	3. est décédé _____
	4. _____
	5. profession _____
	6. domicilié à _____
	7. né le _____
	8. à _____
	9. de _____
	10. domicilié à _____
	11. et de _____
	12. domiciliée à _____
	13. _____
	14. Dressé le _____
	15. à _____
	16. sur la déclaration de _____
	17. reçue en langue _____
	18. avec l'assistance de _____
	interprète, ayant prêté devant Nous le serment prévu par la loi
	19. par Nous _____
	après que le déclarant ait été averti des peines sanctionnant
	les fausses déclarations.
	20. Lecture faite, et le déclarant invité à lire l'acte.
	21. L'acte ayant été traduit par l'interprète.
	22. Nous avons signé _____
	DE L'AUTEUR DE L'ACTE DU DECLARANT L'INTERPRETE

SIGNATURES

.../...

- pour un mariage ;

Feuillet

Acte n° _____

MARIAGE

de _____

et de _____

1. Le _____

2. à _____

3. devant Nous _____

4. ont comparu publiquement _____

5. _____

6. profession _____

7. né _____

8. à _____

9. fils de _____

10. et de _____

11. domicilié à, résidant à _____

12. _____

13. autorisé à contracter mariage par _____

14. et _____

15. profession _____

16. née le _____

17. à _____

18. fille de _____

19. et de _____

20. domiciliée à, résidant à _____

21. _____

22. autorisée à contracter mariage par _____

lesquels ont déclaré l'un après l'autre vouloir se prendre pour époux et Nous avons prononcé, au nom de la loi, qu'ils sont unis par le mariage, en présence de :

23. 1° _____

24. 2° _____

témoins majeurs.

25. La déclaration _____

26. ayant été reçue _____

27. avec l'assistance de _____

interprète ayant prêté entre nos mains le serment prévu par la loi.

Avant de dresser l'acte, Nous avons averti les parties comparantes et les témoins des peines prévues par la loi pour sanctionner les fausses déclarations.

28. Lecture faite, les époux et les témoins invités à lire l'acte

29. et l'acte traduit par l'interprète _____

30. Nous avons signé _____

DE L'AUTEUR
de l'acte

DE L'EPOUX

DE L'EPOUSE

DES TEMOINS DES INTERPRETES

SIGNATURES

.../...

2.3 - Les copies et extraits d'actes (ou de jugements supplétifs)

L'exemple que nous donnons ci-dessous pour une naissance est aussi utilisé pour un jugement supplétif. Cette remarque est valable pour les deux autres événements.

MAIRIE DE LA
VILLE D'ABIDJAN
ABIDJAN

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

EXTRAIT
DU REGISTRE DES ACTES DE L'ETAT CIVIL
POUR L'ANNEE 19__

ETAT CIVIL

CENTRE d _____
N° _____ du Registre

NAISSANCE DE

Le _____ mil neuf cent _____

est né à _____

Fil _____ de _____

et de _____

E. 18

MENTIONS (éventuellement) :

Marié le _____ à _____

Avec _____

Mariage dissous par décision de divorce en date du _____

Décédé le _____ à _____

Certifié le présent extrait conforme aux indications portées au registre.

Délivré à _____ le _____

L'Officier de l'Etat Civil,
L'Agent de l'Etat Civil,

Sceau,

(Signature)

.../...

- pour un décès, l'extrait se présente comme suit :

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

ETAT CIVIL

CIRCONSCRIPTION D'ETAT CIVIL

d _____

CENTRE

d _____

N° _____ du Registre

DECES DE :

E X T R A I T

du Registre des actes de l'Etat Civil

pour l'année 19 _____

Le _____ mil neuf cent _____

est décédé à _____

Né _____ à _____

Profession _____

Fil _____ de _____

et de _____

Délivré à _____, le _____ 19 _____

L'Officier de l'Etat Civil

L'Agent de l'Etat Civil

(Signature)

.../...

- pour un mariage, l'extrait est libellé de la manière
suivante :

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

ABIDJAN

ETAT CIVIL

E X T R A I T

du Registre des actes de l'Etat Civil
pour l'année 19

CIRCONSCRIPTION D'ETAT CIVIL

d

CENTRE

d

N° du Registre

MARIAGE ENTRE :

E 19

Le mil neuf cent

Entre

né le

à

Fils de

Et de

domicilié à

Et

née le

à

Fille de

Et de

domiciliée à

Certifié le présent extrait conforme aux indica-
tions portées au registre par Nous
Officier de l'Etat Civil à le

(Signature)

.../...

2.4 - Les états récapitulatifs

11

Il existe des imprimés conçus par la Direction de la Statistique et adressés à chaque sous-préfecture et commune. On distingue deux modèles d'imprimés :

- un pour les naissances et décès ;
- et un pour les mariages et les jugements supplétifs.

Ces imprimés indiquent la récapitulation des différents actes concernés qui ont été enregistrés au cours du trimestre.

Ce sont ces imprimés qui jouent le rôle de fiches récapitulatives trimestrielles.

.../...

04 - D A H O M E Y

I - Texte législatif en vigueur

ARRETE N° 4 602 A.P. du 16 AOUT 1950

Le Haut Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française, Grand Officier de la Légion d'Honneur.

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale Française et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 3 décembre 1931, portant réorganisation de la Justice indigène en Afrique Occidentale Française ;

Vu le décret du 3 mai 1945 sur les pouvoirs de police des Gouverneurs généraux et Gouverneurs des territoires ;

Vu le décret du 30 avril 1946, supprimant la Justice indigène en matière pénale ;

Vu le décret du 25 octobre 1946, portant création d'Assemblées représentatives territoriales en Afrique Occidentale Française ;

Vu la loi du 29 août 1947, fixant le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des Assemblées de Groupe en Afrique Occidentale Française et en Afrique Equatoriale Française, dites "Grands Conseils" ;

Vu l'avis donné par le Grand Conseil de l'Afrique Occidentale Française, en sa séance du 9 juin 1950 ;

ARRETE :

CHAPITRE PREMIER

Des déclarations relatives à l'état civil des personnes régies par les coutumes locales et des registres destinés à leur constatation.

Article premier - En Afrique occidentale française les déclarations de naissance et de décès des personnes régies par les coutumes locales et celles des mariages intervenus suivant les mêmes coutumes sont constatées, reçues et enregistrées conformément aux dispositions du présent arrêté.

ART. 2 - Les chefs-lieux de cercle et de subdivision, les communes de plein exercice et communes de moyen exercice et les communes mixtes constituent les centres principaux d'état civil.

.../...

Des centres secondaires d'état civil pourront être créés par arrêtés des chefs de territoires, sur proposition des commandants de cercle et après avis de l'Assemblée locale dans les chefs-lieux de cantons, dans les agglomérations importantes et dans les quartiers des grandes agglomérations.

Il sera tenu dans les centres principaux et secondaires d'état civil un registre des actes de naissance, un registre des actes de décès et un registre des actes de mariage.

Ces registres à souches, comportant trois volets, seront du modèle annexé au présent arrêté.

Toutefois, dans les communes de Dakar, Saint-Louis et Rufisque, les déclarations de naissance et de décès continueront à être faites aux officiers de l'état civil et à être transcrites sur les registres de l'état civil européen.

ART. 3 - Les registres seront ouverts le 1er janvier et clos le 31 décembre de chaque année.

ART. 4 - Chaque page des registres compte trois volets :

- Volet n° 1, destiné à être conservé par le ou les intéressés, sera remis immédiatement à la ou aux personnes qui feront la déclaration. Il aura la valeur d'un extrait d'acte d'état civil ;

- Volet n° 2, destiné à servir de double à la déclaration en cas de perte ou de destruction des volets n° 1 et n° 3. Les volets n° 2 seront envoyés trimestriellement au Chef de circonscription du centre principal d'état civil qui, en fin d'année les mettra en liasses, par ordre alphabétique et par genre de déclaration, et les transmettra au Greffe du Tribunal Colonial d'Appel où ils seront conservés ;

- Volet n° 3 constitue la souche du registre. Ces souches seront classées et conservées dans les centres principaux d'état civil.

ART. 5 - Les déclarations seront reçues :

- Dans les centres principaux d'état civil, par le commandant de cercle, le chef de subdivision, le maire ou leurs adjoints assistés d'un interprète ;

- Dans les centres secondaires d'état civil, par le chef de canton ou par son secrétaire ou, à défaut, par un fonctionnaire en service dans la localité.

Les personnes chargées de l'état civil dans les centres secondaires seront spécialement désignées à cet effet par décision du chef de la circonscription administrative ou du maire chargés du centre principal d'état civil dont elles dépendent.

.../...

Les déclarations seront inscrites sur les registres à la suite les unes des autres et porteront un numéro constatant l'ordre de leur inscription.

Elles seront signées par la personne chargée de les recevoir, par l'interprète dans les centres principaux et par le ou les déclarants. Si ces derniers ne savent pas signer, mention en sera faite.

ART. 6 - Dans les centres secondaires d'état civil, les personnes chargées de l'état civil seront rétribuées pour chaque rédaction d'acte d'état civil par une prime dont le montant sera fixé par arrêté du chef de territoire, après avis de l'Assemblée locale. Ces primes seront payées sur états trimestriels après certification des services faits par le chef de circonscription ou le maire.

ART. 7 - Les déclarations seront faites dans un délai de deux mois. Elles pourront émaner :

Pour les naissances, du père, de la mère, de l'un des ascendants ou de proches parents, ou d'une personne ayant assisté à l'accouchement.

Pour les décès, du conjoint survivant, des ascendants et descendants ou de l'un des proches parents du défunt ou d'une personne ayant assisté au décès.

Pour les mariages, des deux époux conjointement ou, en cas d'impossibilité, de l'un d'eux seulement, si la déclaration est confirmée par un représentant de l'autre époux dont la qualité aura été constatée et admise par la coutume.

Les chefs de quartier, de village, de fraction, de canton, de tribu pourront également faire les déclarations relatives aux naissances et aux décès survenus dans leur groupement.

ART. 8 - Il sera fait mention d'office, en marge des actes de naissance des intéressés, des actes de décès les concernant. Ces mentions seront portées au dos du volet n° 3 ou souche du registre des naissances et sur le volet n° 2 classé au Greffe du Tribunal colonial d'appel. Ces mentions indiqueront la date et le lieu du décès, ainsi que le numéro d'ordre de l'acte de décès.

Elles seront faites, en ce qui concerne le registre de l'année en cours (volet n° 3), suivant le cas, par le chef de la circonscription administrative ou le maire de la commune du centre principal d'état civil et par la personne chargée de l'état civil dans les centres secondaires ; en ce qui concerne le registre des années écoulées, par le chef de circonscription administrative ou le maire de la commune du centre principal d'état civil ; en ce qui concerne les volets n° 2 des registres des années écoulées, par le greffier du tribunal colonial d'appel, sur le vu d'un avis, donné par le chef de circonscription ou le maire du centre principal d'état civil, mentionnant l'acte de décès.

.../...

CHAPITRE II

De la rectification et de la reconstitution des actes d'état civil.

ART. 9 - La rectification et la reconstitution des actes de l'état civil des personnes de statut civil personnel ne peuvent être effectuées qu'en vertu d'un jugement.

Il y aura lieu à reconstituer dans les cas de perte ou destruction d'un registre et dans le cas de déclaration n'ayant pu être reçue par suite de l'expiration du délai prévu à l'article 7.

Les tribunaux indigènes, constitués conformément au décret du 3 décembre 1931, sont seuls compétents en matière d'état civil des personnes de statut civil particulier.

ART. 10 - La demande en rectification ou en reconstitution peut être faite par la personne que l'acte concerne et par toute personne ayant à cette rectification ou reconstitution un intérêt né et actuel.

Elle peut également être faite par l'autorité administrative.

ART. 11 - La demande est portée devant le tribunal du 1er degré, dans le ressort duquel se trouve le centre d'état civil où l'acte a été ou aurait dû être reçu.

ART. 12 - Elle est instruite et il est statué conformément aux règles posées à la section II du chapitre 1er du titre 2 du décret du 3 décembre 1931.

Il pourra être fait appel du jugement par les personnes indiquées à l'article 10 et par l'autorité administrative.

L'appel sera porté devant le tribunal du 2e degré.

ART. 13 - Les jugements supplétifs ou rectificatifs d'actes d'état civil seront inscrits par le Président du tribunal sur un registre spécial tenu à cet effet.

ART. 14 - Le dispositif de tout jugement supplétif d'acte de l'état civil devenu définitif sera transcrit d'office par les soins du chef de la circonscription administrative ou du maire du centre principal d'état civil au dos de la souche (volet n° 3), sur laquelle aurait dû être inscrite la déclaration sur le registre de l'année où celle-ci aurait dû être faite.

Cette dernière transcription sera faite également par le greffier du tribunal colonial d'appel sur le volet n° 2 par lui conservé, sur le vu d'un extrait du jugement.

.../...

CHAPITRE III

De la délivrance des copies d'actes de l'état civil.

ART. 15 - Toute personne qui fait une déclaration à l'état civil reçoit une expédition de l'acte d'état civil sous forme du volet n° 1 du registre.

Des copies supplémentaires des actes de l'état civil pourront être délivrées aux intéressés, soit sur papier libre et sans frais soit sur timbre et à leurs frais, conformément à la législation en vigueur, par les chefs des circonscriptions territoriales ou les maires des communes, centres principaux d'état civil.

Ils les certifieront conformes à l'original, les signeront et y apposeront le cachet de la circonscription ou de la mairie.

ART. 16 - Les autorités administratives et judiciaires pourront également obtenir copie des actes de l'état civil. Ces copies seront établies comme il est dit à l'article précédent, mais sur papier libre et sans frais.

CHAPITRE IV

Des personnes assujetties à l'état civil et des personnes chargées de déclarer les faits d'état civil les concernant.

ART. 17 - Les déclarations de naissance et de décès devront être obligatoirement faites par toutes les personnes résidant dans les centres principaux ou secondaires d'état civil et dans les localités situées dans un rayon maximum de 10 kilomètres autour de ces centres et dont la liste sera fixée, sur proposition des commandants de cercle, par arrêtés locaux pris après avis du Conseil général.

Les déclarations de mariage dans ces centres seront facultatives.

La dissolution par divorce, répudiation ou tout autre moyen reconnu par la coutume, constatée par jugement d'un mariage ayant fait l'objet d'une déclaration, devra être transcrite dans les formes prévues par l'article 14 pour les décès.

Cette transcription pourra être requise par toute personne intéressée et même d'office par le Président de la juridiction qui aura constaté définitivement la dissolution du mariage.

Dans les autres localités, les déclarations d'état civil restent facultatives. Elles peuvent être requises à la demande des intéressés dans le centre d'état civil le plus rapproché de leur résidence.

.../...

ART. 18 - Les personnes tenues de faire, dans le délai de l'article 7, les déclarations obligatoires prévues à l'article 17 seront :

- Pour les naissances : les parents ou, à défaut, les ascendants ;

- Pour les décès : le conjoint survivant, les parents ou les ascendants et les descendants majeurs ou, à défaut le chef de village, de fraction ou de quartier.

ART. 19 - Toutes les naissances et les décès survenus dans les établissements d'hospitalisation et de détention seront obligatoirement déclarés par les chefs de ces établissements dans le délai fixé par l'article 7.

CHAPITRE V

Du contrôle de l'état civil et de l'utilisation de recensements pour l'identification des personnes.

ART. 20 - Les personnes régies par les coutumes locales sont soumises à des recensements périodiques effectués à la diligence des commandants de cercle par les chefs de circonscription administrative, par leurs adjoints ou par des fonctionnaires spécialement désignés à cet effet par les commandants de cercle.

Elles seront inscrites, en présence des chefs de canton ou de tribu, des chefs de village ou de fraction et des notables coutumiers, par familles, sur des imprimés dits "cahiers de recensements" d'un modèle uniforme pour chaque territoire.

Le recensement de chaque canton aura lieu au moins tous les quatre ans.

ART. 21 - Seront inscrits sur les cahiers de recensement tous renseignements utiles permettant l'identification des personnes et portant sur la filiation, la date et le lieu de naissance, les mariages et les divorces.

Les tribunaux statuant en matière d'état civil seront tenus de consulter, préalablement à leur décision, les cahiers de recensement dont les indications feront foi jusqu'à preuve du contraire.

ART. 22 - Dans les centres soumis au régime des déclarations d'état civil obligatoires, ces recensements auront pour but de contrôler la réalité et la véracité des déclarations des assujettis et de rechercher les fraudes, les abstentions et les erreurs d'inscription.

Dans ces localités, les chefs de canton ou les fonctionnaires spécialement chargés de l'état civil tiendront à jour un double des cahiers de recensement au fur et à mesure des déclarations d'état civil.

.../...

04 - DAHOMÉY

ART. 23 - Dans les centres non soumis au régime des déclarations d'état civil obligatoires, il sera délivré à toute personne n'ayant pas fait l'objet d'une déclaration facultative d'état civil, et qui en fera la demande, un bulletin d'état civil portant toutes indications la concernant, contenues dans les cahiers de recensement.

Ce bulletin sera reconnu valable et suffisant chaque fois qu'un texte spécial n'exigera pas la production d'un acte d'état civil.

CHAPITRE VI

Des sanctions pour inexactitudes, omissions, retards dans les déclarations d'état civil et pour absences et fausses déclarations aux recensements.

ART. 24 - Toute personne convaincue d'avoir formulé une assertion sciemment inexacte, à l'occasion d'une des déclarations de l'état civil prévues au présent arrêté qu'elles soient obligatoires ou facultatives, ou à l'occasion d'un recensement, sera punie d'un emprisonnement de 1 à 5 jours et d'une amende de 1 à 600 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 25 - Sera punie d'une amende de 1 à 300 francs toute personne qui, tenue aux termes de l'article 18 du présent arrêté, de faire obligatoirement les déclarations à l'état civil aura omis de les faire, ainsi que toute personne qui, sauf excuse valable, ne se sera pas présentée aux recensements prescrits par l'autorité administrative.

ART. 26 - Le présent arrêté sera mis en application le 1er janvier 1951.

ART. 27 - Toute disposition contraire au présent arrêté est abrogée.

ART. 28 - Les Gouverneurs des Territoires, le Délégué du Gouvernement du Sénégal à Dakar et le Procureur Général seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

DAKAR, le 26 Août 1950

Pour le Haut Commissaire et par délégation :

Le Gouverneur Secrétaire Général p. i,

(é) CHAMBON.-

04 - DAHOMEY2 - Documents utilisés par l'état civil2.1 - Les fiches

On examinera trois cas :

* Le premier cas est celui où l'évènement intervient dans un centre médical ; une déclaration de naissance ou de décès selon la circonstance est produite par une autorité de ce centre médical ;

* Le deuxième cas est celui où l'évènement se produit à domicile c'est-à-dire hors du contrôle médical ; le déclarant est tenu de passer par un centre médical (ou une autorité médicale) pour obtenir une déclaration identique à celle du premier cas.

- Dans l'un ou l'autre cas, cette déclaration se présente sous la forme suivante pour une naissance :

Fiche de Naissance ou
Fiche de Déclaration de Naissance

Maternité de COTONOU N° _____

PRENOMS de l'enfant _____

Sexe _____

Date et heures _____

PERE Nom _____

Prénoms _____

Age et profession _____

Domicile _____

MERE Nom _____

Prénoms _____

Age et profession _____

Domicile _____

Mariés selon la coutume _____

Sage-Femme accoucheuse Mme _____

Cotonou, le _____ 19____

Le médecin Chef,

.../...

- Toujours dans les deux cas, cette déclaration est libellée comme suit pour un décès :

<p>REPUBLIQUE DU DAHOMEY</p> <p>PROVINCE DE L'ATLANTIQUE</p> <p>DISTRICT URBAIN DE COTONOU</p>	<p>REPUBLIQUE DU DAHOMEY</p> <p>PROVINCE DE L'ATLANTIQUE</p> <p>DISTRICT URBAIN DE COTONOU</p>	<p>REPUBLIQUE DU DAHOMEY</p> <p>PROVINCE DE L'ATLANTIQUE</p> <p>DISTRICT URBAIN DE COTONOU</p>
<p>1° (CERTIFICAT DE DECES</p>	<p>2° CERTIFICAT DE DECES</p>	<p>3° (CERTIFICAT DE DECES</p>
<p>Partie Réservée à la Mairie</p>	<p>Partie Réservée au Médecin</p>	<p>A remplir et à clore par le Médecin</p>
<p>- Coutume de _____</p>	<p>Le Docteur ou Médecin soussigné certifie que la mort de la personne désignée _____ Survenue le</p>	<p>- Date de Décès : _____</p>
<p>- Nom : _____</p>	<p>(Date _____</p>	<p>- 1°- Je déclare que le Décès de :</p>
<p>- Prénoms : _____</p>	<p>_____ (Heure) _____ est réelle et constante.</p>	<p>- Mr. Mme ou Mlle _____</p>
<p>- Age : _____</p>	<p>La cause est indiquée dans le document confidentiel ci-annexé qui ne doit être ouvert que par le Médecin Directeur Provincial de la Santé</p>	<p>est constant et paraît être dû à la cause suivante :</p>
<p>- Domicile : _____</p>	<p>A _____ le _____ 197</p>	<p>a)- Cause immédiate de la mort</p>
<p>- N° d'ordre du Décès : _____</p>	<p>Signature,</p>	<p>qui est consécutive à _____</p>
		<p>b)- Maladie, Accident, Suicide, Homicide etc.</p>
		<p>(préciser la nature de la maladie, de l'accident, du suicide ou de l'homicide)</p>
		<p>2°- Eventuellement associée à _____</p>
		<p>Etat morbide ou physiologique - (grossesse) antécédent concomitant notable.</p>
		<p>Signature,</p>

04 - DAHOMÉY

* Le troisième cas concerne l'évènement pour lequel le contrôle médical n'intervient^{pas}/; il intéresse les mariages. Dans ce cas, le futur époux remplit et adresse une demande de mariage à l'officier de l'état civil de son lieu de résidence ; cette demande est ainsi libellée :

DEMANDE DE MARIAGE

COTONOU, le _____

à

Monsieur le Délégué du Gouvernement
 Chef de l'Administration Urbaine de

COTONOU

Monsieur le Délégué,

J'ai l'honneur de vous adresser la présente demande à l'effet de contracter mon mariage à l'état civil africain avec Mademoiselle _____

Dans l'espoir d'une suite favorable, je vous prie d'agréer,
 Monsieur le Délégué, l'expression de mes sentiments très respectueux.

Dot : _____

Coutume : _____

FILIATIONSEPOUXEPOUSE

NOM _____

NOM _____

Prénoms : _____

Prénoms _____

Fils de _____

Fille de _____

Et de _____

Et de _____

Né _____

Née _____

Profession _____

Profession _____

Domicile _____

Domicile _____

TEMOINS

1er

2ème

3ème

Nom _____

Nom _____

Nom _____

Prénoms _____

Prénoms _____

Prénoms _____

Age _____

Age _____

Age _____

Profession _____

Profession _____

Profession _____

Domicile _____

Domicile _____

Domicile _____

Signature de l'époux,

.../...

04 - DAHOMÉY

S'il s'agit d'un mariage entre africains non Dahoméens à l'état civil africain, les deux futurs époux, doivent remplir et remettre au centre d'état civil de leur résidence ou de celle du futur époux, une fiche de renseignements appelée "Renseignements en vue du mariage". Elle se présente de la façon suivante :

COMMUNE DE COTONOU

RENSEIGNEMENTS EN VUE DU MARIAGE

EP

Nom _____

Prénoms _____

Nom du père _____

Profession du père _____

Nom de la mère _____

Date de naissance _____

Lieu de naissance _____

Profession _____

Date d'arrivée au Dahomey _____

EPOUSE

Nom _____

Prénoms _____

Nom du père _____

Profession du père _____

Nom de la mère _____

Profession de la mère _____

Date de naissance _____

Lieu de naissance _____

Profession _____

Date d'arrivée au Dahomey _____

TEMOINS

1°/ Nom _____

Prénoms _____

Age _____

Profession _____

Domicile _____

2°/ Nom _____

Prénoms _____

Age _____

Profession _____

Domicile _____

NOTA.- Indiquer si les parents sont vivants ou décédés

Cotonou, le _____ 19____

.../...

04 - DAHOMÉY

Une fois que l'un ou l'autre de ces documents, demande de mariage ou renseignements en vue du mariage, est déposé au centre d'état civil, ce dernier procède à ^{la} publication des bans si aucun des futurs époux n'est mineur. Mais, si l'un d'eux était mineur, la publication des bans ne se ferait qu'après la production par ses parents d'un certificat de consentement autorisant le mariage.

2.2 - Les actes proprement dits et les jugements supplétifs

- Dans le cas d'une naissance, l'acte produit se présente comme suit ; le déclarant reçoit le premier volet intitulé "extrait d'acte de naissance" contenant les mêmes informations que les deux autres volets intitulés "déclaration de naissance" ; nous présentons la souche pour une naissance, le volet n° 1 pour un décès et le volet n° 2 pour un mariage.

SOUCHE	N° _____
Déclaration de Naissance	
Département d _____	
Sous-Préfecture de _____	
Je soussigné _____	
Fonction _____	
Certifie avoir reçu la déclaration de naissance de :	
Prénoms de l'enfant _____	
Sexe _____	
<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="margin-right: 10px;">Noms</div> <div style="display: flex; flex-direction: column; align-items: center;"> <div style="margin-bottom: 5px;">(Père _____</div> <div style="margin-bottom: 5px;">(Mère _____</div> </div> </div>	
Profession du père _____	
Domicile des parents _____	
Nom et domicile du déclarant _____	
Date de la naissance _____	
Lieu de la naissance _____	
Date de la déclaration _____	
Signature du Sous-Préfet,	Signature du déclarant,
Signature de l'interprète,	
.../...	

04 - DAHOMÉY

Si les conditions ne sont pas remplies pour bénéficier d'un acte proprement dit de naissance, le recours est au jugement supplétif qui se présente comme suit :

 REPUBLIQUE DU DAHOMÉY

E X T R A I T

 COMMUNE DE COTONOU

 DU REGISTRE DES JUGEMENTS SUPPLÉTIFS
 DE L'ÉTAT CIVIL AFRICAIN D'ACTE DE NAISSANCE
 DE LA COMMUNE DE COTONOU

Jugement Supplétif	Par jugement N° _____ en date du _____
d'acte de Naissance	mil neuf cent _____ le tribunal du premier
N° _____	degré de Cotonou déclare qu'est né le _____
Concernant _____	mil neuf cent _____ à Cotonou
_____	l'enfant du sexe _____
	dénommé _____
	de _____
	et de _____

Ordonne que le présent jugement tiendra lieu
 d'Acte de Naissance à _____

et sera transcrit sur le registre de l'Etat Civil de
 l'année en cours de la Commune de Cotonou.

Signé :

Pour extrait certifié conforme au registre :

Cotonou, le _____ 197

Le Maire,

 .../...

04 - DAHOMÉY

Ce document ne devient authentique qu'après la transcription du jugement sur le registre de l'état civil ; il se présente alors sous la forme suivante :

COMMUNE DE COTONOU

EXTRAIT

DU REGISTRE DES NAISSANCES ET L'ETAT CIVIL INDICÉ
DE LA COMMUNE DE COTONOU

Année 19_____

N° _____

Transcription du jugement
Supplétif d'Acte de naissance
de :

N° _____ du _____ 197

Inscrit le _____ 197

sur le Registre de l'Etat Civil
de la Commune de Cotonou

Par Jugement N° _____ en date du _____
mil neuf cent _____ le Tribunal du premier
degré de Cotonou déclare qu'est né le _____
mil neuf cent _____ à Cotonou
l'enfant du sexe _____
dénommé _____

de _____
et de _____

Ordonne que le présent dispositif sera remis à nous

Maire de la Commune et transcrit sur le Registre de
l'Etat Civil de l'année en cours de la Commune de
Cotonou pour tenir

lieu à _____
d'acte de naissance et en marge du Registre de
l'Etat Civil de la Commune de Cotonou pour l'année
mil neuf cent _____

Signé :

Pour extrait certifié conforme au registre
Cotonou, le _____ 197
Le Maire,

04 - DAHOMÉY

- Dans le cas d'un décès, l'acte est le suivant (volet n° 1) :

VOLET N° 1		N° _____
Extrait d'acte de décès (à remettre au déclarant)		
Département d _____		
Sous-Préfecture de _____		
Je soussigné _____		
Fonction _____		
Certifie avoir reçu la déclaration de décès de :		
Noms du défunt _____		
Sexe _____		
Date de la naissance _____		
Lieu de la naissance _____		
Noms .....	(	Père _____
	)	Mère _____
Célibataire _____		
Marié _____		
Profession _____		
Domicile _____		
Nom et domicile du déclarant _____		
Date du décès _____		
Lieu du décès _____		
Date de la déclaration _____		
Signature du Sous-Préfet,		Signature du déclarant,

04 - DAHOMÉY

VOLET N° 2

N° _____

DECLARATION DE MARIAGE

(à transmettre trimestriellement au Centre principal
d'état civil)

Département d _____

Sous-Préfecture d _____

Je soussigné _____

Fonction _____

Certifie avoir reçu la déclaration de mariage de :

Nom du mari _____

(Nom du père _____

Filiation ..)

(Nom de la mère _____

Domicile _____

Nom de la femme _____

(Nom du père _____

Filiation ..)

(Nom de la mère _____

Domicile _____

Célébré à _____

(_____

Témoins ...) _____

(_____

Coutume _____

(_____

Dot) _____

(_____

Dispositions spéciales _____

Nom et domicile des déclarants _____

Date du mariage _____

Date de la déclaration _____

Signature de l'Officier d'Etat Civil Signature du déclarant
Signature de l'interprète,

.../...

04 - DAHOMÉY2.3 - Les copies ou bulletins d'actes et ^{de} jugements supplétifs

Ces copies ou bulletins sont une reproduction littérale du volet n° 1 de l'acte proprement dit ou de l'acte tout court étant donné que les trois volets renferment le même contenu.

Nous donnons ci-dessous un seul exemple concernant un acte de naissance - Cet exemple est valable pour un décès ou un mariage.

COMMUNE DE COTONOU

EXTRAIT DU REGISTRE DE L'ETAT CIVIL AFRICAIN

Volet N° 1

N° _____

EXTRAIT D'ACTE DE NAISSANCECOMMUNE DE COTONOU
_____Je soussigné _____

Certifie avoir reçu la déclaration de naissance de _____

Prénoms de l'enfant _____

Sexe _____

(Père _____

Noms ...)

(Mère _____

Profession du père _____

Domicile des parents _____
_____Nom et domicile du déclarant _____

Date de la naissance _____

Lieu de la naissance _____

Date de la déclaration _____

POUR COPIE CONFORME

Cotonou, le _____

Signature de l'Agent,
chargé de l'Etat Civil,Signature de
l'Interprète,Signature du
déclarant,

04 - DAHOMÉY2.4 - Les fiches récapitulatives

Les actes proprement dits et les jugements supplétifs de tous les événements enregistrés sont récapitulés ; en effet, un état trimestriel est produit à partir de cette récapitulation.

- Pour les actes enregistrés, on obtient un "état trimestriel des actes d'état civil enregistrés" qui se présente comme suit :

.../...

ETAT TRIMESTRIEL DES ACTES D'ETAT CIVIL ENREGISTRES

(Personnes régies par les coutumes locales)

SOUS-PREFECTURE D _____ CENTRE..) (SECONDAIRE) D'ETAT CIVIL D _____
) (PRINCIPAL)
 ANNEE _____ ° TRIMESTRE

REGISTRE DES NAISSANCES (Numéro du premier acte du trimestre _____
) Numéro du dernier acte du trimestre _____
 REGISTRE DES DECES (Numéro du premier acte du trimestre _____
) Numéro du dernier acte du trimestre _____
 REGISTRE DES MARIAGES (Numéro du premier acte du trimestre _____
) Numéro du dernier acte du trimestre _____

REPARTITION DES NAISSANCES ET DES DECES ENREGISTRES AU COURS DU TRIMESTRE

SEXE	NAISSANCE	DECES SUIVANT L'ANNEE DE NAISSANCE DES DECES						Ensemble
		19 _	19 _	19 à 19 inclus	19 à 19 inclus	Avant 19	Année inconnue	
Masculin								
Féminin								
Nom indiqué ...								
Ensemble								

04 - DAHOMÉY

- Pour les jugements supplétifs devenus documents authentiques après transcription sur les registres de l'état civil, on a ce qui suit :

JUGEMENTS SUPPLÉTIFS D'ACTES DE NAISSANCE

(Jugements devenus définitifs au cours du trimestre)

SOUS-PREFECTURE D _____ CENTRE (PRINCIPAL (D'ÉTAT CIVIL D _____
) SECONDAIRE)
 ANNÉE _____ TRIMESTRE _____

ANNÉE DE NAISSANCE PRÉSUMÉE	NOMBRE DE JUGEMENTS		
	SEXE MASCULIN	SEXE FÉMININ	ENSEMBLE
19_____			
19_____			
19_____ à 19_____ inclus			
19_____ à 19_____ inclus			
Avant 19_____			
Ensemble			

.../...

05 - G A B O N

I - Texte législatif en vigueur

CODE CIVIL

CHAPITRE V

DE LA PREUVE DE L'ETAT CIVIL ET DE L'IDENTIFICATION DES PERSONNES PHYSIQUES

ART. 153 - L'identification d'une personne peut se faire par tout moyen de preuve.

Toutefois, les naissances, mariages, reconnaissances et décès sont prouvés au moyen des actes de l'état civil. Ils peuvent également être prouvés, dans les cas admis par loi, au moyen de la possession d'état ou d'acte de notoriété.

SECTION I

DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT LES ACTES DE L'ETAT CIVIL

ART. 154 - Les actes de l'état civil doivent être écrits lisiblement et avec une encre indélébile ; ils énoncent l'année, le jour, le lieu et si possible l'heure où ils seront reçus ; les prénoms, noms, professions, domiciles et si possible les dates et lieux de naissance de tous ceux qui y sont dénommés.

ART. 155 - L'officier de l'état civil ne doit relater que les indications prescrites par la loi.

ART. 156 - L'officier de l'état civil donne lecture des actes aux comparants et témoins. Il est fait mention dans les actes de l'accomplissement de cette formalité.

ART. 157 - L'acte est signé de l'officier de l'état civil qui l'a reçu des comparants et des témoins. Si ces derniers ne peuvent ou ne savent signer, il en sera fait mention sur l'acte.

ART. 158 - Les actes de l'état civil sont inscrits dans chaque centre d'état civil, sur un ou plusieurs registres préalablement cotés et paraphés par le Président du tribunal civil et tenus en triple exemplaires. L'un de ces exemplaires sera déposé au greffe du tribunal de grande instance, le 2e exemplaire sera conservé à la Mairie ou à défaut au chef-lieu du District et le 3e au Ministère de l'Intérieur. Pour les registres tenus par les agents diplomatiques ou consulaires du Gabon, au Ministère des Affaires étrangères qui en assure la garde et en délivre les extraits.

.../...

ART. 159. Les actes de l'état civil concernant les Gabonais et dressés hors du Gabon par les autorités publiques étrangères sont transcrits, soit d'office, soit sur la demande des intéressés, par les agents diplomatiques ou consulaires du Gabon territorialement compétents, sur les registres de l'état civil tenus par ces derniers.

Une mention sommaire en est faite en marge du registre à la date de ces actes.

Lorsque, par suite de la rupture des relations diplomatiques ou de la fermeture du poste diplomatique ou consulaire territorialement compétent, la transcription ne peut être faite conformément aux alinéas précédents, l'acte est provisoirement déposé au Ministère des Affaires étrangères qui en délivre expédition. Dès que les circonstances le permettent, ce Ministère fait procéder à la transcription de l'acte comme il est dit ci-dessus.

ART. 160. Sous réserve de ce qui sera dit au sujet des actes de naissance, toute personne a le droit de se faire délivrer soit une copie intégrale d'un acte de l'état civil ainsi que les mentions portées en marge, soit un extrait de cet acte, dans les conditions prévues par décret du Chef de l'Etat pris après avis de la Cour Suprême.

ART. 161. Les actes de l'état civil font foi jusqu'à inscription de faux de ce que l'officier de l'état civil a personnellement fait ou constaté et seulement jusqu'à preuve contraire de la véracité des déclarations reçues par lui.

Il en est de même pour les copies intégrales et extraits de ces actes pourvu qu'ils soient revêtus de la signature et du sceau de l'officier qui les délivre.

Les ordonnances, jugements et arrêts intervenus en matière d'état civil sont opposables à tous, dans les mêmes conditions que les actes qu'ils rectifient.

ART. 162. - En cas d'inexistence, de perte ou de lacération des registres ou lorsque ces registres présentent des lacunes, la preuve en est reçue tant par titre que par témoins. Dans ces cas les mariages, naissances, décès et autres faits peuvent être prouvés tant par les registres et papiers domestiques que par témoins.

Toutefois, la reconstitution des actes de l'état civil ou l'adjonction des mentions omises ne peut être effectuée que sous le contrôle et après jugement du tribunal civil du lieu où cette reconstitution ou adjonction doit se faire, et, pour les actes dressés ou transcrits par les agents diplomatiques ou consulaires du Gabon, par le tribunal de grande instance de la capitale.

Les décisions ainsi prises sont transcrites à leur date sur les registres de l'état civil du lieu où l'acte aurait dû être ou bien a été transcrit. Au cas où les registres ont été tenus mais présentent des lacunes, mention en marge en est faite à la date de l'acte omis.

.../...

ART.163 - Lorsque la transcription d'un acte de l'état civil ou d'une décision judiciaire en matière d'état civil ne peut être effectuée sur les registres prévus par la disposition qui l'ordonne, cette transcription est faite sur les registres du lieu du dernier domicile ou à défaut sur ceux de la Mairie du premier arrondissement de la capitale.

ART.164 - Dès qu'un jugement rendu en matière d'état civil sera devenu définitif, le Président de la juridiction qui a statué en dernier ressort en adressera un extrait à l'officier de l'état civil intéressé aux fins de transcription de son dispositif sur ses registres.

Les dispositifs des jugements supplétifs d'actes de l'état civil devenus définitifs seront transcrits d'office sur les registres de l'année en cours par l'officier de l'état civil où l'acte a été ou aurait dû être reçu.

Les dispositifs des jugements de reconnaissance d'enfant, d'adoption ou de révocation d'adoption, de divorce et de changement de prénom ou de nom, seront transcrits d'office en marge des actes de naissance et de mariage des intéressés.

ART.165 - Les registres de l'état civil sont tenus sous la surveillance des Procureurs de la République ou de leurs délégués ou à défaut des Présidents des tribunaux de grande instance ou de leurs délégués.

ART.166 - La désignation des officiers d'état civil, la tenue des registres, les conditions d'ouverture ou de fermeture des centres d'état civil ainsi que leurs compétences sont régies par les lois, ordonnances ou décrets réglementaires.

SECTION II

DES ACTES DE NAISSANCE

ART.167 - L'acte de naissance énonce la date, le lieu et si possible l'heure de la naissance, le sexe, les prénoms et noms de l'enfant. Les prénoms, noms, âges, lieux de naissance, professions et domicile des père et mère, et s'il y a lieu, les nom, prénoms, profession et domicile du déclarant.

ART.168 - L'acte de naissance porte en marge les mentions prescrites par le présent code et par les lois spéciales.

ART.169 - Les déclarations de naissance sont faites à l'officier de l'état civil dans les trois jours de l'accouchement pour les enfants nés dans les communes et chefs-lieux de district et, dans les autres, dans le délai d'un mois.

ART.170 - A défaut des père et mère ou de leur représentant, les déclarations de naissance peuvent être faites par le médecin, la sage-femme ayant assisté à la naissance. Toutefois, sauf mandat exprès du père ou de la mère quant à l'énonciation des nom et prénoms, ces derniers ne peuvent indiquer à l'officier de l'état civil que le sexe, la date, l'heure et le lieu de naissance de l'enfant et, dans la mesure du possible, le nom de la mère.

Les chefs des agglomérations rurales veilleront à ce que les naissances survenues dans leurs circonscriptions soient déclarées, au centre d'état civil le plus proche, dans les délais prévus au présent code.

ART.171 - Toute personne qui aura trouvé un enfant nouveau-né est tenue d'en faire la déclaration à l'officier de l'état civil du lieu de la découverte. Elle lui remet les vêtements et autres effets trouvés avec l'enfant et déclare toutes les circonstances de temps et de lieu où il aura été trouvé.

Il est dressé un procès-verbal détaillé qui, outre les indications prévues à l'article¹⁵⁴ du présent code, énonce la date, l'heure, le lieu et les circonstances de la découverte, l'âge apparent et le sexe de l'enfant, toute particularité pouvant contribuer à son identification ainsi que l'autorité ou la personne à laquelle il est confié. Ce procès-verbal est inscrit à sa date sur les registres de l'état civil.

A la suite et séparément de ce procès-verbal, l'officier de l'état civil établit un acte tenant lieu d'acte de naissance. En plus des indications prévues à l'article¹⁵⁴, cet acte énonce le sexe de l'enfant ainsi que les prénoms et nom qui lui sont donnés ; il fixe une date de naissance pouvant correspondre à son âge apparent et désigne comme lieu de naissance la localité où l'enfant a été découvert.

Si l'acte de naissance de l'enfant vient d'être découvert ou si la filiation de ce dernier est judiciairement établie, le procès-verbal de découverte et l'acte provisoire de naissance sont annulés à la requête du Procureur de la République ou des parties intéressées.

Si la date et le lieu de naissance de l'enfant viennent à être connus, mention en sera faite en marge de l'acte établi conformément au deuxième alinéa du présent article, à la diligence du Procureur de la République.

ART.172 - Si la naissance d'un enfant n'a pas été déclarée dans le délai légal et sous réserve des dispositions prévues à l'article précédent, l'officier de l'état civil ne peut la constater qu'en transcrivant un jugement du tribunal civil contenant, dans la mesure où elles peuvent être établies ou présumées, les énonciations prévues à l'article¹⁶⁷ au présent chapitre.

Le tribunal et l'officier de l'état civil compétents sont ceux du lieu de naissance de l'intéressé. Si ce lieu est inconnu, le tribunal compétent est celui du domicile du requérant et ce tribunal décide le lieu où le jugement sera transcrit.

Si la date de naissance est certaine ou présumée, mention du jugement est faite à cette date en marge des registres de l'état civil.

Mention du jugement est faite également, s'il y a lieu en marge des procès-verbaux de découverte ou des déclarations prévues par les articles précédents.

ART. 173 - Le jugement ordonnant que l'enfant adopté cesse d'appartenir à sa famille d'origine tient lieu de jugement déclaratif de naissance. Il doit contenir, dans la mesure où elles sont connues ou présumées sans violation du décret de l'origine, les énonciations prévues à l'article 167 du présent chapitre.

Sous réserve des peines prévues par le présent code ou par les lois spéciales aucune copie ni extrait de l'acte de naissance originaire ne peuvent être délivrés par l'officier de l'état civil sans autorisation du Président du tribunal civil dans le ressort duquel l'acte a été dressé ou du domicile de l'enfant. Le Président statuera sur simple requête.

ART. 174 - En cas de naissance survenue dans un navire de la marine gabonaise ou dans un aéronef gabonais, il en est dressé acte par les commandants de ce navire ou de cet aéronef.

Les actes doivent être ensuite remis pour transcription à l'officier de l'état civil du premier arrondissement de la capitale.

ART. 175 - La copie conforme de l'acte de naissance ou du jugement en tenant lieu ne peut être délivrée qu'à la personne concernée, au mandataire de cette dernière ainsi qu'au Procureur de la République; et, pour les mineurs, à leurs père et mère ou tuteur. En cas d'absence ou après la mort d'une personne, la copie conforme de son acte de naissance ou du jugement en tenant lieu peut être également délivrée au conjoint, aux ascendants ou descendants et ligne directe.

Tout autre intéressé ne peut obtenir cette copie qu'en vertu d'une autorisation délivrée sans frais par le tribunal d'instance de la localité où l'acte a été reçu, et sur la demande écrite de l'intéressé. En cas de refus du tribunal d'instance, le Président du tribunal de grande instance statue sur le recours qui peut être exercé en la forme du référé.

.../...

Les dépositaires des registres sont tenus de délivrer à tout requérant des extraits indiquant, sans autre énonciation, l'année, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe, les prénoms et le nom de l'enfant tels qu'ils résultent des énonciations de l'acte de naissance ou des procès-verbaux, déclarations et jugements en tenant lieu, ainsi que des mentions faites en marge de ces actes.

Les extraits précisant en outre les nom, prénoms, profession et domicile des père et mère, ne peuvent être délivrés que dans les conditions prévues pour les copies conformes, à moins que la délivrance n'en soit demandée par les héritiers du disparu, ou par une administration publique.

Les extraits prévus aux deux alinéas précédents ne doivent pas mentionner la source des énonciations qu'il renferment, ni faire apparaître de différence entre celles qui sont établies et celles qui sont simplement présumées. Les énonciations faisant défaut ne doivent faire l'objet d'aucune mention.

ART. 176 - L'acte de reconnaissance d'un enfant naturel est inscrit sur les registres à sa date.

S'il n'a pas été dressé par un officier de l'état civil, la transcription en est faite à la diligence de l'officier public qui l'a reçu.

A cet effet, l'acte est signifié dans un délai de 15 jours à l'officier de l'état civil dépositaire de l'acte de naissance de l'enfant. Toutefois la reconnaissance faite par testament peut, à la demande du testateur, n'être signifiée que dans un délai de 15 jours à compter du jour où l'officier public a connaissance du décès.

La transcription est faite par les soins de l'officier de l'état civil dans un délai de 5 jours à compter de la signification, non compris les jours fériés.

Il est fait mention de l'acte de reconnaissance en marge de l'acte de naissance, s'il en existe un.

En cas de reconnaissance pendant un voyage maritime ou aérien, il en est dressé acte par les commandants des navires et aéronefs gabonais dans les formes et conditions prévues par un règlement d'administration publique.

SECTION III

DES ACTES DE MARIAGE

ART. 177 - L'acte de mariage énonce :

1°/- Les prénoms, noms, professions, âges, dates et lieux de naissance, domicile ou résidence des époux ;

2°/- Le consentement des père et mère, aïeuls ou aïeules et celui du Conseil de famille, dans les cas où il est requis ;

.../...

3°/- La nationalité déclarée par les futurs époux sur l'interpellation à eux faite par l'officier de l'état civil ;

4°/- Les prénoms, noms, âges, professions et domiciles des témoins ;

5°/- Le régime matrimonial choisi par les époux et, s'il y a eu contrat, la date de ce contrat ainsi que les noms et lieu de résidence du notaire ou de l'officier de l'état civil qui l'a reçu.

Les époux doivent expressément déclarer, et l'officier de l'état civil doit en faire mention dans l'acte de mariage de leur choix de la monogamie ou de la polygamie.

Il sera fait mention dans ledit acte de l'acceptation expresse de ce choix par les deux époux.

En cas de désaccord sur ce choix, le mariage ne pourra être célébré.

Ce choix est irrévocable jusqu'à la dissolution du mariage.

L'inobservation de cet engagement constitue une cause de divorce.

ART. 178 - L'officier de l'état civil rédige l'acte de mariage immédiatement après sa célébration et en envoie copies aux officiers de l'état civil des lieux de naissance des intéressés.

SECTION IV

DES ACTES DE DECES

I - REGLES GENERALES

ART. 179 - L'acte de décès est dressé par l'officier de l'état civil de la commune ou de la localité où le décès a eu lieu, sur la déclaration d'un parent du défunt ou sur celle d'une personne possédant sur l'état civil du défunt les renseignements les plus exacts et les plus complets.

En cas de décès dans les hôpitaux, établissements sanitaires ou d'enseignement, hôtels ou établissements publics ou privés analogues, les déclarations de décès seront faites par les Directeurs de ces établissements.

Le décès d'un militaire en activité de service doit être déclaré par le Chef de l'unité à laquelle il appartient, à moins que le militaire ne vive avec sa famille ou que son décès se produise au cours d'un congé ou hors du lieu où son unité est stationnée.

Tout agent de l'autorité qui, dans l'exercice de ses fonctions, est amené à constater un décès est tenu d'envoyer, dans les cinq jours à l'officier de l'état civil du lieu du décès, tous les renseignements énoncés à l'article 181 ci-après.

.../...

ART. 180 - L'acte de décès est dressé au plus tard dans les vingt quatre heures de la délivrance du permis d'inhumer. Hors les cas prévus par les règlements de police, l'inhumation ne peut avoir lieu que vingt quatre heures après le décès.

Lorsqu'il y a des signes ou indices de mort violente, ou d'autres circonstances qui donnent lieu de la soupçonner, on ne peut faire l'inhumation qu'après qu'un Officier de police judiciaire, assisté d'un médecin ou d'un chirurgien, a dressé procès-verbal de l'état du cadavre et des circonstances y relatives, ainsi que des renseignements qu'il a pu recueillir sur les prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile de la personne décédée.

ART. 181 - L'acte de décès énonce :

- 1°/- La date, le lieu et si possible l'heure du décès.
- 2°/- Les prénoms, nom, date et lieu de naissance, profession et domicile de la personne décédée.
- 3°/- Les prénoms, noms, professions et domicile de ses père et mère.
- 4°/- Les nom, prénoms, date et lieu de naissance du conjoint de la personne décédée si ce conjoint est encore en vie, et la date du mariage.
- 5°/- Les prénoms, nom, âge, profession et domicile du déclarant et, s'il y a lieu, son degré de parenté avec la personne décédée.

Le tout, autant qu'on pourra le savoir.

Il n'est donné, sur les registres, aucune indication des circonstances de la mort, sauf si l'identité du cadavre est inconnue.

ART. 182 - Il est fait mention du décès en marge de l'acte de naissance de la personne décédée.

Lorsqu'un décès intervient ailleurs que dans la localité où le défunt était domicilié, l'officier de l'état civil qui a dressé l'acte de décès envoie, dans les huit jours, à l'officier de l'état civil du dernier domicile du défunt, une copie de cet acte, laquelle est immédiatement transcrite sur les registres.

ART. 183 - En cas de décès pendant un voyage maritime de longue durée dans un navire de la marine gabonaise l'acte de décès est dressé par le commandant de ce navire.

En cas de décès pendant un voyage aérien ou maritime de courte durée, l'acte de décès est dressé par l'officier de l'état civil du lieu où le cadavre a été déposé pour être mis sous bière.

.../...

PARAGRAPHE 2 - DES JUGEMENTS DECLARATIFS DE DECES

ART. 184 - Lorsqu'une personne a disparu dans des conditions telles que sa mort est certaine, bien que son cadavre n'ait pas été retrouvé, tout intéressé peut demander au tribunal de rendre un jugement déclaratif du décès de cette personne.

Le tribunal compétent est celui où la personne de qui le demandeur veut établir le décès avait son domicile ou sa résidence lors de son décès, ou celui du lieu où s'est produit l'événement ayant entraîné le décès.

ART. 185 - Lorsque plusieurs personnes ont disparu au cours d'un même événement, leur décès peuvent être déclarés par un jugement collectif qui est rendu par le tribunal du lieu de la disparition ou du port d'attache du bâtiment ou de l'aéronef ou à défaut par le tribunal de grande instance de la capitale.

ART. 186 - Lorsque le tribunal déclare le décès, il doit en fixer la date, eu égard aux prescriptions tirées des circonstances de la cause et, à défaut, au jour de la disparition. Il peut également ordonner une enquête complémentaire sur les circonstances de la disparition ou du décès présumé.

ART. 187 - Les jugements déclaratifs de décès individuel et les extraits individuels des jugements collectifs de décès doivent être transmis aux officiers de l'état civil des derniers domiciles des disparus pour être transcrits à leur date.

ART. 188 - Si celui de qui le décès a été judiciairement déclaré réapparaît postérieurement au jugement déclaratif, ce jugement est annulé à sa requête ou à celui du Ministère Public, par le tribunal qui l'a rendu.

Mention de l'annulation du jugement déclaratif de décès est faite en marge de sa transcription et en marge de l'acte de naissance de l'intéressé.

SECTION V

DE LA RECTIFICATION DES ACTES DE L'ETAT CIVIL

ART. 189 - Les actes de l'état civil ne peuvent être rectifiés qu'en vertu d'un jugement rendu par le tribunal du lieu où l'acte a été dressé.

Il y aura lieu à rectification dans les cas d'erreur, d'omission, de changement de nom ou de prénoms.

La rectification des actes de l'état civil dressé ou transcrits par les agents diplomatiques et consuls gabonais est ordonnée par le Président du tribunal de grande instance de la capitale.

La rectification d'une décision judiciaire en matière de l'état civil ne peut être ordonnée que par la juridiction qui l'a rendue.

.../...

ART.190 - La demande en rectification peut être faite par la personne que l'acte concerne, par le Ministère public ou par toute personne ayant à cette rectification un intérêt né et actuel.

ART.191 - Le jugement rendu par le tribunal, en matière de rectification d'acte de l'état civil, peut être frappé d'appel devant la juridiction compétente.

ART.192 - Les jugements ou arrêts portant rectification sont transmis immédiatement par le Procureur de la République à l'officier de l'état civil du lieu où se trouve l'acte rectifié. Leurs dispositifs sont transcrits en marge des actes rectifiés dans un délai de trois jours à compter de la réception de l'expédition de ces jugements ou arrêts.

L'expédition de l'acte ne peut plus être délivrée qu'avec les rectifications ordonnées.

ART.193 - Chaque officier de l'état civil tiendra un registre spécial où seront mentionnés dans l'ordre chronologique de leur date les jugements supplétifs ou rectificatifs d'actes de l'état civil.

ART.194 - Si la solution lui paraît appropriée, le tribunal peut ordonner l'annulation de l'acte qu'il y a lieu de rectifier, et l'établissement à sa place d'un acte nouveau.

Dans ce cas, le dispositif du jugement est transcrit en marge de l'acte annulé, lequel acte doit être barré au travers du registre par deux traits diagonaux.

SECTION VI

DES SANCTIONS RELATIVES A L'ETAT CIVIL

ART.195 - Toute contravention de la part des agents chargés de la tenue ou de la conservation des registres aux dispositions du présent chapitre ou aux dispositions des règlements pris pour leur application engage leur responsabilité, à l'égard de toute personne qui éprouve de ce fait un préjudice.

ART.196 - Si l'officier de l'état civil ou son délégué refuse de dresser un acte conforme aux déclarations qui sont faites, tout intéressé peut exercer un recours contre ce refus devant les tribunaux.

Il en est de même si un dépositaire refuse de délivrer une copie ou un extrait d'un acte de ces registres.

En cas de succès au recours, l'officier de l'état civil ou son délégué peut être condamné à une amende qui ne peut excéder 10 000 francs.

En cas de rejet du recours, les frais de la procédure sont supportés par celui qui a exercé le recours.

.../...

ART. 197 - Sera puni d'une peine de 5 jours à 1 mois d'emprisonnement **et** de 2 000 à 4 000 francs d'amende ou de l'une de ces deux peines :

- 1°/- L'officier de l'état civil qui, tenu de rédiger ou d'enregistrer un acte de l'état civil, ne l'a pas fait dans le délai prévu par la loi ;
- 2°/- L'officier de l'état civil qui, étant tenu de communiquer un acte de l'état civil à un autre officier de l'état civil ne l'a pas fait dans le délai prévu par la loi.;
- 3°/- L'officier de l'état civil qui contrevient aux autres dispositions du présent chapitre.

.../...

2 - Documents utilisés par l'état civil2.1 - Fiches

Il faut distinguer trois cas :

* Dans le premier cas où l'évènement est intervenu dans un centre médical, la fiche constatant la naissance, se présente sous deux formes différentes, selon qu'elle provient

- d'un hôpital,

REPUBLICQUE GABONAISE

Hôpital de _____

Service de Santé

BULLETIN DE NAISSANCE

Né ce jour le _____ à _____

D'un enfant sexe _____

Prénoms de l'enfant _____

Nom du père _____

Nom de la mère _____

Libreville, le _____ 19__

Sage-Femme _____

- ou d'une clinique d'accouchement

CLINIQUE D'ACCOUCHEMENTS

ATTESTATION D'ACCOUCHEMENT

Je soussignée, Sage-Femme, certifie avoir accouché

Madame _____

D'un enfant vivant

du sexe _____

Le _____

Libreville, le _____

.../...

Cette deuxième fiche ne porte normalement aucun titre ; nous l'avons appelée "attestation d'accouchement" afin de fixer les idées..

L'une et l'autre des deux fiches précédentes devraient normalement se présenter sous forme de volets d'un registre spécial d'hôpital ou de clinique ; mais, elles sont généralement produites sur papier libre d'une demi-page ou d'une page de cahier. Quel que soit le cas, les volets ou bulletins sont répartis de la manière indiquée dans le document principal.(1)

La fiche attestant le décès porte le nom de "déclaration de décès" et se présente comme suit :

Service de Santé

DECLARATION DE DECES N° _____

(Fait en vertu de l'article 80 du Code Civil)

M. _____, Directeur du Centre Hospitalier, déclare
à Monsieur l'Officier d'Etat-Civil

de _____ que M. _____

Agé de : _____ ans, fils de : _____

et de : _____

né à _____ Canton _____ Région ou Département _____

Domicilié de droit à _____ Canton _____ Région ou Département _____

Entré au dit hôpital le _____ y est mort

Le _____ à _____ heures par suite de _____

Fait à Libreville, le _____ du mois _____

de l'an Mil neuf cent _____

Le Directeur du Centre Hospitalier,

* Dans le deuxième cas où l'événement est intervenu hors du contrôle médical, le déclarant remplit une fiche appelée "avis de déclaration de naissance ou de décès, selon le cas ; cette fiche est reproduite en trois exemplaires répartis selon la formule signalée plus haut.(1)

.../...

L'exemple ci-dessous ne concerne qu'une naissance.

Etat-Civil Gabonais

AVIS DE DECLARATION DE NAISSANCE

Nom de l'enfant : _____
Prénoms : _____
Sexe : _____
Date de naissance : _____
Heures : _____
Lieu de naissance : _____
Nom du Père de l'Enfant : _____
Profession : _____
Domicilié à : _____
Coutume : _____
Nom de la Mère de l'Enfant : _____
Profession : _____
Coutume : _____
Nom et Prénoms, profession du déclarant : _____

Libreville, le _____

* Dans le troisième cas d'évènement pour lequel le contrôle médical n'intervient pas, on n'examinera que le problème de mariage. Une "demande de mariage" ci-dessous reproduite, jouant le rôle de fiche de renseignements est remplie, par l'un quelconque ou par les deux futurs époux et déposée au centre d'état civil du lieu de résidence du futur époux.

.../...

05 - GABON

CENTRE D'ETAT-CIVIL

de _____

DEMANDE DE MARIAGE

Monsieur _____
 Profession _____ Domicilié à _____
 Né à _____ Le ou vers _____
 Région de _____ District de _____
 Fils de _____ et de _____
 Nationalité _____ Jugement supplétif Acte N° _____
 Du _____ Etabli par _____

E T

Mlle _____
 Profession _____ Domiciliée à _____
 Née à _____ Le ou vers _____
 Région de _____ District de _____
 Fille de _____ et de _____
 Nationalité _____ J.S. ou Acte de naissance N° _____
 Du _____ Etabli par _____

Fait à Libreville, le _____ 197_____

Signature des Epoux,

Si la future épouse est âgée de moins de 21 ans, elle doit produire un certificat de consentement de ses parents. Au moment du dépôt de ce certificat au centre d'état civil, les parents de la jeune fille sont tenus d'être présents pour qu'on certifie leurs ~~signatures~~ au bas de ce certificat afin d'éviter des fraudes éventuelles.

.../...

CENTRE D'ETAT CIVIL

de _____

CERTIFICAT DE CONSENTEMENT

Je soussigné _____
représentant légal de la famille de Mlle _____
Ordonne par le présent acte, mon consentement au mariage légitime à l'état
civil de la Commune de Libreville projeté
entre M. _____
et Mlle _____

En foi de quoi je lui délivre le présent consentement pour servir
et valoir ce que de droit.

Libreville, le _____ 19 _____

Vu bon pour la certification matérielle de la signature de

M. _____ apposée ci-dessus.

Libreville, le _____ 19 _____

Au vu de la demande de mariage et du certificat de consentement
pour le cas d'un conjoint mineur, le centre d'état civil intéressé émet un
"Avis de publication de mariage" qui sera affiché dans les centres d'état
civil des lieux de résidence des deux futurs époux, de leurs lieux respectifs
de naissance et ou d'origine, pendant une période de un mois avant la célébra-
tion du mariage. S'il n'y a aucune opposition, on prépare l'acte pour être
enregistré le jour même du mariage et on célèbre le mariage à la fin du délai
prévu.

.../...

Etat Civil Gabonais

AVIS DE PUBLICATION DE MARIAGE

M. _____
Profession _____ Domicilié à _____
Né à _____ Le ou vers _____
Région de _____ District de _____
Fils de _____ et de _____
Nationalité _____

E T

Mlle _____
Profession _____ Domiciliée à _____
Née à _____ Le ou vers _____
Région de _____ District de _____
Fille de _____ et de _____
Nationalité _____

Les personnes qui croient devoir faire opposition à la célébration de ce mariage devront en faire le motif à Monsieur le Maire.

La date du présent Avis fait courir dans le délai d'un mois prévu pour les oppositions et réclamations.

Fait à Libreville, le _____ 19____

2.2 - Les actes proprement dits (ou les jugements supplétifs)

L'enregistrement d'un événement est réalisé lorsqu'un acte est produit ; un acte est produit lorsqu'il est consigné dans un registre d'événements tel qu'il a été indiqué dans le document principal (Gabon).

.../...

- Pour une naissance, l'acte se présente comme suit :

CENTRE D'ETAT CIVIL

de _____

ACTE DE NAISSANCE

N° _____ du _____

Le _____

Suivant bulletin de Naissance _____

Qui a déclaré la naissance survenue

à _____

Le _____

à _____ heures _____

d'un enfant de sexe _____

Nommé : _____

Né de : _____

Domicilié à _____

Profession : _____

Nationalité : _____

Et de : _____

Domiciliée à : _____

Profession : _____

Nationalité : _____

Sa légitime épouse

L'Officier d'Etat Civil,

Comme il a été indiqué dans le document principal, lorsqu'une naissance n'a pas été déclarée dans le délai prévu (un mois franc), elle ne peut plus être enregistrée par un centre d'état civil. Cette naissance est déclarée au tribunal du premier degré du lieu où elle est intervenue. On trouvera ci-dessous un exemple de ce document :

.../...

COMMUNE DE LIBREVILLE

TRIBUNAL DU PREMIER DEGRE DE :

JUGEMENT SUPPLETIF D'ACTE DE NAISSANCE

N° _____/

-----ooo0ooo-----

Audience publique du Tribunal de droit Local du 1er degré
de _____, tenue en la salle ordinaire de ses séances, le _____

ETAIENT PRESENTS :

MM.

PRESIDENT
ASSESEUR
ASSESEUR

tous ayant prêté serment

Avec l'assistance de l'interprète ad hoc

également assermenté

Vu la requête écrite en date du _____, présentée par le nommé _____
exposant qu'il est né à _____ district de _____
le _____ fils de _____ et de _____ et que sa naissance
n'a pas été inscrite sur les registres de l'Etat Civil des citoyens de statut
local, faute de déclaration. Attendu que les témoignages produits à l'au-
dience par les nommés : _____ il résulte que M. _____ fils de
_____ et de _____ est né à _____ District de _____
le _____

Attendu que l'acte constatant cette naissance n'a pas été dressé,
la déclaration n'ayant pas été faite aux autorités administratives ;

Qu'il y a lieu d'y suppléer par un jugement ;

PAR CES MOTIFS :

Dit que M. _____ fils de _____ et de _____
est né à _____ District de _____ Région de _____ Que le
présent jugement tiendra lieu d'acte de naissance au sus-nommé, qu'il sera
transcrit sur les registres de l'Etat Civil des citoyens de statut civil de
droit local du District, de l'année _____ à la date la plus rapprochée
de celle de la naissance du nommé _____. Ainsi jugé et prononcé
en audience publique, les jour, mois et an que dessus.

Transcrit à _____, le _____ sous le N° _____

LES ASSESSEURS,

LE PRESIDENT,

.../...

- Pour un décès, l'acte produit est libellé de la manière suivante :

CENTRE D'ETAT CIVIL DE _____

ACTE DE DECES

Volet n° 1, (2 ou 3)

N° _____ du _____

Le _____

Se sont présentés :

1^{er} M. _____

Domicilié à _____

Profession : _____

2^e M. _____

Domicilié à _____

Profession : _____

Qui ont déclaré le décès

survenu à _____

Le _____

de _____

Profession : _____

Nationalité : _____

Coutume : _____

Qui était né (e) à _____

Le _____

de _____

et de _____

Référence acte de naissance N° _____

du _____

Dressé à _____

Les déclarants,

L'Officier d'Etat Civil,

.../...

05 - GABON

Le centre d'état civil qui a ainsi émis et enregistré l'acte de décès, peut maintenant délivrer un "permis d'inhumer" que nous reproduisons ci-dessous. Cette pratique est limitée aux centres urbains où le contrôle des entrées dans les cimetières est effectué pour éviter surcharge et surpeuplement de ceux-ci.

REGION DE L'ESTUAIRE

COMMUNE DE LIBREVILLE

PERMIS D'INHUMER N° _____

Le Maire de Libreville autorise l'inhumation de :

Nom _____ Prénoms : _____
 Sexe : _____ Lieu de naissance : _____
 Agé : _____ Fils de _____ et de _____
 Profession _____
 Domicile _____ Lieu du décès _____
 Date et heure du décès _____ Marié à : _____
 Sur la déclaration de : _____ Domicilié _____
 Profession _____
 Référence acte de naissance n° _____ du _____
 Dressé à _____

LIBREVILLE, le _____ 19__

Vu :

Le médecin-Chef du Service d'Hygiène,

.../...

- Pour un mariage, l'acte se présente de la façon indiquée ci-contre :

CENTRE D'ETAT CIVIL DE _____

Avis de Mariage

Volet n° 1, (2, 3 ou 4)

N° _____ du _____

le _____

ont contracté mariage

M. _____

Profession _____

Né le _____

à _____

Canton de _____

Distriet de _____

Région _____

Fils de _____

et de _____

Acte de naissance n° _____

du _____

établi par _____

ET

Mlle _____

Profession _____

Née le _____

à _____

Canton de _____

District de _____

Région _____

Fille _____

et de _____

Acte de naissance n° _____

du _____

établi par _____

Ce mariage a été contracté dans les conditions
de la loi 20/63 du 3^e mai.

L'Officier d'Etat Civil,

.../...

Chacun des conjoints bénéficient d'un acte semblable portant en sous-titre et entre parenthèses, le mot "Extrait" - Leurs libellés sont identiques à celui reproduit ci-dessus.

2.3 - Les extraits et copies d'actes (ou de jugements supplétifs)

L'extrait d'un acte (ou d'un jugement supplétif) contient, outre le nom du centre de l'état civil où l'acte a été dressé, la copie littérale de cet acte et des mentions et transcriptions mises en marge, à l'exception de tout ce qui est relatif aux pièces produites à l'officier de l'état civil qui l'a délivré et à la comparution des témoins.

Quant à la copie d'un acte (ou d'un jugement supplétif), elle consiste en une reproduction intégrale de l'acte correspondant et reçoit au bas du texte ainsi reproduit, la mention suivante :

Pour copie conforme
au registre de l'état civil

Idem et date
Pour le Maire
Le 1er Adjoint,

2.4 - L'état récapitulatif des actes (ou des jugements supplétifs)

Ce document porte le nom de "rapport sur l'activité du Service de l'état civil" et est généralement produit par chaque centre d'état civil. Le modèle ~~suivant~~ est commun à tous les centres.

.../...

REGION DE L'ESTUAIRE

- REPUBLIQUE GABONAISE -

COMMUNE DE LIBREVILLE

RAPPORT SUR L'ACTIVITE DU SERVICE DE L'ETAT CIVIL
DE LA COMMUNE DE LIBREVILLE DE L'ANNEE 1972

BUREAU DE L'ETAT CIVIL

A - ETAT CIVIL DE DROIT MODERNE

B - ETAT CIVIL DE DROIT TRADITIONNEL

Période	Naissance		D é c è s				Mariage	Jugement supplétif	Observations
	G.	F.	H.	F.	G.	F.			
<u>A</u>									
JANVIER									
FEVRIER									
MARS									
AVRIL									
MAI									
JUIN									
JUILLET									
AOUT									
SEPTEMBRE									
OCTOBRE									
NOVEMBRE									
DECEMBRE									
TOTAL									
<u>B</u>									
JANVIER									
FEVRIER									
MARS									
AVRIL									
MAI									
JUIN									
JUILLET									
AOUT									
SEPTEMBRE ..									
OCTOBRE									
NOVEMBRE ...									
DECEMBRE ...									
TOTAL									
<u>RECAPITULATION</u>									
A -									
B -									

Libreville, le 19
L'Adjoint au Maire Chargé du Service d'Etat Civil,

.../...

I - Texte législatif en vigueur

ARRETE N° 4 602 AP. DU 16 AOUT 1950

réglementant l'état civil des personnes régies par les coutumes locales

Texte modifié par l'AG. du 8 décembre 1953

et de l'AG. du 8 janvier 1955

CHAPITRE PREMIER

Des déclarations relatives à l'état civil des personnes régies par les coutumes locales et des registres destinés à leur constatation

Article 1er - En Afrique occidentale française, les déclarations de naissance et de décès des personnes régies par les coutumes locales et celles des mariages intervenus suivant les mêmes coutumes sont constatées, reçues et enregistrées conformément aux dispositions du présent arrêté.

ART. 2 - Les chefs-lieux de cercle et de subdivisions, les communes de plein exercice et communes de moyen exercice et les communes mixtes, constituent les centres principaux d'état civil.

Des centres secondaires d'état civil pourront être créés par arrêtés des Chefs de territoires, sur proposition des Commandants de cercle et après avis de l'Assemblée locale dans les chefs-lieux de canton, dans les agglomérations importantes et dans les quartiers des grandes agglomérations.

Il sera tenu dans les centres principaux et secondaires d'état civil un registre des actes de naissance, un registre des actes de décès et un registre des actes de mariage.

Ces registres à souches, comportant trois volets, seront du modèle prévu au présent arrêté.

Toutefois, dans les communes de Dakar, Saint-Louis et Rufisque, les déclarations de naissance et de décès continueront à être faites aux officiers de l'état civil et à être transcrites sur les registres de l'état civil européen.

ART. 3 - Les registres seront ouverts le 1er janvier et clos le 31 décembre de chaque année.

.../...

ART. 4 - Chaque page des registres comporte trois volets :

Le volet n° 1, destiné à être conservé par le ou les intéressés sera remis immédiatement à la ou aux personnes qui feront la déclaration. Il aura la valeur d'un extrait d'acte d'état civil.

Le volet n° 2, destiné à servir de double à la déclaration en cas de perte ou de destruction des volets n° 1 et n° 3. Les volets n° 2 seront envoyés trimestriellement au Chef de circonscription du centre principal d'état civil qui, en fin d'année, les mettra en liasses, par ordre alphabétique et par genre de déclaration, et les transmettra au Greffe de la justice de Paix à compétence étendue dans le ressort duquel ils ont été établis et où ils seront conservés (AG. du 8 janvier 1955).

Le volet n° 3 constitue la souche du registre. Ces souches seront classées et conservées dans les centres principaux d'état civil.

ART. 5 - Les déclarations seront reçues :

Dans les centres principaux d'état civil, par le Commandant de cercle, le Chef de subdivision, le Maire ou leurs adjoints assistés d'un interprète ;

Dans les centres secondaires d'état civil, par le Chef de canton ou par son secrétaire ou, par un fonctionnaire en service dans la localité, ou par toute autre personne d'une parfaite honorabilité et d'une instruction suffisante pour remplir cette charge (AG. du 8 janvier 1955).

Les personnes chargées de l'état civil dans les centres secondaires seront spécialement désignées à cet effet par décision du Chef de la circonscription administrative ou du Maire, chargés du centre principal d'état civil dont elles dépendent.

Les déclarations seront inscrites sur les registres à la suite les unes des autres et porteront un numéro constatant l'ordre de leur inscription.

Elles seront signées par la personne chargée de les recevoir, par l'interprète dans les centres principaux et par le ou les déclarants. Si ces derniers ne savent pas signer, mention en sera faite.

ART. 6 - Dans les centres secondaires d'état civil, les personnes chargées de l'état civil, seront rétribuées pour chaque rédaction d'acte d'état civil, par une prime dont le montant sera fixé par arrêté du Chef du territoire, après avis de l'Assemblée locale. Ces primes seront payées sur états trimestriels après certification des services faits par le Chef de circonscription ou le Maire.

.../...

ART. 7 - Les déclarations seront faites dans un délai de deux mois. Elles pourront émaner :

Pour les naissances, du père, de la mère, de l'un des ascendants ou de proches parents, ou d'une personne ayant assisté à l'accouchement.

Cette dernière transcription sera faite également par le Greffier de la justice de Paix à compétence étendue sur le volet n° 2 par lui, conservé sur le vu d'un extrait du jugement.

Pour les décès, du conjoint survivant, des ascendants et descendants ou de l'un des proches parents du défunt, ou d'une personne ayant assisté au décès.

Pour les mariages, des deux époux conjointement ou en cas d'impossibilité matérielle dûment constatée, de l'un d'eux seulement, si la déclaration est confirmée par un représentant de l'autre époux dont la qualité aura été constatée et admise par la coutume (AG. du 8 décembre 1953).

Les chefs de quartier, de village, de fraction, de canton, de tribu pourront également faire les déclarations relatives aux naissances et aux décès survenus dans leur groupement.

ART. 8 - Il sera fait mention d'office :

- En marge des actes de naissance des intéressés, des actes de mariage, des actes de décès et des jugements de reconnaissance les concernant ;

- En marge des actes de naissance et des actes de mariage des jugements prononçant le divorce ou constatant la dissolution du mariage par tout autre moyen prévu par la coutume (1).

Ces mentions seront portées au dos du volet n° 3 ou souche du registre et sur le volet n° 2 classé au greffe de la Justice de paix à compétence étendue. Elles indiqueront la date, le lieu et le numéro d'ordre de l'acte ou du jugement (AG. du 8 décembre 1953).

(1) Quand un mariage a été déclaré d'état civil, il ressort de cet article que le divorce (avec la dissolution) doit toujours être prononcé ou constaté, par jugement, dont mention doit être portée en marge des registres des mariages et des naissances.

Elles seront faites, en ce qui concerne le registre de l'année en cours (volet n° 3), suivant le cas, par le Chef de la circonscription administrative ou le Maire de la commune du centre principal d'état civil et par la personne chargée de l'état civil dans les centres secondaires ; en ce qui concerne le registre des années écoulées, par le Chef de circonscription administrative ou le Maire de la commune du centre principal d'état civil ; en ce qui concerne les volets n° 2 des registres des années écoulées, par le Greffier de la Justice de paix à C.E., sur le vu d'un avis donné par le Chef de circonscription ou le Maire du centre principal d'état civil, mentionnant l'acte de décès.

CHAPITRE II

De la rectification et de la reconstitution des actes d'état civil

ART. 9 - La rectification et la reconstitution des actes de l'état civil des personnes de statut civil personnel, ne peuvent être effectuées qu'en vertu d'un jugement.

Il y aura lieu à reconstituer, dans les cas de perte ou destruction d'un registre et dans le cas de déclaration n'ayant pu être reçue par suite de l'expiration du délai prévu à l'article 7.

Les tribunaux de premier degré constitués conformément au décret du 3 décembre 1931, sont seuls compétents en matière d'état civil des personnes de statut civil particulier.

ART. 10 - La demande en rectification ou en reconstitution peut être faite par la personne que l'acte concerne et par toute personne ayant à cette rectification ou reconstitution un intérêt né et actuel.

Elle peut également être faite par l'autorité administrative.

ART. 11 - La demande est portée devant le tribunal du premier degré dans le ressort duquel se trouve le centre d'état civil où l'acte a été ou aurait dû être reçu. Si le lieu de naissance est inconnu, le Tribunal du premier degré compétent sera celui du domicile du requérant. Il en sera de même dans le cas des personnes régies par les coutumes locales, lorsque nées dans un territoire étranger, il ne leur sera pas possible de se procurer une pièce d'état civil (AG. du 8 janvier 1955).

ART. 12 - Elle est instruite et il est statué conformément aux règles posées à la section II du chapitre premier du titre II du décret du 3 décembre 1931.

Il pourra être fait appel du jugement par les personnes indiquées à l'article 10 et par l'autorité administrative.

L'appel sera porté devant le tribunal du deuxième degré.

.../...

ART. 13 - Les jugements supplétifs ou rectificatifs d'actes d'état civil seront inscrits par le Président du tribunal sur un registre spécial tenu à cet effet.

ART. 14 - Le dispositif de tout jugement supplétif d'acte de l'état civil devenu définitif sera transcrit d'office par les soins du Chef de la circonscription administrative ou du Maire du centre principal d'état civil au dos de la souche (volet n° 3), sur laquelle aurait dû être inscrite la déclaration sur le registre de l'année où celle-ci aurait dû être faite.

Cependant, lorsque les jugements supplétifs constateront des faits antérieurs à l'existence des registres de l'état civil, le dispositif de ce jugement sera transcrit à la suite sur un registre spécialement ouvert à cet effet dans chaque centre principal d'état civil et au greffe de chaque Justice de paix à compétence étendue.

L'officier d'état civil du centre principal et le Greffier de la Justice de paix à compétence étendue établiront, à la fin de chaque année, une table chronologique des faits constatés par tous les jugements supplétifs transcrits sur ledit registre depuis son ouverture (AG. du 8 janvier 1955) (1).

(1) Le dispositif du jugement doit être fait sur le registre de l'année où la déclaration aurait dû être faite.

Si à cette époque l'état civil était encore régi par l'arrêté de 1933 (c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1951), la transcription sera faite sur le feuillet du registre où la déclaration aurait dû être faite ;

2° Si à cette époque, l'état civil régi par l'arrêté du 16 août 1950 (c'est-à-dire à partir du 1-1-51) la transcription sera faite au dos du volet n° 3 (souche où la déclaration aurait dû être portée. (Circulaire n° 152 INT.-AP. 1 du 3 mars 1951).

Si le registre de l'état civil où devait être transcrit le dispositif d'un jugement supplétif d'acte de naissance n'existe pas dans une circonscription administrative, il convient de porter la transcription sur le registre à souche de l'année en cours au recto du volet n° 3, portant la date la plus proche de celle du jugement supplétif. (Circulaire n° 155 AP.-B. du 7 avril 1952).

CHAPITRE III

De la délivrance des copies d'actes de l'état civil

ART. 15 - Toute personne qui fait une déclaration à l'état civil reçoit une expédition de l'acte d'état civil sous forme du volet n° 1 du registre.

Des copies supplémentaires des actes de l'état civil pourront être délivrées aux intéressés, soit sur papier libre et sans frais, soit sur timbre et à leurs frais, conformément à la législation en vigueur, par les Chefs de circonscriptions territoriales ou les Maires des communes, centres principaux d'état civil.

Ils les certifieront conforme à l'original, les signeront et y apposeront le cachet de la circonscription ou de la mairie.

ART. 16 - Les autorités administratives et judiciaires pourront également obtenir copie des actes de l'état civil. Ces copies seront établies comme il est dit à l'article précédent, mais sur papier libre et sans frais.

CHAPITRE IV

Des personnes assujetties à l'état civil et des personnes chargées de déclarer les
1 faits d'état civil les concernant

ART. 17 - Les déclarations de naissance et de décès devront être obligatoirement faites par toutes les personnes résidant dans les centres principaux ou secondaires d'état civil et dans les localités situées dans un rayon maximum de dix kilomètres autour de ces centres et dont la liste sera fixée, sur proposition des Commandants de cercle, par arrêtés locaux pris après avis du Conseil général.

Les déclarations de mariage dans ces centres seront facultatives.

La dissolution par divorce, répudiation ou tout autre moyen reconnu par la coutume, constatée par jugement, d'un mariage ayant fait l'objet d'une déclaration à l'état civil, devra être transcrite dans les formes prévues par l'article 18 pour les décès (1).

Cette transcription pourra être requise par toute personne intéressée et même d'office par le Président de la juridiction qui aura constaté définitivement la dissolution du mariage.

Dans les autres localités, les déclarations d'état civil restent facultatives. Elles peuvent être reçues à la demande des intéressés dans le centre d'état civil le plus proche de leur résidence.

(1) Voir l'arrêté du 8 décembre 1953 (page 2 105 J. O. A.O.F. 53).

ART. 18 - Les personnes tenues à faire, dans le délai de l'article 7, les déclarations obligatoires prévues à l'article 17 seront :

Pour les naissances : les parents ou, à défaut, les ascendants ;

Pour les décès : le conjoint survivant, les parents ou les ascendants et les descendants majeurs ou, à défaut, le chef de village, de fraction ou de quartier.

ART. 19 - Toutes les naissances et les décès survenus dans les établissements d'hospitalisation et de détention seront obligatoirement déclaré par les Chefs de ces établissements dans le délai fixé par l'article 7.

CHAPITRE V

Du contrôle de l'état civil et de l'utilisation des recensements pour l'identification des personnes

ART. 20 - Les personnes régies par les coutumes locales sont soumises à des recensements périodiques effectués à la diligence des Commandants de cercle par les Chefs de circonscription administrative, par leurs adjoints ou par des fonctionnaires spécialement désignés à cet effet par les Commandants de cercle.

Elles seront inscrites, en présence des Chefs de canton ou de tribu, des chefs de village ou de fraction et des notables coutumiers, par familles, sur imprimés dits : "cahiers de recensement", d'un modèle uniforme pour chaque territoire.

Le recensement de chaque canton aura lieu au moins tous les quatre ans.

ART. 21 - Seront inscrits sur les cahiers de recensement tous renseignements utiles permettant l'identification des personnes et portant sur la filiation, la date et le lieu de naissance, les mariages et les divorces.

Les tribunaux statuant en matière civile seront tenus de consulter, préalablement à leur décision, les cahiers de recensement dont les indications feront la loi jusqu'à preuve du contraire.

ART. 22 - Dans les centres soumis au régime des déclarations d'état civil obligatoires, ces recensements auront pour but de contrôler la réalité et la véracité des déclarations des assujettis et de rechercher les fraudes, les abstentions et les erreurs d'inscription.

Dans ces localités, les chefs de canton ou les fonctionnaires spécialement chargés de l'état civil tiendront à jour un double des cahiers de recensement au fur et à mesure des déclarations d'état civil.

ART. 23 - Dans les centres non soumis au régime des déclarations d'état civil obligatoires, il sera délivré à toute personne n'ayant pas fait l'objet d'une déclaration facultative d'état civil, et qui en fera la demande, un bulletin d'état civil portant toutes indications la concernant, contenues dans les cahiers de recensement.

Ce bulletin sera reconnu valable et suffisant chaque fois qu'un texte spécial n'exigera pas la production d'un acte d'état civil.

CHAPITRE VI

~~Des sanctions pour inexactitudes, omissions, retards, dans les déclarations d'état civil~~
et pour absences et fausses déclarations aux recensements

ART. 24 - Toute personne convaincue d'avoir formulé une assertion sciemment inexacte, à l'occasion d'une des déclarations de l'état civil prévues au présent arrêté, qu'elles soient obligatoires ou facultatives, ou à l'occasion d'un recensement, sera punie d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de un à 600 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 25 - Sera punie d'une amende de un à 300 francs toute personne qui, tenue aux termes de l'article 18 du présent arrêté, de faire obligatoirement les déclarations à l'état civil ; aura omis de les faire, ainsi que toute personne qui, sauf excuse valable, ne se sera pas présentée aux recensements prescrits par l'autorité administrative.

ART. 26 - Le présent arrêté sera mis en application le 1er janvier 1951.

ART. 27 - Toute disposition contraire au présent arrêté est abrogée.

ART. 28 - Les Gouverneurs des territoires, le Délégué du Gouvernement du Sénégal à Dakar et le Procureur général seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 16 août 1950

Pour le Haut Commissaire et par délégation :
Le Gouverneur, Secrétaire général p. i. ,

(é) CHAMBON.--

2 - Documents utilisés par l'état civil

2.1 - Les fiches

Les fiches utilisées sont rédigées en tenant compte des situations dans lesquelles se produisent les événements.

* Lorsque l'évènement intervient sous contrôle médical (naissance ou décès), les fiches émises sont les suivantes :

.../...

- pour une naissance ;

14

DECLARATION DE NAISSANCE

(à conserver en souche)

Nous, soussigné _____
 Sage-Femme _____
 Sage-Femme en chef de l'Hôpital de _____
 _____ déclarons avoir donné des soins à
 Madame _____
 demeurant _____
 qui est accouchée le _____ 19_____
 à _____ (heure exacte, d'un enfant
 du sexe _____ né _____

A _____, le _____ 19____

REPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA

DECLARATION DE NAISSANCE

(à remettre au déclarant)

Nous, soussigné _____ Sage-Femme
 Sage-Femme en chef de l'Hôpital de _____
 _____ déclarons avoir donné des soins à Madame _____
 _____ demeurant _____ qui est
 accouchée le _____ 19____ à _____ (heure exacte),
 d'un enfant du sexe _____, né _____

A _____, le _____ 19____

REPUBLICQUE DE HAUTE-VOLTA

DECLARATION DE D E C E S

(à conserver en souche)

AMBULANCE D _____

Médecin traitant :

Nom d décédé _____

fil de _____ et de _____

né le _____ à _____

canton d _____ département d _____

entré à la dite ambulance le _____ décédé

le _____ à _____ heures, des suites

de _____

A _____ le _____ 19__

Le Médecin traitant,

Vu :

Le Médecin-Chef,

REPUBLICQUE DE HAUTE-VOLTA

DECLARATION DE DECES

(à remettre au déclarant)

AMBULANCE D _____

Médecin traitant :

Nom d décédé _____

fil de _____ et de _____

né le _____ à _____

canton d _____ département d _____

entré à la dite ambulance le _____ décédé

le _____ à _____ heures, des suites

de _____

A _____ le _____ 19__

Le Médecin traitant,

Vu :

Le Médecin-Chef,

* Lorsque l'évènement intervient à domicile c'est-à-dire hors du contrôle médical, on procède de la manière indiquée ci-dessous :

- pour une naissance, le centre d'état civil reçoit du déclarant accompagné de deux témoins une déclaration verbale si l'évènement s'est produit dans un centre urbain ; dans le cas d'un centre rural, le déclarant est accompagné du chef de village ;

- pour un décès, le déclarant est tenu de faire constater le décès par le Service d'hygiène qui lui émet une fiche appelée "constatation de décès" ; c'est la formule utilisée dans un centre urbain ; pour un centre rural, ce sera encore une déclaration verbale du déclarant assisté du chef de village. La constatation de décès se présente comme suit :

<hr/>	
REPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA	
<hr/>	
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	CONSTATATION DE DECES
<hr/>	<hr/>
HOPITAL YALGADO OUEDRAOGO	(à remettre au déclarant)
<hr/>	

Je soussigné, _____ certifie
avoir examiné le corps de _____
décédé à l'Hôpital le _____ heures
des suites de _____

Ouagadougou, le _____ 19____

Le Médecin,

* Enfin, lorsque l'évènement pour lequel le contrôle médical n'intervient pas, tel un mariage, a lieu, une "demande de mariage" est remplie et déposée par les intéressés au centre d'état civil.

.../...

Cette demande se présente comme suit :

REPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA

UNITE - TRAVAIL - JUSTICE

COMMUNE DE OUAGADOUGOU

DEMANDE DE MARIAGE N° _____

EPOUX :

Nom et Prénoms _____

Né le (vers) _____ à _____

Profession _____ domicilié à _____

Fils de _____ et de _____

Date du mariage _____ Lieu du Mariage _____

Coutume _____

Dot du Mariage _____

Date de la déclaration _____

EPOUSE :

Nom et Prénoms _____

Née le (vers) _____ à _____

Profession _____ domiciliée à _____

Fille de _____ et de _____

TEMOINS :

1° _____ âge _____ Profession _____

_____ domicilié _____

2° _____ âge _____ Profession _____

_____ domicilié à _____

Dispositions Spéciales : _____

Fait à OUAGADOUGOU, le _____ 197_____

Signature des déclarants,

Le souche et le volet n° 2 portent le même titre de "déclaration de naissance" et uniformément les mêmes caractéristiques que le volet n° 1 dit "extrait de naissance" qui est remis au déclarant. Cette remarque est valable pour les deux autres genres d'actes (décès et mariage).

Dans le cas où la naissance est déclarée hors du délai légal (2 mois), le dernier recours est celui d'un jugement supplétif émis par un tribunal. Une fiche de renseignements est remplie par le déclarant ; elle est libellée comme suit :

COMMUNE DE	JUGEMENT SUPPLETIF DE NAISSANCE
OUAGADOUGOU	(Fiche de Renseignements)
TRIBUNAL DE 1° DEGRE	
Nom	
Prénoms	Sexe
Père	
Mère	
Date de naissance	
	(Quartier
Lieu Naissance) Village	
	(Canton
Domicile	
Profession	
Coutume	
TEMOINS :	
1er témoin	fils de
	et de né en
	à, profession
	Domicile à
2ème témoin	fils de
	et de né en
	à, profession
	Domicile à
OUAGADOUGOU, le 19.....	
Visa du Président,	

Le tribunal siège en audience publique et émet le jugement selon le modèle de la fiche ci-dessous que nous appelons "J.S" et qui est utilisée pour chacun des trois événements (naissance, décès, mariage).

.../...

Jugement n° _____

supplétif d'acte

de _____

concernant :

TRIBUNAL DU _____ e DEGRE DU _____

COMPOSITION

Président _____

1er Assesseur _____

2e Assesseur _____

Secrétaire _____

Interprète _____

AUDIENCE PUBLIQUE DU _____

MATIERE CIVILE

Demandeur :

Nom _____, coutume _____

Fils de _____, coutume _____

Et de _____, coutume _____

Né à _____, le _____

Profession _____, Domicilié à : _____

comparaissant en personne

représenté par _____

Nom _____, coutume _____

Agé de _____ ans, profession _____

Domicilié à _____

Objet de la demande :

Requête (1) écrite en date du _____
verbale

tendant à l'établissement d'un jugement supplétif d'acte de

Témoins :

	1er	2e	3e	4e
Nom	_____	_____	_____	_____
Coutume	_____	_____	_____	_____
Fils de	_____	_____	_____	_____
Et de	_____	_____	_____	_____
Age	_____	_____	_____	_____
Profession	_____	_____	_____	_____
Domicile	_____	_____	_____	_____

Pièces fournies

Serment prêté selon la coutume et avertis des sanctions qu'en-
tendus sans serment, traîne le faux
témoignage.

Les témoins ont déclaré :

(1) rayer les 1er Témoin _____
mentions inutiles 2e Témoin _____

3e Témoin _____

4e Témoin _____

Après délibération, le Tribunal a rendu le jugement suivant :

LE TRIBUNAL,

Vu la requête de _____

Vu l'arrêté n° 4 602 du 16 août 1950, réglementant l'Etat Civil des personnes régies par les coutumes locales, modifié par arrêté n° 8 948 A.P. du 8 décembre 1953 par arrêté n° 92 A.P.I. du 8 janvier 1955.

Attendu qu'il résulte de l'enquête à laquelle il a été précédé la preuve en la dite requête.

Déclare que _____ coutume _____

Profession _____ domicile _____

est né _____

à _____

le _____

de _____

coutume _____

profession _____

domicile _____

et de _____

coutume _____

profession _____

domicile _____

né à _____

le _____

fils de _____

et de _____

est décédé _____

à _____

le _____

né à _____

le _____

fils de _____

et de _____

a contracté mariage suivant

la coutume _____

à _____

le _____

avec _____

coutume _____

né à _____

fils de _____

et de _____

profession _____

domicile _____

Ordonne que le présent jugement tiendra lieu d'acte de _____ sera transcrit sur les registres de l'Etat Civil des personnes régies par les coutumes locales de la Subdivision de _____ pour l'année courante et que mention en sera portée en marge (ou au dos) de l'acte le plus rapproché en date dans le registre de l'année _____ tant sur l'exemplaire conservé à la Subdivision que sur l'exemplaire déposé au Greffe de la Justice de Paix à Compétence Etendue de _____ (ou du Tribunal de Première Instance de _____)

Fait à _____, les jour, mois, an que dessus.

Le Secrétaire,

Le Président,

Ce jugement supplétif est transmis, en deux exemplaires, à l'état civil pour transcription dans les registres de l'état civil des naissances de l'année en cours. Mention de cette transcription est portée sur le jugement supplétif qui devient un acte authentique dont l'un des deux exemplaires est remis au déclarant et l'autre conservé par l'état civil.

.../...

On peut aussi lui remettre un document simplifié appelé "transcription du jugement supplétif d'acte de naissance". Celui-ci est formulé comme suit :

N° _____/

Transcription du jugement supplétif
d'acte de naissance

de _____

Le Tribunal du premier degré de la Commune de
Ouagadougou par jugement N° _____ en date du _____
_____ déclare que le nommé _____
_____ de sexe _____ habitant de _____
_____ est né à _____
le _____
fil _____ de _____ coutume _____
profession _____ et de _____
_____ coutume _____

Transcrit le _____ mil neuf cent _____
_____ par Nous _____

.../...

- Pour un décès, l'acte est libellé comme suit :

CERCLE DE _____
 SUBDIVISION DE _____
 CENTRE DE _____
 VOLLET N° 2 n° _____

CERCLE DE _____
 SUBDIVISION DE _____
 CENTRE DE _____
 SOUCHE N° _____

DECLARATION DE DECES
 (à remettre trimestriellement au centre
 principal d'état civil)

Je soussigné, _____

Fonction _____

Certifie avoir reçu la déclaration de décès de :

Noms du défunt _____

Sexe _____

Date de la naissance _____

Lieu de la naissance _____

Noms ... (Père _____
) Mère _____

Célibataire _____

Marié _____

Profession _____

Domicile _____

Nom et domicile du déclarant _____

Date du décès _____

Lieu du décès _____

Date de la déclaration _____

Signature de l'agent chargé de l'état civil _____ Signature du déclarant _____

Signature de l'interprète,

EXTRAIT DE DECES
 (à remettre au déclarant)

Je soussigné, _____

Fonction _____

Certifie avoir reçu la déclaration de décès de :

Noms du défunt _____

Sexe _____

Date de la naissance _____

Lieu de la naissance _____

Noms .. (Père _____
) Mère _____

Célibataire _____

Marié _____

Profession _____

Domicile _____

Nom et domicile du déclarant _____

Date du décès _____

Lieu du décès _____

Date de la déclaration _____

Signature de l'agent chargé de l'état civil _____ Signature du déclarant, _____

Signature de l'interprète,

L'enregistrement de l'acte de décès permet celui d'un "permis d'inhumer" valable uniquement pour un centre urbain. Dans ce cas, le déclarant reçoit les deux documents en même temps ; mais dans la pratique, le permis d'inhumer est délivré sur-le-champ tandis que l'acte proprement dit n'est apprêté que quelques jours après.

MAIRIE DE OUAGADOUGOU
BUREAU DE L'ETAT CIVIL

PERMIS D'INHUMER

N° _____

(à conserver en souche)

Nom du défunt :

Filiation :

Date du décès :

Lieu :

Ouagadougou, le _____ 19____
P. le Maire et P.O.

MAIRIE DE OUAGADOUGOU
BUREAU DE L'ETAT CIVIL

PERMIS D'INHUMER

(à remettre au déclarant)

Nousssigné, Maire, Officier de l'Etat Civil de la
Commune de Ouagadougou,

Vu la déclaration faite en notre Mairie du décès de

_____ domicilié _____
âgé de _____ veuf (ou veuve) de _____ décédé
dans notre Commune le _____ à _____ heures
du _____

Vu le Certificat de décès établi par le Docteur

Vu l'article 77 du Code Civil et l'article 1er du
décret du 31 décembre 1941

Vu la loi du 5 avril 1884 ;

Autorisons l'inhumation de _____
défunt (ou défunte) ci-dessus désigné

L'inhumation ne pourra avoir lieu avant le _____
à _____ heures

Fait à Ouagadougou, le _____ 19____
P. le Maire et P.O.

Si le décès a été déclaré hors du délai légal (2 mois), il faut alors recourir à un jugement supplétif. Pour cela, une fiche de renseignements est remplie par le déclarant ; elle se présente comme suit :

COMMUNE DE
OUAGADOUGOU

JUGEMENT SUPPLETIF DE DECES
(Fiche de Renseignements)

TRIBUNAL 1^o DEGRE

Nom _____

Prénoms _____

Père _____

Mère _____

Date de Naissance _____

Lieu de Naissance : Quartier _____

Village _____

Canton _____

Domicile _____

Profession _____

Coutume _____

DATE DE DECES _____

LIEU DE DECES : Quartier _____

Village _____

Canton _____

TEMOINS

1^{er} témoin _____ fils de _____

_____ et de _____ né en _____

à _____ profession _____

_____ domicilié à _____

2^o témoin _____ fils de _____

_____ et de _____

né en _____ à _____

Profession _____

_____ domicilié à _____

OUAGADOUGOU, le _____ 19 _____

Visa du Président,

.../...

Au vu de cette fiche, le tribunal tient son audience publique et délivre le document "J.S" dont le modèle est reproduit plus haut dans le cas d'une naissance. Ce document "J.S" est transmis au centre d'état civil qui procède à la transcription du jugement supplétif dans les registres d'état civil de décès de l'année en cours.

Le déclarant reçoit alors le document authentique suivant qui tient lieu d'acte de décès :

N° _____/	Transcription du jugement supplétif d'acte de décès
de _____ _____	<p>Le Tribunal du premier degré de la Commune de Ouagadougou</p> <p>par jugement N° _____ en date du _____</p> <p>_____ déclare que l nommé _____</p> <p>_____ de sexe _____ né à _____</p> <p>_____ le _____</p> <p>habitant à _____ profession _____</p> <p>fil _____ de _____ profession _____</p> <p>et de _____ profession _____</p> <p>est décédé à _____ le _____</p> <p>mil neuf cent _____</p> <p>Transcrit le _____ mil neuf cent _____</p> <p>_____ par Nous _____</p> <p>_____</p>

.../...

- Pour un mariage, l'acte est formulé selon le modèle

ci-dessous :

VOLET N° 2	N° _____
DECLARATION DE MARIAGE (à remettre au parquet)	
REPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA	
Commune de Ouagadougou	
Centre de _____	
Je soussigné, _____	
Fonction _____	
Certifie avoir reçu la déclaration de mariage de :	
Nom du mari _____	
Filiation ...	{ Nom du père _____ Nom de la mère _____
Domicile _____	
Nom de la femme _____	
Filiation ...	{ Nom du père _____ Nom de la mère _____
Domicile _____	
Célébré à _____	
Témoins	{ _____ _____ _____
Coutume _____	
Dot	{ _____ _____ _____
Dispositions spéciales _____	
Nom et domicile des déclarants _____	
Date du mariage _____	
Date de la déclaration _____	
Signature de l'Agent chargé de l'état civil, Signature du déclarant,	

Signature de l'interprète,

VOLET N° 1	N° _____
DECLARATION DE MARIAGE (à remettre aux intéressés)	
REPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA	
Commune de Ouagadougou	
Centre de _____	
Je soussigné _____	
Fonction _____	
Certifie avoir reçu la déclaration de mariage de :	
Nom du mari _____	
Filiation	{ Nom du père _____ Nom de la mère _____
Domicile _____	
Nom de la femme _____	
Filiation	{ Nom du père _____ Nom de la mère _____
Domicile _____	
Célébré à _____	
Témoins..	{ _____ _____ _____
Coutume _____	
Dot	{ _____ _____ _____
Dispositions spéciales _____	
Nom et domicile des déclarants _____	
Date du mariage _____	
Date de la déclaration _____	
Signature de l'Agent chargé de l'état civil, Signature du déclarant,	

Signature de l'interprète,

.../...

COMMUNE DE
OUAGADOUGOU
TRIBUNAL DU 1er DEGRE

JUGEMENT SUPPLETIF
DE MARIAGE
(Fiche Renseignements)

- Nom _____
Prénoms _____
Père _____
Mère _____
Date de naissance _____

Lieu de naissance .. (Quartier
) Village
 (Canton

Domicile
Profession
Coutume

- Nom _____
Prénoms _____
Père _____
Mère _____
Date de naissance _____

Lieu de naissance ... (Quartier
Village
Canton

Domicile
Profession
Coutume

- (Quartier
) Village
) Canton

4. Date de Mariage

5. Coutume et Dot

- 1er témoin _____ fils de _____
et de _____ né en _____ à _____
Profession _____
domicilié à _____

2e témoin _____ fils de _____
et de _____ né en _____ à _____
Profession _____
domicilié à _____

OUAGADOUGOU, le 19
Visa du Président.

.....

Au vu de cette fiche, le tribunal émet le jugement supplétif selon la formule de la fiche "J.S" reproduite plus haut dans le cas d'une naissance déclarée hors délai légal.

Cette fiche "J.S" est remise au centre d'état civil intéressé qui procède à sa transcription dans les registres de l'état civil. Le document suivant est alors remis aux intéressés pour tenir lieu d'acte de mariage.

N° _____/	Transcription du jugement supplétif
	d'acte de Mariage
de _____	Le Tribunal du premier degré de la Commune
et de _____	de Ouagadougou par jugement N° _____ en date
	du _____
	déclare que le nommé _____
	né à _____ le _____
	_____ profession _____
	fils de _____ et de _____
	_____ habitant à _____
	et _____
	née à _____ le _____
	_____ profession _____
	fille de _____ et de _____
	_____ habitant à _____
	ont contracté mariage suivant la coutume _____
	le _____
	Transcrit le _____ mil neuf cent
	_____ par Nous _____

.../...

2.3 - Les copies, extraits et bulletins d'actes (ou de jugements supplétifs).

Les définitions des termes, copie, extrait et bulletins, sont données dans le document principal "La Situation de l'Etat Civil dans les Pays de l'OCAM" à la page 113.

- Dans le cas d'une naissance, nous présentons successivement, un extrait d'acte et un extrait de jugement supplétif :

REPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA
UNITE - TRAVAIL - JUSTICE

VILLE DE OUAGADOUGOU

CENTRE D'ETAT CIVIL

ETAT CIVIL

EXTRAIT DU REGISTRE DES NAISSANCES
DE LA VILLE DE OUAGADOUGOU

N° _____ du _____

Le

_____ à _____ heures _____

est né _____

du sexe _____

de _____

et de _____

domicilié à _____

MENTION MARGINALE

Certifié le présent extrait conforme aux indications
portées au registre, et délivré en Mairie, le _____

L'Officier de l'Etat Civil,

.../...

VILLE DE OUAGADOUGOU

REPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA
UNITE - TRAVAIL - JUSTICE

N° _____

Transcription du jugement
supplétif d'acte de
NAISSANCE

E X T R A I T

de _____

du registre des actes de l'Etat Civil de la
Commune de Ouagadougou pour l'année 19_____

Le Tribunal du premier degré de la Commune de
Ouagadougou par jugement n° _____ en date du
_____ déclare que le nommé _____
_____ de sexe _____ habitant de _____
_____ est né à _____
le _____
fil de _____ coutume _____
profession _____

Transcrit le _____ mil neuf cent
_____ par nous _____

Mentions _____

Signé

Certifié la présente copie conforme aux indi-
cations portées au registre et délivré en mairie
le _____

L'Officier de l'Etat Civil

.../...

- Dans le cas d'un décès, nous reproduisons successivement, un bulletin d'acte de décès dit "bulletin de décès" et une copie de jugement supplétif ;

REPUBLIQUE

DE

HAUTE-VOLTA

COMMUNE DE

OUAGADOUGOU

BULLETIN DE DECES N° _____

ETAT-CIVIL

Nom _____

Prénoms _____

Décédé le _____

Inscrit le _____

Fils de _____ profession _____

et de _____ profession _____

Demeurant à _____

Cachet de la MAIRIE, Délivré à _____, le _____ 19__

L'Officier de l'Etat Civil,

.../...

VILLE DE OUAGADOUGOU

REPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA
UNITE - TRAVAIL - JUSTICE

N° _____

Transcription du jugement
supplétif d'acte de

C O P I E

DECES

du registre des actes de l'Etat Civil de la
Commune de Ouagadougou pour l'année 19____de _____

Le Tribunal du premier degré de la Commune
de Ouagadougou par jugement n° _____
en date du _____ déclare que l
nommé _____ de sexe _____
né _____ le _____
habitant à _____ Profession _____
fil de _____ Profession _____
et de _____ Profession _____
est décédé à _____ le _____
mil neuf cent _____

Transcrit le _____ mil neuf cent _____

_____ par Nous _____

Signé

Certifié la présente copie conforme aux indi-
cations portées au registre et délivrée en mairie
le _____

Pour le Maire et par délégation,

.../...

- Dans le cas d'un mariage, nous indiquons successivement un bulletin de mariage tiré d'un acte et un extrait de jugement supplétif ;

REPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA

UNITE - TRAVAIL - JUSTICE

COMMUNE DE OUAGADOUGOU

BULLETIN DE MARIAGE

ETAT CIVIL

Mariage célébré le _____ à _____

entre : 1° (1) _____

et 2° (2) _____

(Déclaration n° _____ du _____)

_____, le _____ 19____

L'Officier de l'Etat Civil,

1. Nom, prénoms, âge, profession et
domicile du mari.

2. Nom, prénoms, âge, profession et
domicile de la femme.

.../...

VILLE DE OUAGADOUGOU

REPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA

UNITE - TRAVAIL - JUSTICE

N°

Transcription du jugement
supplétif d'acte de
MARIAGE

de

et de

Mentions

E X T R A I T

du registre des actes de l'Etat Civil de la
Commune de Ouagadougou pour l'année 19

Le Tribunal du premier degré de la Commune
de Ouagadougou par jugement n°

en date du

déclare que le nommé

né à le

profession

fils de et de

habitant à

et

née à le

profession

fille de et de

habitant à

ont contracté mariage suivant la coutume

le

Transcrit le mil neuf cent

par nous

Signé

Certifié la présente copie conforme aux indi-
cations portées au registre et délivrée en Mairie
le

L'Officier de l'Etat Civil,

2.4 - Les états récapitulatifs d'actes(ou de jugements supplétifs)

Chaque centre d'état civil établit un état trimestriel des actes et des jugements supplétifs qu'il a enregistrés au cours de la période concernée. Les actes proprement dits et les jugements supplétifs sont récapitulés sans distinction. Il est donc difficile, sans revenir aux registres de déterminer les actes proprement dits par rapport aux jugements supplétifs, à partir de l'état trimestriel uniquement.

Cet état trimestriel permet d'autre part de disposer d'un détail concernant les naissances réparties par sexe et les décès classés suivant l'année de naissance de décès.

Cet état trimestriel se présente comme suit :

.../...

REPUBLIQUE DE
HAUTE-VOLTA

ETAT TRIMESTRIEL

des Actes d'Etat Civil Enregistrés

CERCLE de _____

Répartition des Naissances et des Décès du Centre _____

SUBDIVISION de _____

Numéro du registre des Naissances :

(du premier acte du trimestre :
du dernier acte du trimestre :

ANNEE 19 _____

Numéro du registre des Décès :

(du premier acte du trimestre :
du dernier acte du trimestre :

_____ TRIMESTRE

Numéro du registre des Mariages :

(du premier acte du trimestre :
du dernier acte du trimestre :

S E X E	NAISSANCES	DECES suivant l'année de Naissance des DECES								ENSEMBLE
		195	195	195	195	193 à 195 inclus	191 à 193	avant 191	année inconnue	
MASCULIN										
FEMININ										
NON INDIQUE										
ENSEMBLE										

07 - MADAGASCAR

Texte législatif en vigueur

LOI N° 61 025

relativo aux actes de l'Etat Civil

L'ASSEMBLEE NATIONALE et le SENAT ont délibéré ;

L'ASSEMBLEE NATIONALE, application faite de l'article 39, alinéa 4 de la Constitution, a adopté définitivement, en sa séance du 2 octobre 1961 la LOI dont la teneur suit :

ARTICLE 1er - L'état civil des citoyens ne peut être établi et prouvé que par les actes dits de l'état civil, dressés en la forme ci-après déterminée et, exceptionnuellement, par des jugements supplétifs ou rectificatifs d'état civil.

CHAPITRE 1er

DES OFFICIERS DE L'ETAT CIVIL

ART. 2 - Les officiers de l'état civil sont seuls compétents pour recevoir et conserver les actes de l'état civil auxquels ils confèrent l'authenticité.

ART. 3 - L'officier de l'état civil est chargé :

- 1°- de recevoir les déclarations des naissances et d'en dresser acte ;
- 2°- de recevoir concurremment avec les notaires et les officiers publics authenticateurs, les reconnaissances d'enfants nés hors mariage et d'en dresser acte ; (Loi N° 66-017) ;
- 3°- de célébrer les mariages et d'en dresser acte ;
- 4°- de recevoir les déclarations des décès et d'en dresser acte ;
- 5°- de recevoir des actes d'adoption et de rejet ;
- 6°- de tenir les registres de l'état civil, c'est-à-dire :
 - inscrire tous les actes qu'il a reçus ;
 - transcrire certains actes reçus par d'autres officiers publics ;
 - transcrire divers jugements, tels que les jugements de divorce et ceux qui ordonnent la rectification d'un acte de l'état civil ou l'insertion d'actes omis ;
- apposer les mentions qui doivent, d'après la Loi, être faites en marge d'actes de l'état civil déjà inscrits ou transcrits.
- 7°- de veiller à la conservation des registres courants et de ceux des années antérieures déposés aux archives du centre de l'état civil et de délivrer

.../...

à ceux qui ont le droit de les requérir des copies ou extraits des actes figurant sur les registres ;

3°- de recevoir, concurremment avec les notaires, et les officiers publics authenticateurs, les déclarations des personnes autres que les époux dont le consentement est requis pour la validité du mariage (Loi N° 66-017).

ART. 4 - Les officiers de l'état civil n'ont qualité pour recevoir les déclarations et dresser des actes que dans les limites de leur circonscription.

ART. 5 - Ils ne peuvent intervenir au même acte en qualité d'officier de l'état civil et à un autre titre.

ART. 6 - Sauf en matière de mariage, où ils doivent s'assurer que les futurs époux réunissent les conditions légales, et célèbrent leur union au nom de la Loi, les officiers de l'état civil se bornent à enregistrer les faits qu'ils ont mission de constater et les déclarations qui leur sont faites conformément à la loi; ils ne peuvent ni refuser de dresser un acte prévu par la Loi, ni le dresser contrairement aux déclarations des comparants, ni dresser d'office un de ces actes.

ART. 7 - Les officiers de l'état civil exercent leurs fonctions sous leur responsabilité et le contrôle des autorités judiciaires. En cas de difficultés graves, il leur appartient de provoquer les avis et instructions du Parquet.

ART. 8 - Les officiers de l'état civil et dépositaires des registres sont civilement responsables des fautes et négligences commises à l'occasion ou dans l'exercice de leurs fonctions sans préjudice, le cas échéant, de poursuites pénales ou disciplinaires.

Il en sera de même pour les dépositaires des registres en cas d'altérations, même commises par les tiers, sauf le recours contre ceux-ci.

ART. 9 - En aucun cas la responsabilité de la puissance publique ne pourra être engagée pour faute de l'officier de l'état civil.

ART. 10 - Le Procureur de la République près le tribunal de première instance ou le magistrat par lui délégué est spécialement chargé de la surveillance du service de l'état civil dans le ressort de son tribunal ; il doit vérifier la tenue des registres, leur conservation et dresser tous les ans un procès-verbal sommaire des vérifications faites par lui ; il dressera procès-verbal des contraventions et délits commis par les officiers de l'état civil et en poursuivra la répression ; il a le droit de correspondance directe avec les officiers de l'état civil.

.../...

CHAPITRE II
DES REGISTRES DE L'ETAT CIVIL

ART. 11 nouveau - Dans chaque Centre d'état civil, il est tenu en double exemplaire des registres distincts :

- a)- pour les naissances et reconnaissances
- b)- pour les décès
- c)- pour les mariages
- d)- pour les adoptions et les rejets
- e)- pour les changements de noms.

Toutefois, le Ministre de la Justice pourra, par arrêté, autoriser certains centres d'état civil à tenir en double exemplaire un registre commun à tous les actes (Loi N° 66-017).

ART. 12 - Les registres sont ouverts au 1er janvier et clos au 31 décembre de chaque année.

Ils sont conformes aux modèles établis par arrêtés du Ministre de la Justice.

Dans la marge sont portées, avec l'indication des numéros et dates des actes, de leur nature et des noms des parties, les mentions prescrites par la loi.

Chaque exemplaire sera coté et paraphé par le Président du tribunal ou un magistrat par lui délégué.

L'année écoulée, les registres sont clos et arrêtés immédiatement après le dernier acte.

A la suite de la mention de clôture, il est dressé par l'officier de l'état civil, sur chaque registre, une table alphabétique des actes qui y sont contenus, conforme au modèle établi par le Ministère de la Justice.

Des deux exemplaires des registres, l'un est conservé au centre de l'état civil, l'autre est transmis au greffe du tribunal de première instance.

ART. 13 - Les actes seront inscrits sur les registres, de suite, sans aucun blanc. Les ratures seront approuvées et les renvois paraphés par tous les signataires de l'acte. Il n'y sera rien écrit par abréviation, et aucune date n'y sera mise en chiffres.

Les déclarations sont inscrites sans aucun blanc dans le corps de l'acte ; en conséquence, les divers alinéas des actes seront réunis entre eux par un trait de plume.

.../...

ART. 14 - Les procurations et autres pièces présentées pour l'établissement des actes de l'état civil seront annexées à celui des registres dont le dépôt doit avoir lieu au greffe du tribunal après qu'elles auront été paraphées par la personne qui les aura produites et par l'officier de l'état civil.

ART. 15 - Il sera établi tous les cinq ans un relevé des tables annuelles. Ces relevés qui porteront le nom de "Tables quinquennales" seront dressés par l'officier de l'état civil dans les mêmes formes que les tables annuelles et comporteront les mêmes mentions. Les tables quinquennales seront établies en trois exemplaires, dont l'un sera joint aux registres conservés au centre d'état civil, l'autre déposé au greffe du tribunal de première instance et le troisième aux archives du ministère de la Justice.

ART. 16 - Les tables quinquennales seront établies dans l'ordre alphabétique par année, mais par catégorie d'actes et séparément pour les naissances, pour les mariages, pour les décès, pour les adoptions, pour les rejets, les changements de nom et pour les reconnaissances et légitimations.

ART. 17 - Les registres de l'état civil ne peuvent être communiqués au public, mais le procureur de la République et le président du tribunal ainsi que certaines autorités administratives déterminées par décret peuvent en requérir communication.

ART. 18 - Si apparaît au procureur de la République au cours de sa vérification annuelle, que certains actes defectueux doivent être rectifiés, il saisit à cette fin la juridiction civile compétente qui ordonnera les rectifications nécessaires.

CHAPITRE III

REGLES COMMUNES A TOUS LES ACTES D'ETAT CIVIL

ART. 19 - Les actes de l'état civil énoncent l'année, le jour et l'heure où ils sont reçus, les prénoms et le nom de l'officier de l'état civil, les prénoms, nom, profession, domicile et, si possible, les dates et lieux de naissance de tous ceux qui y sont dénommés.

ART. 20 - Les fausses déclarations faites à un officier d'état civil rendent leurs auteurs passibles des peines prévues par le code pénal notamment des peines du faux en écriture authentique.

ART. 21 - Les témoins choisis par les parties certifient l'individualité de celles-ci et la conformité de l'acte avec leurs déclarations. Ces témoins devront être âgés de 21 ans au moins, parents ou non des déclarants, sans distinction de sexe.

.../...

ART. 22 - L'officier de l'état civil donne lecture des actes aux comparants et aux témoins. Il est fait mention dans les actes de l'accomplissement de cette formalité.

ART. 23 - Les déclarations sont reçues :

- pour les naissances, par l'officier de l'état civil du lieu de la naissance ;
- pour les décès, par celui du lieu du décès ;
- pour les mariages, par celui du lieu de la célébration ;
- pour les adoptions et les rejets, par celui de la résidence habituelle de l'adoptant ou du rejetant ;
- pour les reconnaissances, par celui de la résidence habituelle de la personne qui reconnaît l'enfant (Loi N° 66-017) ;
- pour les changements de nom par celui de la résidence habituelle du requérant.

CHAPITRE IV

DES REGLES PROPRES A CHAQUE CATEGORIE D'ACTES D'ETAT CIVIL

SECTION I

- Des actes de naissances -

ART. 24 - Les déclarations de naissance doivent être faites dans les douze jours de la naissance.

ART. 25 - L'acte de naissance doit énoncer le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant et les nom et prénoms qui lui sont donnés, les nom, prénoms, âge, lieu de naissance, profession et résidence habituelle des père et mère et, s'il y a lieu, les nom, prénoms, profession et résidence habituelle du déclarant.

ART. 26 - Les déclarations de naissance doivent émaner du père ou de la mère, de l'un des ascendants ou des plus proches parents ou de toute personne ayant assisté à la naissance ou encore lorsque la mère sera accouchée hors de son domicile, de la personne chez qui elle sera accouchée.

En ce qui concerne les accouchements auxquels ont assisté les médecins et sages-femmes ceux-ci sont tenus, dans les délais fixés à l'article 24, de faire parvenir à l'officier de l'état civil du lieu de l'accouchement, une attestation indiquant que la naissance de l'enfant est survenue tel jour à tel endroit déterminé.

.. /...

ART. 27 - L'acte de naissance est rédigé immédiatement et signé du déclarant et de l'officier de l'état civil ; ce dernier peut faire contrôler la sincérité de la déclaration par un médecin ou par une sage-femme.

ART. 28 - Toute personne qui aura trouvé un enfant nouveau-né est tenue d'en faire dans le délai fixé à l'article 24 la déclaration à l'officier de l'état civil du lieu de la découverte. Elle lui remet les vêtements et autres effets trouvés avec l'enfant et déclare toutes les circonstances du temps et du lieu où il aura été trouvé.

Il en est dressé un procès-verbal détaillé qui énonce l'âge apparent de l'enfant, son sexe, les noms qui seront donnés, l'autorité civile à laquelle il sera remis. Ce procès-verbal est inscrit à sa date sur les registres, l'officier de l'état civil établit en outre un acte de naissance de l'enfant.

ART. 29 nouveau - Dans un acte de naissance d'enfant né hors mariage, la déclaration indiquant le nom du père ne vaut comme reconnaissance que si elle émane du père lui-même, ou de son fondé de pouvoir par procuration spéciale authentique ou authentifiée (Loi N° 66-017).

SECTION II

- Des actes de décès -

ART. 30 - Tout acte de décès mentionnera :

- 1°- la date, l'heure et le lieu du décès ;
- 2°- les nom, prénoms, sexe, date et lieu de naissance (âge approximatif quand la date de naissance ne peut être indiquée), profession et domicile du décédé.
- 3°- les nom, prénoms, profession et domicile de ses père et mère ;
- 4°- les nom, prénoms de l'époux, si la personne décédée est mariée ;
- 5°- s'il y a lieu, les nom, prénoms, âge, profession et domicile du déclarant et, le cas échéant, soit son degré de parenté avec le défunt, soit la circonstance qu'il a assisté au décès.

ART. 31 - Les décès doivent être déclarés soit par le conjoint survivant, soit par les ascendants et descendants, ou l'un des plus proches parents, ou par une personne ayant assisté au décès, ou par un médecin appelé à constater le décès.

Tout agent de l'autorité qui, dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions est amené à constater un décès, est tenu d'envoyer dans les trois jours

à l'officier de l'état civil du lieu du décès tous les renseignements énoncés à l'article 30 en conformité duquel l'acte de décès sera rédigé. Tout hôtelier, transporteur public, directeur d'établissement public ou privé qui, dans ses fonctions ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions aura eu connaissance d'un décès, doit en aviser immédiatement soit l'officier de l'état civil du lieu du décès, soit l'autorité civile qui se chargera de faire la déclaration. Toute personne trouvant un cadavre doit en informer aussi l'autorité.

Toute déclaration de décès devra être faite dans les douze jours du décès.

ART. 32 - Il n'est donné sur les registres aucune indication des circonstances de la mort sauf si l'identité du cadavre reste inconnue.

ART. 33 - L'autorité chargée de la délivrance des permis d'inhumer recueillera les renseignements nécessaires à la déclaration et à l'établissement de l'acte de décès, renseignements qu'elle transmettra à l'officier d'état civil compétent.

SECTION III

- Des actes de mariage -

ART. 34 - En cas d'opposition à un mariage formulée par écrit ou verbalement, l'officier de l'état civil en dressera acte et renverra les parties à se pourvoir devant la juridiction civile.

ART. 35 - L'acte de mariage énoncera :

- 1°- les noms, prénoms, profession, âge, date et lieu de naissance, filiation et résidence des époux ;
- 2°- le consentement des parents, dans les conditions qui seront fixées par la loi relative au mariage ;
- 3°- la nationalité déclarée par les futurs époux sur l'interpellation à eux faite par l'officier de l'état civil ;
- 4°- la constatation par l'officier de l'état civil que les contractants ont déclaré ou accepté de se prendre pour époux ;
- 5°- les prénoms, noms, âges, profession et résidence habituelle des témoins.

SECTION IV

Des actes d'adoption

ART. 36 - L'acte d'adoption doit indiquer :

- 1°- les nom, prénoms, date et lieu de naissance (âge approximatif quand la date de naissance ne peut être indiquée), filiation, profession et résidence habituelle de l'adoptant ;
- 2°- les nom, prénoms, date et lieu de naissance (âge approximatif quand la date de naissance ne peut être indiquée), filiation, profession et résidence habituelle de l'adopté ;
- 3°- les noms, prénoms, âge, profession et résidence habituelle des témoins choisis de préférence parmi les membres de la famille de l'adoptant.

SECTION V

Des actes de rejet

ART. 37 - L'acte de rejet doit indiquer :

- 1°- les nom, prénoms, date et lieu de naissance, filiation, profession et résidence habituelle du rejetant ;
- 2°- les nom, prénoms, date et lieu de naissance, filiation, profession et résidence habituelle du rejeté ;
- 3°- la présence du rejeté ou à défaut la justification par le rejetant que le rejeté a été mis en demeure d'assister à l'établissement de l'acte de rejet ;
- 4°- les noms, prénoms, âges, profession et résidence habituelle des témoins choisis de préférence parmi les membres de la famille du rejetant.

SECTION VI

Des changements de nom

ART. 38 - L'individu qui désire changer de nom doit en faire, en présence de CINQ témoins, la déclaration à l'officier de l'état civil de sa résidence habituelle.

La déclaration ne sera reçue que s'il est produit, à son appui, une expédition de l'acte de naissance ou du jugement supplétif.

ART. 39 - La déclaration est inscrite sur le registre de l'acte de naissance de l'année en cours.

Elle doit énoncer les nom, prénoms, date et lieu de naissance, filiation, profession et résidence habituelle du comparant ; le nouveau nom qu'il entend désormais porter ; les noms, prénoms, âge, profession et domicile des témoins qui devront être de la même résidence.

Elle est signée de l'officier de l'état civil, du comparant ainsi que des témoins ; s'ils ne peuvent ou ne savent signer, il en sera fait mention.

.../...

ART. 40 - Le changement de nom est mentionné en marge de l'acte de naissance tant sur l'exemplaire conservé au centre d'état civil que sur celui conservé au greffe du tribunal. A cette fin, l'officier de l'état civil en donne avis au greffier.

Dans le cas où le changement de nom doit être mentionné sur le registre d'un autre centre, l'officier de l'état civil qui a reçu l'acte en donne avis à l'officier de l'état civil ou au greffier de la juridiction intéressée.

ART. 41 - Les copies des actes de naissance dont les intéressés ont changé de nom contiendront la reproduction textuelle de l'acte originellement dressé et porteront en marge la mention du changement de nom.

SECTION VII

Des actes de reconnaissances d'enfant né hors mariage

ART. 42 - L'acte de reconnaissance d'un enfant né hors mariage est inscrit sur les registres à sa date.

La formalité de la transcription d'un acte est effectuée à la diligence de l'officier public qui l'a reçu.

A cet effet, l'acte est signifié dans un délai de 15 jours à l'officier de l'état civil dépositaire de l'acte de naissance de l'enfant. Toutefois, la reconnaissance faite par testament peut n'être signifiée que dans un délai de 15 jours à compter du jour où l'officier public, rédacteur ou dépositaire du testament, a connaissance du décès.

La transcription est faite par les soins de l'officier de l'état civil dans un délai de 5 jours à compter de la signification, non compris les jours fériés.

Il est fait mention de l'acte de reconnaissance en marge de l'acte de naissance, s'il en existe un, et il en est donné avis, dans les trois jours, au greffier du tribunal du lieu de la naissance.

ART. 43 nouveau - Tout acte, tout jugement ou arrêt définitif établissant une filiation hors mariage est inscrit à sa date sur le registre des actes de naissance, à la requête de l'officier public qui a dressé l'acte ou du greffier de la juridiction qui a statué. Les actes contiendront les énonciations prévues à l'article 25 ci-dessus (Loi N° 66-017).

SECTION VIIIDes mentions marginales

ART. 44 nouveau - Il est fait mention d'office :

- en marge des actes de naissance : des actes de mariage, d'adoption simple, de rejet, de décès, de changement de nom, de reconnaissance, des jugements ou arrêts de divorce, d'annulation de mariage, de désaveu de paternité, des jugements ou arrêts établissant une filiation paternelle ou adoptive;
- en marge des actes d'adoption : des actes de rejet ;
- en marge des actes de mariage : des jugements de divorce et d'annulation de mariage (Loi N° 66-017).

Ces mentions sont faites, en ce qui concerne les registres de l'année en cours et les exemplaires des années écoulées conservés au centre d'état civil par l'officier de l'état civil et, en ce qui concerne les registres des années écoulées, conservés au greffe de la juridiction civile, par le greffier de tribunal. A cet effet, l'officier de l'état civil donne avis au greffier de l'acte ou jugement à mentionner.

Dans le cas où l'acte doit être mentionné sur les registres d'autres centres d'état civil, l'officier de l'état civil qui a reçu ledit acte en donne avis aux officiers de l'état civil et aux greffiers des tribunaux intéressés.

En ce qui concerne les divorces, l'officier de l'état civil sur les registres duquel a été effectuée la transcription du jugement, en fait mention en marge de l'acte de mariage et des actes de naissance des parties et donne avis du divorce à mentionner au greffier du tribunal compétent. Lorsque les actes de naissance n'auront pas été reçus dans son centre, l'officier d'état civil donnera avis à l'officier ou aux officiers de l'état civil où ces actes ont été reçus, ainsi qu'aux greffiers des tribunaux intéressés.

ART. 45 - Il sera fait en outre mention, en marge de l'acte rectifié, de tout jugement rectificatif y relatif.

De plus, tout jugement supplétif d'acte d'état civil fera l'objet d'une mention à la marge du registre correspondant à la nature de ce jugement, à la date à laquelle se produit le fait constaté par ce jugement supplétif.

ART. 46 - Les mentions marginales doivent être faites de manière succincte, mais doivent porter essentiellement l'indication de la date de l'acte dont est fait mention et les numéros de cet acte ainsi que la date à laquelle la mention marginale est apposée.

CHAPITRE V

DE LA RECONSTITUTION ET DE LA RECTIFICATION DES ACTES D'ETAT CIVIL

ART. 47 - Lorsque les registres qui contenaient un acte seront perdus ou détruits ou encore lorsque, pour une cause quelconque, un acte a été supprimé dans le registre qui le contenait, l'établissement ou la reconstitution de cet acte ou même du registre entier pourra être poursuivi dans les formes ci-après déterminées.

ART. 48 - L'établissement d'un tel acte ou la reconstitution de l'acte ou du registre ne peut être ordonné que par un jugement du tribunal civil de première instance ou de section du centre d'état civil intéressé. L'action est introduite soit par le ministère public, lequel en tous les cas peut agir d'office, soit par la personne que l'acte concerne ou par toute personne ayant, à l'établissement ou la reconstitution de l'acte un intérêt né et actuel.

ART. 49 - L'action est introduite par une simple requête écrite ; elle doit être communiquée au ministère public, elle doit contenir toutes les déclarations nécessaires à l'établissement ou à la reconstitution de l'acte et indiquer les raisons qui en ont empêché l'établissement ou qui motivent sa reconstitution.

ART. 50 - Le tribunal ordonne d'office toutes les mesures d'instruction qu'il juge nécessaires et la communication de toutes les pièces utiles ; il peut même ordonner la publication de la requête soit par voie d'affiche en certains lieux publics, soit même par extrait dans un journal local.

ART. 51 - Toute personne justifiant d'un intérêt né et actuel peut contredire à la requête par voie d'intervention ; le tribunal peut également ordonner d'office la mise en cause de toute personne lui paraissant avoir un tel intérêt ; le tribunal apprécie souverainement les preuves qui lui sont présentées ; la preuve testimoniale est admissible, mais les témoignages doivent être concordants et précis. L'enquête a lieu à l'audience publique et en présence de toutes personnes intéressées.

ART. 52 - Le jugement de première instance est susceptible d'appel devant la Cour, de la part du ministère public, de la partie que l'acte concerne et de toute personne ayant un intérêt né et actuel en la cause.

.../...

La voie de la tierce opposition est toujours ouverte à tout intéressé dans les conditions du droit commun.

ART. 53 - Le dispositif du jugement précisera sur quel registre et en marge de quels actes il devra être mentionné. L'inscription d'un tel jugement lorsqu'il est devenu définitif, est faite soit à la requête de la partie intéressée, soit à la requête du ministère public.

ART. 54 - Les règles qui précèdent sont également applicables aux jugements rectificatifs d'état civil, soit qu'il s'agisse d'énonciation erronée, soit qu'il s'agisse d'énonciations omises. Cependant, s'il s'agit d'une erreur simplement matérielle et évidente, sa rectification peut être ordonnée par voie de simple ordonnance, au pied d'une requête présentée soit par la partie intéressée, soit d'office par le ministère public.

ART. 55 - Si par suite d'un accident quelconque un exemplaire des deux registres d'état civil est altéré ou détruit, et si l'autre exemplaire est resté intact, ou si des intéressés peuvent produire des copies authentiques de l'acte disparu, la procédure ci-dessus peut être simplifiée et la reconstitution totale ou partielle du registre peut être prescrite par simple ordonnance du président du tribunal, rendue sur pied de requête ; cette requête peut émaner du ministère public, et si elle émane d'une partie, elle doit être communiquée pour avis au ministère public.

Il appartient au président du tribunal saisi d'une telle demande soit d'ordonner la reconstitution ou la rectification selon cette procédure simplifiée ou au contraire de renvoyer les parties à suivre la procédure prévue par les articles 49 et 50 ci-dessus.

L'ordonnance du président du tribunal statuant sur une telle requête peut être frappée soit d'opposition, soit d'appel par le ministère public ou par toute personne intéressée. Cette opposition ou cet appel sont portés devant la Cour d'appel.

Si l'ordonnance est devenue définitive, sa transcription au registre d'état civil sera faite conformément à ce qui est dit ci-dessus pour les jugements supplétifs ou rectificatifs.

CHAPITRE VI

DE LA PREUVE DES ACTES D'ETAT CIVIL

SECTION I

Des actes, copies et extraits d'état civil

.../...

ART. 56 - Les actes d'état civil et leurs copies intégrales sont des actes authentiques, à la condition d'être revêtus de la signature et du sceau de l'officier d'état civil compétent ; ces actes et copies intégrales font foi jusqu'à inscription de faux de ce que l'officier d'état civil a personnellement fait ou constaté et seulement jusqu'à preuve contraire de la vérité des déclarations reçues par lui.

Les ordonnances, jugements et arrêts intervenus en matière d'état civil sont opposables à tous, dans les mêmes conditions que les actes qu'ils rectifient ou complètent.

ART. 57 - Ont seuls le droit d'obtenir une copie d'acte d'état civil :

- 1°- les parties intéressées ;
- 2°- les autorités administratives et judiciaires déterminées par des textes spéciaux.

ART. 58 - Toute copie d'acte d'état civil doit être rigoureusement conforme à l'original de l'acte ; elle doit porter en outre toutes les mentions marginales figurant au registre ; elle est délivrée en langue malgache, mais l'intéressé peut requérir qu'il lui en soit en outre remis une copie, rigoureusement traduite d'après l'original, en langue française ; ces deux copies ont la même valeur probante.

En outre, la copie devra indiquer le nom de la personne à laquelle elle est délivrée.

ART. 59 - Les extraits des actes d'état civil sont des documents reproduisant seulement quelques énonciations essentielles d'un acte ; leur force probante est limitée aux énonciations qu'ils contiennent. Ces extraits peuvent être délivrés à toute personne qui en fait la demande, pourvu que mention soit faite de son identité.

SECTION II

Du livret de famille

ART. 60 - Au moment de l'enregistrement du mariage, il est remis gratuitement à l'époux un livret de famille portant l'indication de l'identité des époux, la date et le lieu de la célébration du mariage et le cas échéant, si un contrat a été dressé ou non. Cette première page est signée des conjoints et de l'officier de l'état civil. Sur les pages suivantes sont inscrits : les naissances et décès des enfants, les adoptions et rejets, les reconnaissances et légitimations d'enfant né hors mariage, le décès ou divorce des époux. Au cas où un acte

.../...

d'état civil est rectifié, il doit en être fait mention sur ce livret.

Chacune de ces mentions doit être approuvée par l'officier de l'état civil et revêtue de son sceau.

ART. 61 - Le livret de famille, ne présentant aucune trace d'altération et dûment coté et paraphé par l'officier de l'état civil fait foi de sa conformité avec les registres d'état civil jusqu'à inscription de faux.

ART. 62 - En cas de divorce, la femme peut obtenir que, sur présentation du livret conservé par le mari, il lui en soit remis une copie conforme.

ART. 63 - Au cas de perte d'un livret de famille, l'époux peut en demander le rétablissement ; le nouveau livret portera la mention de "duplicata".

ART. 64 - L'officier de l'état civil doit se faire présenter ce livret de famille chaque fois que se produit un fait qui doit y être mentionné.

SECTION III

Des actes de notoriété

ART. 65 - Exceptionnellement, en vue du mariage ou pour l'établissement d'une pièce d'identité, il peut être suppléé à l'acte de naissance par un acte de notoriété établi par l'officier d'état civil du lieu de la naissance ou de la résidence habituelle.

ART. 66 - L'acte de notoriété ne peut servir qu'aux seules fins pour lesquelles il a été délivré. Il doit énoncer cette fin.

Il contiendra en outre la déclaration faite par trois personnes dignes de foi de l'un ou de l'autre sexe, parents ou non parents du requérant, des prénoms, nom, profession et domicile de l'intéressé et de ceux de ses père et mère s'ils sont connus, le lieu, et autant que possible, l'époque de sa naissance, et les causes qui empêchent d'en rapporter l'acte. Les témoins signent l'acte de notoriété avec l'officier de l'état civil et, s'il en est qui ne puissent ou ne sachent signer, il en sera fait mention.

Les déclarations de l'impétrant et des témoins seront reçues par l'officier de l'état civil après que celui-ci leur aura rappelé que toute fausse déclaration de leur part constitue un faux en écriture authentique et publique et les rend en conséquence passibles des peines de l'article 147 du Code pénal dont il leur donnera lecture en langue malgache.

ART. 67 - L'acte de notoriété devra être soumis pour homologation au tribunal du lieu où il a été reçu dans les conditions et formes prescrites par les articles 49 et suivants ci-dessus.

.../...

Toute personne ayant un intérêt quelconque peut intervenir à tout moment de la cause pour faire opposition soit à l'établissement, soit à l'homologation d'un acte de notoriété. Tout acte de notoriété dont l'homologation a été refusée doit être immédiatement bâtonné et annulé par les soins du greffier du tribunal.

CHAPITRE VII

DES JUGEMENTS SUPPLETIFS D'ACTES D'ETAT CIVIL

ART. 68 nouveau - Toute personne qui voudra faire suppléer à l'inexistence d'un acte de naissance ou de décès par un jugement peut introduire à cette fin une action devant le tribunal de 1ère instance, de section, de sous-préfecture ou d'arrondissement. Le ministère public peut également agir d'office.

L'action est introduite par simple requête écrite ou verbale. Le tribunal ordonne d'office toutes les mesures d'instruction et de publication qu'il juge nécessaires et la communication de toutes les pièces utiles.

Le tribunal apprécie souverainement les preuves qui lui sont présentées : la preuve testimoniale est admissible, mais les témoignages doivent être concordants et précis. L'enquête a lieu à l'audience publique et en présence de toutes personnes intéressées.

Les parents ou alliés en ligne directe peuvent être entendus comme témoins.

L'intéressé peut se présenter spontanément à l'audience avec ses témoins qui sont entendus immédiatement.

Le président du tribunal peut statuer sur-le-champ.

En cas de contestation sérieuse par voie d'intervention le président du tribunal de sous-préfecture ou d'arrondissement peut, conformément à l'article 88 du code de procédure civile, se dessaisir en faveur du tribunal de 1ère instance ou de section (Loi N° 66-017).

En conséquence, la requête aux fins d'obtention d'un jugement supplétif devra être signée par l'impétrant en personne ou, s'il ne sait signer, présentée par lui en personne au magistrat qui lui rappellera les peines par lui encourues au cas d'emploi de manœuvres frauduleuses.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 72 - Jusqu'au 1er janvier 1963, seront admises les inscriptions des naissances survenues antérieurement à la promulgation de la présente loi qui n'auront pas fait l'objet d'un acte d'état civil régulier, sans qu'il soit né-

.../...

cessaire d'obtenir un jugement supplétif conformément à la procédure prévue par les articles 68 et suivants ci-dessus.

L'acte sera dressé à la demande et en présence de la mère, ou des deux parents, ou du survivant d'eux, ou des autres ascendants ou frères ou soeurs si les parents sont décédés, ou sur justification de l'invitation qui leur a été adressée d'y assister et de l'intéressé lui-même dans toute la mesure du possible et aussi en présence de cinq témoins choisis de préférence parmi les membres de la famille des parents.

En cas de nécessité, le Gouvernement est autorisé à proroger ce délai par décret.

ART. 73 - Jusqu'à la date prévue à l'article précédent, les personnes qui vivaient maritalement avant la promulgation du présent texte, et qui désirent régulariser leur union, ont la faculté de faire enregistrer leur mariage en indiquant la durée effective de leur vie commune.

Dans ce cas, le mariage sera considéré comme ayant été conclu à la date indiquée par les époux.

L'acte sera dressé en présence et avec le consentement des deux époux et de cinq témoins choisis de préférence parmi les membres de la famille des époux.

ART. 74 - Si les déclarants ne peuvent préciser avec certitude la date exacte du fait ainsi constaté, l'officier de l'état civil indiquera cette date au moins avec approximation.

ART. 75 - Toute personne justifiant d'un intérêt né et actuel peut contredire un tel acte et doit faire opposition à son établissement dans les conditions prévues à l'article 34 ci-dessus, soit demander l'annulation ou la rectification de l'acte établi par voie d'action ordinaire devant le tribunal compétent, conformément aux dispositions des articles 49 et suivants ci-dessus.

Le ministère public peut, en tous les cas, agir d'office.

CHAPITRE IX

SANCTIONS

ART. 76 - Tout officier de l'état civil, fonctionnaire, agent d'affaires, tout comparant, déclarant ou témoin qui aura sciemment concouru à l'établissement d'un acte d'état civil faux sera passible des peines prévues à l'article 147 du code pénal sans préjudice des dommages-intérêts au profit des tiers lésés par l'acte à l'établissement duquel il aura ainsi concouru.

ART. 77 - Toute personne qui aura volontairement altéré ou détruit totalement ou partiellement soit un registre d'état civil, soit une copie d'acte d'état civil, toute personne qui aura sciemment fait usage d'un acte ainsi falsifié, tout officier d'état civil qui, ayant connaissance d'altération de registre ou d'actes, aura omis de les dénoncer à l'autorité, seront poursuivis et punis conformément aux dispositions des articles 145 et suivants du code pénal.

ART. 78 - Sont punis des mêmes peines tout fonctionnaire ou officier d'état civil qui, en rédigeant des actes d'état civil ou en délivrant des copies en auraient frauduleusement dénaturé la substance ; il en sera de même si en rédigeant un acte, l'officier de l'état civil dénature les déclarations des témoins, affirme comme vrais des faits faux ou comme avoués et reconnus des faits qui ne l'ont pas été.

ART. 79 - Les articles 145, 146, 147 et 148 du code pénal sont applicables aux actes d'état civil.

ART. 80 - Toute personne qui aura, de la manière exprimée à l'article 147 du code pénal, falsifié ou altéré un livret de famille ou un acte de notoriété, ou qui aura fait usage d'un tel document falsifié ou altéré, sera punie des peines portées aux articles 150 et 151 du code pénal. Les mêmes peines seront applicables à celui qui fera usage, comme s'appliquant à lui-même ou à un tiers, d'un document d'état civil, d'un livret de famille ou d'un acte de notoriété même non falsifiés ni altérés, mais s'appliquant à une personne autre que celui qui s'en sert.

CHAPITRE X

DES ACTES D'ETAT CIVIL CONCERNANT LES ETRANGERS

ART. 81 - Tout étranger ayant sa résidence habituelle à Madagascar, peut faire recevoir les actes d'état civil le concernant, par les agents diplomatiques dont il relève et ce dans les formes prévues par sa loi nationale ; toutefois, toute naissance ou décès devra être obligatoirement déclaré à l'officier de l'état civil malgache, dans les formes et conditions prévues par les textes ci-dessus.

Toute pièce produite par un étranger en vue de l'établissement d'un acte d'état civil doit obligatoirement être accompagnée de sa traduction par un interprète agréé par le consulat de l'intéressé, en langue française ou en langue malgache.

.../...

ART. 82 - Pour les actes de mariage, si l'une des parties est de nationalité étrangère et l'autre de nationalité malgache l'officier d'état civil malgache sera seul compétent, mais il devra transmettre à l'agent diplomatique de l'étranger intéressé une copie authentique de l'acte d'état civil par lui dressé.

ART. 83 - Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles de la présente loi, notamment :

- l'arrêté du 6 juin 1939 portant réorganisation de l'état civil indigène à Madagascar et les arrêtés modificatifs subséquents ;

- l'arrêté N° 267 du 2 avril 1958 promulguant le décret N° 58-251 du 1er mars 1958 relatif au livret de famille.

ART. 84 - Des décrets détermineront en tant que de besoin les modalités d'application de la présente loi.

ART. 85 - La présente loi sera publiée au Journal Officiel et exécutée comme Loi de l'Etat.

Enregistrée le 2 octobre 1961

sous n° 31

LE SECRETAIRE,

LE PRESIDENT,

(é) RAMANANJATOVO...

Alfred NANY...

ART. 3 de la Loi N° 66-017 (modifiée par les Lois n° 67-027, 68-025 et 69-023) portant modification de certaines dispositions de la Loi sur les actes de l'état civil.

Jusqu'au 31 décembre 1970, des audiences foraines spéciales pour la délivrance de jugements supplétifs d'actes de naissance pourront être tenues par les tribunaux civils aux chefs-lieux des communes ou dans d'autres localités désignées par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice".

Tous les magistrats des tribunaux peuvent présider des audiences foraines spéciales dans le ressort de leur juridiction. Il en est de même de tous les sous-préfets et leurs adjoints dans l'étendue de leur circonscription".

Compétence est également donnée aux magistrats de l'administration centrale et des cours pour tenir des audiences foraines spéciales sur toute l'étendue du territoire de la République. Les minutes des jugements rendus par les magistrats de l'administration centrale et des cours et tous autres documents sont conservés au greffe de la juridiction civile dans le ressort de laquelle s'est tenue l'audience.

.../...

Par dérogation aux articles 6 et 15 de l'ordonnance n° 60-107 du 27 septembre 1960 portant réforme de l'organisation judiciaire et à l'article 39 du code de procédure civile, les procédures à fin de jugement supplétif d'acte de naissance ne sont pas soumises à la communication préalable : la présence d'un magistrat du ministère public aux audiences foraines spéciales n'est pas obligatoire.

Tout magistrat siégeant en audience foraine spéciale peut se faire assister d'un greffier ad hoc. Il reçoit, le cas échéant, son serment "de bien et loyalement remplir ses fonctions et d'observer tous les devoirs qu'elles lui imposent".

Un procès-verbal succinct relatant le déroulement des débats peut remplacer le pluvitif à l'audience prévu par l'article 182 du code de procédure civile.

Dans tous les cas, une expédition du jugement est adressée au Ministère de la Justice.

Les jugements supplétifs d'actes de naissance rendus conformément à la procédure prévue à l'article 3 nouveau de la loi n° 66-017 du 5 juillet 1966 seront transcrits aux registres du centre d'état civil du lieu de naissance et du lieu où s'est tenue l'audience.

.../...

07 - MADAGASCAR2 - Documents utilisés par l'état civil2.1 - Les fiches

Il existe des fiches dont nous ne disposons pas, émises par un centre médical lorsqu'un événement (naissance ou décès) y intervient.

Dans le cas où cet événement intervient à domicile, le centre d'état civil reçoit verbalement la déclaration du déclarant.

Pour un mariage, les futurs époux remplissent un formulaire de "demande en vue du mariage".

2.2 - Les actes proprement dits

Nous présentons ci-dessous le seul exemple d'acte disponible ; il s'agit de celui d'une naissance.

REPUBLIQUE MALGACHE
COMMUNE DE TANANARIVE
ACTE DE NAISSANCE
Arrondissement
N°
du
Naissance de :
L'an mil neuf cent
et le
à heures minutes
est né à Tananarive
un enfant du sexe qui a reçu le
prénom et nom de
et dont le père est le sieur
et la mère la dame
En marge est écrit :
Pour extrait conforme aux registres,
délivré le
mil neuf
L'Officier de l'état civil,

2.3 - Les copies, extraits et bulletins d'actes

Ici aussi, nous ne disposons que d'un bulletin de naissance que nous reproduisons ci-dessous :

REPUBLIQUE MALGACHE

COMMUNE DE TANANARIVE

1er Arrondissement

BULLETIN DE NAISSANCE

NOM _____

Prénoms _____

Fil de _____

Et de _____

Né le _____

A Tananarive _____

N° du registre _____

Tananarive, le _____ 19____

L'Officier de l'Etat Civil,

Il existe un autre document appelé "fiche individuelle d'état civil" dont l'exemple ci-dessous reproduit est valable pour une naissance comme pour un mariage.

.../...

Décret n° 65-433

du 8 juin 1965

REPUBLIQUE MALAGASY

Fahafahana - Tanindrazana - Fandrosoana

Fiche individuelle d'état civil

(Naissance et Mariage)

Nom _____
 Prénoms _____
 Né le _____
 à _____
 Fil _____
 et de _____
 Epoux de _____
 Marié le _____
 à _____

En application de l'article 161 du Code Pénal, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 30 000 à 300 000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura sciemment établi ou fait usage d'une attestation ou d'un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ou qui aura falsifié ou modifié une attestation ou un certificat originellement sincère.

CERTIFIÉ CONFORME À L'EXTRAIT DE NAISSANCE N° _____

CERTIFIÉ CONFORME AU LIVRET DE FAMILLE N° _____

Tananarive le _____

L'Officier de l'état civil,

(signature et cachet)

L'exemple qui suit représente une copie de naissance :

République Malgache
Liberté - Patrie - Progrès
Ville de _____
Mairie

Copie d'acte de naissance

N° _____

(Nom et prénoms)

Le (jour, mois) de l'année 19__ à _____ heures
mn a été enregistré la naissance de _____
né le (jour, mois, année) à _____ heures à (localité),
fils de _____ (âge, domicile) profession _____
Acte dressé par _____
(nom et fonction de l'officier de l'état civil)
devant _____ et _____
(2 témoins (âge, profession, domicile) _____
Acte reçu par _____ (nom et fonction du chef de
la circonscription administrative dont relève la
localité), soussigné ci-dessous avec les témoins _____

Signatures _____

Copie conforme d'après le registre, délivré
le _____ à son propriétaire.

L'Officier de l'état civil,

2.4 - Les états récapitulatifs

Chaque centre d'état civil dresse annuellement un état récapitulatif des actes enregistrés par évènement. Un tel état est adressé à la sous-préfecture dont dépend le centre d'état civil en vue de l'établissement de la "monographie" de ladite sous-préfecture.

Les fiches que nous publions sont des fiches statistiques émis par chaque centre d'état civil à raison d'une fiche par acte enregistré et adressée à la Direction de la Statistique pour exploitation.

La première fiche statistique est celle utilisée pour une naissance.

.../...

REPOBLIKA MALAGASY
FAHAFANA-TANINDRAZANA-FANDROSOANA

Province _____	FANAMBARANA TERAKA	Ne rien écrire dans les co- lonnes ci-dessous
Sous-Préfecture _____	(fiche statistique de naissance)	
Commune _____		
N° de l'acte _____		
Date de naissance _____		5 colonnes
Heure _____ matin - soir		
Lieu de naissance _____		4 "
Non _____		
Prénoms _____		
Enfant Sexe masculin - féminin		1 "
Né dans une formation sanitaire : oui - non		1 "
Né vivant - mort-né		1 "
Non _____		
Prénoms _____		2 "
Date de naissance _____		
Père Lieu de naissance _____		
Profession _____		
Domicile _____		
Nationalité (groupement, ethnique si le père est malgache)		3 "
Non _____		
Prénoms _____		2 "
Date de naissance _____		
Mère Lieu de naissance _____		
Profession _____		
Domicile _____		3 "
Nationalité (groupement, ethnique si la mère est malgache)		
Non _____		
Prénoms _____		
Déclarant Date de naissance _____		
Profession _____		
Domicile _____		
Parenté avec le nouveau-né _____		
A assisté à l'accouchement : oui - non.		

A _____, le _____ 19__

(Signature de l'Officier d'état civil,)

Celle qui suit est utilisée pour un décès :

Province _____		REPOBLIKA MALAGASY	
Sous-Préfecture _____		FAHAFAHANA-TANINDRAZANA-FANDROSOANA	
Commune _____		FANAMBARANA MATY	
N° de l'acte _____		(Fiche statistique de décès)	Ne rien écrire dans la colonne ci-dessous
Date du décès _____	heure _____		5 colonnes
Lieu du décès _____			4 "
Non _____			
Prénoms _____			1 "
Sexe : masculin - féminin _____			
Date de naissance _____			2 "
Lieu de naissance	Province _____		
	Sous-Préfecture _____		
	Commune _____	ou pays	
	Localité _____		5 "
Décédé, Profession _____			3 "
Domicile	Province _____		
	Sous-Préfecture _____		
	Commune _____		5 "
	Localité _____		
Etat matrimonial	Célibataire, marié à l'état civil		
	Marié suivant les coutumes		1 "
	Veuf ou veuve, divorcé		
Nationalité _____			
Groupe ment ethnique si le décédé est malgache _____			3 "
Non _____			
Père	Prénoms _____		
	Profession _____		
	Domicile _____		
Non _____			
Mère	Prénoms _____		
	Profession _____		
	Domicile _____		
Conjoint	Non _____		
	Prénoms _____		
Non _____			
Daclarant	Prénoms _____		
	Date de naissance _____		
	Profession _____		
	Domicile _____		
	Parenté avec le défunt _____		
	A assisté au décès : oui - non.		
	A _____, le _____ 19____		
	(Signature de l'Officier d'état civil,		

08 ILE MAURICE

I - Texte législatifPRELIMINARY

- Short title. 1. This Ordinance may be cited as the Civil Status Ordinance.
- Definition of terms. 2. In this Ordinance --
 "Act" means an act of the Civil Status.
 "Gazetted" means published in the Mauritius Government Gazette.
 "Office" means office of the Civil Status.
 "Officer" or "Civil Status Officer" means Officer of the Civil Status.
 "Register" means Register of the Civil Status.
- GN 54/68
- Application of Ordinance. 3.(1) This Ordinance shall apply to all the islands under the jurisdiction of the State of Mauritius.
 (2) The Governor-General may by Proclamation enact such modifications of the provisions of this Ordinance as may be required by the local circumstances of any island other than Mauritius.
 Any such Proclamation may at any time be repealed, amended or added to by the Governor-General.
- GN: 54/68
 3/61/68
4. Spent.

PART ITHE CIVIL STATUS DEPARTMENTOffices of the Civil Status

- Offices in Port Louis and in the rural districts. 5. There shall be in Port Louis and in each district public offices where births, marriages and deaths and other matters concerning the civil status of persons shall be registered, which offices shall be called Civil Status Offices.
- Central, District and additional offices. 6.(1) The civil status office situated in Port Louis shall as heretofore be the Central Office of the Civil Status Department, and be called the Central Civil Status Office.
 (2) In each district there shall be a branch office which shall be called the Civil Status Office of

.../...

3/35/57 according to the district. Such district office shall be situated
GN. in the District Court house of the district. In every district
4/69/67 where there are or may be hereafter two or more District Courts,
GN.54/68 there shall be a district office in every such Court, and the
clerks attached to such Court shall be civil status officers in the same
manner as if such Court was the only District Court for the district.

(3) The Minister may order that additional civil status offices
be established in any district at such places, for such time
and under such conditions as may seem fit, and may appoint
officers for such additional offices who shall receive such
salaries as may be fixed by Parliament. The Minister may
abolish any such additional office.

7. Spent.

8.(1)(a) There shall be a Civil Status Office in Rodrigues Offices in
and the civil status officer for that island other
shall be appointed by the Governor-General. islands.

(b) Where the civil status officer so appointed 2/52/4
shall, through illness or any other cause, be 2/70/50
incapacitated from acting as such, it shall be GN.54/68
lawful for any clerk to the Magistrate and civil GN.3/61/68
Commissioner of Rodrigues to act in his lieu and
stead, and such clerk, when so acting, shall be
deemed to be a civil status officer :

Provided that, where any such clerk shall so act,
an entry to that, effect shall be made in the act
received, drawn up and registered by him.

(2) It shall be lawful for the Governor-General to appoint
any person to act as civil status officer in any other
island under the jurisdiction of the state of Mauritius
for such time and under such conditions as he may deem fit.
When a person so appointed is in such island, he shall be
deemed a civil status officer for such island, and the house
in which he resides in the island shall be deemed the civil
status office.

.../...

(3) Such person shall not be bound to take any oath prescribed to be taken by the Promissory Oaths Ordinance and may receive such a salary as shall be fixed by the Parliament.

Cap. 337.

When there is no person appointed in an island any person for the time being the manager of the island may act as civil status officer.

9. Repealed. - 3/52/46.

10. Spent.

Civil Status Officers

11.(1) The Public Service Commission may appoint an officer to be styled the Registrar General of Mauritius who shall be the head of the civil status Department and shall have the superintendence and control of all offices of the civil status as hereafter provided.

Registrar
General:
GN.54/68

(2) The Registrar General shall have all the powers of a civil status officer and may act as such in any District.

12.(1) It shall be lawful for the ~~Governor-General~~ to appoint as many proper persons as may be needed to be civil status officers. Such officers will be deemed appointed for Mauritius and shall have power to act in any office, to which they may be attached or transferred by the Registrar General with the approval of the Governor-General.

Other
officers
may be
appointed
by the
Governor-
General.
GN 54/68
GN 3/61/68

Provided that the Registrar General may, in case of need, transfer such officer from one office to another for any time not exceeding eight days or may delegate any such officer to receive any act in any District, without the previous approval of the Governor-General.

(2) Every ~~such appointment~~ may be made or signified by letter.

(3) Every person so appointed shall on his first appointment take the oath prescribed by the Promissory Oaths Ordinance.

(4) Spent.

.../...

- District
clerks to
act as
civil
status
officers.
13. In every district other than Port Louis, the District Clerk and all other clerks attached to the District Court shall be *ex-officio* the civil status officers of the District. Any such clerk shall not be bound to take any oath which civil status officers are required to take under the Promissory Oaths Ordinance.
- Temporary
officers in
time of
epidemic
diseases.
G.N.54/68
G.N.3/61/68
14. Whenever it shall be urgent during the prevalence of any epidemic disease, to provide for the prompt and immediate fulfilment of the legal formalities required previous to the burial of dead bodies, it shall be lawful for the Governor-General to appoint in any part of *Mauritius*, as ~~many temporary assistant~~ **civil status** officers with a proper salary, as may be required, concurrently with the then ~~existing~~ officers, to receive declarations of deaths and deliver permits of burial.
- Officers
of the
civil
status to
be public
functiona-
ries
G.N.54/68
15. The Registrar General and every civil status officer and any clerk acting as such shall be deemed public functionaries, and shall be entitled to the protection and be liable to the responsibilities and ~~penalties~~ which by any law in force in Mauritius are provided with regard to public functionaries.

Duties of the Civil Status Officers

- Registrar
General.
G.N.54/68
16. It shall be the duty of the Registrar General to enforce the provisions of this Ordinance. He shall report to the Director of Public Prosecutions any offence against this Ordinance, any neglect of duty committed by any person charged with such duty, and any irregularity or omission appearing in any register.
- 17.(1) The Registrar General shall register or cause to be registered all births, marriages and deaths and all other actes connected with the civil status in the District of Port Louis.
- Further
duties of
Registrar
General.
G.N.37/62
G.N.71/63
- (2) He shall prepare and forward to the Governor-General within the first three months of each year, an annual report on the vital statistics of Mauritius for the year preceding. He shall also furnish a report concerning any subject touching which a ~~statistical~~ return may be required of ~~him~~ by the Governor-General and for such

.../...

G.N.54/68 purpose, every Public Department of Mauritius, the Municipality of
G.N.3/61/68 Port Louis, the Permanent Secretary, Ministry of Health and the
Permanent Secretary, Ministry of Labour shall furnish on the
requisition of the Registrar General such returns and particulars
as may be necessary to prepare and complete his report.

(3) He shall prepare such statistical return as may be required
of him by the Governor-General and he shall keep registers in
which every such return shall be entered and signed by him.

(4) He shall assist in taking any census of the population
which the Governor-General may deem fit to order.

(5) He shall have the custody, and he shall be
answerable for the safe keeping of the following
registers, records, documents and instruments :

(a) The general register of the late slave population
and all other records of the said population.

(b) All registers, records and instruments connected
with the civil status, of which the Registrar General has now the
custody and all registers, duplicate registers, documents and instru-
ments which, under the provisions of this Ordinance may
be required to be kept in the Central Office.

18(1) The officers attached to the Central Office shall
receive, draw up and register all acts of birth,
marriage, and death and all other acts connected with
the civil status in the District of Port Louis under
the supervision of the Registrar General who shall
be directly answerable for the proper registration
of such acts in conformity with the provisions of
this Ordinance. All such officers shall be under the
immediate control of the Registrar General who may issue directions
as to the distribution of work in the Central Office.

Duties of
other
officers.

(2) Every officer of a district or additional
office shall receive, draw up and register all acts
of birth, marriage and death and all other acts
connected with the civil status in his district and shall in all
matters connected with the discipline and administration of the
office under his charge, be bound to obey the directions of the

.../...

PART IIREGISTERS AND ACTS OF THE CIVIL STATUSRegisters

- Declarations of births, etc. - how dealt with.
- 22.(1) Declarations of birth and death and celebrations of marriage at any office shall be registered in printed books (hereafter called "registers") kept in duplicate according to the forms given in the Second Schedule.
- (2) Separate registers will be kept for births, marriages, and deaths.
- (3) Separate registers shall also be kept for the registration of still births, acts of acknowledgment of natural children, adoption, and decrees of divorce. Such registers shall not be kept in duplicate.
- Pages of register to be numbered.
- 23.(1) The pages of every register shall be numbered and shall also bear the initials, written or stamped, of the Registrar General.
- (2) In each page one act only shall be inscribed.
- (3) No blank page shall be left between two declarations but such acts shall be inscribed consecutively and without interruption.
- Registers to be closed at end of every year.
- 24.(1) Every register shall be closed at the end of each year. The officer in every district or additional office, and in the Central Office the Registrar General, shall immediately after the last act entered in the register draw up, date and sign a memorandum in which the number of acts entered in the register shall be recorded.
- (2) It shall be the duty of the Registrar General to issue to each officer before the first day of December in each year new registers for the following year.
- Closed registers how dealt with.
25. Before the end of January in each year one of the duplicates of every register required to be kept in duplicate for the previous year shall in the case of a district or additional office be forwarded to the Central Office, the other duplicate being kept as a permanent record in such district or additional office.
- 2/13/63

.../...

Within the same period one of the duplicates of every register of the Central Office shall be forwarded to a suitable depository, the other being kept as a permanent record of such Central Office.

Registrar
General may
direct
transfer of
the regis-
ters from
additional
offices to
district
offices.
2/21/54

25A.(1) Notwithstanding the provisions of section 25 of this Ordinance, the Registrar General may, at his discretion, from time to time issue written directions that any duplicate register kept as a permanent record at any additional office and which is not less than twenty years old be transferred for safe keeping to such district office as he may specify.

(2) A record of any transfer effected in compliance with directions issued by the Registrar General under the preceding subsection of this section shall be kept by both the transferring and the receiving office with such particulars as the Registrar General may direct.

25B. Spent.

Instruments
relating to
acts of the
civil status.

26.(1) Every instrument, declaration document which shall in connection with any act be received by an officer, shall be authenticated by such officer with the date when the same has been received and with his signature.

(2) Within the first month after the expiration of the year during which the said instruments, declarations, documents or acts have been received, the officer who has received them shall forward them with a return thereof to the Registrar General who shall have ~~the custody of the same.~~

Verification
of registers.
3/21/54
44/56
4/40/57
G.N.3/61/68

27.(1) The Governor-General, the Ministère Public or any person authorized by the Attorney General, the ~~Director of Audit~~ or any ~~examiner~~ deputed by him, the Registrar General and any District Magistrate shall have power, at any time, to examine, inspect and verify the registers of any civil status office.

(2) Without prejudice to the provisions of the preceding subsection, the Registrar General may, at any time, order that any duplicate register kept as a permanent record in any district or additional office be temporarily transferred to the Central Office for the purpose of being rebound or otherwise repaired, or for the purpose of being subjected to such treatment as would, in the opinion of the Registrar General, be conducive to its conservation.

(3) A record of the transfer to the Central Office of any register effected under the provisions of the last preceding subsection and of its return in due course to the district or additional office, as the case may be, shall be kept by the offices concerned with such particulars as the Registrar General may direct.

Extracts

from

registers.

6/31/59

28.(1) Every person shall be entitled upon the payment of the fee mentioned in the tarif contained in the Third Schedule to obtain from any officer a copy of any act registered in any register in the custody of such officer. Every such copy shall be signed by the officer delivering the same, and shall be certified by him as a true copy of the act itself :

Provided that any such copy shall be delivered free of charge on the application of any Consular Officer who shall certify that such copy is required for the official use of his government.

(2) Every such copy, even if the original register has disappeared or been lost or destroyed shall be evidence as fully as the register itself until it be proved false.

(3) If at any time it is discovered that any such copy although certified to be correct is nevertheless in point of fact at variance with the original registers, the holder of the said copy shall be entitled on giving up the same to be furnished with another copy free of charge. Such substituted copy shall bear an annotation stating that the

.../...

delivery thereof has been made free by virtue of the present section and the incorrect copy shall be delivered into the custody of the Registrar General.

(4) When a copy of an act shall be presented to a Judge or other authority for legalisation no stamp, registration or other duty or fee shall be chargeable thereupon.

Shortened
form of
birth
certificate.
2/59/47

28A.(1) Without prejudice to the operation of subsection (1) of section 28, any person shall, on payment of the fee mentioned under item 2 in the Third Schedule, be entitled to obtain from the Registrar General or any Civil Status Officer an extract of the act of birth of any person compiled from the records and registers in the custody of the Registrar General, so, however, that no extract issued under this section shall include any particulars except the name, surname, sex and date of birth and ~~such other particulars, if any, as may be necessary, not being particulars relating to parentage or adoption :~~

Provided that, where the act of birth is that of natural child who has been legitimated by the subsequent marriage of his father and mother, the above provision respecting the exclusion from an extract issued under this section, of particulars relating to parentage shall not apply.

(2) Subsections (2), (3) and (4) of section 28 shall, mutatis mutandis, apply in respect of an extract obtained under this section.

Cause of
death not
to appear
on extract
of death.
2/59/47

28B. Notwithstanding anything contained in section 28, in the extract of an act of death delivered at the instance of a person other than a public officer in his official capacity, the entry made in the column of the act relating inter alia to the cause of death shall be omitted.

.../...

Extract
from
slave
registers.

29. All copies duly certified by the Registrar General of entries in the general slave register made in pursuance of the Order in Council of 24 th September, 1814, and containing the name and description of any person borne upon the said register, shall have, to all intents and purposes, the same validity and effect as any copy of an act of the civil status.

Forms of
registers
may be
altered.
4/35/57

30. It shall be lawful for the Minister to modify the forms of the registers.

Proof of
births,
etc., in
certain
cases.

31. A birth, death, or marriage may be proved by oral or any written evidence when :

(i) the registers have been lost, or

(ii) when the leaves of the registers on which such acts are alleged to have been entered have been partially or entirely destroyed or defaced.

The same proof shall always be admissible when no registers have been kept.

Rules as to Registration of Declarations

Date, etc.,
to be
mentioned
in every
act.

32. In every act the year, month and day of receiving the same, shall be stated, as well as the names, surname, profession and residence of all persons therein mentioned.

Only state-
ments of
parties to
be recorded.

33. It shall not be lawful for any officer to mention or record in any act either as a note or as a statement in the body of the act anything beyond what the parties are bound to declare to him.

When par-
ties may be
represented
by agents

34. In any case in which the parties interested are not bound by law to appear in person they may be represented before the officer by an agent expressly appointed to represent them by an authentic deed.

.../...

Witnesses to act. 35. Persons appearing as witnesses to any act must not be under twenty-one years of age ; the witnesses may be selected by the parties, and relatives may be so selected.

Act to be read to parties and signed by them. 36.(1) The officer shall read the act entered by him to the parties, or their attorneys and the witnesses, and shall record in the act that it has been so read.

(2) The act shall be signed by the officer, the parties and witnesses. In case any of the parties or witnesses be unable to sign, such person shall make his mark on the act.

Acts of civil status drawn up abroad. 37. Any act of the civil status drawn up in any country out of Mauritius shall be deemed valid as an act of the civil status if it has been drawn up in accordance with the law in force in such country.

2/6/51

2/64/52

G.N.54/68

When acts are not vitiated. 38. (1) No act shall be vitiated or rendered void on account of the true or correct names of the parties thereto not having been used or on account of any error, discrepancy or variance in any description, provided that in case of dispute, the identity of the parties be established.

G.N.54/68

(2) No act shall be impeachable on the ground that the person by whom it has been registered was not at the time of such registration lawfully qualified to register such act or to give it full affect and validity :

Provided always that the person having registered such act was at the time of registration lawfully authorized to act as a civil status officer in Port Louis or in any other district of Mauritius.

.../...

PART IIIACTS OF BIRTH

Time
within
which
birth must
be declared

39.(1) A declaration of birth must be made before a civil status officer of district in which the birth took place : it may be made at any time within forty-five days following the day of birth.

(2) If the birth has not been declared within the aforesaid period, the birth shall not be registered, except upon an order of the Magistrate or of the Registrar General and on payment of a fine not exceeding two rupees, unless the lateness of the declaration be accounted for to the satisfaction of the Magistrate or Registrar General. The Magistrate or Registrar General shall be entitled to require such evidence as he may deem necessary to satisfy himself touching the exact date of the birth of the person whose birth is sought to be registered.

(3) If the birth to be registered be that of a person more than three months old, no such order may be made by the Registrar General ; and no such order shall be given by the Magistrate, except upon the conclusions of the Ministère Public, and on payment of a fine not exceeding fifty rupees.

Who may
make
declaration.

40. The birth may be declared by the father or mother, by any medical practitioner, midwife or other person having been present at the birth or by the owner or occupier of the premises in which the birth took place.

The act of birth shall be drawn up forthwith in presence of two witnesses. No fee or duty of any kind shall be charged by the officer for receiving such declaration and drawing up the act of birth.

Facts to be
mentioned
in act.

41. In the act shall be mentioned the day, hour and place of the birth, the sex of the child, the names given to it, the names, surnames, profession and residence of the father and mother and those of the witnesses.

.../...

Declara-
tion of
birth of
natural
child.
2/18/61
G.N.71/63

42. When the birth of a natural child is declared, it shall not be lawful to register the name of the father or of the mother without his or her acknowledgment and consent.

Such acknowledgment and consent shall be signified by the parent appearing before the officer and signing or marking the act in his presence, either personally, or by an agent appointed to appear and sign on his or her behalf : in the case of the father, by an authentic deed, and in the case of the mother by an authentic deed or a private writing (sous-seing privé).

In the case of the appointment of an agent appointed as aforesaid by private writing, such writing shall be signed or marked in the presence of three witnesses, one of whom shall be either a clergyman of any Christian Religion, a District Magistrate, a medical practitioner, the Permanent Secretary, Ministry of Labour or an officer of the Ministry of Labour.

Any person who shall sign or mark such writing or any such witness who shall sign such writing, knowing the same to contain a false statement shall be liable to a penalty not exceeding one thousand rupees or imprisonment not exceeding two years.

Where any such deed or writing is produced, mention thereof shall be made in the margin of the act of birth. The original or copy of the authority (in the case of an authentic deed) and the original (in the case of a private writing) shall be kept by the officer.

Finding
of new-
born
child.
4/40/57

43.(1) Any, who shall find a new-born child, shall be bound, within twenty-four hours after finding the child, to give notice of the fact to the nearest officer of Police.

.../...

(2) The said officer shall immediately proceed to examine the child, and he shall take possession of the clothing and other effects found with the child. He shall then draw up a report setting forth the name, surname, profession and residence of the person who has found the child ; the place where the child was exhibited to him, the sex, probable age, and apparent origin of the child : the marks or other descriptive particulars by which the child may be afterwards identified : a description of the clothing and effects found with ~~the~~ child, the circumstances of time and place where the child has been found ; and he shall sign his report and cause the same to be signed or marked by the person who has found the child, and by such other witnesses as he may procure.

(3) The said report shall, together with the clothing and effects found with the child, be forwarded to the Attorney General who shall cause the birth to be registered ; and the child shall bear in the act the name and surname given to him by the Attorney General.

The Attorney General shall ex-officio appoint a guardian to the child until the child is duly claimed ; he shall have the child duly brought up in an orphanage or elsewhere, and the expenses of the child shall be paid by the Government to the institution to whose charge such child shall be committed.

(4) Every person finding a new-born child, or every officer of police aforesaid, who shall neglect to comply with the provisions of this section shall incur the penalties mentioned in section 129.

.../...

Persons
taking
charge of
infant.
3/64/52

44. If any person receive or take charge of an infant whose birth has not been declared and registered or cannot be ascertained, every such person shall be deemed to have found a new-born child, and shall be bound to fulfil the formalities and make the declarations required in section 43, and shall in default thereof incur the penalties mentioned in the said section :

Provided that if it be subsequently discovered that such child as aforesaid has had its birth declared and registered, the second registration shall, upon the conclusions of the Ministère Public, be cancelled by the Registrar General.

Births in
prisons,
etc.
2/1/69

45.(1) If any birth take place in any prison, depot, asylum, orphanage, workhouse, barracks, or military hospital, it shall be the duty of the person or officer in charge of any such establishment to have the said birth duly declared and registered before and by an officer, within forty-five days after the birth.

(2) If any birth take place in any quarantine station or any area temporarily placed in quarantine it shall be the duty of the officer in charge of the said station or area as soon as the quarantine has ceased, to cause the birth to be registered in the District where the said station or area is situated.

Birth on
board a
Mauritian
registered
ship.
G.N.54/68

46.(1) Whenever any birth shall take place on board of any ship registered in Mauritius during any voyage, and while the said ship is not in any harbour of Mauritius, it shall be the duty of the master of the said ship or of the officer replacing him to draw up and sign a memorandum of the said birth, and to cause the same to be signed by the witnesses.

.../...

(2) The said memorandum shall contain the name and surname of the child born, the name of his mother, the name of the father, if the mother be married ; and if the child be not born in wedlock, the name of the father only in case such father be on board and acknowledges the child and signs or marks his acknowledgment ; the place from which the mother has been embarked, the sex of the child, the date of his birth, and every other particular which may further be necessary.

(3) Upon the arrival of the ship in any harbour of ~~Martinique~~, the aforesaid master or officer shall be bound to deliver such memorandum to the Registrar General who shall cause the birth to be registered and the act of birth shall be signed by the master, or by the person producing the declaration, and by a second witness.

PART IV

ACTS OF MARRIAGE

Qualifications and conditions necessary for contracting marriage

- | | |
|---|---|
| Age of parties to marriage.
G.N.3/61/68 | 47. A male person under the age of eighteen or a female under the age of fifteen cannot contract marriage. But the Governor-General may for good and sufficient reasons authorize any person under the age above required to contract marriage. |
| Consent. | 48. There is no marriage, when there is no consent. |
| Previous marriage a bar. | 49. No second marriage can be contracted before the dissolution of the first marriage. |
| Marriage prohibited between relatives in direct line. | 50. In the direct line, marriage is prohibited between all ascendants and descendants whether legitimate or natural, and between persons related by marriage in the same line. |

.../...

Other 51.(1) In the collateral line marriage is prohibited
prohibited between brother and sister whether legitimate or
marriages. natural.

G.N.3/61/68

(2) Marriage is also prohibited between a brother-in-law and a sister-in-law when the marriage which created the relationship has been dissolved by divorce.

(3) Marriage is further prohibited between a man and his niece or a woman and her nephew :

Cap. 175 Provided that, saving and without prejudice to the application of article 298 of the Civil Code, as amended by section 46 of the Divorce and Judicial Separation Ordinance, the Governor-General may authorize any of the marriages referred to in subsections(2) and (3) of this section notwithstanding anything therein contained.

Further conditions : Consent of Parents, etc

Consent of 52.(1) A son or daughter under the age of twenty-one
parents when cannot contract marriage without the consent of his or
necessary. her father and mother ; in case of disagreement between
G.N.54/68 the father and mother the consent of the father is
sufficient.

(2) If either the father or mother be dead or incapable of manifesting his or her will is or absent from Mauritius, the consent of the other parent is sufficient.

53.(1) A minor whose father and mother are dead or incapable of manifesting their will, may marry with the consent of his or her grandfather and grandmother when there is disagreement between the grandfather and grandmother, the consent of the grandfather is sufficient. If there are ancestors in both lines and disagreement will be equivalent to a consent and the marriage may take place.

(2) When there is no grandfather or grandmother the marriage may take place with the consent of a family council.

(3) The present section and the one preceding apply to legitimate children only.

When natural child cannot marry without consent of parents. G.N.54/68

54.(1) A natural child who is a minor cannot contract marriage without the consent of the parent by whom he has been acknowledged or of both parents when he has been acknowledged by both. In the latter case if there is disagreement, the consent of the father will be sufficient. Provided that if the father has been refused the guardianship of the natural child the consent of the guardian shall also be required.

(2) When both parents have acknowledged the child and one of them is dead or incapable of manifesting his will or absent from Mauritius, the consent of the other will be sufficient.

(3) When both parents are dead or incapable of manifesting their will, or absent from Mauritius or when the child has not been acknowledged or when the child has been acknowledged by only one parent who is dead or absent from Mauritius or incapable of manifesting his or her will, the consent of a District Magistrate will be sufficient.

(4) A natural child who is ~~twenty~~ one years of age or more shall not require the consent of any person to contract marriage.

Consent of Magistrate or guardian ad hoc.

55.(1) When a minor cannot marry without the consent of a family council, and the Magistrate of the District in which minor resides shall be satisfied that such minor has not six relatives qualified to form a family council, or is too poor to pay the expense which it would be necessary to incur for summoning a family council, the Magistrate may either authorize the marriage or may appoint a guardian ad hoc to consent to the marriage of such minor.

.../...

(2) The consent of the Magistrate, or of a guardian ad hoc appointed by the Magistrate under this section shall be as sufficient as if it was the consent of a family council.

Application
for appoin-
ment of
guardian.

56.(1) A Magistrate's consent to a marriage, may be given, and the appointment of a guardian ad hoc may be made on the verbal application of the minor, or of any friend in presence of such minor. The Magistrat may examine the minor or any person on oath touching any facts he may deem relevant to such application.

(2) The order for appointment of a guardian or the consent to the marriage may be in Form VI of the Second Schedule and no stamp, registration or other dues shall be charged in connection therewith.

Appeal from
refusal of
Magistrate,
guardian,
parent or
family
council.

57.(1) When the Magistrate refuses to consent to a marriage, or to appoint a guardian ad hoc, the minor may appeal to a Judge. Such appeal may be made verbally by the minor or by a friend on behalf and in the presence of such minor. Upon ~~such appeal the Judge may examine~~ any person upon oath touching any facts he deems relevant and may confirm the refusal or may set it aside ~~and~~ authorize the marriage or appoint a guardian ad hoc as the case may be. No stamp, registration or other dues shall be charged in any proceeding before a Judge under this provision.

(2) In case any parent, guardian or family council whose consent is necessary to any marriage shall withhold his or their consent to any marriage, it shall be lawful for any person to whose marriage such consent is necessary to apply by petition to the Chief Justice, who is hereby empowered to proceed upon such petition in a summary way in his chambers, and in case the marriage proposed shall upon examination appear to him to be proper, the said chief Justice shall judicially declare by his order in writing that such marriage is proper and may be celebrated and thereupon such marriage may be celebrated and shall be as valid ~~as~~ if the consent of such parent, guardian or family council had been given thereto.

.../...

Publication

No marriage
to take
place
before
publication.
23/45/68

58.(1) Before the celebration of a marriage can take place, two publications of the intended marriage must be made as hereafter provided in the office of the District where the marriage is to take place with an interval of six days between the two publications.

(2) Similar publications must be made in the office of any District in which one of the parties may have resided or had his place of business for fourteen days immediately preceding the day of publication :

Provided that if such party is a Commonwealth Citizen coming from the United Kingdom, such publications shall be dispensed with on production to the Officer of the District where the marriage is to take place of a certificate for marriage issued by a Superintendent Registrar in England, of either a certificate for marriage issued by a Registrar or a **certificate of** publication of banns in Scotland, or of a **certificate** for marriage issued by a Registrar in Ireland.

For the purposes of this proviso, the expression "certificate for marriage" in reference to certificate issued in Scotland, shall mean a certificate of due publication of notice of intention to marry.

Acts of
birth,
etc., to
be produced.

59. When application is made to an officer for the publication of a marriage the officer shall call for the production of the acts of birth of the parties, and in case of a widower **or widow** for the production of the act of death of the husband or wife alleged to be dead.

.../...

Affidavit
may be
produced
instead of
acts of
birth or
death.
G.N. 54/68

60.(1) If any such party shall not produce his act of birth, it shall be lawful for him to replace such act by an affidavit in Form V of the Second Schedule.

(2) If any such party being a widower or widow shall not produce any act of death referred to above, and such death has taken place out of Mauritius, it shall be lawful for such party to replace such act of death by an affidavit in Form V of the Second Schedule.

(3) All such affidavits shall be subject to a stamp duty of one rupee in lieu of any stamp, registration or other duty whatsoever leviable by law upon affidavits.

Affidavit
- how made.

61. Any such affidavit may be made before any Judge, the Master and Registrar of the Supreme Court, any Magistrate, the Registrar General or before the officer to whom application for publication is made, subject to the provisions of section 82 of this Ordinance.

Publication
- how made.

62.(1) Publication of a marriage shall be made by posting up in some conspicuous place in or about the office a notice signed by the officer in Form II of the Second Schedule.

(2) The publication shall further be recorded by entering such notice in a special register (which shall not be a duplicate register). When two publications ~~are~~ made, no separate entry for the second publication need be made, but in a footnote on the first entry the date of the second publication shall be mentioned. When a dispensation of one publication has been granted the fact shall be mentioned in a footnote as above mentioned.

When marriage
may take
place.

63.(1) The marriage shall not take place until after two days from the posting up of the second notice.

(2) If the marriage does not take place within twelve months from the first publication, new publications must be made as above prescribed before it can be celebrated.

64. Spent.

.../...

Publication
of a marriage
intended to be
celebrated
abroad.
G.N.54/68

65. Whenever a person intends to be married in some place out of Mauritius, and under the law of such place, it is necessary that the publication of such marriage should be made in Mauritius such publication may be made in the Central Office in the same manner as if this marriage was to be celebrated in Port Louis.

Governor-General
may grant
dispensation
of one
publication.
G.N.3/61/68

66.(1) It shall be lawful for the Governor-General to order that only one publication of a marriage shall be made and upon such order being made, the marriage may take place after two days from such publication.

(2) The order of dispensation shall be mentioned in the margin of the act of marriage.

Oppositions to Marriages

Husband or
wife may
oppose
marriage.

67. The husband or wife of one of the parties intending to contract marriage may enter an opposition to the celebration of such marriage.

Ascendants
may oppose
marriage.

68. The father, and in default of the father, the mother, and in default of the father and mother, the grandfather, or grandmother of one of the parties may oppose the marriage even when such party is above the full age of twenty-one.

Collateral
relative
may oppose :
when.

69. When there is no ascendant as referred to in the preceding section a brother or sister, an uncle or aunt, or a first cousin of one of the parties may (when such brother or sister, uncle or aunt or cousin is of age) oppose the marriage but only in one or other of the following cases :

- (1) when such party is a minor and the consent of the family council required by section 53 has not been obtained.

.../...

(ii) When the opposition is made on the ground that such party is non compos mentis. Such opposition which the Court may dismiss purely and simply will not be admitted unless upon the condition that the opposing party will move for the interdiction and obtain a decree thereupon within a delay to be fixed in a judgment admitting such opposition.

Consent
of family
council.

70. In the two cases provided for in the preceding section the guardian or curator will be entitled to oppose the marriage while the guardianship or "curatelle" lasts only when he has been authorized to do so by a family council.

Notice of
opposition.

71.(1) A notice of opposition to a marriage shall not be valid, unless it is signed by the opposing party or by his agent specially authorized by authentic deed to make such opposition, and (except when the opposition is made by an ascendant) unless the grounds of the opposition are therein mentioned.

(2) The notice must be served on the parties intending to marry, and on the officer before whom such marriage is to take place.

Effect of
opposition.

72.(1) The officer on being served with such notice shall forthwith make an entry of such opposition in the register of publications, and if the opposition be subsequently annulled or withdrawn, he shall make a marginal entry to that effect in such register.

(2) After service upon an officer of such notice, it shall not be lawful for him to celebrate the marriage, until either the opposition has been annulled by judgement of the Court, or the opposing party has given him notice in writing signed or marked by such party in his presence, that such opposition is withdrawn.

.../...

Judgments
with respect
to the validity
of acts of
opposition.

73. Whenever an opposition shall have been made, it shall be lawful for any of the parties intending to contract marriage or for the Ministère Public to move the Court for a rule calling upon the opposing party to show cause why his opposition should not be quashed. The motion unless made by the Ministère Public, shall be supported by an affidavit.

The Court shall make the rule returnable and shall hear the cause within ten days and shall have power to call for such evidence, oral or written, as it may deem expedient.

The final order of the Court shall be transmitted by the Registrar, ex-officio to the Registrar General who shall cause a copy thereof to be deposited with the officer upon whom the notice of opposition has been served.

Damages may
be awarded
against
opposing party.

74. If the opposition is quashed the opposing party (unless the opposition is made by an ascendant) may by the same judgment be sentenced to pay damages.

Dispensations

Dispensations
- how obtained.
6/31/59
G.N.3/61/68

75.(1) The dispensations mentioned in section 47, 51 and 66 may be granted by the Governor-General on the petition of the party requiring such dispensation and of the persons whose consent to the marriage of such party is required by law.

(2) The petition shall be referred to the Ministère Public for his conclusions.

(3) The order of dispensation shall be produced to the Registrar General, who shall file it among the records of his office and give to the parties such copies as may be required.

(4) The officer making the publication of the marriage shall mention the order in the margin of the notice.

.../...

Proof of consent of Parents and Guardians

Proof of
consent by
parent or
guardian, etc.

76.(1) The signature or mark on the act of marriage of any parent, guardian or other person whose consent is required by law shall be proof of such consent.

(2) Such person may signify his consent to the marriage by an authentic deed or by a writing signed by him in presence of two witnesses, provided that such deed or writing shall fully mention the names, surnames, professions and residences of the parties to the marriage, and of the person so consenting to the marriage. An authenticated copy of such deed or such writing shall be produced to the officer and shall be kept by him, and the officer shall in the margin of the act of marriage mention such deed or writing.

Celebration of Marriages

Time and
place of
celebration.

77.(1) No marriage celebrated in Mauritius, except in articulo mortis shall be recognised as a legal marriage unless it be celebrated by an officer of the the civil status.

(2) The marriage may be celebrated in any District in which one of the parties has resided or had his place of business for fourteen days at least previous to the date of the first publication on any day of the week.

(3) The marriage shall be celebrated in the civil status office of such district, or it may be celebrated, if the parties so request, in any private house within such district.

(4) No marriage celebrated before the commencement of this Ordinance shall be deemed invalid on the ground that it was celebrated in a private house, or on a Sunday or public holiday.

Proceeding
at celebra-
tion.

78. On the day selected by the parties after the delays prescribed for publication have expired, the officer shall in the office or in any private house referred to in the previous section, and in the presence of the parties and of two or more witnesses, read aloud the names and other description of the parties as set forth in the notice of publication, and the written consent of any person whose consent is necessary when such consent has been given in writing. The officer shall further read to the parties articles 212, 213, and 214 of the Civil Code. He shall ask the parties one after the other whether they consent to take each other as husband and wife, and after they have declared their consent so to do, he shall declare them duly married according to law, and shall forthwith sign the act of marriage.

Act of
marriage.

79.(1) The act of marriage shall be drawn up in Form III of the Second Schedule.

(2) It shall not be stated in the act of marriage or in any publication whether the parties marrying are legitimate or illegitimate.

(3) The officer shall ask the parties if any marriage settlement (contrat de mariage) has been made between them and if so the name of the notary having drawn up the same, and any statement thereupon made by the parties shall be recorded in the act.

Legitimation of natural children in Act of Marriage

Legitima-
tion.

80.(1) Legitimation shall take place as provided in the Filiation Ordinance and in articles 331 and following of the Civil Code.

(2) Whenever parties requiring the mention in their act of marriage of the legitimation of the children shall not be able to produce the acts of birth of the said children, the mention shall nevertheless be entered by the officer in the best possible manner to lead to the identification of the children and shall state the names, sex and age of the children, and if possible the office where declared.

.../...

(3) In the event of the acts of birth being produced by the parties to the marriage the officer celebrating the same shall make an entry thereon of such legitimation without any fee.

(4) In case of any mention of legitimation in an act of marriage, the said officer shall forthwith forward to the Registrar General a notice of the contents of such mention ; and the Registrar General shall cause a marginal entry to be made if possible, in the children's acts of birth existing on the registers.

Fees

No fees 81. No fee shall be charged for the publication or payable for celebration of a marriage in any office. The parties marriages. shall further be entitled to receive free of cost a copy of the publication and a copy of the act of marriage.

When fees 82. Whenever a person intending to get married or any other shall produce a certificate signed by any Member formality of the Legislative Assembly, the Permanent Secretary, connected Ministry of Labour, any District Magistrate or by with marriage- any prelate or clergyman of Christian Church to ges may be the effect that such person is too poor to pay the remitted. expenses of any formalities required by law before G.N. 71/63 his marriage can take place, it shall be lawful for G.N.3/61/68 any Magistrate or civil status officer or other G.N.54/68 public officer authorized to receive fees, to exempt such person from the payment of all fees, stamp, registration and other dues chargeable on every document or proceeding, or of fines or penalties connected with the fulfilment of any formalities required by law before the marriage can take place :

Provided that the full amount of any fee chargeable under the Third Schedule for any dispensation shall be claimed unless the Governor-General shall have granted remission of the the payment of part or the whole of such fees.

.../...

Marriage à domicile. 83.(1) Whenever the parties request an officer to celebrate a marriage in a private house within his district, the officer shall be bound to comply with such requisition provided a fee to be fixed by the officer but which shall not exceed fifty rupees (which fee shall accrue to the officer) is paid by the parties, and the officer is supplied if he so requires with a means of conveyance to and from such private house.

(2) Fees received by an officer under this section shall not be taken into account in the computation of such officer's pension or retiring allowance.

Marriages "in articulo mortis"

Parties, one of whom is in articulo mortis may be married by clergyman. 84. It shall be lawful for any clergyman of a Christian Church or for any officer without previous publication and without any other formality required by this Ordinance to solemnize marriage between two persons one of whom is in articulo mortis, and such marriage shall, subject to the following provisions, be as valid as if it been celebrated by an officer in conformity with the foregoing provisions of this Ordinance.

Conditions for validity of marriage. 85.(1) No such marriage shall be celebrated unless -
(a) both parties are able to signify their consent thereto and affix their signature or mark to the act of marriage in presence of two witnesses, one of whom is a duly qualified medical practitioner, or if no such practitioner attends in presence of four witnesses, all of whom shall sign or mark the act ; and

(b) when the intended husband is under twenty-one or the intended ~~wife~~ under eighteen years of age, the father or mother whose consent may be required under this Ordinance has authorized the marriage in writing or given his consent by signing or marking the act.

(2) An act of marriage shall be forthwith drawn up by the clergyman as nearly as possible in Form IV of the Second Schedule.

Clergyman
to deposit
act of
marriage.
4/40/57

86. (1) It shall be the duty of such clergyman within three days from such marriage to forward or deliver the act of marriage to the civil status officer of the District and thereupon it shall be the duty of such officer forthwith to register such act in a special register. In the margin of such entry the officer shall note that the marriage has been solemnized by the clergyman, one of the parties being in articulo mortis.

(2) The officer shall transmit a copy of such act to the Attorney General.

Marriage of Immigrants

87. Spent.

88. Spent.

89. Spent.

PART V

ACTS OF DEATH

Conditions
of inter-
ment.
G.N.37/62

90. (1) No interment shall take place except in a duly authorized and registered burial ground and upon a permit from an officer in Form IX of the Second Schedule for which permit no fee shall be charged.

(2) Except with the permission of the Permanent Secretary, Ministry of Health, no interment shall take place until twenty-four hours have elapsed since the death of the person to be interred : Provided that in times of epidemic the Permanent Secretary, Ministry of Health may issue regulations to allow the speedier interment of the dead.

.../...

Registra- 91. (1) No permit shall be issued and no interment shall
tion of death: take place (except when otherwise expressly provided)
2/23/47 until the death of the person to be interred has been
registered by an **officer of the District** where the death
has occurred upon the declaration of two witnesses and
when the death occurred in any area to which section 94A
of this Ordinance applies, on production of a medical
certificate of the cause of death.

(2) The act shall mention the name, surname, age,
sex, residence and profession of the deceased, the name
and surname of the husband or wife, if the deceased was
married at the time of his death, or had been married,
the cause of death, when the production of a certificate
of the cause of death is required under this Ordinance,
and the names and surnames of the witnesses. The act
shall also mention the names **and surnames** of the father
and mother of the deceased, and the place of his birth.
If any of the above particulars be not known to the
declarants, the fact shall be recorded.

Interment 92. (1) Whenever death results from any of the causes
may be de- ~~not forth in section 110 of the Intermediate and Dis-~~
layed under ~~trict Courts (Criminal Jurisdiction) Ordinance~~ it shall
special cir- be the duty of the Superintendent of Police of the Dis-
cumstances. trict wherein the death occurred to cause the same to
4/40/51 be registered.

Cap. 174

1/9/71

(2) Whenever a death is declared by private parties
and when the circumstances reported to the civil status
officer receiving such declaration raise a suspicion
that the death may not have been natural, the said offi-
cer shall refer the parties to the district police
authorities, who if they see no grounds for inquiry,
shall notify the same in writing to the civil status
officer. The death shall then be registered on the
declaration of the parties.

.../...

(3) When a death is declared by private parties to be due to the consequences of an accident, and if several days have elapsed between the time of the happening of such accident and the time of death, and if no circumstances importing a suspicion that an offence may have been committed are declared to the civil status officer the death may be registered on the declaration of such private parties.

Persons
required to
declare
deaths.
3/23/47

93. Two persons who have been present at the death, or in attendance during the last illness of the deceased, or one such person and the occupier of the house or premises in which the death took place, shall within ~~twenty-four hours of such death attend personally~~ at the district office to give notice of the occurrence of the death, and shall supply information as to the several particulars set out in Form X in the Second Schedule to this Ordinance and shall in presence of the officer sign or mark the register of deaths, as the case may be.

Death in
prisons,
etc.

94. (1) If a person dies in any prison, police station, hospital, barracks or military hospital, orphanage or asylum it shall be the duty of the officer or person in charge of such establishment to cause the same to be registered within twenty-four hours as prescribed by this Ordinance.

(2) Every such officer or person in charge of any such establishment shall further be bound to keep a register in the form prescribed by the Registrar General in which each such death shall be recorded.

Certificate
of cause of
death.
4/23/47

94A. The following provisions shall have effect as respects certificates of the cause of death when death occurs in any area to which this section applies.

.../...

- (a) The officer shall on request furnish without charge to every medical practitioner within his district printed forms of certificates of the cause of death in the form set out in Form XI in the Second Schedule to this Ordinance.
- (b) Every person, who under this Ordinance, is bound to give notice of the occurrence of any death shall -
- (i) in case of the death of any person who has been attended during his last illness by a medical practitioner, apply to the medical practitioner for a certificate of the cause of death ;
 - (ii) in case of the death of any person who was not attended during his last illness by a medical practitioner, but who was under treatment at the Government dispensary, apply to the officer in charge of the dispensary for a certificate of the cause of death ;

and such medical practitioner or officer shall thereupon sign and deliver to the applicant a certificate of the cause of death.

- (iii) in any other case, one of the persons who are bound to give notice of the occurrence of any death shall -

cause the dead body to be examined by a medical practitioner who shall, after examination, duly sign and deliver a certificate of the cause of death ; or

if such persons are too poor to defray the expenses of such examination, swear an affidavit to that effect before the officer of the district

(who is hereby empowered to administer an oath for the purpose), in the form set out in Form XII in the Second Schedule to this Ordinance. Thereupon, that officer shall issue to him a written authority to apply to the Government Medical Officer for the district for the examination of the

dead body and the delivery of a certificate of the cause of death, and the Government Medical Officer shall, on such application, examine the body and deliver the certificate required.

(2) This section applies to the areas set out in the Fourth Schedule to this Ordinance.

(3) Any person who contravenes or otherwise fails to comply with any of the provisions of this section shall be guilty of an offence and liable, on conviction, to a fine not exceeding five hundred Rupees (Rs 500.--).

Deaths in
quarantine
stations.
G.N.37/62

95. (1) Every officer in charge of a quarantine station shall keep a register in the form prescribed by the Registrar General, and shall be bound to enter in the said register the death of any person who shall die in the station. No interment shall lawfully be made of any person who has died in a quarantine station until the death has been duly registered as hereinbefore required.

(2) Within eight days after the station has ceased to be in quarantine, the officer in charge of such station shall forward to the Registrar General the register kept by him, and every death therein recorded shall be registered in the register of deaths of Port Louis, with an annotation upon the margin of each act, touching the circumstances of the registration of the act, and it shall be the duty of the Registrar General when registering the deaths in the Port Louis registers, to make mention of all such additions required by section 91 which may not have been ascertained at the quarantine station, but may be ascertained and declared by two witnesses in Port Louis.

(3) The Registrar General shall return such register to the Permanent Secretary, Ministry of Health who shall keep it as a permanent record of his office.

Death on board 96. (1) Whenever any death shall occur on board of any
Mauritian ship registered in Mauritius, during any voyage, it shall
registered ships. the duty of the master of the ship or of the officer
G.N.54/68 replacing him to draw up and sign a declaration of
the said death and to cause the same to be attested by
the signature or mark of two witnesses.

The said declaration shall contain the name,
surname, age, sex and profession of the deceased, and
the place at which he had embarked, as well as the
cause of the death.

(2) Upon the arrival of the ship in any harbour of
Mauritius the aforesaid master or officer shall be bound
to deliver the declaration herein mentioned to the
officer of the civil status of the place where the ship
has arrived, who shall register the death, and it shall
be the duty of the officer when registering such death
to make mention of all such additions required by
section 91 which may not have been ascertained on board
the ship, but may be ascertained and declared by two witnesses.

The officer shall file among his records the said
declaration.

Registration 97. Whenever any person sentenced to death shall have
of deaths been executed, it shall be the duty of the Commissioner
of persons of Police forthwith to forward to the Registrar
executed by General a declaration signed by him of the name,
judgment of surname, age, sex and date of execution of the convict.
Court.

The Registrar General shall file among the
records of his office every such declaration, and
shall immediately cause the death of the person
executed to be registered.

Registration 98. (1) It shall be the duty of the Commissioner of Police,
as to uniden- or any Superintendent of Police, whenever any dead body
tified dead has been found and cannot be identified or whenever any
bodies and human remains have been discovered, to cause the same to
human be inspected by a duly qualified medical practitioner,
remains. and to forward the report of the said medical practitioner
to the Registrar General.

(2) Every such report shall contain a description of the place where such body or remains aforesaid may have been found : it shall mention what clothing or other effects have been found near or upon such body or remains : it shall minutely describe the conformation, state and condition of every such body, the conformation, length and density of the bones found and the lesions which may exist upon such body or remains.

It shall further state the sex, the probable date of death of the person whose body or remains have been discovered. It shall further contain every detail which may afterwards be useful for the identification of the aforesaid body or human remains.

(3) Every such report shall be signed and dated by the medical practitioner who has drawn it, it shall be countersigned by a Superintendent of Police, or a sergeant of police having charge of a District. It shall be kept by the Registrar General among the records of the Central Office, and shall be entered verbatim in a special register which shall not be a duplicate register.

Register
of causes
of death.
5/23/47

99. (1) It shall be the duty of the Registrar General to keep and issue separate books or registers wherein shall be entered the causes or probable causes of death, each entry in such separate register bearing a number corresponding with the number of the act of death to which the same relates.

(2) The books and registers shall be in accordance with Form X in the Second Schedule to this Ordinance.

Deaths not duly
registered be-
fore interment
G.N.54/68

100. If the death of any person deceased in Mauritius has not been registered before interment, it shall not be lawful to register such death except upon an order of a Magistrate after reference to the Ministère Public. Mention of the order shall be made in the margin of the act.

.../...

Interment of
person having
died out of
Mauritius.
G.N.54/68

101. When the body of a person who has died out of Mauritius is brought to Mauritius for interment, the death of such person may be registered in the Central Office and thereupon a permit of burial may be issued.

PART VI

DIVORCE, ACKNOWLEDGMENT OF CHILDREN, ADOPTION AND CHANGES WITH RESPECT TO NAMES

Divorce

Copy of judgment to be sent to Registrar General.

102. (1) Whenever a judgment of divorce has been pronounced by the Court, it shall be the duty of the Registrar to forward within eight days from the date of such judgment a copy certified by him of such judgment.

(2) The judgment shall be entered by the Registrar General in a special register which shall not be a duplicate register, and a marginal mention of such divorce with date of the judgment shall be made on the act of marriage of the divorced parties in every register in which such act is entered.

Acknowledgment of Natural Children

Registration
of acknowled-
gment.

103. (1) Any deed containing the acknowledgment of a natural child shall be entered in full in a separate register, which shall not be a duplicate register, and a mention of such acknowledgment with the date of the deed shall be entered in the margin of the act of birth of such child in every register in which such birth is entered.

(2) Any notary or other public officer authorized by law to draw up such deed of acknowledgment, shall be bound within eight days to send a copy of default of so doing he shall be liable to a fine not exceeding fifty rupees.

.../...

Adoption

Judgment to
be registered.

7/63

104. (1) Whenever a judgment of the Court confirming an adoption shall be presented for registration in conformity with article 357 of the Civil Code, the Registrar General shall cause such judgment to be entered verbatim in a special register, which shall not be a duplicate register.

(2) A marginal note shall also be entered in the margin of every act of the civil status concerning the adopter and the adopted, mentioning the adoption and the date of the judgment.

Change of Name

Application
for change
of name.

5/26/59

G.N.54/68

23/45/68

Notice of
application
in Gazette

2/22/49

5/26/59

105. Every person whether born in Mauritius or not who is a Commonwealth citizen by birth or naturalization and has resided in Mauritius for three years may apply by petition to the Attorney General for leave to make any change in or addition to his name, surname or family name.

106. (1) The applicant shall be bound to give notice of his application in the Government Gazette and in two daily newspapers one of which at least shall be approved by the Attorney General. Such notice shall be published at least three times in the Gazette and in each of such newspapers.

(2) At any time within four months from the last publication any person interested therein may oppose such application by filing in the Office of the Attorney General a protest in writing, setting forth his grounds of objection.

Attorney
General
may autho-
rize proposed
change.

5/26/59

107. If within the prescribed period no opposition is made to the application, or if any such opposition is made but is not considered well founded and if it further appears that there are any good and sufficient grounds in support of the application, the Attorney General may grant such application and authorize the proposed change and addition.

.../...

Prepayment of fee.
5/26/59

108. The Attorney General shall, after prepayment of the prescribed fee cause to be gazetted his decision authorizing any such change and addition.

Thereupon the name authorized to be borne by the applicant shall thenceforth be deemed his name, and the surname or family name as altered or added to, in conformity with such decision, shall thenceforth be the surname or family name of the applicant and that of his wife and children and of any other person by law entitled to bear the surname or family name of such applicant.

Proviso relative to name assumed under contract of marriage, testament and donation.

109. Nothing herein contained shall affect the right of any person to assume and bear any surname or family name which he may be entitled to assume and bear under any contract of marriage, testament or donation.

Registrar General to rectify acts of Civil Status.

110. When a notice authorizing a change or addition of name or surname or family name has been published under section 108, the Registrar General shall forthwith inscribe in the margin of the act of birth of the applicant and of any other act concerning such applicant, the alteration or addition authorized by such notice.

PART VII

AMENDMENT AND CANCELLATION OF ACTS OF THE CIVIL STATUS

Amendment of acts.

111. The Magistrate of the District in which any act was registered, may upon written application made by any officer or interested party order the rectification, amendment or annulment of any act :

Provided that before the hearing thereof the application shall be referred to the Ministère Public, who shall have power to refer the same to the Supreme Court for determination.

Whenever the application is heard by the Magistrate, the Ministère Public, or any party interested, who is dissatisfied with the judgment, shall be entitled to have the case reheard by the Supreme Court, by way of motion, to be made within six weeks of the date of the judgment.

Powers of
Attorney
General
4/40/57

112. It shall be lawful for the Attorney General to dispute the validity of any act or to require the rectification or annulment thereof whenever he shall deem it fit. Every proceeding by or on behalf of the Attorney General for any purpose aforesaid shall be by motion and rule calling upon the parties interested to show cause against such application.

Costs.

113. In no case in which the Ministère Public deems fit to act or is called upon to act, with respect to matters relative to the civil status, or otherwise with respect to the provisions of this Ordinance, shall costs or damages be incurred by the Ministère Public or by Government, in any way or upon any ground whatsoever.

Judgment not
binding upon
parties not
called.

114. Any order of a Judge or Magistrate or judgment of the Court for the amendment, rectification or annulment of any act shall not be binding upon any interested party who shall not have either moved or applied for such order or judgment, or shall not have been made a party to it.

Amendment to
be noted in
margin of act.

115. Any such order or judgment shall be entered verbatim in a special register, which shall not be a duplicate register, and a summary mention of the amendment, rectification or annulment decreed shall be made in the margin of the act in every register in which such act has been registered.

Completing
acts left
incomplete.
4/40/57

116. Whenever it shall be discovered that either before or after the commencement of this Ordinance any act has not been entered, filled up, signed or otherwise completed in any register by the officer having charge of such register, a Judge may upon the application of the Registrar General with the consent of the Attorney General authorize by an order in writing, any officer for the time being in charge of the register to enter, fill up, sign or otherwise complete any such acts in any such registers.

..../...

Costs of
proceeding
to be borne
by officer
in fault.

117. The officer who ought to have entered, filled up, signed or otherwise completed any such act shall be liable for the costs of any such application to the Judge and of any further proceedings that may become necessary upon such application.
Provided nothing herein contained shall bar any criminal prosecution to which such officer may be liable under this Ordinance or the Penal Code Ordinance.

Acts completed
under Judge's
order to be
valid.

118. All acts entered, filled up, signed and otherwise completed under the above provisions shall be as valid as if such acts had been, at the time of the declaration, entered, filled up, signed and otherwise completed in conformity with this Ordinance.

Amendment of
Acts by Court
after trial of
any proceeding.

119. Notwithstanding any of the provisions of Part VII of this Ordinance whenever during the trial of any action or proceeding, whether civil or criminal, it shall appear to the Court or the Judge sitting in an assize case from the evidence given that any act of the civil status should be rectified, amended or annulled, it shall be the duty of the Court or such Judge after reference to the Ministère Public, to make an order rectifying, amending or annulling such act.

The said order shall be carried out in accordance with the provisions of section 115 of this Ordinance :

Provided however that such order shall not be carried out until the judgment in the action or proceeding has become final.

And provided further that the Ministère Public, or any party interested who is dissatisfied with such order, shall be entitled, where such order has been made by any District Magistrate, to have the question with which such order deals reheard by the Supreme Court, by way of motion, to be made within six weeks of the date of the judgment.

Accurate
registration
of births.

120. A civil status officer may when registering any birth, call for the production of the acts of birth or immigration tickets of the parents or other documentary evidence whenever he deems such course necessary for accurate registration.

PART VIII

OFFENCES AND PENALTIES

Penalty
against
officer for
breach of
provisions
as to
registra-
tion, etc.

121. Any officer who -

- (a) inscribes any of ~~his~~ acts upon loose sheets; or
- (b) receive, draws up or registers any act otherwise than in strict conformity with the provisions of this Ordinance ; or
- (c) by negligence or carelessness loses or injures or allows to be lost or injured any register or part thereof or any instrument, deed, order or other document connected with the civil status and in his custody ; or
- (d) celebrates a marriage without proof of the consent of the parents or other persons whose consent is required by law ; or
- (e) celebrates a marriage when the publications prescribed have not been made or the prescribed intervals between the publication and celebration of the marriage have not elapsed and no dispensation has been obtained ; or
- (f) celebrates the marriage of a widow when the delay fixed by article 228 of the Civil Code has not expired,

shall be liable to a fine not exceeding five hundred rupees.

.../...

Solemnizing
marriage
in articulo
mortis
without
complying
with the
Ordinance.

122. Any minister of religion who shall celebrate a marriage in articulo mortis otherwise than in strict conformity with the provisions of this Ordinance or who shall fail to send to the officer of the civil status the act of any such marriage as required shall be liable to a fine not exceeding two hundred rupees.

Destroying or
injuring acts
of the civil
status.

123. Every person who shall wilfully destroy or injure or cause to be destroyed or injured any register of the civil status or any instrument connected therewith, shall be liable to imprisonment not exceeding two years or penal servitude not exceeding five years.

Forgery by
officer.

124. Sections 106 and 107 of the Penal Code Ordinance shall be applicable to any officer who -

- (a) commits forgery in any register or act or in any copy of such act in one or more of the nodes referred to in section 106 of the Penal Code Ordinance ; or
- (b) in drawing up an act or any copy of such act or in making any entry in any register under this Ordinance fraudulently alters the substance or particulars thereof in one or more of the nodes referred to in section 107 of Penal Code Ordinance.

Counter-
feiting,
altering,
etc, acts.

125. Any person not being an officer who -

- (a) falsely makes or counterfeits or causes to be made or counterfeited any act, or copy of an act or any instrument connected therewith ; or

- (b) fraudulently counterfeits or alters any signature, date or writing in any register or act or in any copy of any such act or in any instrument connected therewith ; or
- (c) fraudulently inserts in or adds to, any register, act, copy or instrument above referred to, any word, letter, figure, or sign which did not exist in such register, act or instrument at the time the same was signed by an officer of the civil status ; or
- (d) who fraudulently erases or alters in any register, act or instrument above referred to any word, letter, figure or sign ; or
- (e) who knowingly makes use of any act, copy or instrument above referred to which has been counterfeited, altered or added to as above mentioned,

shall be liable to imprisonment not exceeding two years or penal servitude not exceeding five years.

Penalty for making false statement or declaration.

126. Any person who -

- (a) when examined on oath, or in any affidavit wilfully makes a false statement knowing the same to be false ; or
- (b) makes, signs or marks before an officer a false declaration, knowing such declaration to be false ; or
- (c) makes, signs or marks before an officer a declaration containing a false statement which he knows to be false.

shall be liable to a fine not exceeding one thousand rupees or imprisonment not exceeding two years, or penal servitude not exceeding five years.

.../...

Concealment,
suppression,
substitution
of children,
etc.

127. (1) Any person guilty of carrying away, concealing or suppressing a new born infant, or of substituting any child for another, or of falsely attributing a child to a woman who shall not have been delivered of such child or who shall not have been delivered at all, shall be liable to imprisonment not exceeding two years or penal servitude not exceeding five years.

(2) If with intent to prejudice or conceal the status of any child, any person having the care of such child shall not produce it to any one lawfully entitled to claim the same, such person shall be liable to the penalties mentioned in the foregoing subsection.

Penalty for
concealing
birth.

128. (1) If any woman shall be delivered of a child, every person who shall by any secret disposition of the dead body of such child, whether such child died before, at, or after its birth, endeavour to conceal the birth thereof shall be liable to imprisonment not exceeding two years.

(2) If any person tried for infanticide shall be acquitted thereof, it shall be lawful for the jury by whose verdict such person shall be acquitted to find, in case it shall so appear in evidence, that the child had recently been born and that such person did by some secret disposition of the dead body of such child by any means whatsoever endeavour to conceal the birth thereof, and thereupon the Court may pass sentence under subsection (1) of this section as if such person had been convicted upon an information for the concealment of the birth.

(3) The father or mother of a legitimate child who shall fail within three months of the birth of such child to declare the birth shall be liable to a fine not exceeding one hundred rupees. The same penalty shall apply to the mother of a natural child who fails to make the declaration above prescribed.

.../...

When a new
born child
is found.

129. Any person, who having found a new born child shall neglect to make the declarations and fulfil the formalities required of him by section 43 of this Ordinance, shall be liable to a fine not exceeding two hundred rupees, or imprisonment not exceeding six months.

Burial
without a
permit.

130. Whoever shall bury or otherwise dispose of any human body without having obtained a permit from an officer of the civil status, or before the required period, or in any unauthorized burial ground, shall be liable to a fine not exceeding five hundred rupees or to imprisonment not exceeding six months.

Concealing
the body
of a person
deceased
by the effect
of violence.

131. Whoever shall conceal, privately bury or otherwise dispose of the body of a person killed, or having died from the effects of any blow or wound shall be liable to a fine not exceeding five hundred rupees or to imprisonment not exceeding two years.

Penalty for
obstructing
marriages
by unwarranted or
malicious
oppositions.

132. If any person makes opposition to a marriage without having a right under the laws of Mauritius to oppose the marriage ; or if it appears to the Supreme Court that the opposition is made maliciously, the Court may upon the conclusions of Ministère Public inflict upon such opposing party a fine not exceeding one thousand rupees besides costs of suit.

G.N.54/68

The said fine and costs shall, unless paid within eight days after judgment be enforced by imprisonment for such period not exceeding one year as may be fixed by the said judgment.

.../...

- Penalties with respect to masters of ships registered in Mauritius. G.N.54/68
133. If any master of a ship registered in Mauritius or the officer replacing such master and being in command of the said ship neglects upon his arrival in any harbour in Mauritius, to declare to the civil status officer of the place the deaths or births which have occurred on board the said ship, before his arrival in the aforesaid harbour and if any such master or officer has neglected to comply with the provisions of this Ordinance respecting deaths or births in ships registered in Mauritius, the said master or officer shall incur a fine not exceeding five hundred rupees.
- Penalty for not making declarations in cases of suspicious, violent or sudden death.
134. In any case of a suspicious, or violent or sudden death, the persons declaring such death, when acquainted with the circumstances of such death, who shall fail to disclose such circumstances, shall be liable to a fine not exceeding five hundred rupees or to imprisonment not exceeding six months.
- Attempt.
135. If any person attempt to commit any offence for which the punishment of imprisonment or penal servitude is provided in this Ordinance, such person shall be liable to be punished as if he had been guilty of the full offence whenever such attempt has been made manifest by a commencement of execution and has been suspended or has failed in its effect, only by circumstances independent of the will of such person.
- Accomplices 4/40/51
136. Persons who, in any of the modes referred to in section 38 of the Penal Code Ordinance, shall be accomplices in any offence for which the punishment of imprisonment or penal servitude is provided in this Ordinance, shall be liable to the punishment provided for such offence in the same manner as if such offence was one provided for by the Penal Code Ordinance.

Offences to
be reported
to Director
of Public
Prosecutions.
G.N.54/68

137. It shall be the duty of the Registrar General, of every Magistrate, of every officer of the civil status and of every police officer to report to the Director of Public Prosecutions every offence against this Ordinance of which they may become aware.

Enquiries by
Director of
Public Prosecu-
tions.
G.N.54/68

138. The Director of Public Prosecutions may enquire into every offence against this Ordinance which has been denounced to him, or in any other way brought to his cognizance or touching which it may appear that information ought to be obtained.

For such purpose it shall be the right of the Director of Public Prosecutions by virtue of his office to give such directions to the Registrar General, to Magistrates in Mauritius, to officers of the civil status, and to every police officer as may in his discretion be required for the purposes of justice.

PART IX

SUPPLEMENTARY PROVISIONS

Fees payable
under this
Ordinance.
G.N.54/68

139. (1) The fees enumerated in the Third Schedule shall be levied with respect to acts connected with the civil status.

(2) Such fees shall be levied by means of stamps upon the said acts and shall accrue to the Consolidated Fund.

Repeal.

140. The enactments mentioned in the First Schedule are hereby repealed to the extent therein mentioned and any unrepealed enactment referring to any enactment so repealed shall be construed to apply to the corresponding provision of this Ordinance.

2.- Documents utilisés par l'état civil2.1 - Les fiches

Toute déclaration d'évènement se fait par le centre d'état civil du lieu de l'évènement sur une fiche de déclaration dde couleur déterminée d'avance.

- Pour une naissance vivante, la fiche est verte, libellée comme suit, en anglais sur les pages de la fiche cartonnée :

REGISTRATION OF LIVE BIRTHS

Civil Status Office _____

Serial No. _____

Date of Registration _____

Surname of Child _____

Names _____

For Civil Status Office Use Stat Codes only

Ethnical Group _____

Sex _____

Religion _____

District of Residence _____

Township (if applicable) _____

Date of Birth _____

Legitimacy _____

District of C.S.O. _____

No. of Regr. and page _____

Plurality _____

.../...

La deuxième page contient des informations concernant les parents de l'enfant :

Maiden Surname of
Mother

Names

Father's Profession

Mother's Profession

+ Date of Birth of Mother

Age of Mother

No. of Previous
Live Births

No. of Previous
Still Births

Month and Year
Marriage/Union started

M M Y Y

Date of Previous
Live Births

Age of Father

Place of Delivery

+ Not to be punched.

.../...

- pour une naissance non vivante (né-mort), la fiche est rose et représentée comme précédemment :

REGISTRATION OF STILL BIRTHS

Civil Status Office _____

Serial No. _____

Date of Registration _____

For Civil Status Office Stat Codes only

Ethnical Group

Sex

Religion

District of Residence

Township (if applicable)

District of C.S.O.

No. of Regr. and page

La deuxième page renferme des caractéristiques portant sur les parents du mort-né :

Maiden Surname of
Mother

Names

For Civil Status Office Use Stat Code only

Father's Profession

+ Date of Birth of Mother

Age of Mother

No. of Previous
Live BirthsNo. of Previous
Still Births

Month and Year
Marriage/Union started

M M Y Y

Date of Previous
Live Birth

+ Not to be punched.

...../.....

08 - ILE MAURICE

- pour un décès, la fiche est jaune et contient le libellé suivant :

 REGISTRATION OF DEATHS

Civil Status Office _____

Serial No. _____

Date of Registration _____

 For Civil Status Office Stat Codes only

Ethnical Group

Sex

Religion

District of Residence

Township (if applicable)

District of C.S.O.

 No. of Regr. and page

La deuxième page donne des détails sur le défunt et le décès :

 For Civil Status Office Use Stat Codes only

Date of Death

Age at Death

D D M M Y Y Y

*Birth Registration Birth Registered (1) Birth not registered(2)

Group

Detailed List

Cause of Death

Nature of Injury

* Medical Certification Medical Certified(1) Not Medically Certified(2)

Profession

Birth Place

Marital Status

 No. of Live Birth
 (women only)

 * Please tick appropriate box

.../...

Si le décès intervient dans un centre urbain, le déclarant est tenu d'obtenir d'un médecin un certificat médical qu'il présente au centre d'état civil avant l'enregistrement de sa déclaration ; ce certificat est reproduit ci-dessous :

CERTIFICATE OF THE CAUSE OF DEATH

TO THE CIVIL STATUS OFFICER OF THE DISTRICT OF _____

I hereby certify that I attended/examined* the body of _____ who was apparently aged _____ years ; that I last saw him/her on the _____ day of _____ 19____ that he / she died on the _____ day of _____ 19____ at _____ that, to the best of my knowledge and belief, the cause of his/her death was as stated hereunder.

* Delete whichever is inapplicable.

CAUSE OF DEATH	Approximate interval between onset and death
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 30%;"> <p style="margin: 0;">Disease or condition directly leading to death*</p> <p style="margin: 0;">Antecedent causes Morbid conditions, if any, giving rise to the above cause, stating the underlying condition last.</p> </div> <div style="width: 65%;"> <p style="margin: 0; text-align: center;">I</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 10%;"> <p style="margin: 0;">(a)</p> <p style="margin: 0;">(b)</p> <p style="margin: 0;">(c)</p> </div> <div style="width: 90%;"> <p style="margin: 0;">due to (or as a consequence of) _____</p> <p style="margin: 0;">due to (or as a consequence of) _____</p> <p style="margin: 0;">_____</p> </div> </div> </div> </div>	
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 30%;"> <p style="margin: 0;">Other significant conditions contributing to the death, but not related to the disease or conditions causing it.</p> </div> <div style="width: 65%;"> <p style="margin: 0; text-align: center;">II</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 10%;"> <p style="margin: 0;">(</p> <p style="margin: 0;">(</p> <p style="margin: 0;">)</p> </div> <div style="width: 90%;"> <p style="margin: 0;">_____</p> <p style="margin: 0;">_____</p> <p style="margin: 0;">_____</p> </div> </div> </div> </div>	

This does not mean the mode of dying, e.g., heart failure, etc. It means the disease injury or complication which caused death.

Witness my hand this _____ day of _____ 19____

Signed _____ Profession _____ Residence _____

Au vu de ce certificat médical, la déclaration de décès est reçue par le centre d'état civil qui émet aussitôt un permis d'inhumer, reproduit ci-après :

.../...

No. _____

SCHEDULE F

Cemetery. _____

Civil Status of _____

Permit of Burial

By Guardian Cemetery Regd. No.	Name of deceased	Age	Sex	Place of Birth	Date, hour and place of death	Married or Single	Widow or Widower	Name of Declass rant of Death	Civil Status of			No. of Row and Grave
									1 Date of Burial	2 Pauper Burial	3 Private Burial	
Place of Burial _____												
No. of Row and Grave _____												
District of _____												

Date _____ 19 _____

District of _____

Civil Status Officer. _____

Date _____ 19 _____

until

This Permit is to remain without effect/the expiration of twenty-four hours from the hour of the death as herein specified.

- pour un mariage, la fiche est bleue et se présente de la manière suivante :

REGISTRATION OF MARRIAGES

Civil Status Office _____

Serial No. _____

Date of Registration _____

Surname of Husband _____

Names _____

Surname of Wife _____

Names _____

For Civil Status Office Use Stat Codes only

For Civil Status Office Use Stat Codes only

District of C.S.O. _____

No. of Regr. and page _____

La deuxième page précise certaines caractéristiques de chacun des époux :

	HUSBAND		WIFE	
	For Civil Status Office use only	Stat Code only	For Civil Status Office use only	Stat Code only
Ethnic Group				
Age				
Religion				
District of Residence				
Township (if applicable)				
Profession				
Marital Status				

HUSBAND AND WIFE
For Civil Status Office Use

Month and Year Union Started	M M Y Y			
	both (1)	man (2)	woman (3)	neither (4)

*Register signed by

No. of Children

Legitimated

Marriage celebration

Code

* Please tick appropriate box

Dès que le désir d'un mariage est exprimé par les futurs époux, le centre d'état civil procède à la publication de bans qui se fait selon les formules suivantes :

- les futurs époux résident dans l'Ile ; le formulaire utilisé est le suivant :

SHORT PUBLICATION OF MARRIAGE

A publication of Marriage has been made this _____ day of _____ 19____
 between _____ a _____ residing
 in _____ born on _____
 being _____ and the son of _____

and

_____ a _____ residing
 in _____ born on _____
 being _____ and a daughter of _____

Civil Status Officer,

- la publication des bans se fait dans l'Ile et le mariage doit être célébré à l'extérieur de l'Ile, ou bien, les futurs époux, ou l'un d'entre eux, résident à l'extérieur de l'Ile et que le mariage doit être célébré dans l'Ile ; le formulaire utilisé est une sorte de déclaration sur l'honneur faite par chacun des intéressés et appelée "affidavit" (déclaration sous serment) ; il est reproduit ci-après :

.../...

A F F I D A V I T

Under Article 62, Ordinance No. 26 of 1890

I, _____ do make

_____ and say as follows :

That my names are _____

That I am bachelor and _____

That I am by profession or calling _____

That to the best of my knowledge and belief I was born in / out of the Colony
and am about _____ years of age.That I further believe that there is no impediment of consanguinity or affinity
or other lawful hindrance to my marriage with _____

That I (or the said) _____

have (has) for the space of fourteen days immediately preceding the date of this
affidavit resided (carried on business) in the district of _____

That there is no person whose consent to my marriage is required by law except

Signature of Deponent _____

Sworn (solemnly declared) by the above-named the contents of the foregoing
affidavit having previously been explained toBefore me this _____ day of _____ one thousand nine
hundred and __________
Civil Status Officer,

La publication des bans d'un mariage donne lieu à l'établissement d'un
certificat de publication de mariage, formulé et présenté comme suit :...
.../...

CERTIFICATE OF PUBLICATION OF MARRIAGE

I, _____ Civil Status Officer of _____, do hereby that the publications of the marriage intended to be celebrated between the parties hereunder named and described have been duly posted up on the _____ day of _____ nineteen hundred and _____, and on the _____ day of _____ nineteen hundred and _____, and have also been duly entered in the Marriage Publication Register, Volume _____ folio _____ of 19____, and there is no opposition to the said intended marriage.

Contracting parties	Condition	Profession	Age	Dwelling Place	Parties whose consent is required

This _____ day of _____ 19____

Civil Status Officer of _____
in the District of _____

08 - ILE MAURICE2.2 - Les actes proprement dits

Les déclarations de naissances (vivantes ou non) de décès ainsi que les célébrations de mariages sont transcrites sur des registres à volet unique, tenus en double exemplaire. Aucun volet original n'est remis au déclarant.

Signalons que lorsqu'une déclaration d'un événement est tardive, elle ne peut faire l'objet d'un enregistrement par l'officier de l'état civil que sur décision du juge ou du chef-clerc et contre le paiement d'une amende n'excédant pas 2 roupies (soit environ 100 F. CFA). Si le retard dépasse trois mois, l'ordre ne peut être donné que par le juge au vu des conclusions du Ministère public et contre le paiement d'une amende n'excédant pas 50 roupies.

2.3 - Les copies, extraits ou certificats d'actes

Toute personne qui en fait la demande peut obtenir de l'officier d'état civil, copie ou extrait ou certificat de l'acte concerné contre paiement d'une taxe.

- Le formulaire suivant donne un exemple d'extrait d'acte de naissance :

COLONY OF MAURITIUSEXTRACT FROM THE REGISTER OF BIRTHS OF THE DISTRICT OF

Year (in words)	No.	When born and where	Name and Surname	Sex	Marginal entries

Signed :

Officer of the Civil Status of the District of

A true Extract

Officer of the Civil Status of the District of

This _____ day of _____ 19____

.../...

-- Un exemple de certificat de mariage est reproduit ci-après :

MAURITIUS

CERTIFICATE OF MARRIAGE

I HEREBY CERTIFY that the Civil Marriage

between _____

of _____

and _____

of _____

has been duly celebrated at the Civil Status Office

of _____

on the _____ day of _____

one thousand nine hundred and _____

Reg. _____ Folio _____

Civil Status Officer of _____

N.B.- Please see relevant extracts from the Civil Code on verso.

Au verso de ce certificat sont portés quelques extraits du code civil ;
il s'agit de ce qui suit :

EXTRAIT DU CODE CIVIL

Titre V - Du Mariage ;
Chapitre VI - Des droits et des
devoirs respectifs des époux

Art.212 - Les époux se doivent mutuellement
fidélité, secours, assistance.

Art.213 - Le mari doit protection à sa femme,
la femme obéissance à son mari *.

Art.214 - La femme est obligée d'habiter avec
le mari, et de le suivre partout où il
juge à propos de résider ; le mari est
obligé de la recevoir et lui fournir
tout ce qui est nécessaire pour les be-
soins de la vie, selon ses facultés et
son état.

* A Ometer: "la femme obéissance à son
mari", lorsque les parties adoptent le
régime matrimonial prévu sous les disposi-
tions de l'Ordonnance N° 50 de 1949.

EXTRACTS FROM THE CIVIL CODE

Titre V - Of the Marriage ;
Chapter VI - Of the respective rights
and obligations of the spouses.

Art.212 - The spouses owe themselves mutually
fidelity, succour assistance.

Art.213 - The husband owes protection to his wife,
the wife obedience to her husband*.

Art.214 - The wife shall reside at the place
chosen by the husband and follow him whenever
he decides to change his residence. The hus-
band shall be bound to accept his wife at his
residence, live with her and provide her with
the necessaries of life according to to his
means and position.

* To Omit: "the wife obedience to her husband",
when the parties wish to be governed by the
provisions of Ordinance No. 50 of 1949.

2.4 - Les états récapitulatifs

Plusieurs états récapitulatifs (returns) sont dressés, hebdomadairement, mensuellement et annuellement. Ils permettent ainsi un contrôle suivi des enregistrements.

Par semaine et par an, les états récapitulatifs correspondants sont établis par événement et énoncent les principaux renseignements contenus dans l'acte concerné.

Par mois, l'état récapitulatif par centre d'état civil relève le nombre des enregistrements effectués par événement.

- L'exemple suivant donne le relevé des mariages, des naissances, des décès et des morts-nés correspondants à un mois déterminé :

.../...

RETURN OF MARRIAGES, BIRTHS, DEATHS, AND STILL-BIRTHS, ETC.

Civil Status Office of _____ in the District of _____ Month of _____ 19____

MARRIAGES	RECAPITULATION						REMARKS
	Total No. of Acts Registered	No. of Acts		No. of Vol.	Page of Register		
		From	To		From	To	
Number of Marriages (Ord. 26 of 1890)							
Number of Marriages (in articulo mortis)							
Number of Marriages (Ord. 35 of 1914)							
Number of Marriages (Ord. 28 of 1912)							
Births 							
Still-Births 							
Deaths 							

Any discrepancy to be explained separately in column Remarks.

Signature of Civil Status Officer _____

Date _____

08 - ILE MAURICE

Pour le même mois, le relevé des re-mariages des veufs est fait séparément et se présente comme suit :

MAURITIUS WIDOWS' AND CHILDREN'S PENSION SCHEME BOARD

RETURN OF RE-MARRIAGE OF WIDOWS*

Month of _____ Civil Status Office of _____

Name of Widow	Maiden Name of Widow	Name of Husband	Date of marriage
---------------	----------------------	-----------------	------------------

To be rendered on or before the 5th of each month.

Date _____ 19____ Civil Status Officer.

Le relevé annuel, par évènement, se présente de la manière suivante ;

* pour une naissance vivante :

.../...

19

(BIRTH in the Island of
)Naissance dans l'Ile deDependency of Mauritius)
Dépendance de Maurice (

No.	When born and Where	Name and Surname	Sex	Natural or Legitimate	Name and Surname of Father and Mother Profession and Domicile	Name and Surname of Informant, Profession and Domicile	Names and Surnames of Witnesses Profession and Domicile	Marginal Entries
No	Date et Lieu de naissance	Nom et Prénoms	Sexe	Naturel ou Légitime	Noms et prénoms des Père et Mère avec leurs professions et Domiciles	Nom et prénoms du Déclarant avec ses profession et Domicile	Noms et Prénoms des témoins, avec leurs professions et Domiciles	Notes Marginales

So declared by the above said Informant in the presence of the abovenamed Witnesses who, after I have read over the Act to them, have signed or marked the same in my presence this _____ day of _____ one thousand nine hundred and _____

Cette déclaration a été faite par le dit Déclarant en présence des témoins ci-dessous mentionnés, qui, après lecture à eux par moi faite du présent Acte, y ont apposé leurs signatures ou leurs croix ce _____ mil neuf cent _____

Signature of Informant. {

Signature du Déclarant, {

.....

Signature of Witnesses, {

Signature des Témoins, {

(Officer of the C
(Officer of the Civil Status of
(Officier de l'Etat Civil de

* pour une naissance non vivante (mort-né) ;

.../...

19

{ STILL-BIRTH in the Island of
) MORT-NE dans l'Ile de

Dependency of Mauritius)
Dépendance de Maurice)

No.	Date of Birth	Place of Birth	Sex	Name and surnames of Witnesses, profession and Domicile	Names and Surnames of Father and Mother, Profession and Domicile	Marginal Entries
N°	Date de la Naissance	Lieu de Naissance	Sexe	Noms et prénoms des témoins avec leurs professions et domiciles	Noms et prénoms des père et mère avec leurs professions et domicile	Notes Marginales

So declared by the above said Witnesses who, after I have read over this Act to them, have signed or marked the same in my presence
this _____ day of _____ One thousand nine hundred and _____

Cette déclaration a été faite par les dits témoins qui après lecture à eux par moi faite du présent acte y ont apposé leurs signatures
ou leurs croix de _____ mil neuf cent _____

Signature of (_____
Witnesses)
Signature des (_____
témoins)

(Officer of the Civil Status of
(Officier de l'Etat Civil de

* pour un décès ;

.../...

19

(DEATH In the Island of
) DECES dans l'Ile deDependency of Mauritius)
Dépendance de Maurice (19

No.	Date, Hour and Place of death	Name and Surname, Age and Place of Birth	Sex	Profession and Domicile	Whether Married, a Widower or Widow	Name and Surnames of Witnesses, Profession and Domicile	Name and Surname of Father and Mother, profession and Domicile	Of what Religious Denomination	Marginal Entries
N°	Date, Heure et lieu du décès	Nom et prénoms, Age et lieu de naissance	Sexe	Profession et Domicile	Marié, Veuf ou veuve		Noms et prénoms des père et mère avec leurs professions et domiciles	Religion	Notes Marginales

So declared by the above said Witnesses who, after I have read over this Act to them, have signed or marked the same in my presence
this _____ day of _____ one thousand nine hundred and _____

Cette déclaration a été faite par les dits témoins qui après lecture à eux faite par moi du présent acte, y ont apposé leurs signatures
ou leurs croix ce _____ mil neuf cent _____

Signature of (_____
Witnesses (_____
Signatures (_____
des témoins (_____

(Officer of the Civil Status of
(Officier de l'Etat Civil de

* pour un mariage ;

.../...

19

(MARRIAGE in the Island
) MARIAGE dans l'Ile de

Dependency of Mauritius {
Dépendance de Maurice }

When married	Names and Surnames	Age	Place of Birth	Condition	Rank or Profession	Domicile at the time of marriage	Names and Surnames of Parents or Guardians whose consent is required with their rank or profession and domicile	Names and Surnames of Witnesses with their rank or profession and domicile	Religious Denomination of the parties married	Marginal Entries
Date du mariage	Noms et prénoms	Age	Lieu de Naissance	Condition (célibataire, veuf ou veuve)	Profession	Domicile à l'époque du mariage	Noms et prénoms des pères et mères ou tuteurs dont le consentement est requis avec leurs profession et domiciles.	Noms et prénoms des témoins avec leurs profession et domiciles	Religion des conjoints	

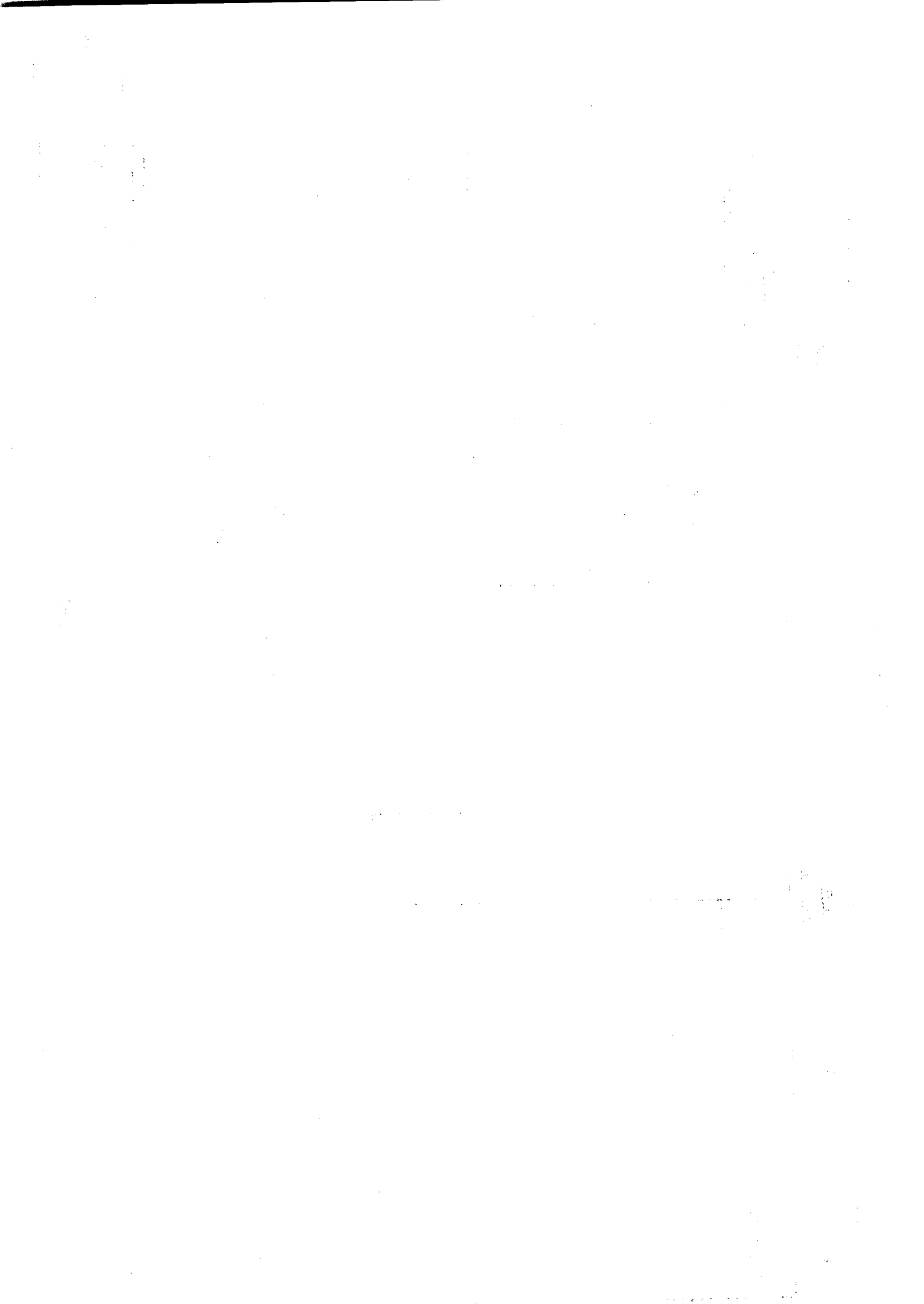
Married by me _____ after due publication in the act of the contracting parties without opposition (or after refusal of all oppositions) and with the consent of _____ or the said contracting parties have declared to me, in presence of the aforementioned witnesses that they are willing to take each other for husband and wife _____

Mariés par moi _____ après les publications nécessaires dans le district des parties contractantes sans oppositions (ou les oppositions ayant été rejetées) et avec le consentement des _____ après que les dites parties contractantes n'aient déclaré en présence des témoins ci-dessous mentionnés qu'ils consentent à se prendre pour époux et épouse _____

The aforesaid parties and witnesses, after I have read over to them the present act, have signed or marked the same in my presence présent acte y ont apposé leurs signatures ou leurs croix.

Signature of the married Parties {
Signature des Mariés {
In the presence of us (Signature of Witnesses and of parents, Guardians or other persons whose consent is required)
(Signature des témoins, parents ou tuteurs dont le consentement est requis)

{
{
{
{
{
Officer of the Civil State of
Officier de l'Etat Civil de



I - Texte législatif en vigueur

ARRETE N° 4 602 A.P. du 16 août 1950

LE HAUT COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE, GOUVERNEUR GENERAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE
FRANCAISE, GRAND OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Vu le décret du 3 décembre 1931 portant réorganisation de la Justice indigène en Afrique occidentale française,

Vu le décret du 3 mai 1945 sur les pouvoirs de police des Gouverneurs généraux et Gouverneurs des territoires ;

Vu le décret du 30 avril 1946, supprimant la Justice indigène en matière pénale ;

Vu le décret du 25 octobre 1946, portant création d'Assemblées représentatives territoriales en Afrique occidentale française ;

Vu la loi du 29 août 1947, fixant le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des Assemblées de Groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française, dites "Grands Conseils" ;

Vu l'avis donné par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française, en sa séance du 9 juin 1950,

ARRETE :

CHAPITRE PREMIER

Des déclarations relatives à l'état civil des personnes régies par les coutumes locales et des registres destinés à leur constatation

ARTICLE PREMIER - En Afrique occidentale française les déclarations de naissance et de décès des personnes régies par les coutumes locales et celles des mariages intervenus suivant les mêmes coutumes sont constatées, reçues et enregistrées conformément aux dispositions du présent arrêté.

ART. 2 - Les chefs-lieux de cercle et de subdivision, les communes de plein exercice et communes de moyen exercice et les communes mixtes constituent les centres principaux d'état civil.

.../...

Des centres secondaires d'état civil pourront être créés par arrêtés des Chefs de territoires, sur proposition des commandants de cercle et après avis de l'Assemblée locale dans les chefs-lieux de cantons, dans les agglomérations importantes et dans les quartiers des grandes agglomérations.

Il sera tenu dans les centres principaux et secondaires d'état civil un registre des actes de naissance, un registre des actes de décès et un registre des actes de mariage.

Ces registres à souches, comportant trois volets, seront du modèle annexé au présent arrêté.

Toutefois, dans les communes de Dakar, Saint-Louis et Rufisque, les déclarations de naissance et de décès continueront à être faites aux officiers de l'état civil et à être transcrites sur les registres de l'état civil européen.

ART. 3 - Les registres seront ouverts le 1er janvier et clos le 31 décembre de chaque année.

ART. 4 - Chaque page des registres comporte trois volets :

- Le volet n° 1, destiné à être conservé par le ou les intéressés, sera remis immédiatement à la ou aux personnes qui feront la déclaration. Il aura la valeur d'un extrait d'acte d'état civil ;

- Le volet n° 2, destiné à servir de double à la déclaration en cas de perte ou de destruction des volets n° 1 et n° 3. Les volets n° 2 seront envoyés trimestriellement au Chef de circonscription du centre principal d'état civil qui, en fin d'année, les mettra en liasses, par ordre alphabétique et par genre de déclaration, et les transmettra au Greffe du tribunal colonial d'appel où ils seront conservés ;

- Le volet n° 3 constitue la souche du registre. Ces souches seront classées et conservées dans les centres principaux d'état civil.

ART. 5 - Les déclarations seront reçues :

- Dans les centres principaux d'état civil, par le commandant de cercle, le chef de subdivision, le maire ou leurs adjoints assistés d'un interprète ;

- Dans les centres secondaires d'état civil, par le chef de canton ou par son secrétaire ou, à défaut, par un fonctionnaire en service dans la localité.

Les personnes chargées de l'état civil dans les centres secondaires seront spécialement désignées à cet effet par décision du chef de la circonscription administrative ou du maire, chargés du centre principal d'état civil dont elles dépendent.

Les déclarations seront inscrites sur les registres à la suite les unes des autres et porteront un numéro constatant l'ordre de leur inscription.

Elles seront signées par la personne chargée de les recevoir, par l'interprète dans les centres principaux et par le ou les déclarants. Si ces derniers ne savent pas signer, mention en sera faite.

ART. 6 - Dans les centres secondaires d'état civil, les personnes chargées de l'état civil seront retribuéées pour chaque rédaction d'acte d'état civil par une prime dont le montant sera fixé par arrêté du Chef de territoire, après avis de l'Assemblée locale. Ces primes seront payées sur états trimestriels après certification des services faits par le chef de circonscription ou le maire.

ART. 7 - Les déclarations seront faites dans un délai de deux mois. Elles pourront émaner :

Pour les naissances, du père, de la mère, de l'un des ascendants ou de proches parents, ou d'une personne ayant assisté à l'accouchement.

Pour les décès, du conjoint survivant, des ascendants et descendants ou de l'un des proches parents du défunt, ou d'une personne ayant assisté au décès.

Pour les mariages, des deux époux conjointement ou, en cas d'impossibilité, de l'un d'eux seulement, si la déclaration est confirmée par un représentant de l'autre époux dont la qualité aura été constatée et admise par la coutume.

Les chefs de quartier, de village, de fraction, de canton, de tribu pourront également faire les déclarations relatives aux naissances et aux décès survenus dans leur groupement.

ART. 8 - Il sera fait mention d'office, en marge des actes de naissance des intéressés, des actes de décès les concernant. Ces mentions seront portées au dos du volet n° 3 ou souche du registre des naissances et sur le volet n° 2 classé au Greffe du tribunal colonial d'appel. Ces mentions indiqueront la date et le lieu du décès, ainsi que le numéro d'ordre de l'acte de décès.

Elles seront faites, en ce qui concerne le registre de l'année en cours (volet n° 3), suivant le cas, par le chef de la circonscription administrative ou le maire de la commune du centre principal d'état civil et par la personne chargée de l'état civil dans les centres secondaires ; en ce qui concerne le registre des années écoulées, par le chef de circonscription administrative ou le maire de la commune du centre principal d'état civil ; en ce qui concerne les volets n° 2 des registres des années écoulées, par le greffier du tribunal colonial d'appel, sur le vu d'un avis, donné par le chef de circonscription ou le maire du centre principal d'état civil, mentionnant l'acte de décès.

.../...

CHAPITRE II

De la rectification et de la reconstitution des actes d'état civil

ART. 9 - La rectification et la reconstitution des actes de l'état civil des personnes de statut civil personnel ne peuvent être effectuées qu'en vertu d'un jugement.

Il y aura lieu à reconstituer dans les cas de perte ou destruction d'un registre et dans le cas de déclaration n'ayant pu être reçue par suite de l'expiration du délai prévu à l'article 7.

Les tribunaux indigènes, constitués conformément au décret du 3 décembre 1931, sont seuls compétents en matière d'état civil des personnes de statut civil particulier.

ART. 10 - La demande en rectification ou en reconstitution peut être faite par la personne que l'acte concerne et par toute personne ayant à cette rectification ou reconstitution un intérêt né et actuel.

Elle peut également être faite par l'autorité administrative.

ART. 11 - La demande est portée devant le tribunal du 1er degré, dans le ressort duquel se trouve le centre d'état civil où l'acte a été ou aurait dû être reçu.

ART. 12 - Elle est instruite et il est statué conformément aux règles posées à la section II du chapitre 1er du titre 2 du décret du 3 décembre 1931.

Il pourra être fait appel du jugement par les personnes indiquées à l'article 10 et par l'autorité administrative.

L'appel sera porté devant le tribunal du 2e degré.

ART. 13 - Les jugements supplétifs ou rectificatifs d'actes d'état civil seront inscrits par le Président du tribunal sur un registre spécial tenu à cet effet.

ART. 14 - Le dispositif de tout jugement supplétif d'acte de l'état civil devenu définitif sera transcrit d'office par les soins du chef de la circonscription administrative ou du maire du centre principal d'état civil au dos de la souche (volet n° 3), sur laquelle aurait dû être inscrite la déclaration sur le registre de l'année où celle-ci aurait dû être faite.

Cette dernière transcription sera faite également par le greffier du tribunal colonial d'appel sur le volet n° 2 par lui conservé, sur le vu d'un extrait du jugement.

.../...

CHAPITRE III

De la délivrance des copies d'actes de l'état civil

ART. 15 - Toute personne qui fait une déclaration à l'état civil reçoit une expédition de l'acte d'état civil sous forme du volet n° 1 du registre.

Des copies supplémentaires des actes de l'état civil pourront être délivrées aux intéressés, soit sur papier libre et sans frais, soit sur timbre et à leurs frais, conformément à la législation en vigueur, par les chefs des circonscriptions territoriales ou les maires des communes, centres principaux d'état civil.

Ils les certifieront conformes à l'original, les signeront et y apposeront le cachet de la circonscription ou de la mairie.

ART. 16 - Les autorités administratives et judiciaires pourront également obtenir copie des actes de l'état civil. Ces copies seront établies comme il est dit à l'article précédent, mais sur papier libre et sans frais.

CHAPITRE IV

Des personnes assujetties à l'état civil et des personnes chargées de déclarer les frais d'état civil les concernant

ART. 17 - Les déclarations de naissance et de décès devront être obligatoirement faites par toutes les personnes résidant dans les centres principaux ou secondaires d'état civil et dans les localités situées dans un rayon maximum de 10 kilomètres autour de ces centres et dont la liste sera fixée, sur proposition des commandants de cercle, par arrêtés locaux pris après avis du Conseil général.

Les déclarations de mariage dans ces centres seront facultatives.

La dissolution par divorce, répudiation ou tout autre moyen reconnu par la coutume, constatée par jugement d'un mariage ayant fait l'objet d'une déclaration, devra être transcrite dans les formes prévues par l'article 14 pour les décès.

Cette transcription pourra être requise par toute personne intéressée et même d'office par le président de la juridiction qui aura constaté définitivement la dissolution du mariage.

Dans les autres localités, les déclarations d'état civil restent facultatives. Elles peuvent être reçues à la demande des intéressés dans le centre d'état civil le plus rapproché de leur résidence.

.../...

ART. 18 - Les personnes tenues de faire, dans le délai de l'article 7, les déclarations obligatoires prévues à l'article 17 seront :

- Pour les naissances : les parents ou, à défaut, les ascendants ;
- Pour les décès : le conjoint survivant, les parents ou les ascendants et les descendants majeurs ou, à défaut, le chef de village, de fraction ou de quartier.

ART. 19 - Toutes les naissances et les décès survenus dans les établissements d'hospitalisation et de détention seront obligatoirement déclarés par les chefs de ces établissements dans le délai fixé par l'article 7.

CHAPITRE V

Du contrôle de l'état civil et de l'utilisation de recensements pour l'identification des personnes

ART. 20 - Les personnes régies par les coutumes locales sont soumises à des recensements périodiques effectués à la diligence des commandants de cercle par les chefs de circonscription administrative, par leurs adjoints ou par des fonctionnaires spécialement désignés à cet effet par les commandants de cercle.

Elles seront inscrites, en présence des chefs de canton ou de tribu, des chefs de village ou de fraction et des notables coutumiers, par familles, sur des imprimés dits "cahiers de recensement", d'un modèle uniforme pour chaque territoire.

Le recensement de chaque canton aura lieu au moins tous les quatre ans.

ART. 21 - Seront inscrits sur les cahiers de recensement tous renseignements utiles permettant l'identification des personnes et portant sur la filiation, la date et le lieu de naissance, les mariages et les divorces.

Les tribunaux statuant en matière d'état civil seront tenus de consulter, préalablement à leur décision, les cahiers de recensement, dont les indications feront foi jusqu'à preuve du contraire.

ART. 22 - Dans les centres soumis au régime des déclarations d'état civil obligatoires, ces recensements auront pour but de contrôler la réalité et la véracité des déclarations des assujettis et de rechercher les fraudes, les abstentions et les erreurs d'inscription.

Dans ces localités, les chefs de canton ou les fonctionnaires spécialement chargés de l'état civil tiendront à jour un double des cahiers de recensement au fur et à mesure des déclarations d'état civil.

ART. 23 - Dans les centres non soumis au régime des déclarations d'état civil obligatoires, il sera délivré à toute personne n'ayant pas fait l'objet d'une déclaration facultative d'état civil, et qui en fera la demande, un bulletin d'état civil portant toutes indications la concernant, contenues dans les cahiers de recensement.

Ce bulletin sera reconnu valable et suffisant chaque fois qu'un texte spécial n'exigera pas la production d'un acte d'état civil.

CHAPITRE VI

Des sanctions pour inexactitudes, omissions, retards dans les déclarations d'état civil et pour absences et fausses déclarations aux recensements

ART. 24 - Toute personne convaincue d'avoir formulé une assertion sciemment inexacte, à l'occasion d'une des déclarations de l'état civil prévues au présent arrêté, qu'elles soient obligatoires ou facultatives, ou à l'occasion d'un recensement, sera punie d'un emprisonnement de 1 à 5 jours et d'une amende de 1 à 600 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 25 - Sera punie d'une amende de 1 à 300 francs toute personne qui, tenue aux termes de l'article 18 du présent arrêté, de faire obligatoirement les déclarations à l'état civil, aura omis de les faire, ainsi que toute personne qui, sauf excuse valable, ne se sera pas présentée aux recensements prescrits par l'autorité administrative.

ART. 26 - Le présent arrêté sera mis en application le 1er janvier 1951.

ART. 27 - Toute disposition contraire au présent arrêté est abrogée.

ART. 28 - Les Gouverneurs des Territoires, le Délégué du Gouverneur du Sénégal à Dakar et le Procureur général seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 16 août 1950

Pour le Haut Commissaire et par délégation:

Le Gouverneur Secrétaire général p. i.,

(6) CHAMBON.-

2 - Documents utilisés par l'état civil2.1 - Les fiches

On retrouve ici aussi trois cas :

- Le premier cas est celui où l'évènement intervient sous contrôle médical, c'est-à-dire dans un centre médical.

Deux formes de fiches sont utilisées pour une naissance

* selon qu'elle ait eu lieu :

- dans un hôpital ;

DECLARATION DE NAISSANCE

Nous soussigné _____

Docteur en Médecine, Médecin _____

Médecin-Chef _____

Déclarons avoir donné nos soins à Madame _____

Demeurant à _____

Qui est accouchée le _____ 19 _____

à _____ exact d'un enfant de sexe

_____ né _____

Prénommé _____

Niamey, le _____ 19 _____

.../...

- ou dans une maternité ;

REPUBLIQUE DU NIGER
 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE
 MATERNITE CENTRALE DE NIAMEY

N° _____/

CERTIFICAT D'ACCOUCHEMENT

Je soussigné _____ Sage-femme
 Certifie que Mme _____ Née _____
 Est accouchée d'un enfant de sexe _____ le _____
 à _____
 Prénoms de l'enfant _____
 Poids à la naissance _____
 Profession du père _____
 Quartier _____

Niamey, le _____ 19____
 La Sage-Femme,

Qu'il s'agisse d'un hôpital ou d'une maternité (centre médical), la
 déclaration de naissance ou le certificat d'accouchement est accompagné d'une
 fiche de renseignements dont le contenu est le suivant :

FICHE DE RENSEIGNEMENTS

(à joindre avec les déclarations de naissance
 pour les accouchements à l'hôpital).

Prénoms de l'enfant _____
 Nom du père _____
 Lieu de naissance du père _____
 Date de naissance du père _____
 Profession du père _____
 Nom de la mère _____
 Lieu de naissance de la mère _____
 Date de naissance de la mère _____
 Profession de la mère _____
 Domicile des parents du nouveau-né _____

.../...

* Une fiche appelée "déclaration de décès" est rempli dans le cas d'un décès et transmise au centre d'état civil. A défaut de cette fiche, nous reproduisons sa souche correspondante.

N° d'ordre du présent registre

Salle _____ N° du lit _____

N° du registre d'entrée : _____ N° du sac _____ N° des dépôts : _____

Le S (1) _____

Âgé de _____ ans, fils d _____ et d _____

né à _____ canton d _____ dépt d _____

domicilié de droit à _____ canton d _____ dépt d _____

(2) _____

entré à l'hôpital le (3) _____

décédé le _____ du mois d _____ de l'an mil neuf cent

à _____ heure _____ du _____ par suite d (4) _____

(5) _____

Date de la déclaration du décès : _____

- Le deuxième cas est celui pour lequel l'évènement intervient hors du contrôle médical c'est-à-dire à domicile.

- * La naissance est déclarée verbalement au centre d'état civil ;
- * Le décès fait forcément l'objet d'un constat du médecin qui délivre un permis d'inhumer qui sert de preuve concrète au centre d'état civil pour l'enregistrement de l'évènement.

REPUBLIQUE DU NIGER
HOPITAL DE NIAMEY

CONSTAT DE DECES

PERMIS D'INHUMER

Nom _____

Sexe _____

Age _____

Fils ou fille de _____

Marié ou célibataire _____

Profession _____

Domicile _____

Cause du décès _____

Date et heure du décès _____

_____ le _____ 19 _____

Le Médecin-Chef du Centre médical,

- Le dernier cas est celui du mariage, pour lequel, le contrôle médical n'intervient pas. Dans ce cas, le futur époux remplit en présence de deux témoins une fiche de renseignements ainsi formulée :

REPUBLIQUE DU NIGER

VILLE DE NIAMEY

N° _____/VN

FICHE DE RENSEIGNEMENTS

Nom du Mari _____

Date de Naissance _____

Profession _____

FILIATION (Nom du père _____
) Nom de la mère _____

Domicile _____

Nom de la femme _____

Date de Naissance _____

Profession _____

FILIATION (Nom du père _____
) Nom de la mère _____

Domicile _____

1°/- Nom et prénoms _____

Profession _____

TEMOINS Date de naissance _____

2°/- Nom et prénoms _____

Profession _____

Date de naissance _____

Célébré à _____

Coutume _____

Dot _____

Date du mariage _____

Date de la déclaration _____

2.2 - Les actes proprement dits (ou les jugements supplétifs)

D'une façon générale, les trois volets de l'acte (naissance, décès ou mariage) renferment le même libellé. La souche et le volet remis au déclarant portent le titre de "déclaration de!."; seul, le volet n° 2 transmis trimestriellement au centre principal d'état civil s'appelle "extrait d'acte de...".

* La déclaration de naissance se présente de la manière suivante :

 REPUBLIQUE DU NIGER

VOLET N° 1 N°

 DECLARATION DE NAISSANCE
 (à remettre aux intéressés)

Je soussigné, _____

Fonction _____

Certifie avoir reçu la déclaration de naissance de :

Prénoms de l'enfant _____

Sexe _____

(Père _____

NOMS)

(Mere _____

Profession du père _____

Domicile des parents _____

Noms et domicile du déclarant _____

Date de naissance _____

Lieu de naissance _____

Date de déclaration _____

Signature de l'Agent
chargé de l'état civil,Signature
du déclarant,

Signature de l'Interprète,

.../...

* La déclaration de décès est libellé de la manière suivante :

REPUBLIQUE DU NIGER

VOLET N° 1

DECLARATION DE DECES

(à remettre au déclarant)

Je soussigné, _____

Fonction

Certifie avoir reçu la déclaration de décès :

Noms du défunt _____

Sexo _____

Date de naissance

Lieu de naissance.....

NOMS (Père _____
Mère _____

Célibataire

Maric

Profession _____

Domicile _____

Non et domicile du déclarant

Date du décès _____

Lieu de décès _____

Date de la déclaration: _____

Signature de l'Agent
chargé de l'Etat Civil,

Signature
du déclarant,

Signature de l'Interprète,

.....

* Le contenu de la déclaration de mariage est le suivant :

REPUBLIQUE DU NIGER

VOLET N° 1 N°

DECLARATION DE MARIAGE
(à remettre aux intéressés)

COMMUNE DE PLEIN EXERCICE DE NIAMEY

Je soussigné _____

Fonction _____

Certifie avoir reçu la déclaration de mariage de :

Nom du mari _____

Filiation (Nom du père _____

) Nom de la mère _____

Domicile _____

Nom de la femme _____

Filiation (Nom du père _____

) Nom de la mère _____

Domicile _____

Célébré à _____

Témoins _____

Coutume _____

Dot _____

Dispositions spéciales _____

Noms et domicile des déclarants _____

Date du mariage _____

Date de la déclaration _____

Signature de l'Agent
chargé de l'état civil,

Signature
des déclarants,

Signature de l'Interprète,

.../...

Lorsqu'un fait d'état civil n'a pas été déclaré dans le délai légal de 2 mois, il ne peut l'être que sur jugement. Le formulaire de jugement supplétif est le même quel que soit l'évènement concerné. Il est le suivant :

TRIBUNAL DE 1^{er} DEGRE
DE _____

A U D I E N C E
DU _____

COMPOSITIONMATIERE CIVILE

PRESIDENT :
1^{er} ASSESSEUR :
2^{ème} ASSESSEUR :
SECRETAIRE :
INTERPRETE :
JUGEMENT N° _____/SUPPLETIF
D'ACTE DE :
CONCERNANT

NOM :	Coutume :
Fils de :	Coutume :
Et de :	Coutume :
Né à :	Le (vers)
Profession	Domicile
Comparissant en personne	
représenté par :	
Non :	Coutume :
Fils de :	et de :
Agé de :	Profession :
Domicile :	

OBJET DE LA DEMANDE

Requête écrite
verbale en date du _____
tenant lieu à l'établissement d'un jugement
Supplétif d'Acte de _____

TEMOINS1^{er}2^e3^e

Non :
Coutume :
Fils de :
Et de :
Agé de :
Profession :
Domicile :

Vu l'Arrêté du 29 mai 1933 règlementant l'Etat Civil indigène

Attendu qu'il résulte de l'enquête à laquelle il a été précédé la preuve des faits énoncés en ladite requête.

Déclare que :		Coutume :
Profession :		Domicile :
est né à :		
le (vers) :		
de :		
Coutume :	Né à	Né à
Profession :	le	le
Domicile :	fils de :	fils de :
et de :	et de :	et de :
Coutume :	est décédé	a contracté mariage
Profession		suivant la coutume :
domicile :		à
		le
		avec
		coutume
		Née à
		le
		fille de
		et de
		Profession
		Domicile

Ordonne que le présent jugement lui tiendra lieu d'Acte de _____ et sera transcrit sur les registres de l'Etat Civil Indigène de la Subdivision de _____ pour l'année courante et pour l'année _____ ainsi que sur le double de ce dernier registre déposé au Greffe du Tribunal d'Appel de NIAMEY.

Fait à _____ les jour, mois et an que dessus.

LE SECRETAIRE

Signé,

LE PRESIDENT

Signé, :

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME

NIAMEY; le _____ 19____

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA MAIRIE,

(é) SIDIBE.-

2.3 - Les copies, extraits d'actes (ou de jugements supplétifs)

Quel que soit l'acte concerné, la copie est une reproduction certifiée conforme aux indications portées sur le registre correspondant de l'état civil et établie uniquement sur la demande de l'intéressé.

L'extrait de l'acte (ou du jugement supplétif) est le document généralement délivré aux intéressés :

- L'extrait d'acte de naissance se présente comme suit :

REPUBLIQUE DU NIGER

VILLE DE NIAMEY

VILLE DE NIAMEY

EXTRAIT D'ACTE DE NAISSANCE

N° _____/VN

Le _____

Naissance de :

est né à Niamey (République du Niger)

un enfant du sexe _____

qui a reçu les prénoms de _____

et dont le père est _____

et la mère est _____

MENTIONS MARGINALES

Certifié le présent extrait conforme aux indications portées au registre de l'Etat Civil _____ pour nous SIDIBE Etienne, Secrétaire Général de la Mairie de Niamey.

A Niamey, le _____

Pour le Maire et par ordre
Le Secrétaire Général,

(é) SIDIBE.-

- L'acte du jugement supplétif d'acte de naissance est libellé
comme suit :

REPUBLIQUE DU NIGER

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE NIAMEY

COUR D'APPEL
DE NIAMEY

EXTRAIT DU REGISTRE DES JUGEMENTS SUPPLETIFS D'ACTE DE
NAISSANCE N°

Le Tribunal de _____, en son audience publique
du _____
mil neuf cent _____ statuant en matière d'Etat Civil, Coutumier, a rendu
le jugement dont la teneur suit

Le Tribunal	déclare que l nommé
habitant à	profession
du nommé	est né à
et de la nommée	son père
	sa mère

Ordonne que le présent dispositif sera transcrit sur les registres de
l'Etat Civil de l'année en cours de la Commune de _____ pour tenir lieu à
l'intéressé d'acte de naissance et en marge du registre de l'Etat Civil de la
Commune de _____ pour l'année mil neuf cent _____

pour extrait conforme

, le

Le Greffier,

.../...

- L'extract d'acte de décès est libellé de la manière suivante :

REPUBLICQUE DU NIGER

VILLE DE NIAMEY

VILLE DE NIAMEY

EXTRAIT D'ACTE DE DECES

Le _____

est décédé à Niamey (République du Niger) _____

N° _____/CN

Décès de _____

Fils de _____

et de _____

Certifié le présent extrait conforme aux indications portées
au registre de l'Etat Civil _____
par Nous, SIDIBE Etienne, Secrétaire Général de la Mairie de Niamey.

A Niamey, le _____

Pour le Maire et par ordre

Le Secrétaire Général,

(é) SIDIBE.-

.../...

- L'extrait du jugement supplétif d'acte de décès est formulé comme suit :

REPUBLIQUE DU NIGER

COUR D'APPEL DE NIAMEY

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE
DE NIAMEY

EXTRAIT DU REGISTRE DES JUGEMENTS SUPPLETIFS

D'ACTE DE DECES N°

CABINET DE M. LE JUGE DE PARIS

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE NIAMEY

EXTRAIT DU REGISTRE DES JUGEMENTS SUPPLETIFS D'ACTE DE DECES N°

Le Tribunal de Première Instance de Niamey - Niger en son audience du

Après délibération le Tribunal a rendu le Jugement suivant :

LE TRIBUNAL

Vu l'Arrêté Général N° 4 602/AP du 6 août 1950, réglementant l'Etat Civil des personnes régies par les coutumes locales ;

Vu la requête en date de ce jour tendant à l'établissement d'un jugement supplétif d'acte de décès ;

Le Tribunal de Première Instance déclare que

le (la) nommé (e) _____ habitant à _____

né (e) à _____ vers _____

fils (le) de _____ et de _____

est décédé (e) à _____ vers _____

Ordonne que le présent jugement tiendra lieu d'acte de décès et sera transcrit sur le registre de l'Etat Civil des personnes régies par les coutumes pour l'année courante et pour l'année _____ (1), ainsi que sur le double de ce dernier registre déposé au greffe du Tribunal de Première Instance de Niamey.

(1) du décès.

Fait à Niamey, le _____

Le Chef du Tribunal,

.../...

- L'extraît d'acte de mariage est le suivant :

REPUBLIQUE DU NIGER

VILLE DE NIAMEY

VILLE DE NIAMEY

EXTRAIT D'ACTE DE MARIAGE

Le _____

a eu lieu à Niamey (République du Niger)

N° _____

le mariage de _____

Mariage de

_____ fils de _____ et de _____

avec _____

_____ fille de _____ et de _____

La dot était fixée à _____

Certifié le présent extrait conforme aux indications portées
au registre de l'Etat Civil _____

par Nous, SIDIBE Etienne, Secrétaire Général de la Mairie de Niamey.

A Niamey, le _____

Pour le Maire et par ordre

Le Secrétaire Général,

(é) SIDIBE.-

.../...

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
JUSTICE DE PAIX DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES JUGEMENTS SUPPLETIFS
D'ACTE DE MARIAGE N°

La Justice de Paix de
né à
fils de
a contracté mariage à
suivant la coutume
née à
fille de
La dot était fixée à

Ordonne que le présent dispositif sera transcrit sur les registres de l'Etat Civil de l'année en cours de la Commune de pour tenir lieu à l'intéressé d'acte de mariage et en marge du registre de l'Etat Civil de la Commune de pour l'année mil neuf cent

pour extrait conforme
, le
Le Greffier.

2.4 - L'état récapitulatif des actes (ou des jugements supplétifs)

Il s'agit d'un document présenté sous forme d'un **cahier** d'écolier permettant de dresser annuellement une "**table** alphabétique des actes et des jugements supplétifs enregistré au cours de la période correspondante". Chacune des pages du cahier comporte quatre colonnes qui inscrivent respectivement :

- le numéro d'ordre ;
- le nom et les prénoms ;
- le numéro de l'acte ;
- la date de l'acte.

.../...

10 - RWANDA

I - Texte législatif

Il n'existe pas un texte spécifique réglementant l'état civil dans ce pays.
Les seuls textes actuellement disponibles sont :

* la loi du 19 février 1964 relative au recensement, à la carte d'identité et au changement de résidence des Rwandais ;

* et l'arrêté ministériel n° 19/01 du 1er mars 1966 portant mesure d'exécution de la loi précédente.

Loi du 19 février 1964 relative au recensement, à la carte d'identité et au changement de résidence des Rwandais.

Nous, Grégoire KAYIBANDA,
Président de la République,

L'Assemblée Nationale a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE 1er - Toute personne de nationalité rwandaise, âgée de 16 ans et plus est tenue de se présenter spontanément devant les autorités communales du lieu de sa résidence pour y satisfaire aux formalités de l'inscription en vue du recensement de la population.

Ceux n'ayant pas atteint cet âge obligatoire, peuvent se faire recenser à la carte d'identité en cas de motif valable.

ART. 2 - Ces formalités doivent être accomplies à l'occasion des circonstances ci-après :

- a) lors des recensements généraux prescrits par le Ministre de l'Intérieur ;
- b) lorsque le citoyen atteint l'âge de 16 ans révolus ; dans cette éventualité, la formalité devra être remplie dans les trente jours qui suivent la date anniversaire.

ART. 3 - Le père ou, à défaut, la mère ou le tuteur, sont tenus de faire inscrire au recensement les enfants âgés de moins de 16 ans dont ils ont la charge. Ils sont tenus en outre, de pourvoir de cartes d'identité pour ceux d'entre eux, obligés de voyager sans leur compagnie.

ART. 4 - L'inscription en vue du recensement prévue à l'article premier, s'effectue sur des fiches conformes au modèle de l'annexe 1 du présent texte.

.../...

Elle donne lieu à la délivrance d'une carte d'identité dont le modèle est donné en l'annexe II.

En ce qui concerne les enfants âgés de moins de 16 ans, l'inscription s'opère sur la fiche, puis sur la carte d'identité du père ou, à défaut de la mère ou du tuteur.

ART. 5 - La carte d'identité doit être datée et signée par le bourgmestre de la commune où a lieu l'inscription.

Une partie de la carte est réservée à la mention du visa de changement de résidence prévu à l'article 10.

La carte d'identité devra porter la photographie du titulaire ou empreinte digitale.

ART. 6 - La carte d'identité initiale est délivrée gratuitement. En cas de perte ou de détérioration sérieuse, la carte sera renouvelée moyennant le paiement d'une taxe de vingt francs. La taxe ci-dessus sera comptabilisée conformément aux instructions, qui seront données à cette fin par le Ministre de l'Intérieur.

ART. 7 - Le port de la carte d'identité est obligatoire pour toute personne âgée de 16 ans et plus. La carte d'identité doit être produite à toute réquisition d'un agent qualifié de l'autorité.

ART. 8 - Toute personne soumise au recensement en vertu de l'article premier, est tenue de se présenter devant les autorités compétentes au lieu fixé et à la date prescrite par le bourgmestre de la commune où doivent s'effectuer les opérations du recensement général décidé par le Ministre de l'Intérieur.

ART. 9 - Les inscriptions en vue du recensement sont effectuées au centre administratif de la commune, ou éventuellement, dans les localités déterminées par le bourgmestre qui désigne les agents chargés de les recevoir.

CHAPITRE II

Des changements de résidence

ART. 10 - Toute personne visée à l'article premier qui désire transférer sa résidence, soit dans une autre commune du Rwanda, soit à l'étranger, est tenue d'en faire enregistrer la déclaration par les autorités de la commune de départ, avant de la quitter. L'agent communal portera mention de la déclaration de départ sur la carte d'identité de l'intéressé aussi que sur la fiche de recensement.

La déclaration peut être écrite ou verbale ; elle doit préciser le lieu de destination.

.../...

L'enregistrement de la déclaration peut être refusé dans les cas ci-après :

- a) lorsque le déclarant se trouve être sous le coup d'une action judiciaire ;
- b) lorsque, par suite d'épidémie ou d'endémie et sur avis d'un médecin de l'Administration, le déplacement est estimé indésirable ;
- c) lorsqu'il s'agit de femmes mariées civilement ou religieusement pour lesquelles le changement de résidence n'est pas autorisé par le mari ;
- d) lorsque le départ projeté se trouve aller à l'encontre d'une décision de résidence forcée ou d'interdiction de séjour. Un recours contre la décision refusant l'enregistrement au départ, peut être introduit auprès du préfet du ressort ou de son délégué. Le préfet statue, définitivement.

ART. 11 - Nul ne peut être rayé des registres de la population de la commune où il a sa résidence s'il n'est autorisé, au préalable, à fixer sa résidence dans une autre commune de la République. De la même manière toute radiation motivée par un départ à l'étranger n'est opérée que si le requérant a déjà obtenu un passeport ou tout document en tenant lieu.

Au moment où le requérant sollicitera sa radiation des registres de la commune de départ, il devra exhiber l'autorisation du bourgmestre de la commune de destination ou, en ce qui concerne un départ pour l'étranger, le passeport ou le document en tenant lieu.

Un recours contre la décision refusant l'autorisation de s'installer dans une autre commune pourra être introduit auprès du préfet du ressort, qui statue définitivement.

ART. 12 - Toute personne visée à l'article 10 est tenue, dans les 6 jours de son arrivée dans la commune de destination et de toute manière dans les 15 jours qui suivent sa radiation de la commune de départ, de faire une déclaration d'arrivée dans la commune où elle s'installe.

A cette occasion, l'agent communal établira une nouvelle carte d'identité, procédera à l'incinération de l'ancienne et portera la mention de la date d'arrivée sur la fiche de recensement qui lui aura été transmise, obligatoirement et entretemps, par la commune de départ ; la dite fiche sera conservée par la commune d'arrivée. La photographie nécessaire pour l'établissement de la nouvelle carte d'identité devra être fournie par son titulaire.

ART. 13 - Le père ou, à défaut, la mère ou le tuteur sont tenus de déclarer le changement de résidence des enfants de moins de 16 ans dont ils ont la charge, et veiller, en outre, à ce qu'ils soient inscrits sur les registres de la nouvelle commune de résidence.

.../...

CHAPITRE III

Des résidences temporaires

ART. 14 - Toute personne visée à l'article premier est tenue, lorsqu'elle vient résider temporairement dans une commune, pour une durée excédant trois jours, d'en faire la déclaration au bourgmestre de cette commune et de solliciter une autorisation de résidence temporaire.

Le bourgmestre qui accorde une telle autorisation devra établir un permis de résidence temporaire dont la durée de validité ne peut dépasser 30 jours, mais qui est renouvelable pour des motifs légitimes.

La délivrance de ce permis fera l'objet d'une inscription dans un registre spécial dont le modèle sera fixé par le Ministre de l'Intérieur.

ART. 15 - En cas motivé, le bourgmestre a pouvoir discrétionnaire de retirer tout permis de résidence temporaire qu'il a délivré, et de contraindre son titulaire à quitter immédiatement la commune.

CHAPITRE IV

Des sanctions

ART. 16 - Toute personne visée par l'article premier pourra recevoir sommation à tout moment, par les autorités préfectorales ou communales, par les officiers de la police judiciaire, par les commissaires ou agents de la police nationale, par les agents de la police communale, de faire la preuve qu'elle a satisfait aux obligations imposées à tout citoyen rwandais en matière de recensement, de carte d'identité et de changement de résidence.

ART. 17 - Toute personne visée à l'article premier qui, sur sommation des autorités compétentes, se trouve être en défaut au regard des obligations qui lui incombent en la matière susdite, est passible d'une servitude pénale de un à 7 jours et d'une amende de 10 à 200 frs ou de l'une de ces peines seulement.

En cas de récidive le maximum de la peine sera respectivement de 1 mois de prison et de 1 000 francs d'amende au maximum.

Pour toute personne condamnée en application des deux alinéas qui précèdent, le tribunal pourra ordonner, en sus, son retour dans la commune de provenance dans un délai imposé ; mention de cette mesure sera portée sur la carte d'identité du délinquant. Au cas où la personne en cause ne s'exécute pas dans le délai prévu par le jugement les autorités visées à l'article 16 devront l'appréhender, quel que puisse être le lieu où elle se trouve, et la contraindre à regagner sa commune de provenance.

.../...

Toutefois, ne sont passibles d'aucune peine les personnes entrant dans les catégories ci-après :

- 1) celles qui se trouvent avoir régularisé leur situation au moment de la sommation et dont la seule faute qui puisse leur être imputée se limite au fait de ne pas avoir respecté certains délais ;
- 2) celles qui, au moment de la sommation se présentent spontanément aux autorités qualifiées aux fins de satisfaire à leurs obligations en matière de recensement, carte d'identité ou changement de résidence.

ART. 18 - Est passible des peines prévues à l'article 17 :

- 1) toute personne trouvée sans pièce d'identité, en contravention avec l'article 7 ;
- 2) toute personne qui fait sciemment usage d'une carte d'identité d'un visa ou d'un permis de résidence temporaire, délivré à une autre personne ;
- 3) toute personne qui remet à une autre personne pour qu'elle en fasse usage et ce, dans le but à abuser les autorités, une carte d'identité, un visa, ou un permis de résidence temporaire, établi à son nom ;
- 4) toute personne qui utilise une carte d'identité, un visa ou un permis de résidence temporaire à d'autres fins ou autre destination que celles réglementairement prévues ou après expiration de son délai de validité ;
- 5) toute personne qui a falsifié une carte d'identité, un visa, une autorisation, une fiche de recensement ou un permis de résidence temporaire soit en altérant ou gratant les inscriptions y figurant, soit en y portant elle-même des inscriptions ou marques, soit encore en utilisant des documents autres que ceux fournis par l'Administration, dans le but de tromper ou d'abuser celle-ci ;
- 6) toute personne qui aura fait sciemment usage des documents falsifiés ou truqués tels qu'ils sont mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus ;
- 7) toute personne convaincue d'avoir fait une fausse déclaration à l'occasion du recensement ou d'un changement de résidence ;
- 8) tout père ou, à défaut, toute mère ou tout tuteur, qui aura omis de faire les déclarations imposées en ce qui concerne le recensement ou le changement de résidence des enfants dont il a la charge, ou qui aura omis de se pourvoir des cartes prévues à l'article 3 de la présente Loi.

.../...

ART. 19 - Est passible d'une amende de 500 à 5 000 francs, quiconque expulse une personne de son domicile légal, soit par force soit par voie de menaces ou intimidation.

Est passible d'une amende de 500 à 1 000 francs, tout agent de l'autorité qui, chargé de procéder aux inscriptions relatives au recensement aura négligé de délivrer immédiatement la carte d'identité obligatoire ou omis de porter un visa ou une autre mention que le requérant se trouve, à bon droit, dans la situation d'obtenir autre mention que le requérant se trouve, à bon droit, dans la situation d'obtenir.

CHAPITRE V

Dispositions finales

ART. 20 - Toutes dispositions contraires à la présente Loi sont abrogées.

ART. 21 - La présente Loi entre en vigueur le jour de la signature.

Promulguons la présente Loi et ordonnons qu'elle soit publiée au Journal Officiel.

Le Ministre des Affaires Sociales,

Kigali, le 19 février 1964

M. AYINKAMUYE.-

Gr. KAYIBANDA.-

.../...

Arrêté ministériel n° 19/01 du 1er mars 1966 portant mesure d'exécution de la Loi du 19 février 1964 relative au recensement, à la carte d'identité, et au changement de résidence.

Le Ministre de l'Intérieur et des Affaires Judiciaires

Vu la loi du 19 février 1964 relative au recensement, à la carte d'identité et au changement de résidence des rwandais, spécialement en son article 14,

Vu la nécessité de lutter contre le vagabondage et la mendicité,

Vu les dispositions de l'ordonnance n° 222/34 du 19 janvier 1960, relatives au port de cartes de travail,

Après avis du Ministre de la Famille et du Développement Communautaire ayant le Service du Travail dans ses attributions,

Et vu l'urgence,

Arrête ;

ARTICLE 1er - Tout séjour dans les chefs-lieux de préfecture sans aucune attache professionnelle est interdit.

ART. 2 - L'obtention d'un permis de résidence temporaire dans les chefs-lieux de préfecture est subordonnée à la présentation par l'intéressé d'une carte de travail délivrée gratuitement par le Service du Travail à KIGALI et par le Responsable du Bureau de liaison du Travail dans les autres chefs-lieux, sur présentation de deux photos et d'une attestation de service délivrée par l'employeur.

Toutefois, un travailleur étranger ne pourra avoir sa carte de travail qu'à la suite d'un avis favorable des autorités compétentes.

ART. 3 - La carte de travail doit rester constamment entre les mains de son titulaire qui doit la présenter à toute réquisition d'un agent de l'ordre.

ART. 4 - Tout licenciement d'un travailleur doit être signalé dans les sept jours par l'employeur. Toute disparition, toute désertion doit être signalée dans les 30 jours par l'employeur.

Le modèle de déclaration d'engagement et de licenciement est annexé au présent arrêté. L'employeur pourra en procurer un exemplaire chez le Comptable de Préfecture contre paiement de dix francs (10).

.../...

ART. 5 - Lors du licenciement, le titulaire de la carte de travail est tenu de se présenter dans les trois jours au bureau du travail dans le but d'y faire viser sa carte de travail, à moins qu'il n'ait contracté un nouvel engagement avant l'expiration de ce délai, auquel cas, la carte est visée à la fois pour licenciement et pour engagement.

ART. 6 - Toute personne qui durant un mois, ne sera liée par aucune activité professionnelle, pourra se voir intimer l'ordre de regagner la commune de son domicile ou, le cas échéant, son pays d'origine, à moins qu'elle ne prouve à satisfaction de l'autorité, qu'elle occupe une situation lucrative avouable.

ART. 7 - La perte de la carte de travail doit être signalée par son titulaire dans les sept jours au service qui l'a délivrée. Les cartes perdues ou hors d'usage seront remplacées par un duplicata que l'employeur pourra se procurer au prix de 10 frs (dix francs). Elles porteront le numéro de l'ancienne carte sauf impossibilité matérielle de l'identifier.

SANCTIONS

ART. 8 - Seront passibles d'une amende qui ne dépassera pas deux cents francs (200 frs) les travailleurs :

- 1° Qui ne seront pas en possession de leurs cartes de travail après quinze jours (15 jours) de service.
- 2° Qui détruisent leurs cartes de travail, l'altèrent ou font usage de cartes de travail périmées ou appartenant à autrui.
- 3° Sera également frappé de même peine quiconque ne se conformera pas à l'article six du présent arrêté.

En cas de mauvaise foi ou de récidive, cette peine pourra être portée à 400 francs d'amende.

ART. 9 - Seront passibles d'une amende qui ne dépassera pas cinq francs (500 frs) et pour chaque cas de contravention aux dispositions du présent arrêté les employeurs :

- 1°) qui engagent et continuent à employer au delà des délais prévus, un travailleur non muni de sa carte de travail ;
- 2°) qui imiteront ou tenteront d'imiter le modèle de déclaration d'engagement et de licenciement déterminé par le présent arrêté.

En cas de mauvaise foi ou de récidive, cette peine pourra être portée à 1 000 frs (mille francs).

.../...

ART. 10 - Les permis de résidence délivrés antérieurement sont périmés.

ART. 11 - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son affichage.

Kigali, le 1er mars 1966

G. HARELIMANA.-

2 - Les documents utilisés par l'état civil2.1 - Les fiches

Le système de fiches médicales aussi bien que celui des fiches de renseignements semblent ne pas exister. Les déclarations sont donc reçues verbalement à l'appui des cartes d'identité et de reconnaissance des parents ou des tuteurs.

2.2 - Les actes proprement dits

Ils n'existent pas comme tels. Mais, l'enregistrement des événements se fait dans des registres dits d'état civil ; un registre est ouvert pour chaque événement.

L'enregistrement d'un événement donné se fait dans le registre correspondant sur une seule ligne.

- Le feuillet du registre des naissances comprend 37 lignes et 9 colonnes et se présente comme suit :

Registre des "Naissances"

N°	Nom, prénoms, surnom de l'enfant	Sexe	Date de naissance	Nom du père et N°	Nom de la mère	Famille	Colline	Observations

- Le feuillet du registre des décès comprend 36 lignes et 9 colonnes et libellé de la manière suivante :

Registre des "décès"

N°	Nom, prénoms, surnom du défunt	Sexe	Date de décès	Nom du père	Nom de la mère	Famille	Colline	Observations (date de naissance) (N° de recensement ou nom du conjoint, etc...)

- Le feuillet du registre des mariages comporte 29 lignes et 16 colonnes et est formulé selon l'exemple reproduit ci-dessus sur deux pages ouvertes :

.../...

Mariages						
(1)	2	(3)	4	(5)	(6)	(7)
N° y'ibarura	Anazina	Italiki y'ishyingirwa	Igihe yavukiye	Anazina y'uwo bashakanye nibere	Abana afite	Abo yaratuye
N° d'ordre	Noms et prénoms	Date de mariage	Date de naissance	Noms du précédent conjoint	Nombre d'enfants	Lieu de résidence antérieure

N.B.- Ibyitonderwa

- (1) Nomoro y'ibarura yandikwa nibere y'izina ry'umugabo uwo basezeranye akandikwa ku murongo ukulikiraho.
- (3) Ku murongo wa 3, andika basezeraniyeho muri Konini,
- (5) Andika undi bali basezeranye batanijwe n'urupfu cyangwa urukiko (mu nzira z'anategako).

.../...

Abashyingirwa

8	9	(10)	11	12	13	14	15	(16)
Aho agiye gutura (Umurungo-Komini)	N° ya Karita inuranga	Ubwoko	Icyo yakoye	n° ya gatansi	Urukono w'abasezeranye	Amazina y'abagabo	Urukono w'abagabo	Urukono wa Burgunestri
Lieu de résidence après mariage (Localité et Com- mune)	N° Carte d'identité	Ethnic	Nature de la dot	Quittance n°	Signatures des conjoints	Noms des témoins	Signatures des témoins	Signature du Bourgnestre

(6) Abana yabyaranye n'uwo bashakanye mbere y'ili sezerano, aliko baliho, batarageza ku nyaka 16.

(7) Aho ushyingiwe yabaliwaga (roba iranga-muntu ye)

(10) Ku muryango andika igihugu yaturutseho,

(16) Burgunestri niwe Officier d'Etat Civil muri Komini kandi ni we wenyine usinye muri uyu mwanya.

Le déclarant ne reçoit rien au moment d'un tel enregistrement.

2.3 - Les attestations d'état civil

Un déclarant peut obtenir une attestation de l'évènement qu'il a fait enregistrer. Ce document est comparable à un genre de copie ou d'extrait d'acte.

- L'attestation de naissance est libellée comme suit :

ATTESTATION DE NAISSANCE

ICYEMEZO CYO KUVUKA

Je soussigné _____ Bourgmestre de la Commune
 Jyowe _____ Burgumestri wa Konini
 de _____ atteste par la présente que
 ya _____ paneje ko
 Le nommé (e) _____
 kanaka (nyirakanaka)
 fils (fille) de _____ et de _____
~~nyoro~~ na
 de la commune de _____ est né (e) à _____
 we muri konini ya _____ yovukiye
 le _____ 19 _____
 kuwa

Pour acquit

Nakiriye

50 Frs

Délivré à _____ le _____ 19 _____

Gitangiwe kuwa

Le Bourgmestre (non, présents)

Burgumestri (amazina)

Le Receveur communal (non, présents)
 Uwakira amatanga muri Konini amazina)

(Signature)

Unukono

Cachet de la commune
 Kashi ya Konini

(Signature)

Unukono

- A défaut d'un exemple d'attestation de décès, nous reproduisons ci-dessous le modèle d'attestation de mariage qui se présente de la manière suivante :

ATTESTATION DE MARIAGE

Icyanozo cyo kuba warashyiringiwe

Je soussigné _____ Bourgmestre de la Commune
 Jyewe _____ Burgumestri wa Komini
 de _____ atteste par la présente que M. (Mio)
 ya _____ neneje ko Bwana (Madamu)
 fils (fillo) de _____
 et de _____ nwere
 et de _____ originaire de _____
 na _____ wavukiye muri
 Commune de _____ Préfecture de _____
 Komini ya _____ Prefogitura ya _____
 résidant à _____ Commune de _____
 wuye _____ Komini ya _____
 Préfecture de _____ a contracté le mariage avec Madamu (Monsieur)
 Prefogitura ya _____ yashyiranye na Madamu (Bwana)
 _____ fillo (fils) de _____ et de _____
 _____ nwere _____ na _____
 Résidant à _____ Commune de _____
 Utuyiye _____ Komini ya _____
 Préfecture de _____
 Prefogitura ya _____
 Le mariage civil a été célébré à : le _____ 19____
 Devant le Bourgmestre (nom et prénoms) de la commune de _____
 wa Komini _____
 Le mariage religieux a été célébré à _____ le _____ 19____
 _____ hwa _____
 Devant l'Autorité religieuse (nom, prénoms) _____
 Inyamba yuhagarariye Idini (amamuna) _____
 Délivré à _____ le _____ 19____
 Gitangirwe _____ kuwa _____

Pour acquit

Nakiriye

50 Frs

Le Bourgmestre (nom, prénoms)
 Burgumestri (amamuna)

(Signature)

Urakona

Le receveur (nom, prénoms)
 Uwakira amashyamba muri Komini amamuna)

(Signature)

Urakona

Cachet de la Commune
 Kashi ya Komini

.../...

2.4 - Les états récapitulatifs des événements enregistrés

Ces états portent le nom de bulletins et sont dressés mensuellement par chaque centre d'état civil, c'est-à-dire par chaque commune.

Il s'agit d'un relevé mensuel de tous les enregistrements correspondants par ordre d'inscription dans le registre concerné.

- Le bulletin des naissances est présenté ci-dessous :

.../...

République Rwandaise
Préfecture de
Commune de

Ifishi y'ubavuko
Bulletin de Naissances

Service Statistique

Ukwozi kwa
Mois de

Uwaka wa
Année

N° y'ibazura	Amazina y'umwana	Igitsina	Itariki yavukiyeho	Igihe nyina yavukiye	Uburyo bw'ishyirwa ry'ababyeyi	Umubare w'abana amaze kubyara ushyizemo uwavutse	Abana amaze gupfusha	Umubare w'abana atunze
N° d'ordre	Noms et prénoms de l'enfant	Sexe	Date de naissance	Date de naissance de la mère	Nature du mariage Légitime Illégitime	Nombre de naissances y compris la naissance actuelle	Nombre d'enfants décédés	Nombre d'enfants à charge

.../...

304

Service Statistique

Umwaka
Année[illegible]

- Le bulletin des mariages est formulé suivant le modèle présenté ci-dessous

République Rwandaise
Préfecture de
Commune de

Ifishi y'abashyingirwa
Bulletin des mariages

Service Statistique

Ukwezi kwa
Mois de

Uwaka wa
Année

N° d'ordre	Anzina : a) Umugabo (époux) b) Umugore (épouse)	Italiki yavutsaho	Italiki y'ishyingirwa	Inihareho bwite yambere	Komine agiye guturamo	Ubwano-gihugu
N° d'ordre	Noms et prénoms	Date de naissance	Date de mariage	Etat Civil antérieur	Commune de résidence après le mariage	Nationalité
	a) b) a) b) a) b)					

I - Texte législatif en vigueurLOI

LOI N° 72-61 DU 12 JUIN 1972

portant Code de la Famille

CHAPITRE IV

De l'état civil

ARTICLE 29 - Preuve de l'état des personnes

L'état des personnes n'est établi et ne peut être prouvé que par les actes de l'état civil.

Section I - Dispositions générales

ART. 30 - Caractère universel de l'état civil

Toutes les naissances, tous les mariages et tous les décès sont inscrits sous forme d'acte sur les registres de l'état civil.

Les autres faits ou actes concernant l'état des personnes font l'objet d'une mention aux registres.

Lorsque cette mention ne peut être portée en marge d'un acte de l'état civil dressé au Sénégal il y a lieu à transcription sur les registres de l'état civil du 1er arrondissement de la commune de Dakar.

ART. 31 - Centres principaux de l'état civil

Les actes de l'état civil seront reçus par les officiers de l'état civil dans les centres principaux et dans les centres secondaires rattachés à un centre principal.

Dans les communes, les fonctions d'officier de l'état civil sont remplies par le maire, un adjoint, un conseiller municipal ou un fonctionnaire spécialement désigné, ou par les autorités désignées par la loi, lorsqu'elle institue un régime municipal spécial.

Dans les sous-préfectures, ces fonctions sont remplies par le sous-préfet ou par une personne sachant couramment lire et écrire le français et désignée par arrêté du préfet.

.../...

ART. 32 - Centres secondaires de l'état civil

Les centres secondaires de l'état civil sont créés par arrêté du Ministre de l'Intérieur et les fonctions d'officier de l'état civil y sont remplies par une personne désignée par arrêté du préfet.

L'officier de l'état civil d'un centre secondaire exerce ses fonctions sous le contrôle et la responsabilité de l'officier de l'état civil du centre principal auquel son centre est rattaché.

Il reçoit les déclarations de naissance et de décès.

Il constate les mariages dans les conditions prévues aux articles 125 à 131 et 147 du J.O. N° 4 243 du 12/8/1972. Il est sans qualité pour procéder à la célébration de ces derniers.

ART. 33 - Les déclarants

Les déclarations sont faites à l'état civil dans le délai d'un mois par les personnes énumérées aux articles 51 et 67.

S'il n'est point justifié des déclarations de naissance et de décès survenus dans leur circonscription dans le délai d'un mois, les chefs de village ou de quartier seront tenus de faire dans les quinze jours suivants à l'officier de l'état civil les déclarations ainsi omises à peine d'une amende de simple police de 2 000 à 5 000 francs.

ART. 34 - Surveillance de l'état civil

La surveillance de l'état civil est assurée par le juge de paix et le procureur de la République.

ART. 35 - Rôle du juge

Une fois par an, obligatoirement, et chaque fois qu'il l'estime nécessaire, le juge de paix procède à la vérification des registres de l'état civil de l'année en cours en se transportant dans les différents centres de son ressort.

Mention de cette inspection et de sa date est faite sur les deux registres en cours de chaque catégorie d'actes. Elle est inscrite sur la feuille réservée à l'acte suivant immédiatement le dernier acte inscrit. Cette mention doit comporter une appréciation générale de la tenue des registres. Elle est suivie de la signature et du sceau du juge de paix. Les parties de la feuille non consacrées à la mention sont bâtonnées.

Dès cette inspection terminée, le juge de paix adresse à l'officier de l'état civil ses observations sur les contraventions relevées en visant les articles de la loi violée. Il indique s'il y a lieu les moyens qu'il juge propres à éviter que de tels errements se reproduisent. Copie de ce rapport est envoyée sans délai au procureur de la République.

ART. 36 - Rôle du procureur de la République.

Lors du dépôt des registres de l'état civil au greffe, le procureur de la République doit en vérifier l'état.

Il adresse au Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, un rapport sur la tenue des registres et sur le contrôle effectué en cours d'année par le juge de paix.

Il relève les irrégularités et les infractions qui ont pu être commises et en poursuit la répression.

ART. 37 - Déclarations irrégulières

L'officier de l'état civil est tenu de recevoir toutes les déclarations faites pour la rédaction des actes.

Si une déclaration lui semble contraire à la loi, il doit en aviser immédiatement le procureur de la République qui agit s'il y a lieu en rectification de l'acte ou en action d'état.

ART. 38 - Composition des registres

Les registres comportent des feuillets reliés composés chacun de trois volets selon un modèle fixé par décret.

Chaque volet donne l'énonciation de toutes les mentions qui doivent figurer dans l'acte en sorte que l'officier de l'état civil n'ait qu'à remplir les blancs, signer et faire signer les personnes dont la signature est requise.

Le volet n° 1 est remis immédiatement au déclarant.

Les volets n° 2 et 3 restent au centre d'état civil pendant l'année en cours. A la fin de chaque année, le registre des volets n° 3 est conservé au centre et constitue le registre de l'année. Le registre des volets n° 2 est séparé de celui des volets n° 3 et constitue le double des registres envoyé au greffe du tribunal de première instance. Les volets 2 et 3 de chaque feuillet comportent une marge égale au tiers de la page.

.../...

ART. 39 - Documents annexes et répertoire alphabétique

Les procurations et autres pièces qui doivent demeurer annexées aux actes de l'état civil sont cotées par référence à l'acte qu'elles concernent, classées chronologiquement par nature et date de l'acte et en fin d'année enliassées pour être transmises au greffe du tribunal de première instance.

Pour chaque registre, l'officier de l'état civil tient en outre, en annexe, un répertoire de feuilles mobiles alphabétiques en double exemplaire qui sera relié à la fin de chaque année à la clôture des registres et fera l'objet d'un double dépôt comme le registre auquel il est annexé.

Sur chaque feuille portant la même lettre que la première du nom de l'intéressé seront inscrits, au moment de la rédaction des actes, les nom et prénoms dudit intéressé, la nature de l'acte et son numéro d'enregistrement sur les registres.

Le modèle des feuilles du répertoire sera fixé par décret.

ART. 40 - Tenue des registres

Les registres sont ouverts le 1er janvier et clos le 31 décembre de chaque année.

Ils sont cotés et paraphés par premier et dernier feuillet par le juge de paix.

Il sera tenu un registre des actes de naissance, un registre des actes de décès et un registre des actes de mariage. Les actes de reconnaissance seront dressés sur un feuillet du registre des actes de naissance suivant les modalités prévues à l'article 57.

Les blancs qui n'ont pas été remplis lors de l'établissement des actes sont bâtonnés. Les ratures et renvois sont approuvés et signés de la même manière que le corps de l'acte.

Les mentions marginales sont signées par l'officier de l'état civil qui les accomplit.

Les actes de l'état civil sont rédigés en français. Ils sont établis sur le champ, de feuillet en feuillet, et chacun des trois volets doit être immédiatement rempli et signé conformément à l'article 38.

L'officier de l'état civil ne peut, de quelque manière que ce soit, insérer dans les actes autre chose que ce qui par ordre de la loi doit être constaté par lui ou déclaré par les comparants.

.../...

Tout acte de l'état civil, quelqu'en soit l'objet, énonce l'année, le mois, le jour et l'heure où il est reçu, les prénoms et nom d'officier de l'état civil, les prénoms, professions et domiciles de tous ceux qui y sont dénommés.

L'officier de l'état civil est tenu, à la fin de chaque trimestre, d'adresser au service des statistiques un état des naissances, des mariages, des divorces, des décès et des enfants sans vie inscrits au cours du trimestre.

ART. 41 - Etablissement des actes

L'officier de l'état civil donne lecture des actes aux comparants ; il les invite à en prendre directement connaissance avant de les signer.

Si les comparants ne s'expriment pas suffisamment dans la langue officielle, l'officier de l'état civil fait appel à toute personne majeure pouvant servir d'interprète, à moins qu'il ne puisse remplir lui-même cet office.

Si l'un des comparants ne sait signer, il en est fait mention dans l'acte.

ART. 42 - Conflit de lois en matière d'état civil

Tout acte de l'état civil dressé à l'étranger, concernant un Sénégalais ou un étranger, fait foi s'il a été rédigé en la forme usitée dans le pays ou en la forme diplomatique ou consulaire.

ART. 43 - Actes d'état civil concernant les étrangers au Sénégal

Toute naissance ou décès concernant un étranger se trouvant au Sénégal doit être obligatoirement déclarée à l'officier de l'état civil sénégalais dans les formes et conditions prévues par le présent chapitre.

ART. 44 - Actes d'état civil concernant les Sénégalais à l'étranger

Tout acte de l'état civil des Sénégalais en pays étranger est valable s'il a été reçu, conformément aux lois sénégalaises, par les agents diplomatiques ou par les consuls.

Le double des registres de l'état civil tenu par ces agents est adressé à la fin de chaque année au Ministère des Affaires Étrangères qui, après vérification par le procureur de la République de Dakar, en assure la garde et peut en délivrer des copies ou des extraits.

Si l'acte a été reçu dans la forme usitée dans le pays étranger, il est transcrit, soit d'office, soit sur la demande des intéressés, sur les registres de l'état civil de l'année courante tenus par les agents diplomatiques ou les consuls territorialement compétents ; mention de l'acte transcrit et de son numéro est portée en marge de l'acte antérieur le plus proche en date. Quand la mention doit être

faite sur un registre antérieur à celui de l'année courante, l'agent diplomatique ou consulaire en avise le service compétent du Ministère des Affaires Etrangères pour qu'elle soit portée au double des registres et du répertoire.

Lorsque, par suite de la rupture des relations diplomatiques ou de la fermeture du poste diplomatique ou consulaire territorialement compétent, la transcription ne peut être faite dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, l'acte est exceptionnellement déposé au Ministère des Affaires Etrangères qui le fait transcrire sur les registres du 1er arrondissement de la commune de Dakar. Dès que les circonstances le permettent, le Ministère des Affaires Etrangères fait procéder à la transcription de l'acte dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

ART. 45 - Changement de nationalité postérieurement à un mariage au Sénégal

Les actes de mariage reçus au Sénégal par les agents diplomatiques ou les consuls d'une nation étrangère et concernant les étrangers dont l'un au moins est devenu sénégalais postérieurement au mariage, sont transcrits, soit d'office, soit sur la demande des intéressés, sur les registres de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré. Mention de la transcription est portée en marge de l'acte de naissance qui, le cas échéant, doit être préalablement transcrit dans les conditions prévues à l'article précédent.

ART. 46 - Mentions marginales

Dans tous les cas où la mention d'un acte relatif à l'état civil doit avoir lieu en marge d'un acte déjà inscrit, elle est faite d'office.

L'officier de l'état civil qui a dressé l'acte donnant lieu à mention effectuée celle-ci, dans les trois jours, sur les registres qu'il détient et, si le double du registre où la mention doit être effectuée se trouve au greffe, adresse un avis au procureur de la République du ressort.

Si l'acte en marge duquel doit être effectuée cette mention a été dressé ou transcrit dans un autre centre d'état civil, l'avis est adressé, dans le délai de trois jours, à l'officier de l'état civil de ce centre qui en avise aussitôt, si le double du registre est au greffe, le procureur de la République.

Si l'acte en marge duquel une mention doit être effectuée a été dressé ou transcrit à l'étranger, l'officier de l'état civil qui a dressé ou transcrit l'acte donnant lieu à mention en avise dans les trois jours le Ministre des Affaires Etrangères et, d'autre part, l'officier de l'état civil du 1er arrondissement de la Commune de Dakar aux fins de la transcription prévue par l'article 30 du présent Code.

ART. 47 - Publicité des registres

Les registres eux-mêmes ne peuvent être consultés directement par les intéressés. Cependant, pour des registres qui datent de plus de cent ans, cette consultation peut être autorisée par l'agent de l'Etat qui en assume le dépôt.

Indépendamment du volet n° 1 remis gratuitement au déclarant lors de l'établissement de l'acte, des copies des actes de l'état civil pourront être délivrées, soit sur papier libre et sans frais, soit sur timbre et à leurs frais aux personnes ayant comparu lors de l'établissement de l'acte, à celles dont l'état est constaté ou à leurs ayants cause. Toute personne peut demander la copie d'un acte de décès.

Les autorités administratives ou judiciaires pourront obtenir sans frais copie de tous les actes d'état civil.

Toute personne intéressée peut se faire autoriser par décision du juge de paix à se faire délivrer à ses frais copie d'un acte déterminé.

Le juge de paix statue par voie d'ordonnance sur le refus opposé par l'officier de l'état civil de délivrer une copie aux personnes énoncées en l'alinéa 2 du présent article.

Les copies sont la reproduction intégrale de l'acte original tel qu'il a été dressé ou rectifié et des mentions marginales. L'officier de l'état civil indique la date de la délivrance, certifie la copie conforme à l'acte et la revêt de sa signature et du sceau du centre d'état civil. Ces copies doivent être en outre légalisées, sauf convention internationale contraire, lorsqu'il y a lieu de les produire devant une autorité étrangère.

ART. 48 - Publicité des actes concernant les naturalisés

Le Ministre de la Justice est habilité à délivrer dans les conditions de l'article précédent copie des actes d'état civil déposés dans les dossiers des personnes nées hors du Sénégal et naturalisées par décret.

ART. 49 - Force probante

Les actes de l'état civil font foi jusqu'à inscription de faux dans les mêmes conditions que les autres actes authentiques.

Les copies régulièrement délivrées ont la même valeur que l'acte original.

ART. 50 - Responsabilité civile et pénale des officiers de l'état civil

Indépendamment des peines portées au Code pénal et des recours contentieux en responsabilité de l'administration :

.../...

- Tout manquement, même involontaire, aux règles relatives à la tenue des registres et à la délivrance des copies entraîne pour l'officier de l'état civil l'application d'une amende civile de 500 à 10 000 francs prononcée par le juge de paix ;

- Toute altération, destruction, tout faux dans les actes d'état civil ou leurs copies, toute inscription de ces actes sur une feuille volante et autrement que ~~sur~~ sur les registres à ce destinés donne lieu à indemnisation des personnes lésées par l'officier de l'état civil.

Section II - Des actes de l'état civil

Paragraphe 1 - Des actes de naissance

ART. 51 - Déclaration de naissance

Toute naissance doit être déclarée à l'officier de l'état civil dans le délai franc d'un mois. Si le délai arrive à expiration un jour férié, la déclaration sera reçue valablement le premier jour ouvrable suivant.

Les déclarations peuvent émaner du père ou de la mère, d'un ascendant ou d'un proche parent, du médecin, de la sage-femme, de la matrone ou de toute autre personne ayant assisté à la naissance ou encore, lorsque la mère est accouchée hors de son domicile, de la personne chez qui elle est accouchée.

A défaut de déclaration faite par les personnes ci-dessus désignées, les chefs de village ou les délégués de quartier sont tenus d'y procéder dans les conditions et sous les sanctions prévues à l'article 33 du présent Code.

Lorsqu'un mois et quinze jours se sont écoulés depuis une naissance sans qu'elle ait fait l'objet d'une déclaration, l'officier de l'état civil peut néanmoins en recevoir une déclaration tardive pendant le délai d'une année à compter de la naissance à condition que le déclarant produise à l'appui de sa déclaration un certificat émanant d'un médecin ou d'une sage-femme ou qu'il fasse attester la naissance par deux témoins majeurs. En tête de l'acte dressé tardivement doit être mentionné : "inscription de déclaration tardive". Cette mention doit également figurer sur le répertoire alphabétique de l'année en cours, prévu par l'article 39 du présent Code. Mention de la déclaration tardive et de son numéro est portée en marge de l'acte de naissance antérieur le plus proche en date.

Si la déclaration tardive concerne une naissance de l'année précédente, ces mentions seront portées, sur le registre qu'il détient, à la diligence de l'officier de l'état civil qui en avise le greffier en chef du tribunal pour mention au double des registres et du répertoire. A l'occasion de la vérification annuelle prévue par l'article 35, le juge de paix, au vu des déclarations tardives, pourra faire application des dispositions de l'article 3, alinéa 2.

.../...

Passé le délai d'un an après la naissance, l'officier de l'état civil ne peut dresser l'acte de naissance que s'il y est autorisé par une décision du juge de paix rendue dans les conditions prévues par la section III du présent chapitre.

Le procureur de la République peut, à toute époque et en dehors des délais ci-dessus prévus, faire la déclaration d'une naissance dont il aurait eu connaissance et qui n'aurait pas été constatée à l'état civil.

ART. 52 - Enonciations de l'acte

- Indépendamment des mentions prévues par l'article 40, alinéa 8, l'acte de naissance énonce :

- l'année, le mois, le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de de l'enfant et les prénoms qui lui sont donnés ;

- les prénoms, noms, âge, profession et domicile des père et mère et, s'il y a lieu, ceux du déclarant ou des témoins.

Si le jour de la naissance ne peut être précisé par le déclarant ou les témoins, une date de naissance est fixée d'office par l'officier de l'état civil ou par le juge de paix en cas d'autorisation judiciaire d'inscription tardive.

L'acte de naissance de l'enfant né hors mariage mentionne le nom de la mère si celle-ci est connue ; le nom du père ne peut être indiqué que s'il fait lui-même la déclaration.

ART. 53 - Naissance dans les hôpitaux

Il est tenu dans les hôpitaux, maternités ou formations sanitaires, publics ou privés, sous peine de l'application des dispositions de l'article 33 alinéa 2 au chef d'établissement responsable, un registre spécial sur lequel sont immédiatement inscrites, par ordre de date, les naissances qui surviennent.

La présentation dudit registre peut être exigée à tout moment par l'officier de l'état civil du lieu où est situé l'établissement ainsi que par les autorités administratives et judiciaires.

ART. 54 - Enfant mort-né

Lorsqu'il est déclaré un enfant mort-né, la déclaration est inscrite à sa date sur le registre des décès et non sur celui des naissances.

Elle mentionne seulement qu'il a été déclaré un enfant sans vie sans qu'il en résulte une prescription sur le point de savoir si l'enfant a vécu ou non.

.../...

ART. 55 - Enfant trouvé

Toute personne qui trouve un enfant nouveau-né est tenue d'en faire la déclaration à l'officier de l'état civil du lieu de la découverte.

L'officier de l'état civil établit un acte provisoire de naissance dans les mêmes conditions que pour les enfants dont la filiation est inconnue et porte en tête de l'acte la mention "enfant trouvé".

Il avise immédiatement le juge de paix des circonstances de la découverte de l'enfant et des mesures provisoires qu'il a prises pour sa sauvegarde.

Si l'acte de naissance de l'enfant vient à être retrouvé ou si sa filiation est ultérieurement établie, l'acte provisoire de naissance est annulé par le juge de paix à la requête du procureur de la République ou des intéressés.

ART. 56 - Naissance au cours d'un voyage maritime ou aérien

En cas de naissance survenue à bord d'un navire ou d'un aéronef de nationalité sénégalaise, le capitaine ou le commandant de bord constate la naissance et la mentionne sur le livre de bord suivant les indications prévues à l'article 51. Il établit en triple exemplaire la copie certifiée par ses soins de la mention ainsi portée au livre de bord. Une copie est remise à la mère, une autre, s'il y a lieu, au déclarant. Il envoie la dernière copie à l'officier de l'état civil du 1er arrondissement de la commune de Dakar et fait mention de cette diligence sur le livre de bord. Dès réception de cette copie l'officier de l'état civil dresse l'acte de naissance en appliquant, s'il y a lieu, les règles relatives aux déclarations tardives. Le volet n° 1 est envoyé à la personne qui aura déclaré la naissance survenue pendant le voyage maritime ou aérien.

ART. 57 - Reconnaissance

Lorsque la filiation d'un enfant naturel ne résulte pas de son acte de naissance, la reconnaissance faite devant l'officier de l'état civil est dressée en forme de naissance.

Lorsque la reconnaissance est postérieure à l'acte de naissance, l'officier d'état civil indique en tête de l'acte "reconnaissance d'enfant naturel". Au vu d'une copie de l'acte de naissance, il en reproduit toutes les mentions sur le nouvel acte en y ajoutant l'identité de l'auteur de la reconnaissance. Mention est faite en marge de l'acte de naissance conformément aux dispositions de l'article 46.

Si la reconnaissance concerne un enfant conçu, l'officier de l'état civil mentionne en tête de l'acte "reconnaissance d'un enfant à naître". Il remplit l'acte, sauf en ce qui concerne l'identité de l'enfant. Après la naissance de l'enfant, sur présentation du volet n° 1 de l'acte de reconnaissance, l'officier de l'état civil du lieu de naissance fera mention, en marge de l'acte, de la reconnaissance précédemment intervenue.

ART. 58 - Adoption

En cas d'adoption plénière, le procureur de la République doit, dans un délai de quinzaine à compter du jour où la décision est passée en force de chose jugée, faire injonction à l'officier de l'état civil du lieu de naissance, sur présentation du jugement d'adoption, d'en dresser acte à sa date sur le registre des naissances sous forme d'acte de naissance.

Indépendamment les mentions prévues par l'article 40, alinéa 8, cet acte énoncera :

- l'année, le mois, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe de l'enfant et les prénoms tels qu'ils résultent du jugement,

- les prénoms, noms, âge, profession et domicile de l'adoptant ou des adoptants,

- mention de ce qu'il a été dressé sur déclaration du procureur de la République qui recevra le volet n° 1.

Il sera délivré gratuitement copie de l'acte aux adoptants et à l'adopté.

L'acte de naissance initial et, s'il y a lieu, l'acte établi en application de l'article 55 seront revêtus de la mention "annulé-adoption" et une mention marginale renverra à l'acte nouveau indiqué par sa date et son numéro.

En cas d'adoption limitée, le procureur de la République devra, en se conformant aux dispositions de l'alinéa 1er du présent article, faire **injonction** à l'officier de l'état civil compétent de porter mention de l'adoption en marge de l'acte de naissance.

ART. 59 - Fausses déclarations

Quiconque, lors de l'établissement de l'acte de naissance et de son dossier annexe, aura sciemment, devant l'officier de l'état civil, fait des déclarations mensongères sera puni d'une peine de deux mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 20 000 à 100 000 francs sans préjudice de tous dommages-intérêts au profit de la victime.

.../...

Paragraphe 2 - Des actes de mariage

ART. 60 - Intervention obligatoire de l'officier de l'état civil

Qu'il célèbre ou qu'il constate un mariage, l'officier de l'état civil doit en dresser acte sur le registre des mariages et en faire mention en marge de l'acte de naissance de chacun des époux conformément aux dispositions de l'article 46.

En cas de mariage constaté, le chef de village ou la personne déléguée par l'officier de l'état civil remplit les fonctions qui lui sont dévolues par les articles 125 et suivants du J.O. N°4 243 du 12/8/72.

ART. 61 - Dépôt des pièces

L'officier de l'état civil exige de chacun des futurs époux la remise des pièces prévues à l'article 115 ou 126 du J.O. N° 4 243 du 12/8/72.

Toutefois l'impossibilité de se procurer un acte de naissance prévu à l'article 115 ne sera jamais constituée par le défaut de déclaration à un officier de l'état civil sénégalais. En pareil cas, l'officier de l'état civil ne célébrera ou ne constatera le mariage qu'après que la naissance du non déclaré aura été inscrite sur le registre des naissances dans les conditions prévues par l'article 51, alinéa 6.

ART. 62 - Formulaire-type

L'officier de l'état civil remplit le formulaire-type prévu par l'article 116 ou 127 du J.O. N° 4 243 du 12/8/72. Il le signe et le fait signer par les futurs conjoints et s'il y a lieu par l'interprète prévu par l'article 114 dudit J.O., alinéa 2.

ART. 63 - Publications, oppositions

L'officier de l'état civil procède aux publications conformément aux dispositions de l'article 117 ou 128 dudit J.O.

Si il y a empêchement et opposition au mariage, il est procédé conformément aux dispositions des articles 118 à 120 ou 128 dudit J.O.

Si l'officier de l'état civil n'a pas reçu d'opposition du procureur de la République dans le délai prévu à l'article 118, alinéa 3, il doit célébrer le mariage ou le constater.

.../...

Une nouvelle publication est nécessaire lorsque le mariage n'a pas été célébré dans le délai d'un an suivant la publication prévue à l'article 117 dudit J.O.

ART. 64. - Célébration du mariage

L'officier de l'état civil célèbre le mariage selon les formes prévues par les articles 121 à 123 dudit J.O et dresse immédiatement l'acte de mariage.

ART. 65 - Enonciation de l'acte de mariage

Indépendamment des mentions prévues par l'article 40 alinéa 8, l'acte de mariage énonce :

- Les prénoms, nom, profession, date et lieu de naissance, domicile et résidence de chacun des époux ;

- Les prénoms, nom, profession et domicile des père et mère de chacun des époux ;

- En cas de minorité de l'un ou des deux époux, les consentements ou autorisations donnés selon les dispositions de l'article 109 dudit J.O. ;

- Les éventuelles dispenses d'âge ou de publication ;

- L'option de monogamie ou de limitation de polygamie éventuellement souscrite par le mari ;

- La convention des époux du paiement d'une dot sous condition du mariage conformément à l'article 132 dudit J.O. ;

- Le ~~choix du régime matrimonial~~ adopté par les époux ;

- Les prénoms et noms du ou des précédents conjoints de chacun des époux ;

- La déclaration des contractants de se prendre pour époux et le prononcé de leur union par l'officier de l'état civil ;

- Les prénoms, noms, professions, domiciles des témoins, et le cas échéant de l'interprète, ainsi que leur qualité de majeurs.

ART. 66 - Constatation du mariage

L'acte relatif à un mariage constaté contient les énonciations prévues à l'article précédent. Cependant la mention relative à la déclaration de l'union par l'officier de l'état civil est bâtonnée et il est indiqué que les formalités consacrant le mariage ont été constatées conformément aux dispositions de l'article 130 dudit J.O.

.../...

En cas de déclaration tardive du mariage l'officier de l'état civil procède conformément aux dispositions de l'article 147 du J.O. N° 4 243 du 12/8/72. Il est mentionné en tête de l'acte "déclaration tardive" et fait mention en marge que les témoins attestent avoir assisté à l'échange des consentements et à la conclusion du mariage.

Paragraphe 3 - Des actes de décès

ART. 67 - Déclaration de décès

Tout décès doit être déclaré à l'officier de l'état civil dans le délai franc d'un mois. Si le délai arrive à expiration un jour férié, la déclaration sera reçue valablement le premier jour ouvrable suivant.

Les déclarations peuvent émaner d'un des parents du défunt ou de toute autre personne possédant sur son état civil les renseignements nécessaires à l'établissement de l'acte.

A défaut de déclarations faites par les personnes ci-dessus désignées, les chefs de village et les délégués de quartier sont tenus d'y procéder dans les conditions et sous les sanctions prévues à l'article 3 du présent Code.

Lorsqu'un mois et quinze jours se sont écoulés depuis un décès, sans qu'il ait fait l'objet d'une déclaration, l'officier de l'état civil peut néanmoins en recevoir une déclaration tardive pendant le délai d'une année à compter du décès, à condition que le déclarant produise à l'appui de sa déclaration un certificat émanant d'un médecin ou qu'il fasse attester le décès par deux témoins majeurs. En tête de l'acte dressé tardivement doit être mentionné "déclaration tardive". Cette mention doit également figurer sur le répertoire alphabétique de l'année en cours prévu ^{par} l'article 39 du présent Code. Mention de la déclaration tardive et de son numéro est portée en marge de l'acte de décès antérieur le plus proche en date.

Si la déclaration tardive concerne un décès de l'année précédente, il sera procédé comme prévu à l'article 51, alinéa 5, du présent Code.

Passé le délai d'un an ci-dessus prévu, l'officier de l'état civil ne peut, sous réserve de l'article 72, dresser l'acte de décès que s'il est autorisé par une décision du juge de paix rendue dans les conditions prévues par la section III du présent chapitre.

Le procureur de la République peut, à toute époque et en dehors des délais prévus, faire la déclaration d'un décès dont il aurait eu connaissance et qui n'aurait pas été constaté à l'état civil.

.../...

ART. 68 - Enonciations de l'acte

Indépendamment des mentions prévues par l'article 40, alinéa 3, l'acte de décès énonce :

- L'année, le mois, le jour, l'heure et le lieu du décès ;
- Le sexe, les prénoms, nom, date et lieu de naissance, profession et domicile de la personne décédée ;
- Les prénoms, noms, profession et domicile de ses père et mère ;
- Les prénoms et nom du ou des conjoints si la personne décédée était mariée, veuve ou divorcée ;
- Les prénoms, nom, âge, profession et domicile du déclarant et, s'il y a lieu, son degré de parenté avec la personne décédée.

Le tout autant qu'on peut le savoir.

Toutefois il n'est donné sur les registres aucune indication des circonstances de la mort, sauf si l'identité du cadavre reste inconnue. En cas de décès dans un établissement pénitentiaire ou de rééducation, seule doit être indiquée la localité où s'est produit le décès.

Il est fait mention du décès en marge de l'acte de naissance de la personne décédée.

Lorsqu'un décès se sera produit ailleurs qu'au lieu où le défunt était domicilié, l'officier de l'état civil qui a dressé l'acte de décès doit en outre envoyer, dans le plus bref délai, une expédition de cet acte à l'officier de l'état civil du dernier domicile du défunt pour qu'il en soit fait mention en marge de l'acte de décès antérieur ^{plus} 1^{er}/proche en date et sur le répertoire alphabétique de l'année en cours. Si la mention doit être portée sur le registre des décès et le répertoire de l'année précédente, il est procédé comme prévu à l'article 51, alinéa 5 du présent Code.

ART. 69 - Décès dans les hôpitaux

Il est tenu dans les hôpitaux, formations sanitaires, maternités, cliniques, publics ou privés, sous peine de l'application des dispositions de l'article 33, alinéa 2 au chef d'établissement responsable, un registre spécial sur lequel sont immédiatement inscrits par ordre de date les décès qui surviennent.

La présentation dudit registre peut être exigée à tout moment par l'officier de l'état civil du lieu où est situé l'établissement ainsi que par les autorités administratives et judiciaires.

.../...

Néanmoins, les personnes chargées de l'administration de ces établissements ou formations doivent dans les 24 heures faire la déclaration des décès qui surviennent à l'officier de l'état civil.

ART. 70 - Décès dans un établissement pénitentiaire

En cas de décès dans les établissements pénitentiaires ou de rééducation, la déclaration en sera faite dans les 24 heures par les directeurs, régisseurs ou gardiens à l'officier de l'état civil qui en rédigera l'acte sur le vu du certificat de décès établi par un médecin.

En cas d'exécution capitale, le greffier est tenu dans les 24 heures de l'exécution de faire la déclaration de décès à l'officier de l'état civil du lieu où le condamné a été exécuté.

ART. 71 - Décès au cours d'un voyage maritime ou aérien

En cas de décès survenu à bord d'un navire ou d'un aéronef de nationalité sénégalaise, le capitaine ou le commandant de bord constate le décès et le mentionne sur le livre de bord suivant les indications prévues par l'article 67. Il établit en double exemplaire la copie certifiée par ses soins de la mention ainsi portée sur le livre de bord.

Une copie est remise, le cas échéant, au déclarant. L'autre est envoyée à l'officier de l'état civil du 1er arrondissement de la commune de Dakar et il est fait mention de cette diligence sur le livre de bord.

Dès réception de cette copie, l'officier de l'état civil dresse l'acte de décès en appliquant, s'il y a lieu, les règles relatives aux déclarations tardives et en se conformant aux dispositions de l'article 68.

Le volet n° 1 sera envoyé à la personne qui aura déclaré le décès survenu pendant le voyage maritime ou aérien.

ART. 72 - Découverte d'un cadavre

Lorsque le corps d'une personne décédée a été retrouvé, si l'identité du défunt a pu être établie, l'officier de l'état civil du lieu où la mort est présumée s'être produite doit dresser un acte de décès sans qu'il soit tenu compte du temps écoulé entre le jour du décès et la découverte du cadavre.

Si le défunt n'a pu être identifié, l'acte de décès donnera seulement son signalament aussi complet que possible en marge ; en cas d'identification ultérieure, l'acte sera rectifié dans les conditions de l'article 91.

.../...

ART. 73 - Mort violente

Lorsqu'il y a des signes ou indices de mort violente ou d'autres circonstances qui donnent lieu de le soupçonner, on ne peut faire l'inhumation qu'après l'établissement par un officier de police judiciaire, assisté d'un médecin, d'un procès-verbal de l'état ~~du~~ cadavre et des circonstances y relatives, ainsi que des renseignements qu'il a pu recueillir sur les prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile de la personne décédée.

L'officier de police judiciaire est tenu de transmettre sans délai à l'officier de l'état civil du lieu où la personne est décédée tous les renseignements énoncés dans son procès-verbal, d'après lesquels l'acte de décès est rédigé.

ART. 74 - Permis d'inhumer

Dans les communes et les chefs-lieux d'arrondissement, aucune inhumation n'est faite sans un permis d'inhumer délivré sur papier libre et sans frais par l'officier de l'état civil. Celui-ci ne peut le délivrer que sur production d'un certificat médical constatant le décès ou après s'être transporté auprès du défunt pour s'assurer du décès.

En dehors des communes et des chefs-lieux d'arrondissement, le permis ou l'autorisation d'inhumer est délivré dans les mêmes conditions par le chef de village.

Sous réserve des dispositions de l'article précédent, l'officier de l'état civil ou le chef de village qui, ayant connaissance d'un décès, s'abstient de délivrer le permis ou l'autorisation d'inhumer, est passible des peines prévues par l'article 352 du Code pénal.

**Paragraphe 4 - Des actes de l'état civil concernant les militaires et marins
dans certains cas spéciaux**

ART. 75 - Officier de l'état civil militaire

Les actes de l'état civil concernant les militaires et les marins de l'Etat sont établis comme il est dit aux articles précédents du présent chapitre.

Toutefois, hors du Sénégal et en cas de guerre, d'expédition ou de stationnement ~~des~~ troupes sénégalaises en territoire étranger, en occupation ou en vertu d'accords intergouvernementaux ou d'un mandat de caractère international, ces actes peuvent également être reçus par les officiers de l'état civil militaire désignés par arrêté du Ministre chargé de la Défense. Lesdits officiers de l'état civil sont également compétents à l'égard des non militaires, lorsque les dispositions des articles précédents du présent chapitre sont inapplicables.

.../...

Au Sénégal, les officiers de l'état civil ci-dessus visés peuvent recevoir les actes concernant les militaires et les non militaires dans les parties du territoire où, par suite de mobilisation ou de siège, le service de l'état civil n'est plus régulièrement assuré.

Les déclarations de naissance aux armées sont faites dans les dix jours qui suivent l'accouchement.

Les actes de décès peuvent être dressés aux armées sur l'attestation de deux déclarants.

ART. 76 - Transcription et mention des actes

Dans les cas prévus aux alinéas 2 et 3 de l'article précédent, l'officier qui reçoit un acte en transmet, dès que la communication est possible, et dans le plus bref délai, une expédition à l'autorité compétente qui est désignée par décret et qui en assure la transcription. Celle-ci a lieu sur les registres de l'état civil du lieu de naissance, pour les actes de reconnaissance, et sur les registres de l'état civil du lieu du dernier domicile du père, ou si le père est inconnu de la mère, pour les actes de naissance ; du mari pour les actes de mariage, du défunt pour les actes de décès. Si le lieu de naissance ou du dernier domicile est inconnu ou situé à l'étranger, la transcription est faite au centre d'état civil du 1er arrondissement de Dakar.

ART. 77 - Registres de l'état civil militaire

Dans les cas prévus aux alinéas 2 et 3 de l'article 75, les actes de l'état civil sont dressés sur un registre spécial dont la tenue et la conservation sont réglées par arrêté conjoint du Ministre de la Justice, Garde des Sceaux et du Ministre chargé de la Défense.

ART. 78 - Actes de mariage aux armées

Lorsqu'un mariage est célébré dans les cas prévus aux alinéas 2 et 3 de l'article 75, les publications sont faites, dans la mesure où les circonstances le permettent, au lieu du dernier domicile du futur époux ; elles sont en outre assurées, dans l'unité à laquelle l'intéressé appartient, dans les conditions fixées par arrêté conjoint du Ministre de la Justice, Garde des Sceaux et du Ministre chargé de la Défense.

ART. 79 - Actes de décès aux armées

Les actes de décès reçus par l'autorité militaire dans tous les cas prévus à l'article 75, ou par l'autorité civile pour les membres des forces armées, des civils participant à leur action, en service commandé, ou des personnes employées à

.../...

la suite des années, peuvent être l'objet d'une rectification administrative dans les conditions fixées par décret, dans les périodes et sur les territoires où l'autorité militaire est habilitée, par ledit article 75, à recevoir éventuellement ces actes.

L'autorité compétente pour opérer la rectification est celle qui est prévue à l'article 76 pour recevoir expédition de l'acte et pour en assurer la transcription.

Paragraphe 5 - Du livret de famille

ART. 80 - Délivrance et teneur du livret de famille

Au moment de l'établissement de l'acte de mariage, il est remis gratuitement à l'époux un livret de famille portant l'indication de l'identité des époux, la date et le lieu de la célébration ou de la constatation du mariage et, le cas échéant, des options souscrites par chacun des époux. Cette première page est signée de l'officier de l'état civil et des conjoints, s'ils le savent, ou mention est faite de la cause qui a empêché ces derniers ou l'un d'eux de signer.

Sur les pages suivantes sont inscrites : les naissances et décès des enfants, les adoptions, les reconnaissances et légitimations d'enfants naturels, le décès ou divorce des époux, ou leur séparation de corps.

Au cas où un acte de l'état civil est rectifié, il doit en être fait mention sur ce livret.

Chacune des mentions doit être approuvée par l'officier de l'état civil et revêtue de son sceau.

ART. 81 - Force probante

Le livret de famille, ne présentant aucune trace d'altération et dûment coté et paraphé par l'officier de l'état civil, fait foi de sa conformité avec les registres d'état civil jusqu'à inscription de faux.

ART. 82 - Divorce ou séparation de corps

En cas de divorce ou de séparation de corps, la femme peut obtenir que, sur présentation du livret conservé par le mari, il lui en soit remis une copie conforme.

ART. 83 - Perte du livret de famille

En cas de perte d'un livret de famille, l'époux peut en demander le rétablissement ; le nouveau livret portera la mention de "duplicata".

.../...

ART. 84 - Présentation à l'officier de l'état civil

L'officier de l'état civil doit se faire présenter le livret de famille chaque fois que se produit un fait qui doit y être mentionné.

ART. 85 - Détails d'application

Un décret déterminera les modalités de la forme, de l'établissement, de la délivrance, de la tenue, de la conservation, de la copie, de la constitution et de l'utilisation du livret de famille.

Section III - Des décisions judiciaires en matière d'état civil**ART. 86 - Compétence du juge de paix**

Le juge de paix est juge de droit commun en matière d'état civil. Toutefois les autres juridictions peuvent connaître des questions d'état civil à l'occasion des instances dont elles sont saisies, notamment sur l'état des personnes.

Le juge de paix réprime les manquements aux prescriptions légales en matière d'état civil et applique, à charge d'appel devant le tribunal de première instance, les sanctions civiles et pénales prévues par les articles 33, 50, 51, 53, 69 et 91 du présent Code, l'action publique étant exercée conformément aux dispositions des articles 36 et 37 du Code de Procédure pénale.

Paragraphe I - Inexistence et destruction des actes de l'état civil**ART. 87 - Autorisation d'inscription**

Lorsqu'un acte de naissance, de décès ou de mariage n'aura pas été dressé ou que la demande d'établissement en aura été présentée tardivement, le juge de paix dans le ressort duquel l'acte aurait dû être reçu pourra, par jugement, en autoriser l'inscription par l'officier de l'état civil.

Le juge est saisi sur requête des personnes dont l'acte de l'état civil doit établir l'état, de leurs héritiers et légataires, des personnes autorisées ou habilitées à procéder à la déclaration de l'événement, ou du ministère public.

Si la requête n'émane pas de lui, elle est obligatoirement communiquée au procureur de la République qui procède conformément aux dispositions de l'article 18, alinéa 1er du Code de Procédure civile. Le droit de faire appel est reconnu dans tous les cas.

La requête n'est pas recevable s'il n'y est pas joint un certificat de non inscription de l'acte, délivré par l'officier de l'état civil qui aurait dû le recevoir.

.../...

Le juge de paix examine toutes les pièces justificatives de l'évènement à inscrire; à défaut de pièces, il procède ou fait procéder à une enquête. Il adresse le dossier au procureur de la République pour ses conclusions si celui-ci le demande.

Il statue à charge d'appel devant le tribunal de première instance. Le délai d'appel, qui est toujours suspensif, prend effet à compter du jour où le procureur de la République a eu connaissance du jugement intervenu.

Le jugement énonce les mentions qui doivent être portées à l'acte et ordonne que celles qui n'ont pu être établies seront bâtonnées. Dans son dispositif, il ordonne la transcription sur le registre de l'état civil et précise que la preuve de l'évènement ne peut être rapportée que conformément aux prescriptions de l'article 20 du présent Code.

ART. 38 - Inscription

L'inscription sur le registre est faite à la suite du dernier acte inscrit à la date de présentation du jugement d'autorisation à l'officier de l'état civil.

L'officier de l'état civil porte en tête de l'acte "jugement d'autorisation" et en précise l'origine et la date. Il inscrit l'évènement déclaré conformément au dispositif de la décision, indique comme déclarant celui qui lui a produit le jugement et lui remet le volet n° 1.

Ces mentions sont reproduites au répertoire alphabétique de l'article 39 et sur l'état statistique prévu par l'article 40 du présent Code.

Mention de l'acte et de son numéro est portée en marge de l'acte antérieurement dressé le plus proche en date et sur le répertoire alphabétique de l'année en cours. Si l'acte concerne un évènement survenu dans les années précédentes, il est procédé comme prévu à l'article 51, alinéa 5 du présent Code.

ART. 39- Destruction et reconstitution

Si la destruction ne porte que sur un seul exemplaire de l'acte ou des registres, le ou les actes détruits sont reconstitués à la diligence du procureur de la République, à l'aide de l'exemplaire subsistant. En cas de destruction d'un acte isolé, l'acte reconstitué est porté à la suite du dernier acte inscrit lors de la réception des instructions du procureur de la République et mention est faite au répertoire alphabétique ; en outre, mention de l'acte reconstitué et de son numéro est portée en marge de l'acte antérieurement dressé le plus proche en date de l'acte détruit. Pour le cas où l'indication de l'acte détruit aurait disparu du répertoire alphabétique du registre qui le contenait, il y sera fait également mention de la date et du numéro de l'acte reconstitutif.

.../...

Dans le cas où les deux exemplaires d'un même acte de l'état civil ont disparu, il est procédé conformément aux dispositions des articles 87 et 88, la requête étant accompagnée d'un certificat de destruction de l'acte établi par les dépositaires des registres.

Lorsque les deux exemplaires du même registre ont disparu, un décret pourra décider de leur reconstitution en fixant la procédure qui devra être suivie à cet effet.

Paragraphe 2 - Rectification des actes de l'état civil

ART. 90 - Rectification d'office

Dans le cas d'omissions ou d'erreurs purement matérielles commises dans la rédaction des actes dressés dans leur ressort, il appartient, concurremment, au juge de paix et au procureur de la République, de faire procéder d'office à leur rectification.

A cet effet, ils donnent directement les instructions utiles aux dépositaires des registres.

ART. 91 - Rectification contentieuse

Dans tous les autres cas d'omissions ou d'erreurs, la requête en rectification peut être présentée par toute personne intéressée ou par le ministère public au juge de paix dans le ressort duquel l'acte à rectifier a été dressé.

Il est fait application des dispositions des alinéas 3, 5 et 6 de l'article 87 du présent Code.

Le dispositif de la décision portant rectification est transmis par le ministère public au dépositaire des registres où se trouve inscrit l'acte rectifié. Mention de ce dispositif est aussitôt portée, avec référence au jugement, en marge dudit acte et, au cas où l'erreur porterait sur la date de l'acte, en marge du registre à la date où l'acte aurait dû être inscrit.

Copie de l'acte ne peut plus être délivrée qu'avec les rectifications ordonnées. Tout manquement à cette règle rend l'officier de l'état civil passible de la peine d'amende civile prévue par l'article 50, alinéa 2 du présent Code, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

La juridiction qui ordonne la rectification d'un acte prescrit également celle de tous les actes qui comportent la mention rectifiée, même s'ils n'ont pas été dressés dans son ressort.

.../...

Paragraphe 3 - Dispositions communes

ART. 92 - Actes dressés par les autorités consulaires sénégalaises

Lorsque les actes dont l'inscription est autorisée ou la rectification prescrite doivent être portés sur les registres établis par les agents diplomatiques ou consulaires sénégalais, les actions prévues par les articles précédents de la présente section sont introduites devant le juge de paix de Dakar.

Les rectifications d'office d'omissions ou d'erreurs purement matérielles sont prescrites par le procureur de la République près le tribunal de première instance de Dakar, en ce qui concerne ces mêmes actes.

ART. 93 - Frais de justice

Les procédures prévues à la présente section donnent lieu au paiement des émoluments des greffiers et aux divers droits prévus par les textes en vigueur, notamment par le Code du timbre et de l'enregistrement.

CHAPITRE V

DES ACTIONS RELATIVES A L'ETAT DES PERSONNES

ART. 94 - Ouverture de l'action

Toute personne, sauf disposition contraire de la loi, peut, par une action en réclamation d'état, faire établir que la loi lui confère un état différent de celui qu'elle possède actuellement.

De même, tout intéressé peut, par une action en contestation d'état, mettre fin à l'état qu'une personne possède actuellement.

ART. 95 - Caractère civil des actions d'état

Les actions en réclamation ou en contestation d'état relèvent de la compétence exclusive des juridictions civiles ; elles sont portées devant le tribunal de première instance.

ART. 96 - Questions préjudicielles

L'état des personnes oblige le juge à sursoir à statuer tant que le tribunal civil n'aura pas tranché la question d'état.

L'action publique du chef du délit de l'article 338, alinéa 1 du Code pénal ne peut être engagée qu'après le jugement définitif de la question d'état. Pour les autres délits, la question est seulement préjudicielle au jugement ; la juridiction pénale est tenue de surseoir à statuer dans les conditions prévues par l'article 374, alinéa 4 du Code de Procédure pénale. Cependant la Cour d'assises, en raison de sa plénitude de juridiction, peut trancher directement sans que sa décision ait influence sur l'état de la personne.

ART. 97 - Caractère d'ordre public

Les actions d'état sont d'ordre public.

Nul ne peut renoncer d'avance à leur exercice.

Une fois l'action intentée, seul un jugement passé en force de chose jugée peut y mettre fin. Tout désistement, acquiescement ou transaction est sans effet.

Ces actions ne s'éteignent pas par prescription, encore que la loi fixe pour certaines des délais préfix à l'expiration desquels elles ne peuvent plus être exercées valablement.

Toutefois lorsque l'action est intentée ou poursuivie dans un intérêt purement pécuniaire, les règles ci-dessus édictées ne s'appliquent pas.

ART. 98 - Preuve en matière d'action d'état

La loi fixe pour chacune des actions d'état l'objet et les moyens de preuve autorisés.

Lorsque la loi autorise la preuve par possession d'état, le demandeur établit par tous moyens que, de façon constante, il s'est comporté, a été traité par la famille et considéré par la société comme ayant l'état auquel il prétend.

ART. 99 - Autorité de la chose jugée

Les jugements relatifs à l'état des personnes devenus irrévocables doivent être mentionnés en marge des actes d'état civil. Ils sont transcrits dans les cas prévus par le présent Code.

Ces jugements obéissent à la règle de l'autorité relative de la chose jugée jusqu'à leur mention ou leur transcription à partir de laquelle ils sont opposables à tous.

Lorsque l'état d'une personne est établi par un acte ou par un jugement mentionné ou transcrit sur les registres de l'état civil, aucun état contraire ne pourra être reconnu postérieurement sans qu'un jugement établisse au préalable l'inexactitude du premier état.

2 - Documents utilisés par l'état civil2.1 - Les fiches

- Quand un événement se produit dans un centre médical, les fiches se présentent de la manière suivante :

* pour une naissance ;

MATERNITE AFRICAINE DE DAKAR

CERTIFICAT DE NAISSANCE

Je, soussigné, ~~Maitresse-Sage-Femme~~ de la Maternité de Dakar, certifie
que la nommée _____ âgée de _____ ans, née à _____
_____ est accouchée le _____ 19_____
à _____ heures _____ d'un enfant du sexe _____

Dakar, le _____ 19____

Prénom de l'enfant _____

Père _____

Mère _____

Domicile _____

Propriétaire _____

.../...

* pour un décès ;

N° d'ordre

Religion

HOPITAL ARISTIDE LE DANTECDECLARATION DE DECESFAITE EN VERTU DE L'ARTICLE 80 DU CODE CIVIL

Le Directeur de l'Hôpital Aristide Le Dantec déclare à Monsieur l'Officier de l'Etat Civil de Dakar que :

Prénoms et Noms _____ profession _____
 né le _____ à _____ département _____ région _____
 domicilié de droit à _____ fils de _____
 domicile des parents _____ entré à l'hôpital le _____
 y est mort le _____ à _____ heure _____ par suite de _____

situation de famille _____

Fait à Dakar, le _____ du mois de _____ de
 l'an mil neuf cent soixante _____

Le Directeur de l'Hôpital Aristide Le
 Dantec,

Normalement, l'hôpital émet un certificat de décès qui se présente
 comme suit :

REPUBLIQUE DU SENEGAL

BULLETIN STATISTIQUE DE DECES

REGION DU CAP-VERT

CERTIFICAT MEDICAL DE DECES

REGION DU CAP-VERT

Arrondissement _____	N° de l'acte _____	1 colonne + 4 col.
Date du décès _____	19 _____	
Prénoms _____	Nom _____	6 col.
Fil de _____	et de _____	
Sexe : Masculin - Féminin _____	Sexe _____	1 col.
Date de naissance _____	19 _____ ou Age _____	ans
Lieu de naissance _____		6 col.
Lieu du décès (Hôpital _____		6 col.
) En ville, quartier _____		
Domicile habituel _____		3 col.
Nationalité _____	Profession _____	1 col + 1 col.

A remplir par le Médecin : Je déclare que le décès paraît être dû à la
 suivante :

Cause principale

3 col.

Cause associée :

Fait à Dakar, le _____

3 col.

Signature,

- Quand l'évènement se produit à domicile ou dans un secteur rural ne possédant pas de centre médical, l'avis de naissance ou de décès n'est pas exigé et deux procédés peuvent être utilisés :

* la déclaration peut être reçue par le centre secondaire d'état civil sur simple déclaration verbale ;

* ou bien, le déclarant fait sa déclaration verbale au chef de son village qui l'inscrit sur son cahier de village, distribué à tous les chefs de villages du secteur rural, remplace la fiche d'hôpital sans en avoir la valeur.

- Quant aux mariages pour lesquels n'intervient pas le contrôle médical, la fiche de renseignements se présente de la manière suivante :

FICHE DE RENSEIGNEMENTS

MARIAGE

ANNÉE :

NUMERO

du

Entre

né le

à

Département d

Profession

Domicilié à

Fils de

Profession

Domicilié à

et de

Profession

Domiciliée

Veuf ou divorcé de

et

née le

Département d

Profession

Domiciliée à

Fille de

Profession

Domiciliée à

et de

Profession

Domiciliée à

Veuve ou divorcée de

Contrat de mariage

LES TEMOINS

.../...

La fiche précédente permet à l'officier d'état civil de demander la publication de mariage par la Commune. Le formulaire correspondant se présente comme suit :

REGION DU CAP-VERT

COMMUNE DE DAKAR

Arrondissement

REPUBLIQUE DU SENEGAL

COMMUNE DE DAKAR

INVITATION A PUBLICATION DE MARIAGE

Monsieur le délégué du 1er Arrondissement de Dakar est invité à faire dans sa Commune la publication de Mariage projeté entre :

M

Profession

Domicilié à

Et M

Profession

Domicilié à

en vue du mariage devant être célébré à

En la Mairie de Dakar, le

L'Officier de l'Etat Civil,

A la célébration du mariage, un certificat de mariage civil est remis aux époux ; il est libellé suivant le modèle ci-après :

VILLE DE DAKAR

ETAT CIVIL

Registre N°

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MAIRIE DE DAKAR

CERTIFICAT DE MARIAGE CIVIL

Nous,

Certifions à tous ceux qu'il appartiendra que

ont contracté mariage entre eux, devant nous, en la maison commune le

En foi de quoi nous avons délivré le présent pour servir et valoir ce que de raison.

Fait à la Mairie de Dakar, le

Sceau de la Mairie,

19

L'Officier de l'Etat Civil,

2.2 - Les actes proprement dits (ou les jugements supplétifs)

Nous ne donnons qu'un seul exemple ; celui d'un acte de naissance identique à une copie d'acte de naissance. Signalons que quel que soit l'acte, le déclarant ne reçoit aucun exemplaire. Il ne reçoit qu'un bulletin.

ACTE DE NAISSANCE

L'an mil neuf cent _____ le _____
 du mois d _____ à _____ heures,
 devant nous _____, Officier de l'état civil
 à _____ (département de _____) s'est présenté :
 prénoms _____ nom _____
 profession _____ domicilié à _____
 qui nous a déclaré la naissance d'un enfant du sexe _____
 né le _____ du mois de _____
 de l'année _____ à _____ heures
 à _____ (département de _____)
 prénommé _____ fil de :
 prénoms _____ nom _____
 né le _____ à _____
 (département _____) exerçant la profession de _____
 domicilié à _____
 et de :
 prénoms _____ nom _____
 né le _____ à _____
 (département _____) exerçant la profession de _____
 domiciliée à _____
 En foi de quoi nous avons rédigé le présent acte.

L'officier de l'état civil,

Le Déclarant,

Les témoins,

Dans tous les cas, qu'il s'agisse de naissance, de décès ou de mariage, l'enregistrement de l'acte permet la délivrance d'un bulletin correspondant au déclarant. Ce bulletin se présente comme suit :

.../...

- pour une naissance ;

REGION DU CAP-VERT

COMMUNE DE DAKAR

CIRCONSCRIPTION URBAINE

CENTRE

N° DU REGISTRE

REPUBLIQUE DU SENEGAL

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

BULLETIN DE NAISSANCE

Le _____
 est né à _____
 Fil de _____
 et de _____

Délivré pour note _____ le _____ 19____

L'Officier de l'Etat Civil,

- pour un décès ;

COMMUNE DE DAKAR

ETAT CIVIL

Arrondissement

N°

REPUBLIQUE DU SENEGAL
 UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

BULLETIN DE DECES

Le _____
 est décédé à _____
 âgé de _____ né à _____
 République _____
 de son vivant était _____
 _____, le _____ 19____

L'Officier de l'Etat Civil,

L'enregistrement de l'acte de décès permet la délivrance d'un permis
 d'inhumation lorsque l'événement s'est produit dans un centre urbain. Ce permis est
 le suivant :

.../...

REPUBLIQUE DU SENEGAL
REGION DU CAP VERT

MAIRIE DE DAKAR
ETAT CIVIL

° Arrondissement

N°

Cimetière

PERMIS D'INHUMATION

Conformément à l'article 77 du Code Civil, le gardien
du cimetière est autorisé à laisser

inhumer le corps de

décédé à Dakar, rue

le

Dakar, le 19

L'Officier de l'Etat Civil,

Le formulaire de bulletin de mariage est le certificat de mariage déjà re-
produit plus haut.

Lorsqu'une déclaration est faite hors du délai légal, elle est reçue par
un tribunal.

Le déclarant présente une requête d'autorisation d'inscription de l'évène-
ment correspondant, soit une illustration pour le cas d'un mariage ; la requête dans
ce cas est libellée comme suit :

.../...

REQUETE A FIN DE JUGEMENT D'AUTORISATION D'INSCRIPTION DE MARIAGE
A MONSIEUR LE JUGE-DIRECTEUR DE LA JUSTICE DE PAIX DE DAKAR.

LES SOUSSIGNES :

1°/ EPOUX

Né le _____ A _____

Fils de _____ et de _____

Profession _____ domicile _____

Résidence _____ Précédemment marié à _____

_____ optant pour le régime de _____

2°/ EPOUSE

Née le _____

A _____ Fille de _____

et de _____ Profession _____

domiciliée à _____ en résidence à _____

précédemment mariée à _____

ONT l'honneur de vous exposer, Monsieur le JUGE qu'il ont contracté
mariage selon le rite _____ à _____

le _____ que la dot fixée à _____
a été entièrement versée à l'épouse ; qu'ils ont opté pour le régime de _____.

Qu'ils sont disposés à comparaître devant vous pour formuler les déclarations
de consentement et d'option que la loi requiert de chacun d'eux.

En conséquence, ils sollicitent la fixation d'une audience à laquelle ils
comparaîtront en compagnie de leurs témoins en vue d'obtenir un jugement d'autorisa-
tion d'inscription de leur mariage sur les registres de l'Etat Civil de la Commune
de Dakar.

Présentée à Dakar, le _____ 19__

LES TEMOINS

L'EPOUX,

L'EPOUSE,

1° _____

2°/ _____

.../...

La suite d'une telle requête, un certificat de non inscription de l'évènement considéré est délivré par la Commune. Ce certificat constate que cet évènement n'a pas été enregistré sur les registres de l'état civil ; il se présente comme suit :

REPUBLIQUE DU SENEGAL

COMMUNE DE DAKAR

ARRT.

CERTIFICAT DE NON INSCRIPTION

LE DELEGUE DU GOUVERNEUR DE LA REGION DU CAP-VERT

au _____ Arrondissement soussigné, certifie qu'il n'existe pas de
déclaration de _____ au nom de _____
Fils de _____
et de _____
sur les registres d'Etat Civil du _____
Arrondissement de la Commune de Dakar.

En foi de quoi le présent certificat est délivré pour servir et
valoir ce que de droit.

Dakar, le _____ 19____

L'OFFICIER D'ETAT CIVIL,

2.3 - Les copies et extraits d'actes (ou de jugements supplétifs)

La copie d'un acte contient le même libellé que l'acte correspondant.
Seul le titre du document change.

La copie littérale d'un acte reproduit les caractéristiques essentielles
de l'acte en indiquant aussi les mentions marginales et en portant au bas du document,
le cachet suivant :

Pour copie conforme

Idou et date

L'Officier de l'état civil,

.../...

L'exemple suivant concerne le cas d'une naissance :

REPUBLICQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE-UN BUT-UNE FOI

COMMUNE DE DAKAR

ETAT CIVIL

Arrondissement
REGISTRE DE L'ANNEE
N°

Le

NAISSANCE de

COPIE LITTERALE

D'ACTE DE NAISSANCE

délivrée aux personnes désignées par le 5^e alinéa
de l'article 30 de la loi 61-55 du 23 juin 1961.

Le

mil neuf cent soixante

à heures minutes, est né à

(1) de sexe

(2)

dressé le

sur la déclaration de (3)

qui lecture faite, a signé avec nous

Officier de l'Etat Civil.

Mentions marginales

POUR COPIE CONFORME

(4) le

L'Officier de l'Etat Civil,

- (1) Prénoms de l'enfant
(2) Prénoms, noms, âges, professions et domiciles des père et mère.
(3) Prénoms, nom, âge, profession et domicile du déclarant
(4) Date de la délivrance en TOUTES LETTRES.

.../...

L'extrait d'un acte se présente suivant le modèle ci-après :

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

COMMUNE DE DAKAR

ETAT CIVIL

ARRONDISSEMENT

N°

Extrait du Registre des Actes de Naissance

Pour l'année mil

(délivré exclusivement aux personnes désignées par les
alinéas 5 et 4 de l'article 30 de la loi 61-55 du 23

juin 1961)

Le mil neuf cent

est né à à heures

de sexe fil de

et de

MENTIONS MARGINALES

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME :

, le 19

L'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL,

.../...

L'exemple qui suit reproduit une copie d'acte de décès :

N° _____

COPIE D'ACTE DE DECES

L'an mil neuf cent _____ le _____
 du mois d _____ à _____ heures,
 devant nous _____, Officier de l'état
 civil à _____ (département de _____) s'est présenté :
 prénoms _____ nom _____ âgé de _____
 profession _____ domicilié à _____
 qui nous a déclaré le décès survenu le _____
 à _____ heures, _____ (localité) _____
 (de prénoms) _____ (nom) _____
 de sexe _____, né le _____ à _____
 (département de _____) exerçant la profession de _____
 domicilié à _____ fils de (prénoms et nom du père _____
 exerçant la profession de _____ domicilié à _____
 et de (prénoms et nom de la mère) _____
 exerçant la profession de _____ domiciliée à _____
 marié à (prénoms et nom de la ou des épouses) _____

En foi de quoi nous avons rédigé le présent acte.

L'Officier de l'Etat Civil,

Le Déclarant,

Remarque - Les formulaires présentés dans le cas de ce pays sont ceux décrits par la loi n° 61-55 du 23 septembre 1961. Ils sont encore utilisés au moment de cette étude.

Le code de la famille publié sous la loi n° 72-51 du 12 juin 1972 n'est pas encore complètement vulgarisé. Sa mise en place passe par une réorganisation administrative déjà entamée d'une façon progressive. Ce code de la famille a prévu :

- de nouveaux modèles d'actes ;
- et un questionnaire-type pour les cas de mariages ; ce nouveau formulaire remplacera la fiche de renseignements publiée dans ce document pour les mariages au Sénégal.

.../...

2.4 - Les états récapitulatifs d'actes (ou de jugements supplétifs)

Chaque centre d'état civil est tenu d'envoyer un état trimestriel des actes d'état civil qu'il a enregistrés au cours de la période correspondante à la Direction de la Statistique. Cet état se présente de la manière suivante :

REPUBLIQUE DU SENEGAL

ETAT TRIMESTRIEL DES ACTES D'ETAT CIVIL

Service de la Statistique
et de la Mécanographie

enregistrés au cours du _____° trimestre de l'année 19__

Région _____

Centre Principal
Secondaire d'état civil de _____

Département _____

(mettre x dans la case correspondante)

Arrondissement {
ou Commune

SEXE	
M	F

Nombre
d'actes

NUMERO DU

premier acte du trimestre	dernier acte du trimestre
------------------------------	------------------------------

Observations

Naissances

Décès

Mariages Coutumier
devant l'Officier d'Etat Civil

DATE :

Signature de l'Officier d'Etat Civil,

N.B.- Cet imprimé doit être retourné chaque trimestre au Service de la Statistique,
Boîte Postale 116 DAKAR.

La Direction de la Statistique à son tour tient pour chaque centre d'état civil et par région administrative, un tableau récapitulatif qui se présente comme suit :

Région _____ Qualité _____ Centre d'Etat Civil _____ Code
Officier _____ de
Département _____
Arrondissement _____
ou Commune _____

Année	NAISSANCES					DECES					MARIAGES Officier E.C.					MARIAGES Coutumier					Observations
	1	2	3	4	T	1	2	3	4	T	1	2	3	4	T	1	2	3	4	T	
M																					
F																					
T																					
M																					
F																					
T																					

[illegible]

I - Texte législatif en vigueurORDONNANCE N° 3 /INT.

règlementant l'Etat Civil dans le territoire de la République du Tchad
(J.O.T. 1961, page 275)

modifié par :

- Rectificatif n° 06/INT du 20 Juin 1961
(JOT 1961, page 298)
- Ordonnance n° 10/INT du 4 Septembre 1961
(JOT 1961, page 410)
- Loi n° 38/61 du 9 Décembre 1961
(JOT 1962, page 3).

LE CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

SUR le rapport du Ministre de l'Intérieur,

VU la Constitution et notamment ses articles 30 et 33 ;

VU la Loi n° 30/61 du 19 mai habilitant le Gouvernement à légiférer par
Ordonnance en certaines matières ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 1er Juin 1961

Ordonne :

TITRE IChamp d'application de la présente Ordonnance

ARTICLE 1er - ~~Dans le~~ **Le** Territoire de la République du Tchad, les déclarations des naissances et des décès, des reconnaissances d'enfants et des mariages des Nationaux Tchadiens, sont constatées, reçues et enregistrées, conformément aux dispositions de la présente Ordonnance.

TITRE II

Des centres d'état civil

ART. 2 - Les déclarations concernant l'état civil sont obligatoires :

- pour les habitants sédentaires domiciliés dans les Communes, dans tous les Chefs-lieux de préfecture, de sous-préfecture, de poste administratif, d'arrondissement

.../...

et de communauté rurale, ainsi que dans les chefs-lieux de canton qui seront nommément désignés par décision du Ministre de l'Intérieur ;

- pour les habitants des villages, quartiers et féricks sis dans un rayon de dix kilomètres du lieu où est ouvert un centre d'état civil. Les localités intéressées seront déterminées par décision du sous-préfet de la circonscription administrative de ce centre d'état civil ;

- quel que soit le lieu de leur domicile ou affectation, pour les militaires en activité de service ou retraités, les fonctionnaires, les chefs de canton et en général toutes personnes rémunérées sur les budgets de la République du Tchad, des collectivités secondaires, des Sociétés de Prévoyance, des S.M.D.R. et des Communautés rurales, ainsi que pour les descendants de toutes personnes ayant fait l'objet d'une déclaration à l'état civil.

ART. 3 - Les déclarations concernant l'état civil demeurent provisoirement facultatives sur tout le Territoire des circonscriptions administratives non inclus dans le ressort des centres d'état civil.

ART. 4 - (1) Il est ouvert dans chaque commune un centre d'état civil et dans chaque chef-lieu de sous-préfecture, de poste administratif ou d'arrondissement, un centre principal d'état civil.

Sur proposition des maires, et après avis des conseils municipaux, il peut être créé dans les communes importantes, par arrêté du Chef de l'Etat, un centre principal d'état civil.

Les centres et éventuellement les centres principaux, sont tenus dans les Communes par l'officier de l'état civil, dans les conditions fixées par la législation en vigueur.

Dans les centres principaux des chefs-lieux de sous-préfecture, de poste administratif ou d'arrondissement, ces centres sont tenus par le sous-préfet ou son adjoint, le chef de poste ou d'arrondissement ou son adjoint, ou tout fonctionnaire chargé de les suppléer en cas d'absence.

ART. 5 - (1) Il peut être ouvert autant de centres secondaires que les conditions locales l'exigent. Les centres secondaires doivent être rattachés à un centre principal.

(1) Article 4 nouveau ;

(1) Les articles 4 et 5 ont été abrogés et remplacés par l'ordonnance n° 10 du 4 septembre 1961, article 1er.

.../...

Les centres secondaires sont ouverts et fermés par décision du Ministre de l'Intérieur, sur proposition des maires et des préfets.

Ils sont confiés à des officiers auxiliaires de l'état civil, désignés par Décision des maires, ou des préfets sur proposition des sous-préfets.

Dans les communes, les chefs d'arrondissement ou de quartier sont en principe, officiers auxiliaires de l'état civil ; ils peuvent être assistés d'un secrétaire, rémunéré sur le budget et municipal.

Dans les préfectures, les centres secondaires peuvent être confiés à des fonctionnaires, agents de l'administration, chefs de canton, secrétaires de chefs de canton, maires ou secrétaires de communautés rurales et à toute autre personne d'une parfaite honorabilité et possédant une instruction suffisante pour remplir cette charge.

ART. 6 - Les centres d'état civil dans les communes et les centres d'état civil principaux sont compétents pour recevoir les déclarations de naissance, de décès et de mariage.

Les centres secondaires des sous-préfectures et des communautés rurales ne sont compétents que pour recevoir les déclarations de naissance et de décès. Toutefois, le Ministre de l'Intérieur fixe par décision, sur proposition du préfet, les centres secondaires qui sont habilités à recevoir les déclarations de mariage.

TITRE III

Des registres d'état civil

ART. 7 - Les déclarations de naissance, de décès et de mariage sont enregistrées sur des registres différents et dans l'ordre chronologique ; les actes sont numérotés sans interruption du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Les registres sont constitués par des fascicules comprenant des feuillets conformes aux modèles annexés à la présente loi. Ils sont coté et paraphés par le maire, le sous-préfet, le chef de poste administratif ou d'arrondissement.

(1) Les sous-préfets et chefs de poste administratif ou d'arrondissement vérifient aussi souvent que possible la tenue et l'exactitude des registres des centres d'état civil secondaires.

ART. 8 - A la fin de chaque mois, les officiers auxiliaires d'état ~~civil dressent~~ **civil** sur des registres centralisateurs (naissances, décès, mariages), tenus aux chefs-lieux de la sous-préfecture, du poste administratif ou d'arrondissement, et dans l'ordre chronologique, la table des actes qu'ils ont établis.

(1) alinéa nouveau, l'alinéa ancien a été rectifié sous n° 6/INT du 20/6/61.

.../...

Ces tables sont dressées suivant modèle joint en annexe.

Des fichiers alphabétiques sont également ouverts aux chefs-lieux de la sous-préfecture et du poste administratif ou d'arrondissement. Ils sont composés des volets d'actes d'état civil adressés chaque mois par les officiers auxiliaires d'état civil et classés par catégorie au fur et à mesure de leur réception.

TITRE IV

Des déclarations et des actes d'état civil

Des mentions marginales

ART. 9 - Les déclarations de naissance doivent être faites dans le délai de deux mois par le père, la mère, l'un des ascendants ou des proches parents, ou toute autre personne ayant assisté à la naissance, au centre d'état civil dans le ressort duquel la naissance a eu lieu.

L'acte de mariage des père et mère doit être, autant que possible, présenté lors de cette déclaration. Toutefois, la non présentation de cet acte n'autorise pas le bureau d'état civil à refuser la déclaration.

ART. 10 - Les déclarations de reconnaissance d'enfant doivent être faites par la mère en personne. Elles ne peuvent être reçues que lors de la déclaration de naissance de l'enfant et enregistrées que sur l'acte de naissance. Passé le délai de deux mois prévu à l'article précédent, elles ne sont recevables que dans les formes prévues à l'article 14.

ART. 11 - Les déclarations de mariage sont reçues par l'officier d'état civil du centre principal dans le ressort duquel le mariage a été constaté, ou par l'officier d'état civil auxiliaire du centre secondaire habilité à les recevoir, par arrêté du Ministre de l'Intérieur, selon l'article 6 de la présente loi.

(2) Les déclarations de mariage doivent être faites par les deux époux conjointement ; la représentation du mari est toutefois admise en cas de mariage par procuration du conjoint retenu par un empêchement.

(2) alinéa nouveau, l'alinéa ancien a été modifié par la loi n° 38/61 du 9/12/61.

.../...

Les déclarations de mariage sont enregistrées en présence de quatre témoins, deux pour le mari et deux pour la femme.

L'officier d'état civil doit s'assurer, avant de procéder à l'enregistrement, que les prescriptions réglementant le mariage ont été respectées, notamment celles concernant l'âge et le consentement des conjoints, le versement de la dot, de même que l'absence d'opposition. Au cas où des oppositions auraient été formulées, il doit s'assurer également que mainlevée en a été donnée par le jugement du tribunal du 1er degré.

Lors de la déclaration de leur mariage ou postérieurement, les conjoints ont le droit de déclarer et de faire notifier par écrit les stipulations sur lesquelles ils sont d'accord. (1).

ART. 12 - Les déclarations de décès doivent être faites dans le délai de deux mois par le conjoint survivant, les ascendants ou descendants, ou proches parents du défunt, ou toute autre personne ayant assisté au décès, au centre d'état civil ~~dans le ressort duquel le décès est survenu.~~

ART. 13 - Mentions des mariages et des décès doivent être portées sur la souche du registre de déclaration de naissance du centre d'état civil du lieu de naissance des intéressés.

ART. 14 - Les actes de reconnaissance d'enfants sollicités par le père ou intervenus après le délai de deux mois prévu à l'article 10, sont adressés au tribunal du 1er degré du lieu de naissance. Ils doivent être homologués par un jugement de ce tribunal et leur dispositif doit être transcrit en marge de l'acte de naissance pour qu'ils aient force exécutoire.

ART. 15 - Les changements de noms sont admis lorsqu'ils sont autorisés par des dispositions législatives ou réglementaires.

ARTICLE 16 - (2)

ART. 17 - Aucun divorce ne sera tenu pour valable que prononcé ou constaté par un jugement du tribunal du 1er degré.

Mention du divorce doit être portée sur les souches des registres de déclarations de naissance et de mariage déposés au centres d'état civil des lieux de naissance et de mariage des intéressés.

ART. 18 - A l'expiration du délai de deux mois prévu aux articles 9 et 12 pour les déclarations de naissance et de décès, le tribunal du 1er degré devra rendre un jugement supplétif d'acte de naissance ou de décès. L'enregistrement des actes ne pourra avoir lieu que sur production de ce jugement par les personnes habilitées à faire des déclarations.

(1) les alinéas 5 et 6, article 11 ont été supprimés par la loi n° 38/61 du 9/12/1961

(2) l'article 16 a été supprimé par la loi n° 38/61 du 9 décembre 1961. .../...

TITRE V

De la rectification et de la reconstitution des actes de l'état civil

ART. 19 - La rectification et la reconstitution des actes de l'état civil ne peuvent être effectuées qu'en vertu d'un jugement.

Il y aura lieu à rectification, dans les cas d'erreurs, d'omissions, de ratures et de renvois.

Il y aura lieu à reconstitution, dans les cas de perte ou destruction totale ou partielle des registres d'état civil.

Les tribunaux du 1er degré sont seuls compétents.

ART. 20 - La demande en rectification ou en reconstitution peut être faite par la personne que l'acte concerne et par toute personne ayant à cette rectification ou à cette reconstitution un intérêt né et actuel.

Elle peut également être faite par les autorités administratives.

ART. 21 - La demande est portée devant le tribunal du 1er degré dans le ressort duquel se trouve le centre d'état civil où l'acte a été ou aurait dû être reçu.

ART. 22 - La demande est instruite et il est statué selon la réglementation applicable au dit tribunal.

Il pourra être fait appel du jugement par les personnes indiquées à l'article 20 ci-dessus et par les autorités administratives. L'appel sera porté devant le tribunal du 2ème degré.

ART. 23 - Il sera fait mention d'office :

En marge des actes de naissance

- des légitimations des enfants nés des mariages contractés avant la promulgation de la présente loi, conformément aux dispositions des articles 31 et 32 ;
- des actes de mariage, des changements de nom, ainsi que des dispositifs des jugements de reconnaissance d'enfants ;
- des actes de décès ;
- des jugements prononçant ou constatant le divorce.

En marge des actes de mariage

- des jugements prononçant ou constatant le divorce.

Les dispositifs des jugements supplétifs d'actes de l'état civil devenus définitifs seront transcrits sur les registres de l'année en cours par l'officier d'état civil du centre où l'acte a été reçu.

Les dispositifs des jugements rectificatifs seront transcrits en marge des actes rectifiés.

TITRE VI

Force probante des actes de l'état civil

ART. 24 - Les copies d'actes d'état civil ne peuvent être délivrées qu'à l'administration et aux personnes qu'elles concernent. Elles portent en toutes lettres la date de leur délivrance et revêtues de la signature et du cachet de l'autorité qui les aura délivrées, feront foi jusqu'à inscription de faux.

Des extraits d'acte d'état civil peuvent être délivrés à toute personne sur simple requête.

Ces extraits ne doivent mentionner que la date, l'heure et le lieu de naissance, le sexe, les prénoms et le nom de l'enfant tels qu'ils résultent des énonciations de l'acte de naissance, éventuellement des mentions portées en marge de cet acte (reconnaissance, changement de nom, rectification, etc...).

Aucune autre mention marginale que celles de mariage, divorce et décès, ne peut être reproduite sur cet extrait.

ART. 25 - Les extraits ou copies mentionnés à l'article précédent sont délivrés par le centre d'état civil qui a enregistré l'acte, ainsi que par le centre principal d'état civil dont il dépend.

TITRE VII

Dispositions particulières aux populations nomades

ART. 26 - Pour les populations nomades et les éleveurs transhumants dont la durée de résidence dans les agglomérations n'excède pas six mois par an, les déclarations demeurent provisoirement facultatives.

ART. 27 - Il peut être dans les conditions prévues à l'article 5 des centres d'état civil secondaires itinérants, par dérogation des articles 9 et 12, les populations nomades ont la faculté d'effectuer les déclarations de naissance et de décès soit au centre principal, soit au centre secondaire itinérant dont elles relèvent.

ART. 28 - La compétence de chacun de ces Centres Secondaires s'étend à un ou plusieurs groupes villageois appartenant à une même Sous-Préfecture ou du même Poste Administratif.

ART. 29 - Le délai de déclaration des naissances et des décès est porté à quatre mois, ainsi que le délai de reconnaissance d'enfant par la mère.

TITRE VIII

Dispositions transitoires

Validation des mariages antérieurs - légitimation des enfants nés de ces unions

ART. 30 - Les déclarations des mariages, en particulier des mariages polygamiques, qui ont été contractés avant la promulgation de la présente ordonnance, seront reçues dans un délai de deux ans par l'officier d'état civil du centre principal dans le ressort duquel le mariage a été contracté.

Les déclarations de ces mariages doivent être faites par les deux époux conjointement. Elles sont enregistrées en présence de quatre témoins, deux pour le mari et deux pour la femme et en présence du chef de village, de fraction, du quartier ou de l'arrondissement de la commune urbaine où résident les époux. Cette autorité certifie l'exactitude des déclarations.

L'enregistrement a pour effet de valider le mariage à compter du jour où il a été contracté.

ART. 31 - L'enregistrement du mariage tel qu'il est prévu à l'article 30 a, en outre, pour effet de légitimer les enfants nés de cette union et dont la naissance a déjà été déclarée à l'état civil ou a fait l'objet d'un jugement supplétif avant ledit enregistrement.

ART. 32 - Lorsqu'un mariage n'aura pu être validé par suite du décès de l'un ou des deux époux, ou du divorce survenu avant l'enregistrement du mariage, les demandes de légitimation des enfants nés de cette union et dont la naissance a déjà été déclarée à l'état civil ou a fait l'objet d'un jugement supplétif, sont reçues dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente ordonnance, par l'officier d'état civil du centre principal du lieu de naissance.

(1) Ces demandes doivent être faites soit par le père ou la mère et l'un des ascendants ou proches parents, soit en cas de décès du père et de la mère, par deux des ascendants ou des proches parents.

Les déclarants doivent apporter la preuve que le mariage a bien été contracté et que l'enfant est issu de cette union.

Les déclarations sont certifiées exactes par le chef de village, de fraction, de quartier ou d'arrondissement du lieu de résidence habituelle de l'enfant.

(1) Nouveau

l'alinéa 2 a été modifié par Rectificatif n° 6/INT du 20 Juin 1961.

.../...

ART. 33 - Lorsque l'enfant aura été légitimé conformément aux dispositions des articles 31 et 32, mention de la légitimation est portée en marge de l'acte de naissance.

TITRE IX

Dispositions diverses et sanctions

ART. 34 - Les maires, chefs d'arrondissement ou de quartier des communes urbaines, les maires des communautés rurales, les chefs de canton, de village et fédération, doivent s'assurer que les personnes prévues aux articles 9 à 12 inclus ont bien fait les déclarations qui leur incombent.

Ils sont tenus de s'y substituer en cas de défaillance.

ART. 35 - L'enregistrement des déclarations d'état civil est gratuit.

La délivrance des originaux, des copies et extraits d'actes d'état civil est soumise au droit de timbre de dimension.

ART. 36 - Toute personne convaincue d'avoir sciemment formulée des assertions inexactes à l'occasion d'une des déclarations de l'état civil prévues par la présente ordonnance, sera passible d'une amende de 1 000 à 25 000 francs et d'une peine de 6 jours à 3 mois d'emprisonnement ou de l'une de ces deux peines seulement.

Seront également punis des mêmes peines les officiers d'état civil et leurs secrétaires convaincus d'avoir sciemment enregistré de fausses déclarations.

(2) Les infractions aux dispositions des articles 2, 9, 12 et 34 de la présente ordonnance seront punies d'une amende de 1 000 à 3 000 francs.

ART. 37 - Sont abrogées toutes dispositions et réglementations antérieures concernant l'état civil, contraires à la présente ordonnance.

ART. 38 - La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel, déposée sur le Bureau de l'Assemblée Nationale en vue de l'application de l'article 33 de la Constitution et exécutée comme loi de l'Etat./-

(2) Nouveau

l'alinéa 3 a été modifié par Rectificatif n° 6/INT du 20 Juin 1961.

Fait à FORT-LAMY, le 2 Juin 1961

(é) François TONBALBAYE.-

2 - Documents utilisés par l'état civil

2.1 - Les fiches

Il existe des fiches médicales délivrées par un centre médical lorsqu'un événement de naissance ou de décès y intervient. Elles ne sont pas disponibles pour être publiées dans le présent document.

Lorsqu'un des deux événements précédents intervient hors du contrôle médical, le centre d'état civil intéressé reçoit du déclarant une déclaration verbale.

Dans le cas d'un mariage, les futurs époux sont tenus de remplir au centre d'état civil, quelques jours avant la célébration du mariage, une fiche appelée "demande de mariage". Cette fiche se présente comme suit ~~page~~ un mariage coutumier :

.../...

 DEMANDE DE MARIAGE COUTUMIER

- 1- Contracté le _____ entre _____
 2- 1° _____
 3- Fils de _____
 4- Et de _____
 5- Né le _____ à _____
 6- Race _____ Groupement _____
 7- Subdivision _____ Région _____
 8- Profession _____
 9- Résidence _____
 10- 2° et _____
 11- Fille de _____
 12- Et de _____
 13- Née le _____ à _____
 14- Race _____ Groupement _____
 15- Subdivision _____ Région _____
 16- Profession _____
 17- Résidence _____
 18- Consentement des époux _____
 19- Consentement de chef de la famille _____
 20- De l'épouse _____
 21- De l'époux _____
 22- Oppositions _____
 23- Dot _____
 24- Montant convenu _____
 25- Somme versée _____
 26- Date du versement _____
 27- Dates et montant des versements complémentaires _____
 28- Témoins _____
 29- Mari 1er _____ Femme 1ère _____
 30- 2è _____ 2è _____
 31- Dressé par nous _____ Officier de l'état civil _____
 du Centre de _____
 32 - Assisté de _____ Secrétaire d'Etat Civil

 SIGNATURES

.../...

2.2 - Les actes proprement dits (ou les jugements supplétifs)

- pour une naissance, l'acte se présente
de la manière suivante :

VOLET N° 1

(à remettre à celui des parents investi de la puissance paternelle)

ACTE DE NAISSANCE N° _____

Centre d'Etat Civil (1) _____

de _____

le (2) _____

se sont présentés (3) _____

qui a (ou ont) déclaré la naissance d'un enfant

de sexe _____

survenue à _____

rue (4) _____

le (5) _____

nommé _____

Fils de (6) _____

né à _____

le _____

Profession _____

et de (7) _____

née à _____

le _____

Profession _____

sa légitime épouse (8) _____

L'Officier d'Etat Civil,

Les déclarants (9)

.../...

- pour un décès, l'acte est libellé selon le modèle ci-après :

VOLET N° 2

ACTE DE DECES N°

(à remettre au déclarant)

Centre d'Etat Civil (1) _____

de _____

le (2) _____

s'est présenté M _____

domicilié à _____

qui a déclaré le décès survenu

à _____

le (2) _____

de _____

sexe _____

célibataire - époux - divorcé de (3) _____

profession _____

qui était né à _____

le (2) _____

de _____

et de _____

Référence acte de naissance (4)

n° _____ du _____

dressé à _____

Le déclarant, (5)

L'Officier d'Etat Civil,

.../...

- pour un mariage, l'acte est formulé comme suit :

VOLET N° 1

ACTE DE MARIAGE

N° _____

(à remettre au conjoint)

Centre d'état civil de _____

le (en lettres) _____

par devant Nous _____

Officier d'état civil de _____

Ont comparu publiquement en la maison commune :

M. _____

profession _____

né le _____ à _____

canton de _____

Sous-Préfecture _____

fils de _____

et de _____

veuf ou divorcé de (1) _____

Acte de naissance n° _____ du _____

établi par _____

représenté par (2) _____

et

M. (3) _____

profession _____

née le _____ à _____

canton de _____

Sous-Préfecture _____

fille de _____

et de _____

veuve ou divorcée de (1) _____

Acte de naissance n° _____ du _____

établi par _____

qui nous ont déclaré devant témoins avoir contracté volontairement mariage.

Signature de l'Officier d'état civil,

Chaque conjoint reçoit un exemplaire de l'acte. Au dos de cet exemplaire est inscrit ce qui suit :

.../...

STIPULATIONS PARTICULIERES

(A inscrire éventuellement au verso de la souche et des volets)

Engagement de monogamie :

L'époux déclare expressément le _____
renoncer à prendre une seconde épouse, tant que le présent
mariage n'aura pas été dissous par un jugement de divorce ou le
décès de son conjoint.

L'Officier d'Etat Civil,

Stipulations relatives à la dot (1) :

Montant en espèce _____

Montant en nature _____

Dates des versements _____

L'Officier d'Etat Civil,

Contrat de mariage :

Sur notre interpollation les futurs époux ont déclaré :

- qu'il n'a pas été fait de contrat de mariage (1)

- qu'un contrat de mariage a été reçu le _____

par Maître _____ Notaire à _____

(1) - Rayer la mention inutile

A chaque exemplaire de l'acte remis à chaque conjoint correspond
un avis de mention de mariage que le centre d'état civil adresse à l'officier
d'état civil des lieux de naissance desdits conjoints ; cet avis est libellé
suivant le modèle ci-après :

.../...

 REPUBLIQUE DU TCHAD

Préfecture de _____

Sous-Préfecture de _____

AVIS DE MENTION DE MARIAGE

(à transcrire en marge de l'acte
de naissance du conjoint)

Adressé à E. l'Officier d'état civil du centre de _____

Sous-Préfecture _____

L'Officier d'état civil du centre de _____

a enregistré le _____

Sous le n° _____

le mariage de M. (3) _____

né le _____ à _____

canton _____

Acte de naissance n° _____

du _____

avec M. _____

qui a déclaré adopter le régime de la

monogamie

rayer la mention inutile

polygamie

Le _____

L'Officier d'Etat Civil,

Signalons que pour tout événement, de naissance, de décès ou de mariage, lorsque la déclaration est faite hors du délai légal (2 mois pour les naissances et décès), elle n'est reçue que par un tribunal suivant la méthode ci-dessous.

- Le déclarant introduit une demande de jugement, libellée de la manière suivante :

.../...

DEMANDE DE JUGEMENT SUPPLÉTIF TENANT LIEU D'ACTE DE NAISSANCE

Nom et prénoms _____ âgé de _____
 Profession _____ Demeurant à _____
 Lieu de naissance _____ Canton de _____
 à _____

Monsieur

J'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance la faveur de me faire établir un Jugement Supplétif tenant lieu d'acte de naissance.

Nom et prénoms _____ né vers _____
 Lieu de naissance _____ Canton _____
 District de _____ Région du _____
 Race _____ Nationalité _____

Les personnes ci-après peuvent témoigner ce fait :

Nom et prénoms _____	âgé de _____	Fonction _____
Nom et prénoms _____	âgé de _____	Fonction _____
Nom et prénoms _____	âgé de _____	Fonction _____
Nom et prénoms _____	âgé de _____	Fonction _____

NOTA.— Le premier témoin doit être obligatoirement le chef de village du lieu de naissance.

Fait à _____, le _____ 19____

Signature du demandeur,

Le tribunal intéressé se réunit et procède au jugement qui permet l'établissement et la délivrance d'un jugement supplétif formulé comme suit :

.../...

12 - TCHAD

COMMUNAUTE

REPUBLIQUE DU TCHAD

Unité - Travail - Progrès

Préfecture

Sous-Préfecture

Jugement n° _____ du _____ 19__

Audience publique tenue le _____

Par le tribunal du premier degré de _____

COMPOSE DE :

Messieurs

Jugement supplétif

d'acte de { naissance (1)

(Nommé

Président_____
Assesseur titulaire_____
Assesseur suppléant

Tous ayant prêté serment

Assistés de _____ Interprète

CAUSE DU NOMMEEXPOSE DES FAITS

1° Témoin _____

2° Témoin _____

3° Témoin _____

4° Témoin _____

.../...

La cause étant ainsi instruite, le Président a délibéré avec les assesseurs, puis le Tribunal a rendu le jugement dont teneur suit :

MOTIFS DU JUGEMENT

VU _____

VU _____

VU _____

ATTENDU _____

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal décide publiquement que le nommé _____

est bien né, est bien décédé (1) vers _____ à _____

Canton de _____

District _____ Région _____ de père (2) _____

et de mère (2) _____

Dit qu'il sera fait mention du présent jugement sur le Registre d'Etat Civil africain du

Centre de _____

Pour l'année en cours.

Exonéré le requérant des frais de jugement

Ainsi jugé et prononcé en audience publique le jour, mois et an que dessus.

Ont signé le Président et les Assesseurs.

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Biffer la mention inutile, (s'il s'agit d'un acte de décès).

.../...

2.3 - Les copies et extraits d'actes (ou de jugements supplétifs)

Une copie est une reproduction certifiée conforme de l'acte ou du jugement supplétif ~~original~~. Elle porte au bas du document la mention suivante :

Pour copie certifiée conforme

Lieu, date et signature de l'Autorité.

Un extrait ne mentionne que quelques caractéristiques essentielles de l'acte ou du jugement supplétif.

Ces documents ne sont pas disponibles pour être publiés.

2.4 - Les états récapitulatifs

A la fin de chaque mois, chaque centre d'état civil dresse sur des registres centralisateurs ouverts à raison d'un par événement et dans l'ordre chronologique, la table des actes établis et enregistrés.

Parallèlement, chaque centre principal d'état civil tient un fichier alphabétique pour les naissances et les décès. Le modèle n'est pas disponible pour fournir plus de détails.

.../...

13 - T O G O

I - Texte législatif en vigueur

DECRET N° 62-89 DU 2 JUILLET 1962

Vu la Constitution en date du 14 avril 1961 ;

Vu l'arrêté n° 384-54/AP du 21 avril 1954 réorganisant l'état civil
des personnes de statut coutumier ;

Vu la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire du Togo ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

TITRE PREMIER

Actes de l'état civil

CHAPITRE 1

Des formes

ARTICLE 1er - Acte sera obligatoirement dressé des naissances, mariages et décès
survenus sur le territoire de la République.

ART. 2 - Les déclarations sont reçues :

1°) Dans les communes par les maires et leurs adjoints ;

2°) Dans les Circonscriptions administratives, par le Chef de Circonscription ou le chef de poste administratif si ces déclarations sont faites au chef-lieu de la Circonscription ou du poste, par les agents de l'état civil nommés par arrêté du Ministre de l'Intérieur lorsqu'elles sont faites dans les autres centres de l'état civil.

ART. 3 - Les centres de l'état civil sont créés par arrêté du Ministre de l'Intérieur sur proposition des Chefs de Circonscription.

ART. 4 - Les agents de l'état civil perçoivent une indemnité pour chaque acte reçu.

Cette indemnité, imputable sur le Budget Général et payable à la fin de chaque trimestre, sera déterminée et fixée par un arrêté conjoint du Ministre de l'Intérieur et du Ministre des Finances.

.../...

ART. 5 - Les actes sont inscrits de suite, sans aucun blanc, sur des registres spéciaux ouverts au premier janvier de chaque année, cotés par première et dernière page et paraphés sur chaque feuille par le Juge de Paix.

Ils portent un numéro constatant l'ordre de leur inscription. Les ratures et les renvois sont approuvés et signés de la même manière que le corps de l'acte.

Il est tenu registre par nature de déclarations.

Ces registres seront du modèle annexé au présent décret.

ART. 6 - Les actes sont signés par l'agent de l'état civil et par le déclarant. Si ce dernier ne sait ou ne peut signer, mention en est faite.

ART. 7 - Le volet n° 4 est remis immédiatement au déclarant. Il tient lieu d'extrait d'acte d'état civil.

Les volets n° 3 sont adressés mensuellement au Service de la Statistique à Lomé.

ART. 8 - Les volets n° 2 sont adressés chaque année au Juge de Paix et déposés au Secrétariat-Graffe du Tribunal coutumier de première instance. Les volets n° 1 constituent les registres d'état civil. A la fin de chaque année, ces registres sont clos et arrêtés par l'agent chargé de l'état civil.

ART. 9 - Les Maires, les Chefs de Circonscription Administrative, les Chefs de Poste Administratif et les agents désignés par arrêté du Ministre de l'Intérieur sont responsables de la tenue et de la conservation des registres.

ART. 10 - En cas de suppression d'un centre, ses registres sont versés aux archives du centre de rattachement.

ART. 11 - Le registre clos, il est dressé, à la suite du dernier acte, une table alphabétique des actes y contenus.

Elle comporte en face du nom, dans une colonne la date de l'acte, dans une autre, le numéro d'inscription de l'acte.

Il est établi, tous les cinq ans, un relevé des tables alphabétiques annuelles.

Ces relevés qui portent le nom de "tables quinquennales de l'état civil" sont dressés dans les mêmes formes que les tables annuelles et comportent les mêmes mentions.

Les tables alphabétiques quinquennales sont établies en deux exemplaires; l'un est conservé au centre d'état civil, l'autre est déposé au Secrétariat-Graffe du Tribunal coutumier de première instance.

.../...

CHAPITRE II

Les différentes sortes d'acte

A - Acte de naissance

ART. 12 - Les déclarations de naissances doivent être faites au plus tard dans les trente jours qui suivent la naissance de l'enfant par l'un des parents de l'enfant ou, à défaut par le médecin, la sage-femme ou par toute personne ayant assisté à l'accouchement.

B - Actes de mariage

ART. 13 - Les déclarations de mariage sont faites par les époux, accompagnés des parents qui ont consenti au mariage, du chef de famille, lorsque la coutume exige son consentement, et des témoins coutumiers.

Les déclarations doivent être faites dans les trente jours qui suivent la célébration du mariage.

C - Actes de décès

ART. 14 - Les déclarations de décès doivent être faites dans les quinze jours qui suivent le décès. Elles sont faites par un parent ou par toute personne ayant connaissance du décès.

CHAPITRE III

Mentions sur les actes d'état civil

ART. 15 - Il est fait mention, d'office, en marge des actes de naissance des intéressés, des actes de mariage et de décès les concernant.

Les divorces constatés par jugements devenus définitifs, ou dans les formes coutumières, sont également mentionnés d'office en marge des actes de naissance et de mariage concernant les époux divorcés.

Les mentions relatives aux divorces seront portées au dos de la souche du registre des naissances ainsi qu'à celui des mariages et au dos des volets n° 2 déposés au Secré^{riat}tariat-Greffe du Tribunal coutumier de première instance.

Les mentions relatives aux décès en indiqueront la date et le lieu ainsi que le numéro d'ordre de l'acte de décès.

Ces mentions sont faites par l'autorité chargée de la conservation des registres et par le Secrétaire-Greffier du Tribunal coutumier de première instance, sur le vu d'un avis de mention délivré par l'autorité chargée de recevoir l'acte donnant lieu à mention.

.../...

CHAPITRE IV

Rectification et reconstitution des actes de l'état civil ne peuvent être effectuées qu'en vertu d'un jugement.

ART. 16 - La reconstitution et la rectification des actes de l'état civil ne peuvent être effectuées qu'en vertu d'un jugement.

Il y a lieu à reconstitution dans les cas de perte ou de destruction totale ou partielle des registres et dans le cas de déclaration n'ayant pu être reçue par suite de l'expiration du délai prévu aux articles 12 à 14.

Il y a lieu à rectification dans le cas de déclaration fausse ou erronée.

Les tribunaux coutumiers de première instance sont seuls compétents en premier ressort en matière d'état civil.

ART. 17 - La demande en reconstitution ou en rectification peut être faite par la personne ayant à cette reconstitution ou rectification un intérêt né et actuel.

Elle peut également être faite soit par l'autorité administrative, soit par le Procureur de la République.

La demande est portée devant le tribunal coutumier de première instance dans le ressort duquel se trouve le centre d'état civil où l'acte a été ou aurait dû être reçu.

Il peut être fait appel du jugement par les personnes et autorités mentionnées aux alinéas 1 et 2 du présent article.

L'appel sera porté devant le tribunal coutumier d'appel.

ART. 18 - Le dispositif de tout jugement de rectification d'acte de l'état civil devenu définitif est transcrit d'office à la diligence du juge de paix au dos de la souche sur laquelle figure l'acte rectifié.

Cette dernière transcription est faite également par le Secrétaire-Greffier sur le volet n° 2 par lui conservé.

A ces fins, copie du dispositif à transcrire est adressée par la juridiction qui a statué, à l'agent d'état civil ainsi qu'au Secrétaire-Greffier intéressés.

Le dispositif de tout jugement de reconstitution ou supplétif d'acte d'état civil devenu définitif est transcrit d'office dans les mêmes formes à sa date, au dos de la souche sur le registre de l'année en cours du lieu où a été dressé l'acte détruit ou perdu ou sur le registre de l'année où la déclaration aurait dû être faite.

.../...

CHAPITRE V

Dispositions spéciales

ART. 19 - Les regisseurs de prisons, les directeurs d'hôpitaux, de cliniques, d'asiles, etc... sont tenus de déclarer les naissances ou décès survenus dans leurs établissements.

A l'occasion de la célébration de baptêmes, mariages et funérailles religieux, le célébrant doit exiger des intéressés ou de leur famille, suivant le cas, l'acte d'état civil correspondant.

Livret d'état civil

ART. 20 - Il est institué un livret d'état civil pour les fonctionnaires, employés et agents de l'Administration, ainsi que pour toute personne qui en fera la demande.

Un arrêté d'application déterminera les conditions dans lesquelles ce livret sera établi et distribué.

TITRE II

Actes de notoriété

ART. 21 - A compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret, il ne sera plus délivré d'actes de notoriété.

Les actes de notoriété établis antérieurement au 1er juillet 1954 demeurent valables.

TITRE IIICHAPITRE I

De la délivrance des copies des actes de l'état civil

ART. 22 - Il est délivré à toute personne qui en fait la demande, copie des actes qui la concernent. Copie peut également être délivrée aux ascendants, descendants, conjoints et héritiers dont la qualité aura été reconnue.

Elle est délivrée aux demandeurs, et à leur frais, conformément à la législation en vigueur, par les agents de l'état civil qui doivent la certifier conforme au registre, la signer et, le cas échéant, y apposer le cachet du centre d'état civil. Copie de tout acte peut dans les mêmes conditions être délivrée par le Secrétaire-Greffier.

.../...

Les droits de délivrance des copies seront perçus au moyen d'un timbre spécial apposé sur les dites copies et dont la valeur sera fixée par un arrêté ultérieur.

Ces dispositions ne s'appliquent pas à la délivrance de la copie établie au moment où l'acte est dressé. Cette délivrance est gratuite.

Copie sera délivrée également gratuitement :

- 1°) - en cas d'indigence dûment constatée ;
- 2°) - pour les actes de naissance, en vue de la constitution des dossiers scolaires.

ART. 23 - Les autorités administratives et judiciaires peuvent obtenir copie de tout acte de l'état civil. Cette copie est établie comme il est dit aux articles précédents, mais sur papier libre et sans frais.

CHAPITRE II

De la vérification des registres

ART. 24 - Les registres tenus dans les centres d'état civil sont obligatoirement visés une fois par trimestre par le chef de la circonscription administrative.

Au cours du premier trimestre de chaque année, le Procureur de la République ou le Magistrat par lui délégué à cet effet, vérifie les registres. Il adresse son rapport de vérification au Procureur Général près la cour d'appel et présente les propositions nécessaires aux rectifications éventuelles.

TITRE IV

ART. 25 - Sera punie d'une peine de huit jours d'emprisonnement au plus et d'une amende de 3 000 à 18 000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, toute personne qui, tenue aux termes du présent décret de faire obligatoirement les déclarations à l'état civil, aura omis de le faire.

ART. 26 - Le présent décret entrera en vigueur aux dates qui seront précisées par arrêté du Ministre de l'Intérieur.

ART. 27 - Toute disposition contraire au présent décret est abrogée.

ART. 28 - Le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de la Justice et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

LOME, le 2 Juillet 1962

(é) S.E. OLYMPIO.-

2 - Documents utilisés par l'état civil2.1 - Les fiches

Elles sont étudiées selon trois cas :

* Le premier cas concerne l'évènement intervenu sous contrôle médical, dans un centre médical ; on examinera le cas d'une naissance puis celui d'un décès.

- Pour une naissance, les fiches de déclaration se présentent comme suit :

- pour une clinique ;

CLINIQUE N. D. DE LOURDES

FICHE DE DECLARATION DE NAISSANCE N° _____

Nom de l'enfant _____

Sexe _____

Lieu de Naissance _____

Date et heures _____

Nom et prénoms du père _____

Age et profession _____

Domicile _____

Nom et prénoms de la mère _____

Age et profession _____

Domicile _____

Mariés selon la coutume _____

Lomé, le _____ 19____

Signature,

.../...

- pour un hôpital

TOGOFORM - 54 - 6-63/400 x 200REPUBLIQUE TOGOLAISESANTE PUBLIQUE

N° _____

Hôpital d _____

Maternité d _____

DECLARATION DE NAISSANCE

Je soussignée _____
 sage-femme en service à l'hôpital de _____ certifie que
 la nommée _____
 Née le _____ à _____
 Profession _____
 Epouse de _____
 Né le _____ à _____
 Profession _____
 Demeurant actuellement à _____
 a mis au monde à la maternité de l'hôpital d _____
 le _____ un enfant du sexe _____
 à qui elle déclare donner les noms _____

_____, le _____ 19____

Vu :

Le Médecin-Chef,

La Sage-femme de service,

.../...

- Pour un décès, la fiche de déclaration se présente de la manière suivante pour tout centre médical -

CERTIFICAT MEDICAL DE LA CAUSE DE DECES

N° _____

Nom _____ Prénom _____
 Age _____ Sexe _____
 Lieu de naissance _____
 Date de décès _____
 Lieu de résidence _____
 Lieu de décès : hôpital _____ Domicile _____
 Profession _____
 Nom du père _____
 Nom de la mère _____
 Lieu de résidence des parents _____
 Situation de famille : marié - célibataire - divorcé
 Nombre d'enfants _____

CAUSE DE DECES

I	
Maladie ou affection morbide ayant directement provoqué le décès	(a) _____ due à (consécutive à)
Antécédents	(b) _____ dues à (consécutives à)
II	
Autres états morbides importants	(c) _____ _____
(n°) a (pas) été soigné par le médecin Autopsie ; oui ou non	

Titre du certificateur
Signature,

N. B.

Rayer les mentions inutiles

Date

* Le deuxième cas intéresse l'événement intervenu hors du contrôle médical, à domicile. Le déclarant remplit une fiche de renseignements obtenue du centre d'état civil. Elle est libellée comme suit :

- pour une naissance ;

REGION MARITIME
COMMUNE DE LOME
ETAT CIVIL DE LOME

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-Patrie

Renseignements d'une nouvelle
Déclaration de Naissance à remplir par le
déclarant et à déposer à l'Etat Civil dans les
30 jours qui suivent la naissance de l'enfant
Décret 62-89 Chap. 11 art. 12

Nom et prénoms de l'enfant _____

Sexe _____

Date et heure de naissance _____

Lieu de naissance _____

Nom et prénoms du père _____

Age et coutume du père _____

Profession et domicile du père _____

Nom et prénoms de la mère _____

Age et coutume de la mère _____

Profession et domicile de la mère _____

Nom, prénoms et domicile du déclarant _____

Date de la déclaration _____

Naissance dans une maternité oui ou non (si oui joindre la déclaration de la Sage-Femme).

En cas de naissance à domicile, une autorisation spéciale après enquête du Maire de la Ville est exigée,

S'agit-il de simple, de jumeaux, de triplets ou autres :
préciser _____

Combien la mère a-t-elle eu d'enfants nés vivants avant celui-ci _____

Combien la mère a-t-elle eu d'enfants nés morts avant celui-ci _____

Mariage à l'état civil oui ou non ? si oui joindre une copie de l'acte de mariage ou le livret de famille.

Mariage coutumier oui ou non ?

N.B. : - La présentation de la carte de recensement du père ou de la mère de l'enfant est obligatoire.

Adresse et signature du déclarant,

.../...

- pour un décès ;

REGION MARITIME

COMMUNE DE LOME

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail - Liberté - Patrie

-:-:-

DECLARATION DE DECES

Fiche de Renseignement

DECRET 62-89 du 2-7-1962 Chap. 11 Art. 14

A remplir par le Déclarant et à remettre à l'Agent chargé de
l'Etat Civil dans les 15 jours qui suivent le Décès.

Nom et Prénoms du défunt _____

Lieu et date de Naissance _____

Nom du père _____

Nom de la mère _____

Situation matrimoniale (célibataire ou marié) _____

Ethnie du défunt _____

Domicile du défunt _____

Profession _____

Lieu du Décès _____

Date du Décès _____

Date de la Déclaration _____

Nom et Prénoms du déclarant _____

Domicile du déclarant _____

Joindre le Certificat Médical de la cause de décès délivré par
le Médecin-Chef de la Polyclinique de LOME.

Adresse et Signature du Déclarant.

.../...

* Le troisième cas est celui du mariage où le contrôle médical n'intervient pas. Les futurs époux remplissent une fiche de renseignements de mariage dont le contenu est le suivant :

REGION MARITIME

FICHE DE RENSEIGNEMENT DE MARIAGE

COMMUNE DE LOME

(Décret 62-89 du 2-7-62 Chap. 11 Art. 13)

(A remplir par les époux et à remettre à l'Agent chargé de l'Etat Civil dans les Trente jours qui suivent la Célébration du Mariage).

EPOUX

Nom et prénoms _____
 Date et lieu de naissance _____
 Profession et domicile _____
 Religion et Ethnie _____
 Fils de _____ vivant ou mort domicile _____
 et de _____ vivante ou morte domicile _____
 Coutume _____
 Date et lieu de mariage _____
 Date de la déclaration à l'Etat Civil _____
 Dot _____
 S'agit-il de votre premier mariage ? _____
 Un témoin : Nom et prénoms _____ domicile _____
 Une copie de votre acte de naissance ou carte d'identité.
 Joindre les copies d'acte de naissance de vos enfants issus de la même épouse.

EPOUSE

Nom et prénoms _____
 Date et lieu de naissance _____
 Profession et domicile _____
 Religion et Ethnie _____
 Fille de _____ vivant ou mort domicile _____
 et de _____ vivante ou morte domicile _____
 Coutume _____
 Le témoin doit être un parent paternel père - mère ou chef de Famille.
 Nom et prénoms _____
 S'agit-il du premier mariage oui ou non _____
 Si non, joindre le certificat de Divorce du premier mariage.
 Une copie de votre certificat de naissance ou carte d'identité.
 Signatures et Adresses des Déclarants.

Si l'un des futurs conjoints est mineur, il doit produire une fiche d'autorisation au mariage de ses parents. Le centre d'état civil procède alors à la publication des bans. La célébration du mariage se fait ensuite, en même temps que la production de l'acte de mariage.

2.2 - Les actes proprement dits et les jugements supplétifs

- Pour une naissance, l'acte se présente de la manière suivante :

.../...

N° du feuillet _____
 N° du registre _____
 Année _____ N° de l'acte _____

DECLARATION DE NAISSANCE

Volet N° 3 (à expédier au Service de la Statistique à la fin de chaque mois)

Circonscription (1) { d _____ (2 colonnes)
 Commune _____
 Centre d'Etat Civil d _____ (3 col.)
 Sexe : Masculin Féminin (1) (1 ")
 Date de naissance _____ (4 ")
 Lieu de naissance :
 Circonscription (1) { d _____ (2 ")
 Commune _____
 Village de _____ (3 ")
 Naissance dans une maternité ou non (1) (1 ")
 Au moment de la naissance la mère était assistée par : un médecin, une sage-femme, une infirmière, une matrone, ou une autre personne (1) _____ (1 colonne)
 S'agit-il d'une naissance simple de jumeaux, de triplets ou autres Précisez (1) _____ (1 col.)
 Combien la mère a-t-elle eu d'enfants nés avant celui-ci :
 - nés vivants (2 ")
 - morts avant leur naissance (2 ")
 Enfant vivant le jour de la déclaration oui non (1) (1 ")
 Si non, l'enfant a-t-il respiré après sa naissance oui non (1)
 Profession du père _____ (3 col.)
 Age du père _____ (2 ")
 Age de la mère _____ (2 ")
 Ethnie de la mère _____ (2 ")
 Domicile habituel de la mère :
 Circonscription (1) { d _____ (2 ")
 Commune _____
 Village de _____ (3 ")
 Activité professionnelle de la mère :
 La mère exerce-t-elle une profession ? oui ou non (1) (1 ")
 Si oui (quelle est sa prof. exacte ? (1 ")
 est-elle salariée ? oui non (1) (1 ")
 Date de la déclaration _____ (3 ")
 Situation matrimoniale des parents : mariage à l'Etat Civil ou coutumier (1) (1 ")
 Signature de l'agent chargé de l'Etat Civil _____ Signature du déclarant _____

(1) barrer les mentions inutiles.

N° du feuillet _____
 N° du registre _____
 Année _____ N° de l'acte _____

DECLARATION DE NAISSANCE

Volet N° 4 (à remettre au déclarant)

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____
 Centre d'Etat Civil d _____
 Je soussigné _____
 Fonction _____

Certifie avoir reçu la déclaration de la naissance de :

Noms de l'enfant :

Sexe : Masculin Féminin (1)
 Date de naissance _____
 Lieu de naissance :
 Circonscription (1) { d _____
 Commune _____
 Village d _____
 Nom du père _____
 Age du père _____
 Coutume du père _____
 Profession du père _____
 Nom de la mère _____
 Age de la mère _____
 Domicile habituel de la mère _____

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____
 Village d _____
 Date de la déclaration _____
 Nom du déclarant _____
 Domicile du déclarant _____

Situation matrimoniale des parents :
 mariage à l'Etat Civil ou mariage coutumier (1)
 Signature de l'agent chargé de l'Etat Civil _____ Signature du déclarant, _____

(1) barrer les mentions inutiles

(A) Le volet n° 3 (à expédier au Service de la Statistique à la fin de chaque mois) porte une grille de chiffrement qui a été remplacée ici par le nombre de colonnes correspondant à la codification de chaque caractéristique.

Le contenu de chacun des volets n° 1 (souche) et n° 2 (à expédier au greffe du Tribunal) est identique à celui du volet n° 4 ci-contre (à remettre au déclarant). Cette remarque reste valable pour le cas des décès et celui des mariages.

- Pour un décès, l'acte est libellé de la manière suivante :

.../...

N° du feuillet _____
 N° du registre _____
 Année _____ N° de l'acte _____

DECLARATION DE DECES - Volet N° 3

à expédier au Service de la Statistique à la fin de chaque mois).

Circonscription (1) { d _____ (2 col.)
 Commune

Centre d'Etat Civil de _____ (3 ")

Sexe : Masculin Féminin (1) _____ (1 ")

Date de naissance _____ (4 ")

Lieu de naissance (_____

Circonscription (1) d _____ (2 ")

Commune

Village d _____ (3 ")

Situation matrimoniale du défunt cël. (2) _____

au moment de décès (1) marié _____ (1 ")

Profession _____ (3 ")

Ethnie du défunt _____ (2 ")

Domicile habituel du défunt :

Circonscription (1) { d _____ (2 ")

Commune

Village d _____ (3 ")

Lieu de décès :

Circonscription (1) { d _____ (2 ")

Commune

Village d _____ (3 ")

Date du décès : _____ (4 ")

Décès survenu : à l'hôpital oui non (1) _____

au domicile oui non (1 ") _____

ailleurs (préciser) _____

Le décès a-t-il été constaté : par un médecin, par un infirmier, une sage-femme ou une autre personne (préciser) (1) _____ (1 ")

Cause du décès (3) _____ (3 ")

Date de la déclaration _____ (4 ")

Signature de l'agent chargé de l'Etat Civil _____ Signature du déclarant _____

- (1) barrer les mentions inutiles
 (2) ou veuf non remarié ou divorcé non remarié
 (3) accident, épidémie, maladie, vieillesse préciser le plus possible dans chaque cas.
 (A)

N° du feuillet _____
 N° du registre _____
 Année _____ N° de l'acte _____

DECLARATION DE DECES - Volet N° 4

(à remettre au déclarant)

Circonscription (1) { d _____
 Commune

Centre d'Etat Civil d _____

Je soussigné _____

Fonction _____

Certifie avoir reçu la déclaration

du décès de :

Noms du défunt _____

Sexe : Masculin Féminin (1) _____

Date de naissance _____

Lieu de naissance _____

Circonscription (1) { d _____

Commune

Village d _____

Nom du père _____

Nom de la mère _____

Situation matrimoniale du défunt (célibat. (2) _____

au moment du décès (1) marié _____

Profession _____

Domicile habituel du défunt :

Circonscription (1) { d _____

Commune

Village d _____

Lieu de décès :

Circonscription (1) { d _____

Commune

Village d _____

Date du décès _____

Date de la déclaration _____

Nom du déclarant _____

Domicile du déclarant _____

Signature de l'agent chargé de l'Etat Civil _____ Signature du déclarant _____

- (1) barrer les mentions inutiles.
 (2) ou veuf non remarié ou divorcé non remarié.

Suit immédiatement l'enregistrement d'un acte de décès, l'émission d'un titre spécial appelé "permis d'inhumer". Cette autorisation permet à la famille éplorée de procéder à l'enterrement des restes mortels du défunt. Ce titre se présente comme suit :

REPUBLIQUE TOGOLAISE
TRAVAIL-LIBERTE-PATRIE

REGION MARITIME

COMMUNE DE LOME

N° _____/ML

PERMIS D'INHUMER

Nous, Maire de la Commune de Lomé, Officier de l'état civil, autorisons l'inhumation des restes mortels de _____

Décédé le _____ à _____ heures à Lomé
(Togo) _____ suivant certificat de décès en
date du _____ délivré par _____
_____/-

Fait à LOME, le _____

.../...

- Pour un mariage, l'acte saisit les caractéristiques suivantes :

N° du feuillet _____
 N° du registre _____
 Année _____ N° de l'acte _____

DECLARATION DE MARIAGE - Volet N° 3

(à expédier au Service de la Statistique à la fin de chaque mois)

Circonscription (1) { d _____ (2 colonnes)
 Commune

Centre d'Etat Civil d _____ (3 ")

Renseignements concernant le mari { 1 "

Date de naissance _____ (4 ")

Lieu de naissance _____

Circonscription (1) { d _____ (2 ")
 Commune

Village d _____ (3 ")

S'agit-il d'un premier mariage oui
 non (1) _____ (1 ")

si non, combien de fois l'intéressé
 s'est-il marié _____ (2 ")

Profession _____ (3 ")

Ethnie _____ (2 ")

Religion _____ (1 ")

Renseignements concernant la femme (1 ")

Date de naissance _____ (4 ")

Lieu de naissance _____

Circonscription (1) { d _____ (2 ")
 Commune

Village d _____ (4 ")

Domiciliée à _____

Circonscription (1) { d _____ (2 ")
 Commune

Village d _____ (3 ")

S'agit-il d'un premier mariage ?
 oui non (1) _____ (1 ")

si non, combien de fois l'intéressée
 s'est-elle mariée ? _____ (2 ")

Profession _____ (3 ")

Ethnie _____ (2 ")

Religion _____ (1 ")

Renseignements connus au mari et à
 la femme :

Coutume _____

Dot _____

Date du mariage _____ (4 ")

Date de la célébration _____ (4 ")

Signature de l'agent _____
 chargé de l'état civil
 Signature des témoins, _____
 Signature des époux _____

N° du feuillet _____
 N° du registre _____
 Année _____ N° de l'acte _____

DECLARATION DE MARIAGE - Volet N° 4

(à remettre au déclarant)

Circonscription (1) { d _____
 Commune

Centre d'Etat Civil d _____

Je soussigné _____

Fonction _____

Certifie avoir reçu la déclaration de

mariage de :

Nom du mari _____

Date de naissance _____

Lieu de naissance _____

Circonscription (1) { d _____
 Commune

Village d _____

Filiation { Nom du père _____
) Nom de la mère _____

Domicilié à _____

Circonscription (1) { d _____
 Commune

Village d _____

Profession _____

Nom de la femme _____

Date de naissance _____

Lieu de naissance _____

Circonscription (1) { d _____
 Commune

Village d _____

Filiation { Nom du père _____
) Nom de la mère _____

Domiciliée à _____

Circonscription (1) { d _____
 Commune

Village d _____

Profession (1) _____

Célébré à _____

Circonscription (1) { d _____
 Commune

Village d _____

Témoins : _____

Coutume _____
 Dot _____

Dispositions spéciales _____

Nom et domicile des déclarants _____

Date du mariage _____

Date de la déclaration _____

Signature de l'agent _____
 chargé de l'état civil
 Signature des témoins _____
 Signature des époux _____

(1) pour les mentions initiales

Quel que soit l'évènement considéré, naissance, décès ou mariage, si la déclaration intervient en dehors du délai légal, elle n'est alors reçue que par un tribunal de 1ère instance. L'exemple suivant concerne le cas d'une déclaration tardive de naissance.

MINISTERE DE LA JUSTICE

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

F O R M U L E

Demande de Jugement Supplétif tenant lieu
d'Acte de Naissance

DEMANDEUR

Nom & Prénoms _____ Coutume _____
Fils de _____ Coutume _____
Et de _____ Coutume _____
Né à : _____ le _____
Profession _____

TROIS TEMOINS

- 1° - Nom et Prénoms _____ Coutume _____
Fils de _____ et de _____
Agé de _____ ans, Profession _____
Adresse _____
Est-il parent ou allié du demandeur et du bénéficiaire ? (1)
- 2° - Nom et Prénoms _____ Coutume _____
Fils de _____ et de _____
Agé de _____ ans, Profession _____
Adresse _____
Est-il parent ou allié du demandeur et du bénéficiaire ? (1)
- 3° - Nom et Prénoms _____ Coutume _____
Fils de _____ et de _____
Agé de _____ ans, Profession _____
Adresse _____
Est-il parent ou allié du demandeur et du bénéficiaire ? (1)

BENEFICIAIRE

Nom et Prénoms _____ coutume _____ sexe _____
Lieu et date de naissance _____
Profession _____
Nom & Prénoms du père _____ coutume _____
Profession _____ Domicile _____
Nom & Prénoms de la mère _____ coutume _____
Profession _____ Domicile _____
(1) Répondre oui ou non. IOME, le _____ 19 _____

Signature,

.../....

Saisi par la demande précédente, le tribunal siège en audience civile et émet un jugement civil sur requête qui tient lieu d'acte de naissance. Ce jugement est libellé comme suit :

TRIBUNAL COUTUMIER
DE
PREMIERE INSTANCE DE LOMÉ

JUGEMENT CIVIL SUR REQUETE
tenant lieu d'acte de naissance

N° _____

Audience civile du _____

du _____

Jugement sur requête concernant

Le Tribunal Coutumier de première Instance de Lomé séant à _____
statuant en matière civile, en son audience publique _____
du _____

à laquelle siégeait Monsieur _____
Juge de Paix, Président, en présence de Messieurs _____

Assesseurs désignés conformément à la loi par le Président dudit Tribunal, avec l'assistance
de Monsieur _____ Secrétaire-Greffier.

A rendu le jugement sur requête dont la teneur suit :

LE TRIBUNAL,

Vu la requête présentée par _____
demeurant à _____ aux fins d'obtenir un jugement supplétif d'acte
de naissance pour _____

Vu l'enquête à laquelle il a été procédé à la barre par l'audition des témoins produits et
convoqués régulièrement au Tribunal ;

Attendu que de cette enquête résulte la preuve des faits exposés en ladite requête ;

PAR CES MOTIFS,

Déclare que _____ du sexe _____
est né (e) à _____
le _____
de _____ et de _____

Dit que le présent jugement lui tiendra lieu d'acte de naissance.

Qu'à cet effet, son dispositif sera transcrit sur les registres de l'Etat Civil de l'année
en cours de la _____ et que mention en sera faite en marge de l'acte de naissance le
plus proche en date de celle de la naissance de _____ susnommé sur les registres de l'année
19 _____ et ce, tant sur l'exemplaire conservé à la _____ que celui déposé au Greffe du Tribunal de
céans

Met les dépens à la charge du requérant.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jour, mois et an que dessus.

Et ont signé le Président et le Greffier.

2.3 - Les copies, bulletins d'actes (ou de jugements supplétifs)

La copie est une reproduction littérale de l'acte proprement dit ;
elle porte comme mention spéciale "Pour copie certifiée conforme" ;

L'extrait apparaît comme un condensé de l'acte mais reprenant les
caractéristiques importantes de l'acte comme on le voit ci-dessous :

- pour une naissance ;

EXTRAIT DE NAISSANCE

Commune de Lomé

Centre d'Etat Civil de Lomé Ville

Je soussigné, _____

Fonction _____

Certifie avoir reçu la déclaration de naissance de :

Nom de l'enfant _____

Sexe _____

Noms (père _____)
(mère _____)

Profession du père _____

Domicile des parents _____

Nom et domicile du déclarant _____

Date de la Naissance _____

Lieu de la Naissance _____

Date de la déclaration _____

Signature de l'agent
chargé de l'Etat Civil,

.../...

- pour un décès ;

EXTRAIT DE DECES

Commune de _____

Centre d'Etat Civil de Lomé Ville _____

Je soussigné, _____

Fonction _____

Certifie avoir reçu la déclaration de décès de _____

Noms du défunt _____

Sexe _____

Date de la naissance _____

Lieu de la naissance _____

(père _____

Noms)

(mère _____

)

Célibataire _____

Marié _____

Profession _____

Domicile _____

Nom et domicile du déclarant _____

Date du décès _____

Lieu du décès _____

Date de la déclaration _____

Signature de l'agent
chargé de l'état civil,

.../...

13 - TOGO

- pour un mariage ;

EXTRAIT DE MARIAGE

Commune de _____

Centre d'Etat Civil de _____

Je soussigné, _____

Fonction _____

Certifie avoir reçu la déclaration de mariage de _____

Nom du mari _____

(Nom du père _____)
 Filiation)
 (Nom de la mère _____)
)

Domicile _____

Nom de la femme _____

(Nom du père _____)
 Filiation)
 (Nom de la mère _____)
)

Domicile _____

Célébré _____

(_____)
 Témoins)
 (_____)

Coutume _____

Dot _____

Dispositions spéciales _____

Nom et domicile des déclarants _____

Date du mariage _____

Date de la déclaration _____

Signature de l'agent
 chargé de l'état civil

Le bulletin est un autre genre d'extrait, encore plus condensé tel qu'on le constatera sur l'unique exemple suivant :

REGION	MARITIME	REPUBLIQUE TOGOLAISE
		Travail-Liberté-Patrie
Circonscription Administrative		
	<u>LOME</u>	Nom 392

BULLETIN DE NAISSANCE

M _____ (1) du Sexe _____
 est né à _____, le _____
 de _____ (2)
 et de _____ (3)

déclaration N° _____ du _____
 _____, le _____ 19__

L'Agent chargé de l'Etat Civil,

- (1) Nom et prénoms de l'enfant.
 (2) Nom, prénoms, profession, âge du père.
 (3) Nom, prénoms, profession et domicile de la mère.
-

.../...

2.4 - Les états récapitulatifs2.4.1 - L'état récapitulatif trimestriel

C'est une fiche récapitulative destinée à présenter le bilan des enregistrements effectués par chaque bureau d'état civil. Ces fiches récapitulent pour les mois correspondants au trimestre donné, le nombre d'enregistrements de naissance et de décès par sexe ; elles donnent par mois et sans autre indication, le total des enregistrements de mariages et de jugements supplétifs par évènement.

A défaut de cette fiche, nous présentons la série de documents appelés bordereaux.

2.4.2 - Bordereaux issus des rapports mensuels

Normalement chaque centre d'état civil adresse un rapport mensuel à la Direction de la Statistique.

Lorsqu'un centre d'état civil appartient à une commune, il adresse un bordereau dont le contenu est le suivant :

BORDEREAU D'ENVOI DES FEUILLETS N° 3 DES REGISTRES D'ETAT CIVILDESTINATAIRE : SERVICE DE LA STATISTIQUE GENERALE B.P. 118 LOME

Année 19__ Déclaration du mois de _____

Commune de _____

Centre d'Etat Civil de _____

Déclaration de naissances : Actes N° _____ à N° _____

Déclaration de décès : Actes N° _____ à N° _____

Déclaration de mariages : Actes N° _____ à N° _____

L'Agent du Centre d'Etat Civil,

.../...

Tandis que le modèle de bordereau rempli par un centre d'état civil appartenant à une circonscription administrative, se présente de la manière suivante :

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

REGION

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE

CENTRE D'ETAT CIVIL DE
RAPPORT MENSUEL
MOIS DE

Nature de l'Acte	<u>NOMBRE</u>		TOTAL	OBSERVATIONS
	Masculin	Féminin		
Naissance				
Décès				
Mariage				
Total des Actes délivrés				

NAISSANCE du N° _____ au N° _____
DECES du N° _____ au N° _____
MARIAGE du N° _____ au N° _____

SERVICES STATISTIQUES DES PAYS DE L' O. C. A. M.

REPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale	B. P. 660 - YAOUNDE	Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE Direction de la Statistique Générale et des Etudes Economiques	B. P. 732 BANGUI	Ministère du Plan, de la Coopération Interna- tionale et des Statistiques
REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE Direction de la Statistique	B. P. 222 - ABIDJAN	Ministère de l'Economie et des Finances
REPUBLIQUE DU DAHOMEY Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE)	B.P. 323 - COTONOU	Ministère de l'Economie et du Plan
REPUBLIQUE GABONAISE Direction de la Statistique et des Etudes Economiques	B.P. 2081 LIBREVILLE	Présidence de la République, Ministère du Plan du Développement et de la Statistique
REPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA Direction de la Statistique et de la Mécanographie	B.P. 374 OUAGADOUGOU	Ministère du Plan de l'Industrie et des Mines
REPUBLIQUE MALGACHE Institut National de la Statistique et de la Recherche Economique	B.P. 485 - TANANARIVE	Gouvernement
ILE MAURICE Central Statistical Office	ROSE HILL	Ministry of Economic Planning and Development
REPUBLIQUE DU NIGER Direction de la Statistique	B. P. 862 - NIAMEY	Ministère du Développement et de la Coopération
REPUBLIQUE RWANDAISE Direction de la Documentation et des Statistiques	B.P. 46 - KIGALI	Ministère du Plan et des Ressources Naturelles
REPUBLIQUE DU SENEGAL Direction de la Statistique	B.P. 116 - DAKAR	Ministère des Finances et des Affaires Economiques
REPUBLIQUE DU TCHAD Direction de la Statistique et des Etudes Economiques	B.P. 453 - N'DJAMENA	Ministère du Plan et de la Coopération
REPUBLIQUE TOGOLAISE Direction de la Statistique	B.P. 118 - LOME	Ministère du Plan

ABRÉVIATIONS UTILISÉES

!!! Il ne saurait être question d'inscrire un nombre en raison de la nature des choses

... Donnée non disponible

— Resultat rigoureusement nul